

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20213279	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation et reproduction, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une recherche scientifique, du dossier de la Cour de Justice de Dordogne (Juridiction d'exception) concernant le commandant X,, né le X à X et X, côté X.	13/01/2022	26/01/2022				
20215100	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, sur le fondement des trois motifs prévus à l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de son époux, Monsieur X, hospitalisé à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière du 7 février au 1er avril 2021 jour de son décès, et non seulement le compte rendu d'hospitalisation comme communiqué.		11/04/2022	Oui			
20215253	Collectivité territoriale de Corse	communication des documents suivants : 1) l'état détaillé des commandes de Chèques Emploi Service Universel (CESU) destinés à financer le plan d'aide d'allocation personnalisée d'autonomie de sa femme, Madame X, par laquelle il est mandaté, sur les exercices 2015, 2016, 2017, 2018, 2019,2020 et 2021, provenant du prestataire X fournisseur des tickets CESU, et du Centre National des Tickets CESU de Saint-Étienne; 2) le plan d'aide mentionné à l'article R.232-7, défini par l'équipe médico-sociale, pour les périodes précisées dans les décisions d'attribution d'allocation personnalisée d'autonomie de Madame X, des 1er décembre 2015, 1er avril 2017 et 1er avril 2019.	16/12/2021	11/01/2022	Fin			
20215418	Centre hospitalier Cœur de Corrèze (Tulle)	communication, afin de connaître les causes de la mort dans le cadre de la contestation d'une succession, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de son frère, Monsieur X, décédé le X, célibataire et sans enfants.		11/04/2022	Fin			
20215671	Préfecture des Yvelines	communication, par courriel, de l'intégralité de la liste électorale du département des Yvelines.	13/01/2022	11/02/2022	Non			
20215673	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	communication du décret de naturalisations de ses ascendants : 1) Monsieur X né le X au X ; 2) Monsieur X né le X à X.	27/01/2022	15/02/2022				
20215675	Préfecture de Seine-et-Marne	communication par courriel de la liste électorale du département.	13/01/2022	11/02/2022	Non			
20215737	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation et copie, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre de recherches sur la provenance de biens culturels en Europe pendant la seconde guerre mondiale, des documents conservés aux Archives de Paris sous la cote : X : Fonds de /'Étude de Maîtres X - X: procès-verbaux de vente (1937-1971) - répertoires et livres de gestion (1845-2000) -spécimens de dossiers de ventes (1937-1970) - états estimatifs et descriptifs (1916-1963)	16/12/2021	11/01/2022				
20215856	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	copie numérique, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, de l'ensemble des cahiers citoyens remplis par les Français lors du grand débat national en 2019, conservés par les Archives nationales, l'administration autorisant la seule consultation sans possibilité d'effectuer de reproduction ou de photographie.	13/01/2022	20/01/2022	Oui			
20215993	Rectorat de l'académie d'Amiens (AC 80)	communication d'une copie de ses fiches de paye établies de septembre 2018 à juin 2021.	25/11/2021	06/01/2022	Non			
20216029	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, par consultation gratuite sur place, de la convention de fiabilisation des valeurs locatives passée entre l'association des maires de l'Isère (AMI) et la direction départementale des finances publiques de l'Isère.	16/12/2021	12/01/2022	Oui			
20216043	Fondation nationale des sciences politiques (FNSP)	communication, par courrier électronique ou à défaut par envoi postal, d'une copie du courrier, le concernant personnellement et individuellement, adressé par le ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche au directeur de l'institut d'études politiques de Paris en août 2014 .	16/12/2021	11/01/2022				
20216050	Établissement public du château de Fontainebleau	communication, par voie électronique, des documents suivants : 1) les ordres du jour, les délibérations et les procès-verbaux du conseil d'administration, à compter du 1er juillet 2019 ; 2) les décisions prises sur délégation du conseil d'administration au sens de l'article 14 du décret n° 2009-279 du 11 mars 2009 créant l'établissement public du château de Fontainebleau, pour la même période.	16/12/2021	12/01/2022	Oui			
20216089	Préfecture de l'Allier	communication de l'intégralité des dossiers relatifs aux projets de parc éolien suivants, notamment les échanges entre les services de l'État, les autorités administratives compétentes et le pétitionnaire : 1) du porteur de projet X sur la commune de Treban ; 2) du porteur de projet X sur les communes de Le Theil et Deux-Chaises.	13/01/2022	21/01/2022				
20216090	Mairie de Sainte-Marie (974)	copie des deux arrêtés d'attribution d'autorisation de stationnement taxi délivrés à Madame X et Monsieur X.	10/03/2022	16/03/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20216095	Mairie d'Ernemont-la-Villette	communication, au titre des documents dits CADA, du document d'urbanisme applicable à la commune d'Ernemont-La-Villette qui sert de base à l'instruction des permis de construire.		08/02/2022				
20216106	Direction des services départementaux de l'éducation nationale du Bas-Rhin (DSDEN 67)	communication, par voie électronique, de l'intégralité du dossier scolaire de son fils X.	16/12/2021	13/01/2022				
20216122	Ministère des armées	communication d'une copie de la note n° X du 9 mars 2021.	16/12/2021	11/01/2022				
20216132	Mairie de Lahonce	communication des données (carte de localisation, hauteur mesurée, etc.) relatives aux repères de crues, justifiant le refus de sa demande de permis de construire n° PC X.	16/12/2021	12/01/2022	Fin			
20216137	Ministère des armées	consultation et reproduction du dossier militaire de Monsieur X, né le X, conservé par le centre des archives du personnel militaire de Pau.	27/01/2022	31/01/2022				
20216155	Rectorat de l'académie de Strasbourg (AC 67)	communication, dans la cadre de la campagne pour l'accès à la hors-classe des agrégés au titre de l'année 2021, des données le concernant, notamment son barème et son rang de classement sur la liste établie au niveau académique, ainsi que les avis et appréciations portés sur son dossier.	16/12/2021	11/01/2022				
20216226	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation et reproduction, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une recherche personnelle, du dossier de naturalisation de son grand-père, Monsieur X, conservé aux Archives nationales sous la cote suivante : X Dossier X : demande de naturalisation de X né le X (Pologne).	27/01/2022	31/01/2022				
20216267	Ministère des armées	communication des directives reçues par les centres ministériels de gestion (CMG) afin de ne plus réaliser les précomptes (mutuelle, PREFON...) à compter du 1 ^{er} janvier 2018, évoquées dans le courrier que lui a adressé le ministère le 25 mars 2021.	16/12/2021	11/01/2022				
20216439	Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Atlantiques (DDTM 64)	communication des documents suivants relatifs aux galliformes de montagne dans les Pyrénées-Atlantiques : 1) le bilan démographique de l'observatoire des galliformes de montagne (OGM) concernant le grand tétras, le lagopède alpin et la perdrix grise pour 2021 ; 2) l'état de la variation interannuelle du résultat des comptages menés par l'OGM ainsi que de l'indice d'abondance de ces espèces pour le département ; 3) les modalités de calcul des éventuelles attributions du prélèvement maximal autorisé pour ces espèces lors de la saison de chasse 2021-2022 ; 4) le nombre de prélèvements de grand-tétras, de lagopède alpin et de perdrix grise avec répartition entre mâle et femelle, réalisés pour la saison 2020-2021.	16/12/2021	12/01/2022	Oui			
20216456	Mairie de Nanterre	communication du protocole d'accord signé en juin 2021 entre le maire et les syndicats X et X.	16/12/2021	31/01/2022				
20216459	Première ministre	communication des documents comptables justifiant de la ventilation des subventions allouées par la Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT (DILCRAH) au cours des années 2019 et 2020 (montants, bénéficiaires, dates, objets...).	16/12/2021	31/01/2022	Oui			
20216468	OPPIDEA SEM d'aménagement de Toulouse Métropole	copie, par courrier électronique, du cahier des charges défini par OPPIDEA dans le cadre de la désignation par la procédure du dialogue compétitif de la maîtrise d'œuvre urbaine concernant la réalisation de l'opération « Paléficat - Rives de l'Hers », sur les communes de Toulouse et Launaguet (projet « Bocage Habité »).		31/01/2022	Oui			
20216482	Ministère des armées	communication de la copie numérique, en format PDF, des écrits de Monsieur X, inscrits dans le cahier des entretiens hiérarchiques, à son encontre.	16/12/2021	12/01/2022				
20216484	Agence régionale de santé Occitanie (ARS 34 - Direction générale)	communication des statuts de l'établissement GCS pôle sanitaire Cerdan.	16/12/2021	12/01/2022				
20216490	Communauté urbaine Limoges Métropole	copie dans son intégralité de l'étude réalisée par le cabinet d'expertise Merlin concernant le projet d'un nouvel incinérateur en remplacement de l'incinérateur actuel situé sur la commune de Limoges, qui relève des installations classées pour la protection de l'environnement.	17/02/2022	18/02/2022	Oui			
20216509	Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP)	communication des documents suivants : 1) l'arrêté relatif à la fermeture du service X en X ; 2) les deux arrêtés relatifs à ses affectations provisoires en 2017 et 2019 ; 3) l'arrêté relatif à sa mise en maladie ordinaire ; 4) l'arrêté relatif à son passage en demi-traitement ; 5) la copie du courrier adressé par les ressources humaines (RH) du SIAAP à la commission de réforme interdépartementale (CRI) de la petite couronne, sollicitant l'avis de celle-ci pour son accident de service du X ;	10/03/2022	14/03/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		6) l'avis détaillé (compte rendu, décisions) de la CRI portant sur son accident de service et sa demande de maladie professionnelle ; 7) la suite donnée à sa demande de réexamen de son dossier par la CRI.						
20216522	Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités (DDETS 13) (ex-Direction départementale de la cohésion sociale des Bouches-du-Rhône (DDCS 13))	copie, par voie postale à ses frais ou par courriel au format pdf, de l'arrêté préfectoral ou tout autre décision ayant autorisé l'officier de police territorialement compétent à assister Maître X huissier en charge de l'expulsion du logement de ses clients.	16/12/2021	17/01/2022	Oui			
20216523	Direction générale des finances publiques (DGFiP)	copie de la dernière déclaration n° 2072 déposée par le gérant de la SCI X dont la demanderesse est l'associée.	16/12/2021	12/01/2022				
20216527	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, du dossier de demande de naturalisation concernant son père, Monsieur X, conservé aux Archives nationales sous la cote : Sous-direction des naturalisations X Dossier X demande de naturalisation d'X, né le X à X (Espagne).1974-1975	16/12/2021	11/01/2022	Par			
20216537	Mairie de Laon	communication de l'étude géotechnique demandée à la suite du rapport d'un expert ayant entraîné l'arrêté de péril concernant sa maison.	16/12/2021	31/01/2022	Oui			
20216538	Mairie de Luitré-Dompierre	communication, de préférence sous format numérique, de tous les documents relatifs au projet photovoltaïque du site du X.	16/12/2021	11/01/2022	Oui			
20216541	Mairie d'Aspremont	communication de la fiche de poste détaillant le rôle et les missions du policier municipal recruté depuis septembre 2021 par la commune.	16/12/2021	11/01/2022	Oui			
20216544	Ministère des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées	communication des avis concernant sa cliente rendus les 8 et 13 juillet 2021 par la commission consultative nationale d'agrément des établissements d'enseignement en ostéopathie.	16/12/2021	11/01/2022	Oui			
20216547	Ecole primaire Louis Bouchet de Royan	copie du dossier médical de sa fille X, notamment son suivi psychologique entre septembre 2020 et mars 2021 par la psychologue scolaire, ainsi que l'autorisation parentale qui a permis cette consultation.	16/12/2021	11/01/2022	Oui			
20216555	Préfecture de la Sarthe	communication par voie électronique ou par voie postale, dans le cadre de la demande de renouvellement de la carte nationale d'identité de sa cliente, d'une copie du dossier administratif de l'intéressée.		31/01/2022				
20216560	Mairie de La Roche-sur-Yon	communication des documents suivants relatifs à la rue de X : 1) la listes des travaux de voirie réalisés depuis 40 ans ; 2) les comptes rendus du passage de caméras dans les réseaux d'assainissement des eaux usées DN 150 et DN 500.	16/12/2021	12/01/2022	Fin			
20216564	Mairie de Brézins	communication, par consultation, de l'étude de faisabilité pour la restructuration de la mairie, réalisée par l'agence X, qui a fait l'objet d'une projection intégrale au conseil municipal du 21 avril 2021.	16/12/2021	12/01/2022				
20216565	Mairie d'Enghien-les-Bains	communication, par courrier électronique, de la copie des dernières statistiques de verbalisation pour les infractions : 1) « Émission de bruits gênant les usagers de la route ou les riverains » (natinf 6126) ; 2) « Circulation d'un véhicule avec un dispositif d'échappement pouvant être interrompu en cours de route » (natinf 22657).	16/12/2021	12/01/2022	Oui			
20216572	I-FAP	communication de la liste des professionnels enregistrés au sein du fichier d'identification de la faune sauvage protégée (I-FAP) comprenant le numéro de SIRET, la dénomination sociale, le type de professionnel, l'adresse postale, le code postal, la ville, le téléphone et le courriel.	27/01/2022	01/02/2022	Oui			
20216581	Préfecture des Hauts-de-Seine	communication du relevé d'information intégral relatif au permis de conduire de son client, la préfecture lui ayant répondu que la demande devait être formulée par courrier postal par son client lui-même.	27/01/2022	31/01/2022				
20216587	Centre hospitalier intercommunal de Meulan - Les Mureaux	communication de la copie des documents qu'elle a signés pour l'hospitalisation contre son gré de son ex-conjoint Monsieur X autour du X.	17/02/2022	18/02/2022				
20216593	Mairie de Montélimar	communication d'une copie du tableau de classement des voies communales et des chemins ruraux, ainsi que le ou les plans associés désignant et délimitant le chemin de la Source.	16/12/2021	31/01/2022	Oui			
20216594	Ecole normale supérieure de Paris (ENS 75)	communication, par publication sans délai, par lui-même ou par l'ENS, des statistiques anonymisées et agrégées par année et département relatives aux attributions des contrats doctoraux spécifiques aux normaliens (CDSN), alors que l'ENS en refuse la diffusion par un tiers mais souhaite les diffuser elle-	31/03/2022	06/04/2022	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		même après leur présentation au prochain conseil d'administration ou conseil scientifique.						
20216597	Préfecture d'Indre-et-Loire	communication des documents suivants : 1) l'arrêté préfectoral AP n° 37-2018-07-26-006, avec la 1ère et dernière révision, accompagné des annexes de signalisation routières mis en application par Cofiroute ; 2) l'arrêté préfectoral AP n° 2013 02 04-02, la 1ère et dernière révision, accompagné des annexes de signalisation routières mis en application par Cofiroute.	16/12/2021	13/01/2022				
20216599	Université de Perpignan Via Domitia	communication de l'intégralité des pièces de son dossier universitaire.	16/12/2021	13/01/2022	Oui			
20216600	Université Paris-Sorbonne	communication de l'intégralité de son dossier universitaire.	16/12/2021	13/01/2022	Oui			
20216607	Mairie de Coulaines	communication d'une étude d'impact relatif à un projet d'urbanisation dit « centre pénitentiaire Sud - Projet de l'Arpent » ayant pour promoteur Nexity-37.	16/12/2021	13/01/2022	Oui			
20216614	Périgord Habitat	communication de la facture, occultée des informations telles que les prix proposés par le titulaire du marché mais faisant apparaître les quantités exactes réalisées lors de l'exécution du lot n° 2 du marché public portant sur le diagnostic amiante avant démolition de 10 logements individuels à « La Coquille ».	16/12/2021	31/01/2022				
20216615	Mairie de Grayan-et-l'Hôpital	communication, en sa qualité de conseillère municipale, en version numérique et papier, des grands livres du budget principal et du budget camping et gîtes du 1er juin 2021 au jour de son édition.	27/01/2022	10/02/2022	Oui			
20216627	La Poste	communication et publication en ligne des données, résultant d'un traitement automatisé d'usage courant, concernant le nombre de réexpéditions temporaires ou définitives du courrier, par intercommunalité ou département, chaque mois, depuis le 1er janvier 2019, avec des détails sur l'origine de la réexpédition et sa destination, et la durée de la réexpédition temporaire.	16/12/2021	13/01/2022	Non			
20216628	Mairie de Durban-Corbières	consultation du règlement et du cahier des charges du lotissement X qui jouxte sa propriété, X.	16/12/2021	11/01/2022				
20216632	Ministère de la Justice	communication, par courrier électronique, d'une copie de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de l'intéressé depuis son arrivée au Centre de détention d'Ecrouves.		01/02/2022	Oui			
20216638	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie, par voie dématérialisée, de l'état de notification des produits prévisionnels et des taux d'imposition des taxes directes locales (état référencé 1259 COM) concernant l'année 2021 pour la commune d'Angers.	16/12/2021	12/01/2022				
20216639	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	reproduction et communication, par voie électronique à son adresse email X, dans le cadre d'un travail de recherche pour la rédaction d'une thèse consacrée aux administrateurs provisoires de biens dits « israélites » entre 1940 et 1944, du document suivant conservé aux Archives départementales de la Haute-Garonne : - Répertoire alphabétique nominatif concernant les individus poursuivis pour faits de collaboration devant les cours de justice et chambre civiques entre 1945 et 1951, - exemplaire numérisé du document original versé par la Cour d'appel de Toulouse- et conservé sous les cotes X, lesquelles sont détaillées ainsi qu'il suit : - X - X - X - X - X - X - X - X - X. - X.	13/01/2022	31/01/2022				
20216644	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	copie, par voie postale, du rapport effectué par le CSP de Boissy Saint-Léger en mai 2019, relatif à sa demande fin de détachement auprès de la direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP).	13/01/2022	21/01/2022				
20216666	Mairie de Paris	copie numérique des registres de matricule militaire des personnes suivantes, sachant que le demandeur souhaite obtenir préalablement un devis pour les frais de reproduction et que l'administration propose seulement au demandeur de se déplacer en salle de lecture ou de faire appel à un cercle généalogique : 1) Monsieur X né le X à X, classe 1934 3ème bureau liste principale Matricule X ; 2) Monsieur X né le X au X, classe 1934 1er bureau liste principale Matricule X vol 1 ; 3) Monsieur X né le X à X, classe 1940 1er bureau liste principale Matricule X vol 11.	25/11/2021	04/02/2022	Oui			
20216672	Centre international de Valbonne	communication des documents, concernant sa fille, au titre de l'année scolaire 2021-2022 : 1) la fiche de renseignements sur laquelle figure son adresse ;	16/12/2021	17/01/2022	Par			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) le certificat de scolarité sur lequel figure son adresse.						
20216678	Société d'aménagement Grenoble Espace Sud (SAGES)	communication de la facture des travaux provisoires d'accès aux logements « X » réalisés avenue Washington en fin d'année 2020 par l'entreprise X.		05/01/2022	Oui			
20216692	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité du dossier ophtalmologique de sa fille X, détenu par l'Hôpital universitaire Robert-Debré.		03/01/2022	Fin			
20216720	Mairie de Jujols	communication des mandats concernant les paiements effectués par la commune aux entreprises durant la période du 1er novembre 2020 au 31 mars 2021.	16/12/2021	12/01/2022	Oui			
20216725	Rectorat de l'académie d'Amiens (AC 80)	communication de l'intégralité du dossier personnel de sa cliente, notamment les pièces manquantes lors d'une première communication, en particulier tous les rapports des tuteurs et des inspecteurs la concernant, ainsi les appréciations et les avis émis à la suite de ses entretiens avec le jury.		03/01/2022	Oui			
20216726	Communauté de Communes Aunis Atlantique	communication, pour chaque parcelle de la catégorie non mobilisable et par numéro mentionné sur la carte de l'atlas des dents creuses, des éléments justifiant le classement des parcelles de la commune de La Laigne, identifiées comme des dents creuses non mobilisables au sein du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI).	27/01/2022	02/02/2022	Fin			
20216729	Préfecture de La Réunion	copie intégrale du certificat d'immatriculation ou communication des informations contenues dans le registre des immatriculations concernant le véhicule X immatriculé le 18 octobre 1968 à La Réunion dont il est l'ultime propriétaire depuis le 18 mai 1973.	16/12/2021	11/01/2022				
20216747	Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV)	communication, dans le but de pouvoir s'inscrire auprès de la Caisse d'assurance maladie allemande, du formulaire S1.	16/12/2021	31/01/2022	Fin			
20216748	Préfecture de Seine-et-Marne	communication, par courriel, de la copie de l'arrêté préfectoral n° AP 2006/DDAF/SFEE/264 relatif aux plantations et aux travaux forestiers réalisés sur la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Courtalain de la commune de Magny-le-Hongre, accompagné des plans et documents associés comprenant les compensations mentionnées sur le panneau affiché sur place.	16/12/2021	12/01/2022	Fin			
20216749	Mairie de Boissy-sans-Avoir	communication des factures relatives aux dépenses de fonctionnement de 2020 pour un montant de 473 000 €.		15/02/2022	Oui			
20216750	Caisse de Garantie du Logement Locatif Social (CGLLS)	communication des documents comptables et financiers des années 2019 et 2020 permettant de vérifier le paiement effectif par la régie immobilière de la ville de Paris (RIVP) de la taxe SLS (supplément de loyer de solidarité), c'est à dire le reversement de cette taxe à la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social (CGLLS).	25/11/2021	03/02/2022	Non			
20216754	Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Bas-Rhin (DDETS 67) - ex-Direction départementale de la cohésion sociale du Bas-Rhin (DDCS 67)	communication d'une copie du procès-verbal exhaustif de la séance du comité médical du 21 mai 2021 la concernant.		03/01/2022				
20216757	Office français de la Biodiversité (OFB)	communication, de préférence par voie électronique, des documents suivants relatifs à l'écocontribution et au fonds dédié à la protection et à la reconquête de la biodiversité : 1) la convention cadre, signée le 25 octobre 2019, entre l'Agence française de la biodiversité, devenue Office français de la biodiversité lors de sa fusion avec l'Office national de la chasse et de la faune sauvage, relative à « l'écocontribution » versée pour chaque permis de chasse et au fonds pour la protection et la reconquête de la biodiversité, conformément à l'article L421-14 du code de l'environnement ; 2) les éventuels avenants et le règlement intérieur ; 3) la liste des projets financés depuis la création du fonds jusqu'à ce jour, avec l'indication du coût de chacun d'eux ; 4) les procès-verbaux d'assemblée générale du fonds ; 5) les derniers comptes annuels du fonds ; 6) si elles existent, les circulaires, les notes ou les autres documents encadrent l'emploi de l'écocontribution et du soutien financier visé à l'article L421-14 alinéa 5 du code de l'environnement.	27/01/2022	14/02/2022	Oui			
20216767	Direction générale des finances publiques (DGFiP)	communication du titre exécutoire relatif au recouvrement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de l'année 2013, concernant son ancien logement sis Bonnieux (84480).		08/02/2022				
20216769	Direction départementale des territoires et de la mer du Morbihan (DDTM 56)	communication, par courriel, de l'entier dossier présenté par « Eau du Morbihan » relatif à l'instruction aux installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) de la station de production d'eau potable de Minez Du (Langonnet).	16/12/2021	17/01/2022	Oui			
20216774	Mairie de Brouckerque	communication d'une copie intégrale de l'acte de naissance de Monsieur X, né le X dans la commune.	27/01/2022	04/02/2022				
20216783	Mairie de Dijon	communication de l'ensemble des fichiers résultant de la numérisation tridimensionnelle des pleurants	16/12/2021	13/01/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		des tombeaux des ducs de Bourgogne.						
20216786	Préfecture du Finistère	copie de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) dans sa session du 27 avril 2021 ainsi que celui des Bâtiments de France.	16/12/2021	17/01/2022	Oui			
20216807	Office français de la Biodiversité (OFB)	communication des éléments statistiques relatifs au permis de chasser : 1) le nombre total de titulaires du permis de chasser en France : a) à la date du 1er juillet 2019 ; b) à la date du 1er juillet 2020 ; 2) le nombre de titulaires du permis de chasser ayant validé celui-ci : a) pour la saison cynégétique 2019-2020 ; b) pour la saison cynégétique 2020-2021.	16/12/2021	13/01/2022	Oui			
20216812	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité du dossier médical de sa cliente relatif aux trois opérations chirurgicales qu'elle a subies au sein de l'hôpital Bicêtre à partir du 9 juin 2021.		03/01/2022	Oui			
20216813	Agence régionale de santé - Délégation départementale des Pyrénées-Atlantiques (ARS 64)	communication des résultats de l'enquête médico administrative de l'ARS, relative au suicide de son fils, Monsieur X, alors qu'il était suivi par un psychiatre et un infirmier du CMP des Deux Rives à Billère.	13/01/2022	03/02/2022	Oui			
20216817	Centre hospitalier Emile Durkheim	communication de la liste des agents promouvables aux commissions administratives paritaires.	13/01/2022	24/01/2022	Oui			
20216820	Communauté de communes du bassin d'Arcachon Nord Atlantique (COBAN)	communication des documents suivants relatifs au tirage au sort du collège « habitants » du conseil de développement (CODEV) du pays bassin d'Arcachon - Val de l'Eyre (Barval) : 1) le procès-verbal contenant : a) la procédure ; b) la liste des candidats ; c) la liste des habitants de la COBAN tirés au sort ; d) la liste des agents ayant procédé au tirage au sort ; 2) la délibération de la COBAN et/ou du pays Barval constitutive du CODEV.	13/01/2022	21/01/2022	Oui			
20216823	Mairie de Beauchamp	copie de l'entier dossier administratif de son client, y compris les pièces médicales.		14/01/2022	Oui			
20216825	Caisse primaire d'assurance maladie de Seine-et-Marne (CPAM 77)	communication de l'ensemble de ses décomptes de remboursement pour la période de décembre 2015 à décembre 2016 inclus.		03/01/2022	Oui			
20216834	Etablissement public de santé mentale départemental de l'Aisne (EPSMD 02)	communication de l'intégralité du dossier médical de sa mère, hébergée à l'EHPAD X, dont elle est la tutrice et pour laquelle elle dispose d'une habilitation familiale.		03/02/2022	Oui			
20216844	Caisse primaire d'assurance maladie du Val d'Oise (CPAM 95)	communication des conclusions, notification de prise en charge ou refus, de l'accident du travail du 12 juin 2019 de Monsieur X.	16/12/2021	11/01/2022	Oui			
20216845	Institut Gustave Roussy de Villejuif	communication, par le département Pharmacie Clinique de l'Institut, du protocole de préparation de sirop d'Endoxan 1000 mg lyophilisation ainsi que les études de stabilité.	27/01/2022	15/02/2022	Oui			
20216846	Mairie de Marseille	communication de l'audit sur la végétalisation de la L2 est (autoroute A507, sujette à un partenariat public privé entre l'État et X).	16/12/2021	12/01/2022	Oui			
20216847	Centre hospitalier universitaire d'Angers (CHU) - Groupement hospitalier de territoire de Maine-et-Loire	communication du protocole, dans toutes ses étapes, de préparation (reconstruction, dilution, conservation, température) des trois flacons de sirop d'Endoxan 1000mg lyophilisat (6E089B) administré à son enfant.	27/01/2022	15/02/2022	Oui			
20216851	Préfecture de la Marne	communication des documents suivants concernant le centre commercial X à Fagnières : 1) toutes les autorisations d'exploitation commerciale depuis son origine ; 2) le dernier plan côté de la commission de sécurité incendie et de la commission d'accessibilité.	16/12/2021	12/01/2022	Oui			
20216868	Communauté d'agglomération de Villefranche-Beaujolais-Saône	communication de la carte communale de la commune de Salles-Arbuissonnas et ses éventuelles modifications depuis 1980.	17/02/2022	18/02/2022	Oui			
20216869	La Poste	communication d'une copie de son entier dossier administratif.	16/12/2021	31/01/2022	Oui			
20216875	Préfecture de l'Isère	communication de la décision préfectorale, datant de septembre 2007, prononçant la fermeture administrative de sa discothèque dénommée « X ».	16/12/2021	13/01/2022				
20216879	Mairie de Marseille	communication d'une copie des arrêtés de nomination au grade de directeur de police municipale stagiaire et au grade de directeur de police municipale titulaire de: a) Monsieur X ; b) Monsieur X ; c) Monsieur X ; d) Monsieur X .		03/01/2022	Oui			
20216883	FranceAgriMer	communication, à la suite des condamnations pour défaut d'agrément aux opérations de distillation des excédents de vin dépassant la quantité normalement vinifiée (QNV) dont son client, viticulteur	16/12/2021	11/01/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		producteur de cognac, a fait l'objet, des documents suivants : 1) un exemplaire du document relatif à l'agrément des distillateurs ; 2) le document relatif à l'agrément des opérations de distillation des producteurs (la « déclaration » au sens de l'article 65 § 3 du règlement (CE) n° 1623/2000).						
20216885	Mairie de Le Roux	communication d'une copie des documents suivants : 1) l'acte de vente d'un terrain de 66 m2, cadastré X sur la commune de Le Roux, à la X, en date du 8 juillet 2013 ; 2) la délibération du conseil municipal du 19 avril 2013, autorisant la vente sus-citée.	16/12/2021	11/01/2022				
20216888	Mairie de Noisy-le-Sec	communication, en sa qualité de conseiller municipal, des documents suivants : 1) les titres de recettes émis pour le recouvrement des loyers dus par la SAS Holding le conservatoire locataire des bâtiments communaux depuis le 01/07/2019 à ce jour ; 2) le certificat du trésorier municipal concernant l'encaissement des loyers dus par la SAS Holding le conservatoire et ayant fait l'objet d'un titre de recettes pour la même période indiquée ci-dessus.		06/01/2022	Oui			
20216902	Centre hospitalier universitaire Sud Réunion (CHSR)	communication, afin de faire valoir ses droits auprès de la GMF, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, du certificat médical mentionnant la cause du décès du fils de sa cliente, Monsieur X décédé le X.		11/01/2022				
20216903	Ministère de la Justice	communication de la copie numérique par courrier électronique de la décision ayant ordonné le placement de son client, incarcéré au centre de détention de Toul, en régime fermé de détention à compter du 9 septembre 2021.		03/01/2022	Oui			
20216905	Mairie d'Ozoir-la-Ferrière	copie, par courrier électronique sous format PDF et sur le site de la mairie, en sa qualité de conseiller municipal, des plans d'assainissement mis à jour, notamment ceux présentant les côtes altimétriques.	13/01/2022	31/01/2022	Oui			
20216906	Mairie de Festubert	communication, par voie numérique, dans le cadre de la mise en concurrence d'un contrat de maîtrise d'oeuvre de travaux de restauration de l'église Notre-Dame, des documents suivants : 1) les diagnostics de l'immeuble ; 2) le descriptif sommaire des travaux envisagés ; 3) les diverses simulations de travaux possibles ; 4) le phasage des travaux ; 5) le chiffrage des travaux TTC ; 6) le plan de financement ; 7) les visuels avant et après travaux ; 8) les factures établies par l'architecte X et/ou par les autres bureaux d'études depuis 2017 ; 9) les demandes de subvention auprès de l'Etat, la région des Hauts-de-France, le département du Pas-de-Calais et la Communauté d'agglomération de Béthune-Bruay Artois Lys Romane ; 10) la consultation des bordereaux de dépenses et des mandats de dépenses de la commune au titre des années 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021.	13/01/2022	01/02/2022	Fin			
20216907	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication d'une copie des entiers dossiers consulaires de ses clients, détenus par le consulat de France en Guinée, dans le cadre du refus, en date du 6 mars 2019, opposé à leurs demandes de visa.		05/01/2022	Oui			
20216910	Préfecture de la Côte-d'Or	copie de la carte de séjour qui lui a été délivrée pour la période courant de 2015 à 2017.	13/01/2022	24/01/2022				
20216913	Mairie de Menton	communication de la pièce comptable n°4004740211 que la délibération n° 4 du conseil municipal a validé dans la liste des créances irrécouvrables devant être inscrites en non-valeur dans le budget principal 2021 pour un montant de 292 690,23 €.	13/01/2022	01/02/2022	Oui			
20216922	Communauté de communes du Mont des Avaloirs	communication de sa fiche professionnelle d'évaluation, réalisée au titre de la période du 1er Septembre 2019 au 31 Août 2020, dûment complétée et signée par le président, ainsi que la ou les fiches de postes correspondant aux fonctions qu'il a occupées.		19/01/2022	Oui			
20216927	Mairie de la Mulatière	copie, en sa qualité de conseiller municipal, des courriers échangés entre la maire et le 3ème vice-président de la Métropole de Lyon à propos d'un projet d'utilisation de l'immeuble l'Armoise pour du logement d'urgence, tel que mentionné dans la déclaration faite au conseil municipal du 6 juillet 2021 et publiée dans le dernier « Info au confluent ».	13/01/2022	24/01/2022				
20216930	Mairie de Grandvillars	communication, par voie numérique, d'une copie des documents suivants : 1) le procès-verbal du conseil municipal du 10 décembre 2020 ainsi que les délibérations afférentes ; 2) le procès verbal du conseil municipal du 5 mars 2020 ainsi que les délibérations afférentes ; 3) le procès verbal du conseil municipal du 23 mai 2020 ainsi que les délibérations afférentes.		05/01/2022	Oui			
20216939	Centre hospitalier universitaire d'Angers (CHU) - Groupement hospitalier de territoire de Maine-et-Loire	communication des éléments manquants du dossier médical de sa fille X, décédée le X au sein de l'établissement : 1) la fiche complète de préparation du X administrée les 3, 4 et 5 juin 2018, à un dosage de 800 mg	13/01/2022	24/01/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		indiquant : a) la marque, le numéro de lot du X, la date de péremption, la présentation en ampoule ou en flacon multi dose ou uni dose ; b) le nom, la marque, le numéro de lot du chlorure de sodium utilisé pour la reconstruction du X ; c) la date de reconstruction avec le chlorure de sodium et la température de conservation ; 2) la fiche complète de préparation de l'X administré les 3 et 4 juin 2018, à un dosage de 4400 mg indiquant : a) la date de reconstruction du flacon d'X 1000 mg poudre pour solution injectable multi dose (lot 7K142) ; b) le nom et la marque du chlorure de sodium (lot X expiration février 2021 et lot X expiration décembre 2020) utilisé pour la reconstruction ; c) la température de conservation de l'X reconstruit avec le chlorure de sodium.						
20216962	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication de son classement et de ses points cumulés à la suite de l'avis défavorable à sa demande de mutation durant la campagne de mouvement polyvalent 2021.	13/01/2022	21/01/2022	Oui			
20216974	Centre hospitalier Guillaume Régnier de Rennes	communication, par voie dématérialisée, ou par indication d'autres modalités, des documents suivants, concernant sa cliente : 1) le dossier soumis au comité médical avant avis du 16 mai 2019 (dont le rapport du médecin agréé, le courrier de saisine du comité médical, etc) ; 2) l'avis rendu par ce comité médical le 16 mai 2019 ; 3) le dossier soumis au comité médical avant avis du 17 septembre 2020 (dont le rapport du médecin agréé, le courrier de saisine du comité médical, etc) ; 4) l'avis rendu par ce comité médical le 17 septembre 2019 ; 5) le dossier soumis au comité médical avant avis du 14 mai 2020 ; 6) le dossier soumis au comité médical supérieur ; 7) l'avis rendu par le comité médical supérieur le 27 septembre 2021.		04/01/2022	Oui			
20216975	Bordeaux Métropole	communication de la demande de financement déposée par le X, au titre de l'étude économique X, justifiant l'octroi et le montant de la subvention de 145 000 € versée par Bordeaux Métropole à l'appui de l'arrêté n° 2020 BM 0584.	13/01/2022	24/01/2022				
20216976	Etablissement Public Territorial Paris Est Marne et Bois	communication, par courrier électronique, des documents se rapportant au budget voté par la collectivité : 1) le détail des recettes relatives à la collecte et au traitement des déchets, notamment la recette de la redevance spéciale budgétée pour 2020 ; 2) le budget primitif 2021 précisant le détail des recettes budgétées pour 2021 (détail des recettes fiscales : redevance spéciale incluse et non fiscales).		05/01/2022				
20217000	Centre médico-psychologique de Pontault-Combault	communication de l'intégralité de son dossier médical notamment l'historique de son suivi, les rapports du médecin et de ses traitements depuis 2007.		11/01/2022				
20217001	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	consultation des documents suivants le concernant, en sa qualité de policier adjoint au sein du commissariat de police de Belfort (DDSP 90) jusqu'au 4 juin 2021 : 1) l'ensemble du dossier individuel d'un agent comprenant l'ensemble des volets, le dossier de gestion et le dossier de travail ; 2) le passeport d'avenir professionnel d'adjoint de sécurité, livret comprenant les appréciations des chefs de services sur la manière de servir, accompagné de l'ensemble des notations et appréciations.		05/01/2022	Oui			
20217003	Mairie de Massieux	communication d'une copie du procès-verbal de constat permettant d'identifier la présence de nids d'hirondelles sur une propriété privée appartenant à une personne privée, Madame X, support du projet immobilier de ses clientes.	13/01/2022	24/01/2022				
20217005	Centre hospitalier régional Metz-Thionville	communication, afin de connaître les causes de la mort et de faire valoir ses droits auprès des assurances auxquelles sa mère avait souscrits des contrats et auprès de la prévoyance de son employeur, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, des pièces médicales suivantes concernant sa mère décédée, Madame X, pour son hospitalisation à l'Hôpital d'Hayange du X au X 2021, jour de son décès : – le compte-rendu d'hospitalisation complet ; – un certificat médical post-mortem mentionnant la cause naturelle, ou non, du décès, sous enveloppe confidentielle à l'attention du médecin conseil.		03/02/2022				
20217009	Mairie de Murtin-et-Bogny	copie intégrale de l'acte de naissance de Monsieur X, né le X.	13/01/2022	24/01/2022				
20217012	Mairie de Sillans-la-Cascade	communication, de l'intégralité, du grand livre faisant figurer le détail par compte.		06/01/2022	Non			
20217021	Rectorat de l'académie de la Martinique (AC 972)	consultation et copie de l'intégralité des documents contenus dans son dossier administratif, sachant		05/01/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		que le demandeur, directeur à l'école X à X, a été suspendu de ses fonctions, à titre conservatoire, pour une durée de 4 mois, depuis le 2 septembre 2021.						
20217026	Centre Hospitalier du Forez - Montbrison	communication du questionnaire d'intubation le concernant.		06/01/2022	Oui			
20217028	Syndicat de la Vallée de la Dive	copie de l'ensemble documents concernant la mise en place par le syndicat de rivière dans les années 70, de la vanne à clapet située sur leur propriété notamment : 1) les devis, bons de commande, factures comptabilité de l'exercice concerné ; 2) les plans, délibérations du bureau syndical, les actes administratifs et tous documents utiles liés à cette installation.	13/01/2022	14/01/2022				
20217035	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	copie, par voie électronique, des documents suivants dans le cadre de la procédure de dépôt de plainte engagée par le demandeur pour abus de faiblesse au préjudice de son fils X : 1) l'enregistrement du lycée Guebre Mariam auprès des autorités éthiopiennes ; 2) le règlement intérieur de la Mission Laïque Française.	13/01/2022	24/01/2022				
20217036	Ministère de la Justice	copie numérique de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de Monsieur X depuis son arrivée dans le centre pénitentiaire de Moulins-Yzeure.		17/01/2022	Oui			
20217037	Communauté de communes Océan Marais de Monts	communication des documents suivants, dans le cadre de sa demande de reconnaissance en accident de service, ainsi qu'au titre de sa demande de reconnaissance en maladie contractée en service : 1) les comptes rendus d'expertise complets (administratif et médical), avec protocoles complet et pièces transmises du 22 juin 2021 ; 2) les comptes rendus d'expertise complets (administratif et médical), avec protocoles complets et pièces transmises du 12 octobre 2021.	13/01/2022	01/02/2022	Fin			
20217042	Ministère des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées	communication de la copie des attestations de loyer des mois de janvier 2020, juillet 2020 et juillet 2021, transmises par sa bailleuse, l'association X, à la caisse des allocations familiales de la Seine-Saint-Denis (CAF 93).	13/01/2022	21/01/2022	Oui			
20217046	Ministère de la Justice	communication d'une copie, par courrier électronique, des deux décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client, précédemment incarcéré dans le centre de détention de Bapaume, la première à 10h00, alors qu'il se rendait à infirmerie, et la seconde à sa sortie du travail, à 11h20.		03/01/2022	Fin			
20217050	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie, par courrier électronique, des actes de la succession de X, X et X du 11 février 1977, enregistrés à la recette des impôts de Bagnols-sur-Cèze (Gard) le 11 mars 1977, X, afin de faire valoir ses droits et ceux de ses enfants sur la succession de Feu X.	13/01/2022	20/01/2022				
20217054	Communauté d'agglomération Montargoise et des Rives du Loing	publication en ligne, à l'adresse http://www.agglomontargoise.fr/territoire-amenagement-pluihd-agglomeration-montargis.php , du dossier complet de modification du PLUiHD, comme indiqué par la mairie d'Amilly.		07/01/2022	Non			
20217056	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	copie du courrier de refus depuis le 13 mars 2021, concernant sa demande de changement de statut « étudiant » en « salarié » de son titre de séjour temporaire, effectuée depuis octobre 2019, qui aurait été transmis à son employeur, qui n'a trouvé aucune trace de la réception dudit courrier.		06/01/2022				
20217073	Maison départementale de l'autonomie du Morbihan (MDA 56)	communication, de préférence en version numérique, de la procédure de traitement relative aux demandes de prestation de compensation du handicap (PCH).	13/01/2022	24/01/2022				
20217078	Centre hospitalier d'Angoulême	copie, si possible sur un même CD/DVD-rom, par voie postale, dont elle s'engage à régler les frais afférents, après réception de la facture, de l'intégralité des dossiers médicaux relatifs à ses deux grossesses et à la naissance de ses enfants (X née le X et X née le X).		14/01/2022				
20217089	Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne (DDT 77)	communication, par courriel, de la copie de l'arrêté préfectoral n° AP 2006/DDAF/SFEE/264 relatif aux plantations et aux travaux forestiers réalisés sur la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Courtalain de la commune de Magny-le-Hongre, accompagné des plans et documents associés comprenant les compensations mentionnées sur le panneau affiché sur place.	16/12/2021	12/01/2022				
20217090	Etablissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée (EPAMARNE-EPAFRANCE)	communication, par courriel, de la copie de l'arrêté préfectoral n° AP 2006/DDAF/SFEE/264 relatif aux plantations et aux travaux forestiers réalisés sur la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Courtalain de la commune de Magny-le-Hongre, accompagné des plans et documents associés comprenant les compensations mentionnées sur le panneau affiché sur place.	16/12/2021	12/01/2022				
20217091	Mairie de Magny-le-Hongre	communication, par courriel, de la copie de l'arrêté préfectoral n° AP 2006/DDAF/SFEE/264 relatif aux plantations et aux travaux forestiers réalisés sur la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Courtalain de la commune de Magny-le-Hongre, accompagné des plans et documents associés comprenant les compensations mentionnées sur le panneau affiché sur place.	16/12/2021	12/01/2022	Fin			
20217095	Rectorat de l'académie de Grenoble (AC 38)	communication, aux représentants académiques, des documents suivants : 1) la liste des agents avec une réduction de service (ARE) pour activités syndicales des premier et	13/01/2022	24/01/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		second degrés privé sous contrat au 1er octobre 2021 ; 2) la liste des dotations horaires en heures dites « postes » « supplémentaires années », en IMP de tous les collèges et lycées privés sous contrat de l'académie. Avec la liste des dotations aux DDFPT et professeurs documentalistes attachés à ces établissements pour la rentrée 2021-22 ; 3) la copie des TRMd (tableau de répartition des moyens horaires) validés par le rectorat au 1er octobre 2021 des établissements suivants : 0070069M, 0070114L, 0070115M, 0381806G, 0381738H, 0381809K, 0730772T, 0730774V, 0730773U, 0740143D, 0740148J, 0740152N, 0740155S, 0741285V, 0741287X, 0383208F, 0071126L, 0260074P, 0380018N, 0381666E, 0383208F, 0740082M, 0740098E, 0730763H, 0730760E.						
20217108	Préfecture de Seine-et-Marne	communication des documents suivants, portant sur sa parcelle cadastrale X, sise X à Chartrettes : 1) le cahier des charges du lotissement « X » de Chartrettes où est mentionnée sa parcelle, d'une surface de 720 m2, datant d'avant 1954 ; 2) le plan du lotissement « X » de Chartrettes, dressé par Monsieur X, géomètre expert et faisant apparaître sa parcelle de 720 m2, datant d'avant 1954.	13/01/2022	24/01/2022	Fin			
20217112	Groupe hospitalier intercommunal Le Raincy-Montfermeil	communication, par voie postale à ses frais, afin de faire valoir les droits de ses clients afférents aux préjudices subis par le défunt de son vivant ainsi que leur propre préjudice par ricochet et d'évaluer l'opportunité d'introduire une procédure à l'encontre de l'établissement, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de la copie intégrale du dossier médical du père de ses clients, Monsieur X, pris en charge par l'établissement à partir de X.	13/01/2022	24/01/2022	Oui			
20217121	Préfecture de l'Essonne	communication, par courrier électronique ou, à défaut, par voie postale, de la copie de l'échange, dans son intégralité, de courriels électroniques entre Monsieur X, X à la préfecture de l'Essonne, et Monsieur X, X de la ville de Breuillet, relatifs à la demande de révision du plan local d'urbanisme (PLU) présentée par ses clients à la commune de Breuillet, en particulier les courriels échangés antérieurement au courriel du X de Monsieur X.	13/01/2022	25/01/2022	Oui			
20217124	Ecole du Chemin rouge de Montbrison	communication, par courriel, du projet d'école conformément à l'article L401-1 du code de l'éducation.	13/01/2022	26/01/2022				
20217130	Centre communal d'action social (CCAS) d'Ensues-le-Redonne	communication des deux rapports de contrôle établis par les enquêtrices du centre communal d'action sociale (CCAS) en 2017, à la suite des signalements de Mesdames X et X, infirmières ayant prodigués des soins à feu Madame X.	13/01/2022	24/01/2022				
20217133	Préfecture de la Côte-d'Or	communication des bilans de mesures d'émission sonores du circuit de vitesse automobile Dijon-Prenois, sur les années 2017 à 2020.	13/01/2022	24/01/2022				
20217134	Mairie de Lamanon	communication de toute décision positive ou négative relative au recours gracieux formé le X par Monsieur X à l'encontre du refus de la demande de permis de construire PC X.	13/01/2022	24/01/2022	Oui			
20217135	Mairie de Subligny	communication, par voie électronique, de l'attestation d'accessibilité délivrée lors de la fin des travaux de la création du bar/restaurant/multiservice « Le Saint-Romble », établissement recevant du public (ERP) fermé à ce jour.	13/01/2022	26/01/2022	Non			
20217145	Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire	communication de la demande des associations « Pollinis » et « Notre affaire à tous », déposée début septembre 2021 et demandant à l'État diverses mesures en faveur de la biodiversité concernant notamment la mise sur le marché de pesticides.	13/01/2022	26/01/2022	Oui			
20217146	Etablissement public de santé de Ville-Evrard	consultation de l'intégralité de son dossier médical.		13/01/2022	Oui			
20217147	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, des documents concernant son client détenu au centre pénitentiaire de Bapaume : 1) la décision ayant ordonné le déclassement d'emploi de son poste d'opérateur RIEP confection en juin ou juillet 2018 alors qu'il était encore incarcéré au centre de détention de Val de Reuil ; 2) le dossier contradictoire préalable.		19/01/2022	Oui			
20217149	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, par ordonnance de référé du 16 juillet 2020 et par requête aux fins de prorogation de mission en date du 8 décembre 2020, en sa qualité d'administrateur provisoire de l'association X, des éléments suivants contenus dans le fichier national des comptes bancaires et assimilés (FICOBA) : 1) la liste des comptes bancaires dont est titulaire l'association ; 2) la liste des établissements détenteurs de ces comptes bancaires et leur adresse.	13/01/2022	24/01/2022				
20217150	Centre hospitalier Simone Veil de Blois	communication, afin de connaître les causes de la mort et de faire valoir ses droits, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical du père de sa cliente, Monsieur X, hospitalisé au service réanimation de l'établissement du X jour de son décès, notamment les éléments relatifs à la limitation ou à l'arrêt du traitement et à la mise en œuvre d'une sédation profonde et continue associée à un analgésique.	13/01/2022	03/02/2022				
20217157	Caisse primaire d'assurance maladie de l'Artois (CPAM)	communication des pièces du dossier relatif à la maladie professionnelle du 2 juillet 2020 de Monsieur		06/01/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
	62)	X.						
20217159	Direction départementale des territoires et de la mer du Var (DDTM 83)	communication des analyses des eaux usées, issues des prélèvements légalement requis, relatives à la canalisation d'eaux usées enfouie sans autorisation par la commune de X, sur la parcelle X appartenant à sa cliente.	13/01/2022	24/01/2022	Oui			
20217163	Mairie de Houplin-Ancoisne	communication des factures d'investissement pour un montant total de 51 661,93 € (hors remboursement du capital des emprunts) concernant l'exercice 2020.		07/01/2022				
20217172	Ministère des armées	communication de sa demande d'agrément dans la fonction publique pour l'année 2020, finalisée et comprenant l'avis du gestionnaire.	13/01/2022	24/01/2022				
20217180	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité de liquidateur amiable de la SA X, de la liste exhaustive des comptes bancaires au nom de cette société.	13/01/2022	24/01/2022				
20217184	Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire	communication des documents suivants, relatifs aux dernières élections des membres des chambres d'agriculture départementales et interdépartementales : 1) l'ensemble des procès-verbaux des opérations électorales du 1er collège de chacune des chambres d'agriculture départementales et interdépartementales ; 2) l'ensemble des procès-verbaux de proclamation des résultats de chacune des chambres d'agriculture départementales et interdépartementales.	27/01/2022	04/02/2022	Oui			
20217185	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication d'une copie du rapport établi par le commandant X par lequel il sollicite que le demandeur soit soumis à une visite médicale et adressé au mois de mai 2021 au docteur X du service médical de prévention de la préfecture des Bouches-du-Rhône.	13/01/2022	24/01/2022	Oui			
20217188	Centre hospitalier de Châlons-en-Champagne	copie numérique, par courrier électronique, du dossier médical de son client incarcéré à la maison d'arrêt de Châlons-en-Champagne, notamment les pièces comprenant les soins prodigués à l'intéressé à partir du 28 juillet 2021.		31/01/2022	Oui			
20217189	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication des informations contenues dans le fichier FICOPA relatives aux comptes ouverts aux noms des sociétés suivantes, pour lesquelles son client, victime d'une usurpation d'identité, figure en qualité de dirigeant : 1) X / Siren - X ; 2) X / Siren - X ; 3) X / Siren - X ; 4) X / Siren - X ; 5) X / Siren - X ; 6) X / Siren - X ; 7) X / Siren - X ; 8) X / Siren - X ; 9) X / Siren - X ; 10) X - Siren - X.	13/01/2022	24/01/2022				
20217190	Mairie de Monthoiron	copie de l'ensemble des devis réceptionnés pour la réalisation des travaux relatifs à la sécurité de l'école et notamment le devis complet validé par les conseillers municipaux le 10 septembre 2020 et signé par Monsieur le maire pour un montant de 29618,04 euros.		13/01/2022	Oui			
20217196	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, des documents conservés aux Archives de Paris sous la cote suivante : D150E3 : Fonds de l'étude de Maître X D150E3/41 : minute de la vente du 30 mars 1954 à la Galerie X; vente n°56 (tableaux, aquarelles, dessins et pastels) et vente n°57 (tableaux et sculptures), mars 1953-avril 1954.	27/01/2022	04/02/2022				
20217216	Mairie de Tauriac-de-Camarès	consultation des documents suivants : 1) le registre des délibérations de 2017 au jour de la consultation, excepté les délibérations déjà présentées ; 2) les budgets 2017 au jour de la présentation, excepté la feuille du budget déjà présentée lors de la requête en annulation des délibérations 188 et 224 ; 3) l'ensemble des comptes de la commune avec l'intégralité des annexes, y compris les pièces justificatives ; 4) les procès-verbaux des réunions du conseil municipal du 16 avril 2016 et du 6 avril 2018.		17/01/2022				
20217218	Préfecture de police de Paris	communication, à la suite de la déclaration d'inaptitude dont fait l'objet sa cliente sur avis du comité médical, du dossier médical de celle-ci, constitué par le médecin de prévention pour être examiné en		06/01/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		comité médical ou commission de réforme et comprenant les expertises des médecins agréés.						
20217221	Mairie de Saint-Malo	copie intégrale de l'acte de naissance de Madame X née le X à X, sachant que la commune a transmis un extrait de cet acte, sans indication de la filiation.	13/01/2022	02/02/2022	Oui			
20217229	Hospices civils de Lyon (HCL)	communication de l'intégralité de son dossier médical relatif à son suivi à l'hôpital Debrousse de Lyon entre 1992 et 2008 afin de reprendre un suivi médical.		13/01/2022	Fin			
20217232	Préfecture de police de Paris	communication de l'intégralité de son dossier personnel.		25/01/2022				
20217233	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation, dans le cadre d'une recherche doctorale sur la fonction juridique des ministères, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, des documents conservés aux Archives nationales sous la cote suivante : 20130059/138 (Inspection générale des affaires sociales) Rapport n° 2000142 : « L'exercice de la fonction juridique au ministère de l'emploi et de la solidarité » 1999-2000.	27/01/2022	04/02/2022				
20217235	Direction générale des finances publiques (DGFiP)	communication de l'historique, comprenant le nom des propriétaires, des parcelles X, X et X, situées X à Montpellier.	13/01/2022	28/01/2022	Oui			
20217239	Préfecture du Val-d'Oise	communication, par consultation et/ou en version numérique, des documents suivants : 1) le compte rendu ou la note de synthèse, évoqué dans l'étude de la société publique locale (SPL) X « sur la problématique des eaux pluviales préalable à la réunion avec les services de la police de l'eau prévue au 29 juillet 2007 » ; 2) l'intégralité des études, rapports, cartes, mesures, suivis hydrologiques et piézométriques, existants sur la zone de X et plus particulièrement sur le secteur X, depuis 2007 ; 3) l'intégralité des sondages, ITV, suivis de nappes de puits, capacités d'infiltration du sol au regard du comportement des nappes ; 4) l'intégralité des documents publics et cartes des axes de ruissellement des zones à risques à l'échelle communale ; 5) le zonage pluvial des schémas directeurs d'assainissement (SDA), existants depuis 2006, sur le secteur X à X ; 6) l'intégralité des calculs des débits pluviométriques existants sur X.	13/01/2022	25/01/2022				
20217252	Sorbonne Université	consultation, avec proposition de rendez-vous, de son dossier administratif.		19/01/2022	Oui			
20217253	Caisse de Prévoyance et Retraite du personnel de la SNCF	copie des documents suivants : 1) toute information/donnée ayant un lien avec la santé du demandeur, obtenue depuis le dernier envoi de la caisse de prévoyance et de retraite du personnel de la SNCF (février 2020 - demande du 16 janvier 2020), notamment l'expertise du docteur X concernant la décision de guérison automatique de son accident de travail (AT) du 11 septembre 2015 ; 2) l'ensemble des données le concernant figurant dans les fichiers informatisés ou manuels, en langage clair (y compris celles figurant dans les zones « blocs-notes » ou « commentaires »), en application de l'article 15 du règlement général sur la protection des données (RGPD).	13/01/2022	01/02/2022	Oui			
20217260	Préfecture de la Haute-Garonne	communication de l'arrangement signé le 11 Juin 2018 en matière de réadmission de ressortissants marocains en situation irrégulière.	27/01/2022	04/02/2022	Fin			
20217265	Service départemental d'incendie et de secours du Gard (SDIS 30)	communication d'un document, au format excel, détenu et utilisé par le service des ressources humaines pour le dimensionnement des emplois par centre, et permettant de connaître la méthode de calcul et l'effectif réel des agents par centre de secours.	13/01/2022	26/01/2022	Fin			
20217268	Ministère des armées	communication d'une attestation d'exposition à l'amiante nécessaire à son suivi médical post professionnel.	13/01/2022	25/01/2022				
20217271	Groupe hospitalier universitaire Paris Psychiatrie et Neurosciences (GHU)	communication de l'intégralité de son dossier médical relatif à ses hospitalisations, et à son suivi, à l'hôpital Sainte-Anne et au centre Tiphaine.	13/01/2022	03/02/2022	Fin			
20217275	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, des extraits des listes électorales de Paris (18ème) conservés aux Archives de Paris sous les cotes suivantes : Préfecture de la Seine, puis de Paris- Élections liste électorale 1973-1991 - X ; - X ; - X ; - X ; - X ;	13/01/2022	26/01/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		- X.						
20217276	Communauté de communes de l'Ouest Rhodanien	communication, en version dématérialisée, de l'étude environnement prévue dans le plan de gestion des zones humides et espaces naturels de la zone d'aménagement concertée (ZAC) ACTIVAL et réalisée en 2017 par le bureau d'études X.	27/01/2022	03/02/2022	Oui			
20217279	Mairie de Mauguio-Carnon	communication de l'ensemble des mandats de dépenses concernant l'exécution du lot n° 1 du marché public portant sur un chantier dénommé « Parc paysager » dont l'EURL X alors détenue par sa cliente était attributaire, notamment celui correspondant à la somme de 12 014,71 € TTC.	13/01/2022	25/01/2022	Fin			
20217287	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de toutes les informations contenues dans le fichier FICOPA relatives aux comptes ouverts au nom de la société X, dans le cadre d'une usurpation d'identité de son client.	13/01/2022	25/01/2022				
20217305	Groupe Hospitalier de la région de Mulhouse et Sud Alsace (GHRMSA)	communication, afin de connaître les causes de la mort et les éventuels dysfonctionnements dans sa prise en charge, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de son père, Monsieur X, hospitalisé à l'Hôpital Émile Muller de Mulhouse du X jour de son décès.		18/01/2022	Oui			
20217307	Mairie de Saint-Cyprien (66)	copie, à ses frais, de l'intégralité des registre(s) des taxes et contributions d'urbanisme depuis l'an 2000 jusqu'au jour de la transmission, tel que prévu à l'article R332-41 du code de l'urbanisme.	13/01/2022	26/01/2022	Fin			
20217315	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de la facture ou du bon de cantine d'un montant de 854.00 €, correspondant à l'acquisition en cantines par son client incarcéré au centre de détention de Bapaume, de son ordinateur comportant une unité centrale, un pack office, un écran, un clavier et une souris.		25/01/2022	Oui			
20217319	Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Bretagne (DRAAF 35)	communication de la copie de la décision notifiant à l'agent assurant, à la date du 1er septembre 2020, la fonction de délégué régional à l'ingénierie de formation, la cotation de son poste parmi les groupes de fonctions utilisés pour le calcul de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) conformément à l'article 2 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014.	13/01/2022	25/01/2022	Oui			
20217320	Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire	communication de la copie des documents suivants : 1) les courriers ou les courriers électroniques, par lesquels la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) Auvergne-Rhône-Alpes a saisi le secrétariat général du ministère de demandes de précisions « sur le mode opératoire concernant la mise en œuvre de l'arrêté ministériel du 26 juillet 2021 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels et collaborateurs du ministère de l'agriculture et de l'alimentation » ; 2) les courriers ou les courriers électroniques, par lesquels le secrétariat général du ministère a répondu aux saisines mentionnées au 1).	13/01/2022	25/01/2022	Oui			
20217323	Tribunal de Grande Instance de Strasbourg	communication, par courriel, des rôles (plannings) d'audience qui présentent le programme des affaires traitées lors d'une audience.	13/01/2022	25/01/2022	Oui			
20217325	Préfecture du Gard	communication, par courriel et par voie postale des document suivants : 1) la délibération du conseil municipal de la commune de Lézan validée par les services préfectoraux portant sur l'approbation du PLU de Lézan qui est mentionnée parmi les actes administratifs associés du rapport de manquement signé le 16 janvier 2019 par Monsieur X et Madame X du SER de la DDTM ; 2) le courrier qu'elle aurait adressé au préfet au sujet de la parcelle X et cité dans le rapport de manquement signé le 16 janvier 2019 par Monsieur X et Madame X ; 3) l'avis favorable en date du 4 juillet 2019 de la commune de Lézan sur le projet d'arrêté de mise en demeure transmis dans le cadre de la procédure contradictoire .	27/01/2022	04/02/2022	Oui			
20217331	Rectorat de l'académie de Lille (AC 59)	communication des bases rectorales des maîtres de l'enseignement privé du premier et du second degré de l'académie, actualisées pour l'année scolaire 2021-2022.	27/01/2022	04/02/2022				
20217339	Syndicat mixte des Deux Lacs	copie intégrale du titre de recette du 4 août 2021, auquel faisait référence l'avis des sommes à payer reçu par son client.	27/01/2022	04/02/2022	Oui			
20217343	Direction départementale des territoires des Ardennes (DDT 08)	communication des éléments suivants relatifs à la tenderie aux grives et aux merles dans le département des Ardennes : 1) la désignation cadastrale du lieu de tenderie figurant sur l'autorisation individuelle, délivrée en application des articles 8 et 10 de l'arrêté ministériel du 17 août 1989 relatif à la tenderie aux grives dans le département des Ardennes, pour la saison 2020-2021, à chacun des chasseurs suivants : a) Monsieur X ; b) Monsieur X ; c) Monsieur X ; d) Monsieur X ; e) Monsieur X ;	27/01/2022	16/02/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		f) Monsieur X ; g) Monsieur X ; h) Monsieur X ; i) Monsieur X ; j) Monsieur X ; k) Monsieur X ; l) Monsieur X ; m) Monsieur X ; n) Monsieur X ; o) Monsieur X ; 2) les nombres de grives draines, litornes, mauvis et musiciennes et de merles noirs tués à la tenderie, au cours de la saison 2020-2021, respectivement par les chasseurs visés au point 1), tels que ces nombres figurent dans le bilan transmis en préfecture par chacun de ces chasseurs, conformément à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 17 août 1989.						
20217347	Mairie de Montreuil	communication des documents suivants : 1) le document synthétisant les actions de formation de l'ensemble des élus de Montreuil, avec leurs noms, les intitulés et les dates des formations, les organismes de formation concernés ainsi que leurs coûts pour les années 2019 et 2020 ; 2) ou, à défaut, l'ensemble des conventions, autorisations, justificatifs des formations d'élus effectuées en 2019, 2020 et 2021 au titre de l'article L2121-26 du code général des collectivités territoriales.	27/01/2022	11/02/2022	Oui			
20217350	Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports Île-de-France - Unité territoriale de l'Essonne (DRIEAT 91)	communication, à ses frais, par voie électronique de préférence, des documents relatifs au site de stockage de déchets d'activité de soins à risques infectieux (DASRI), classé au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), exploité par la société X à X : 1) tout arrêté préfectoral relatif à cette société ; 2) tout échange en matière d'ICPE, entre la DRIEAT et cette société ; 3) tout rapport de visite d'inspection ICPE ; 4) tout document relatif aux contrôles et aux éventuelles sanctions concernant à cette société.	13/01/2022	25/01/2022	Oui			
20217365	Centre hospitalier de Mayotte	communication, par voie postale, de l'intégralité de son dossier médical.		31/01/2022	Oui			
20217371	Conseil départemental d'Eure-et-Loir (CD 28)	communication, sans occultation contrairement à la première communication, du dossier administratif de la MDA 28 concernant la situation de son fils, X, notamment la partie relative à la vie quotidienne de celui-ci.	27/01/2022	03/02/2022	Oui			
20217372	Préfecture du Tarn	communication des documents suivants concernant l'extension du parking de l'entreprise X sur la commune de Lavour : 1) le dossier de demande présenté par cette entreprise à la suite de la soumission à évaluation environnementale par décision du 16 octobre 2018 de la mission régionale de l'autorité environnementale ; 2) le dossier de déclaration « Loi sur l'eau » et le récépissé de déclaration (2017).	27/01/2022	03/02/2022	Oui			
20217378	Centre hospitalier de Roanne	copie du dossier médical de son client, notamment la partie de ce dossier relative aux soins prodigués à l'intéressé depuis sa prise en charge médicale à l'issue d'une blessure le 9 janvier 2020.		11/01/2022	Oui			
20217380	Mairie de Marnac (82)	communication des documents attestant de leur qualité de membres de l'association X ou X : 1) les statuts et annexes ; 2) les documents relatifs à sa création et modifications éventuelles ; 3) les documents concernant son fonctionnement (procès-verbaux des assemblées générales, etc) ; 4) les documents comptables et budgétaires afférents.	13/01/2022	25/01/2022	Fin			
20217381	Ministère de la Justice	communication de la copie de son entier dossier administratif numéroté, au sein de la maison d'arrêt de Pau, en rapport direct ou indirect avec son compte rendu professionnel de déclaration d'accident du travail / maladie professionnelle (AT/MP) du X et avec le certificat médical AT/MP du X pour maladie accidentelle imputable au service, notamment les correspondances le concernant directement ou indirectement, reçues ou adressées à la direction interrégionale des services pénitentiaires de Bordeaux, à la commission de réforme départementale, aux experts et médecin de prévention (courriels, lettres, rapports, ordre de mission, notes d'honoraires, etc.), depuis le mercredi 16 novembre 2016.	27/01/2022	07/02/2022	Oui			
20217399	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité de liquidateur amiable de la GAEC X, des coordonnées des établissements bancaires contenues dans le fichier FICOPA dans lesquels cette dernière détient des comptes bancaires.	27/01/2022	03/02/2022				
20217401	Mairie de Grenoble	communication, sous format électronique par courriel ou par voie postale et par publication sur le site internet de la ville, des actes administratifs (arrêtés ou autre) pris pour interdire le stationnement des		19/01/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		véhicules dans le parking dit Mistral-Mairie, les jours ou soirs de match, depuis la mise en service de cet équipement jusqu'à ce jour.						
20217413	Rectorat de l'académie de Nice (AC 06)	communication de l'avis de la médecine de prévention adressé à l'administration à la suite des 6 convocations chez le docteur X, en particulier l'avis du 29 novembre 2017 et celui du 23 janvier 2018 relatifs au congé d'office du 23 janvier 2018.		03/02/2022	Oui			
20217415	Lycée Bellevue de Saintes	communication de l'intégralité de son dossier scolaire au titre de 2018-2019.	27/01/2022	04/02/2022	Par			
20217422	Office français de la Biodiversité (OFB)	communication, dans un format numérique, ouvert et réutilisable (csv, xls, etc.), des données de mesure (poids, taille, etc.) unitaires (par individu), effectuées lors des captures de chevreuil réalisées par l'OFB.	27/01/2022	03/02/2022	Oui			
20217427	Centre Communal d'Action Sociale de Méru (CCAS 60)	communication de l'attestation relative à la non-décence du logement dont il était locataire.	27/01/2022	04/02/2022				
20217431	Université Côte d'Azur	communication des éléments suivants, présentés sur le site de la base de données MEDAM, qui dresse l'inventaire et l'impact des aménagements gagnés sur le domaine marin pour l'ensemble des côtes françaises de la Méditerranée, dans un format numérique, ouvert et réutilisable, sous forme de données géographiques (sous format SIG avec tous leurs attributs respectifs) : 1) le linéaire de côte naturel (« historique » : avant tout aménagement) ; 2) les surfaces initiales de petits fonds (surfaces « historiques » : avant tout aménagement) ; 3) les ouvrages gagnés sur la mer supérieurs à 100 m ² (ports, terre pleins, digues, épis, etc.).	27/01/2022	03/02/2022	Non			
20217446	AgroParisTech	communication des documents suivants : 1) un rapport détaillant les conditions de travail et les différents éléments qui auraient pu l'empêcher de s'intégrer aux équipes du département du département sciences de la vie et santé d'AgroParisTech ; 2) une fiche récapitulative avec les actions de formation nécessaires à sa reprise d'activité et la suite de sa carrière ; 3) les attestations de présence en formation, à savoir, le séminaire financier à Montpellier des 15 et 16 novembre 2018, les cours d'anglais du vendredi matin, la formation Sirepanet d'une journée sur le traitement des brouillons de factures venant de Chorus Pro, la formation d'une journée sur les procédures comptables et budgétaires qui a eu lieu à l'école vétérinaire de Maisons-Alfort ; 4) une attestation relative à son solde de congés annuels non pris pour cause de maladie ; 5) un état des services ; 6) la notification de son dernier montant de primes (primes 2019) ; 7) les notifications des décisions de congés correspondant à son arrêt de travail sur la période du 11 mars au 30 septembre 2019.	27/01/2022	04/02/2022	Oui			
20217447	Mairie de Reumont	communication de la copie de la délibération relative aux règles applicables à l'espace cinéraire du cimetière de Reumont notamment à la rétrocession.		19/01/2022	Fin			
20217449	Service départemental d'incendie et de secours de la Guadeloupe (SDIS 971)	communication de la copie du règlement intérieur du : 1) comité technique (CT) ; 2) comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).	27/01/2022	07/02/2022				
20217453	Agence régionale de santé du Centre-Val-de-Loire (ARS 45-Direction générale)	communication des différentes dotations financières pour les années 2018, 2019, 2020 et 2021, par département et par établissement pour les centres hospitaliers psychiatriques de la région Centre Val de Loire.	27/01/2022	03/02/2022	Oui			
20217458	Centre Médico-Psychologique du Tampon	communication du dossier médical de sa fille mineure X, placée en famille d'accueil, par transmission au médecin traitant de celle-ci, le docteur X.		08/02/2022	Fin			
20217460	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication, par courriel, des douze arrêtés pris en application du droit de dérogation reconnu au préfet par le décret décret n° 2020-412 du 8 avril 2020 concernant l'environnement, l'agriculture, les forêts, la construction, le logement et l'urbanisme.	27/01/2022	03/02/2022	Oui			
20217461	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	communication du rapport d'expertise détaillé ayant conduit à la décision de non financement de leur projet soumis à l'appel à projet PIA3 ADEIP 2021, formalisé et transmis à la direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM) du ministère de la transition écologique, à la direction générale des entreprises (DGE) du ministère de l'économie, des finances et de la relance et au ministère de la recherche	27/01/2022	07/02/2022	Oui			
20217474	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	copie, par courrier électronique, des contrats locaux de sécurité en vigueur depuis le mois de septembre 2013, sur le territoire des communes suivantes : 1) Bondy ; 2) Noisy-le-Sec ; 3) Clichy-sous-Bois ; 4) Montfermeil ;	27/01/2022	03/02/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		5) Villemonble.						
20217475	Préfecture de la Vienne	communication de la copie de l'arrêté portant refus de délivrance d'un titre de séjour et obligation de quitter le territoire dont fait l'objet sa cliente, qui aurait été notifié et serait revenu avec la mention pli avisé mais non réclamé.		19/01/2022	Oui			
20217476	Préfecture de la Charente-Maritime	communication des arrêtés portant refus de délivrance d'un titre de séjour et obligation de quitter le territoire de ses clients sachant que les décisions auraient été notifiées et seraient revenues avec la mention pli avisé mais non réclamé.		03/02/2022	Oui			
20217479	Mairie de Malaucène	communication, par mise en ligne sous format libre et ouvert, des délibérations du conseil municipal.	27/01/2022	17/02/2022				
20217481	Mairie de Mions	communication, en sa qualité de conseiller municipal, de la copie du courrier émanant de la DGFIP, attribuant une note ainsi qu'une annotation à la commune concernant sa gestion financière.	27/01/2022	10/02/2022				
20217485	Ministère de la Justice	communication de la copie du registre anonymisé des agents effectuant plus de 48 heures par semaine (heures effectuées par mois) pour les années 2019, 2020 et 2021, établi conformément à l'article 22 directive européenne 2003/88CE.	27/01/2022	07/02/2022	Oui			
20217495	Première ministre	communication, par courriel, de la version numérique, au format .jpg ou équivalent, et dans la plus haute résolution disponible, de la publicité pour le plan « France relance » intitulée « Ici, maintenant, vous pouvez télétravailler les pieds dans l'eau », diffusée dans la presse écrite au début du mois de septembre 2021, notamment dans le journal L'Est Républicain du 9 septembre 2021.	27/01/2022	07/02/2022				
20217509	Mairie de Canet-en-Roussillon	communication, à ses frais, par voie postale, de la copie des registres des taxes et contributions d'urbanisme prévu à l'article R332-41 du code de l'urbanisme, depuis 2000 jusqu'à ce jour.		01/02/2022	Oui			
20217517	Centre hospitalier universitaire de Rennes (CHU)	communication, afin de comprendre les circonstances du décès et de s'assurer que tous les enseignements en ont été tirés, de la déclaration de l'évènement indésirable grave associé à des soins (EIGS) (volets n° 1 et n° 2) consécutive au décès inattendu de son frère, Monsieur X, survenu le X.	17/02/2022	21/02/2022	Non			
20217519	Communauté de communes le Grésivaudan	communication, par voie électronique, du dossier « loi sur l'eau » relatif à la station d'épuration (STEP) du Sonnant sur la commune de Saint-Martin-d'Uriage, qui devait être remis à la direction départementale des territoires de l'Isère (DDT 38) d'ici le 30 juin 2021, conformément au rapport de manquement du préfet en date du 17 septembre 2020.	27/01/2022	07/02/2022	Fin			
20217525	La Poste	communication des documents suivants : 1) la liste de l'ensemble des postes de cadres supérieurs et des emplois supérieurs attribués à compter du 1er janvier 2019 ; 2) la liste de l'ensemble des postes de cadres supérieurs et des emplois supérieurs vacants à compter du 1er janvier 2019.		31/01/2022				
20217528	Réseau de transport d'électricité (RTE)	copie électronique du dossier concernant l'étude d'implantation et d'impact d'une nouvelle ligne à haute tension sur la liaison Baixas/Calce/Estagel/Tautavel/Maury/Saint-Paul-de-Fenouillet, présentée le 4 juillet 2019 à la préfecture des Pyrénées-Orientales.	27/01/2022	08/02/2022	Oui			
20217533	Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Savoie (CGFPT 74)	communication d'une copie des documents suivants : 1) le document sur lequel le président du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Savoie (CDG 74) s'est fondé pour affirmer qu'il n'appartenait pas à la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) de procéder elle-même à la transmission des documents ; 2) la réponse qui aurait été apportée, en date du 30 juin 2021, par le CDG 74 à la CADA ; 3) le courrier postal ou électronique adressé par le CDG 74 à la CADA, suite à la réception de l'avis n° 20213767 du 5 juillet 2021, et par lequel le CDG 74 l'a informée, conformément à l'article R343-3 du code de relations entre le public et l'administration, de la suite qu'il entendait donner à sa demande d'accès à des documents administratifs.	27/01/2022	15/02/2022	Oui			
20217534	Préfecture de police de Paris	communication du dossier administratif de sa cliente.		20/01/2022				
20217539	Centre communal d'action sociale de Roubaix (CCAS de Roubaix)	copie des documents suivants concernant sa cliente : 1) la décision par laquelle le centre communal d'action sociale (CCAS) a décidé de ne pas renouveler son contrat ; 2) son entier dossier administratif, notamment : a) l'intégralité des actes et contrats d'engagement ; b) l'intégralité de ses fiches de paie.	27/01/2022	10/02/2022				
20217545	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires	communication des documents suivants, relatifs à la chasse de l'alouette des champs à l'aide de pantès et matoles : 1) les estimations du ministère faisant état d'un pourcentage de prise accessoire autour de 15 à 20 % s'agissant des matoles ;	27/01/2022	08/02/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) les données chiffrées et sourcées sur lesquelles le ministère s'appuie pour affirmer que le pourcentage de prises non ciblées capturées à l'aide de matoles (Pipit, alouette lulu, linottes) est très faible.						
20217559	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication du bordereau de situation des amendes et condamnations pécuniaires, à la suite de la réception d'un avis à tiers détenteur (ATD) sur son compte.	27/01/2022	08/02/2022				
20217562	Clinique mutualiste du Médoc	communication, à ses frais, sur le fondement des trois motifs prévus à l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de sa mère Madame X, notamment les pièces manquantes suivantes à la suite d'une précédente transmission incomplète : 1) les éléments relatifs au premier passage de sa mère le samedi 23 octobre 2021 ; 2) les échanges écrits entre professionnels de santé ; 3) les résultats d'examen (notamment les scanners et les résultats d'hémocultures prélevées le 27 octobre 2021) ; 4) les comptes rendus de consultation, d'intervention, d'exploration ; 5) les protocoles et les prescriptions thérapeutiques mis en œuvre ; 6) les feuilles de surveillance.		18/02/2022	Oui			
20217563	Mairie de l'Argentière-la-Bessée	communication de la réglementation de l'eau sur la commune.	27/01/2022	08/02/2022	Oui			
20217568	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de s documents suivants : 1) l'organigramme du service des impôts des particuliers de Nice Est Ouest ; 2) la déclaration de succession faite au nom de son grand-père paternel, Monsieur X décédé le X à Nice et qui était domicilié au X à Nice.	27/01/2022	15/02/2022				
20217569	Mairie d'Arnaud-Guilhem	communication, par courrier au lieu du rendez-vous proposé par la mairie, des certificats d'adressage ou de numérotage des deux biens immobiliers lui appartenant cadastrés X et X.	17/02/2022	21/02/2022	Oui			
20217574	Grenoble-Alpes Métropole	communication, sous format électronique par courriel ou par voie postale, des actes administratifs (arrêtés ou autre) pris pour interdire le stationnement des véhicules dans le parking dit Mistral-Mairie, les jours ou soirs de match, depuis la mise en service de cet équipement jusqu'à ce jour.		20/01/2022	Oui			
20217577	SCIC HLM IDF HABITAT	communication de l'entier dossier de sa cliente notamment son dossier de renouvellement de demande de logement social.		20/01/2022	Fin			
20217581	Centre hospitalier régional universitaire de Tours (CHRU de Tours)	communication, afin de faire valoir ses droits dans le cadre d'une succession, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de sa mère décédée Madame X, notamment IRM, Scanner, radios, comptes rendus médicaux, ensemble des documents, examens démontrant X et démontrant sa vulnérabilité.	27/01/2022	15/02/2022	Fin			
20217582	Bureau d'aide juridictionnelle près le tribunal de grande instance de Meaux	copie de l'enveloppe recommandée n°1A 150 179 6815, sur laquelle le taux d'affranchissement est indiqué.	10/03/2022	18/03/2022				
20217583	Mairie de Fort-de-France	communication des documents suivants : 1) le ou les rapports de l'étude hydrogéologique réalisée par le BRGM concernant le ou les glissements de Morne Calebasse ; 2) les résultats des relevés inclinométriques depuis la mainlevée de l'interdiction provisoire d'habiter par arrêté municipal de décembre 2015 jusqu' à ce jour.	27/01/2022	04/02/2022				
20217586	Mairie de Cayenne	communication d'une copie de l'acte de mariage de Monsieur X et de Madame X célébré le X dans la commune.	31/03/2022	06/04/2022				
20217604	Mairie d'Argelès-sur-Mer	communication des documents administratifs suivants relatifs aux parcelles cadastrées section X et X dont ses clientes sont propriétaires : 1) l'acte de création des sentiers de randonnée ; 2) l'acte de création des sentiers de VTT ; 3) l'acte de création de la Voie de Défense des Bois et Forêts contre l'Incendie (VDBFI) n° X.		20/01/2022	Oui			
20217606	Mairie de Grandvillars	communication par courrier électronique des documents suivants : 1) le procès-verbal du conseil municipal en date du 8 décembre 2016 ; 2) le procès-verbal du conseil municipal en date du 16 novembre 2017 ; 3) le procès-verbal du conseil municipal en date du 6 septembre 2018 ; 4) le procès-verbal du conseil municipal en date 12 décembre 2019 ; 5) la délibération du conseil municipal en date du 08 décembre 2016 attribuant une subvention au football club de la commune ; 6) la délibération du conseil municipal en date du 16 novembre 2017 attribuant une subvention au football club de la commune ; 7) la délibération du conseil municipal en date du 06 septembre 2018 attribuant une subvention au		20/01/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		football club de la commune ; 8) la délibération du conseil municipal en date du 12 décembre 2019 attribuant une subvention au football club de la commune.						
20217607	Mairie de Tignes	communication de l'évaluation par France Domaine d'une parcelle de 6312 mètres carrés cédée à la SAS X.	27/01/2022	04/02/2022	Oui			
20217627	Préfecture du Doubs	communication des documents suivants, relatifs au fonctionnement de la X à Noirefontaine (25) : 1) le (ou les) arrêté(s) et prescriptions régissant le fonctionnement actuel de cette installation classée régime « DC » ; 2) les résultats des analyses de l'autosurveillance de 2018 à 2021 ; 3) les trois derniers rapports de contrôle de l'installation.	10/03/2022	16/03/2022	Fin			
20217630	Syndicat d'électrification vauclusien (SEV)	communication, par publication en ligne sur le site web du syndicat, au lieu de la transmission par courriel proposée, des actes d'engagement des marchés publics, et leurs annexes éventuelles, signés par le syndicat au cours du premier semestre 2021.	17/02/2022	21/02/2022	Oui			
20217634	Mairie de Chaillac-sur-Vienne	communication de la copie des comptes rendus des conseils municipaux des années 2019, 2020 et 2021, relatifs à l'aliénation du chemin rural du Moulin de la Guérillerie.		20/01/2022				
20217635	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, par voie postale, de son dossier médical relatif à ses hospitalisations à l'hôpital Lariboisière du X et du X, détenu par les archives.		20/01/2022	Fin			
20217649	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de la décision ayant ordonné la fouille à nu de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Beauvais, à l'issue de son parloir du 23 octobre 2021.		07/02/2022				
20217662	Mairie de la Palme	communication de la délibération du 28 août 2012 par laquelle la commune a décidé d'incorporer dans le domaine communal la parcelle cadastrée n°282 de la section D pour une contenance de 62 ares 10 centiares.		08/02/2022	Oui			
20217663	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, des documents suivants concernant son client incarcéré à la maison d'arrêt de Bonneville : 1) la totalité de ses relevés de compte nominatif depuis le 1er août 2021 ; 2) la totalité des décisions prises par la commission pluridisciplinaire unique de l'établissement au titre de l'aide indigence sur la même période.		14/02/2022				
20217672	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre de ses travaux universitaires, des archives suivantes conservées aux Archives nationales, sous la cote : 20170300/13 (France. Cabinet de X, ministre délégué à la Recherche (2004-2005) ANR (agence nationale de la Recherche), création. 2004-2005. Notes, note de présentation du Fonds National de la Science 2004, documents de travail, projet de communiqué de presse, fiches thématiques.	31/03/2022	06/04/2022	Non			
20217673	Mairie de Wissous	copie, sous un format dématérialisé exploitable par un système de traitement automatisé et accessible en lecture optique, de l'intégralité du grand livre budgétaire de la commune pour les années 2018, 2019 et 2020.		18/02/2022				
20217677	Ensemble scolaire Lycée Paul Claudel Collège Jean-Paul II	communication d'une copie des comptes rendus du conseil d'administration de l'association de gestion de l'ensemble scolaire.	17/02/2022	21/02/2022	Non			
20217682	Mairie de Buxerolles	communication, en sa qualité de conseiller municipal, du projet de compte administratif 2021 de la commune.		15/02/2022	Oui			
20217688	Mairie de Pleure	communication, par voie électronique au lieu de la consultation en mairie proposée, des procès-verbaux des trois derniers conseils municipaux.	17/02/2022	21/02/2022	Non			
20217690	Centre hospitalier d'Arras	communication de la copie numérique par courrier électronique du dossier médical de son client incarcéré au centre de détention de Bapaume.		08/02/2022	Oui			
20217708	Mairie du Castelet	conformité de la communication, après occultation des identités bancaires des différents tiers, des écritures comptables relatives aux dépenses de fonctionnement pour les exercices 2019, 2020 et 2021, en version papier pour un montant de 359,90€ sur la base de 1,18€ par page de format A4 au lieu de la transmission par courriel et sous format PDF initialement demandée, au regard de l'article L311-9 du code des relations entre le public et l'administration qui dispose que le choix des modalités de communication appartient au demandeur, de l'article 2 de l'arrêté conjoint du Premier ministre et du ministre du budget du 1er octobre 2001 et de l'absence d'une régie de recettes permettant à la mairie d'encaisser ce type de produits.	27/01/2022	07/02/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20217710	Caisse primaire d'assurance maladie des Yvelines (CPAM 78)	communication de la copie de la décision attributive de rente du dossier afférent à l'accident du travail du 20 novembre 2015 de Monsieur X.		14/02/2022	Fin			
20217724	Préfecture de la Gironde	communication, à la suite d'une première transmission incomplète, des éléments manquants suivants relatifs aux remboursements effectués par la préfecture pour les frais d'impression des circulaires, bulletins et affiches pour les élections régionales de 2021 : 1) le nom des imprimeurs concernés ; 2) à défaut, les factures.	27/01/2022	07/02/2022				
20217733	Centre hospitalier Gérard Marchant de Toulouse	communication, à ses frais, au lieu de la consultation proposée par le centre hospitalier, dans le cadre de son recours gracieux à l'encontre de la décision de suspension du X de sa cliente, de l'entier dossier administratif de cette dernière.	17/02/2022	22/02/2022	Oui			
20217735	Etablissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée (EPAMARNE-EPAFRANCE)	communication, par voie dématérialisée ou au format papier, des documents suivants relatifs au cahier des charges de cession de terrains (CCCT) : 1) la copie du CCCT, prévu à l'article L311-6 du code de l'urbanisme, signé en 2008 ; 2) la copie de la décision d'approbation de ce CCCT et de l'accomplissement des mesures de publicité.	17/02/2022	22/02/2022	Non			
20217743	Mairie de Trans-en-Provence	copie des avis du service instructeur de la Dracénie Provence Verdon Agglomération (DPVA) concernant les permis de construire PC n° X et PC n° X, tous deux en date du 3 mars 2020.		31/01/2022	Non			
20217744	Conseil régional Hauts-de-France (Nord-Pas-de-Calais-Picardie)	copie, avec règlement, le cas échéant, des frais afférents, des documents suivants : 1) l'entier dossier administratif de Monsieur X ; 2) l'entier dossier administratif de Madame X.		08/02/2022	Oui			
20217748	Direction interdépartementale des routes Méditerranée - DIRMED	communication, de préférence sous forme électronique par courriel ou lien de téléchargement envoyé par courriel, de la copie de tous les échanges entre la DIRMED et la commune d'Orange ou la communauté de communes du Pays réuni d'Orange (CCPRO), relatifs au projet de restructuration du boulevard Daladier à Orange ayant fait l'objet d'un permis d'aménager sous le n° PA X.		08/02/2022	Oui			
20217752	Mairie de Rodez	communication, en sa qualité de conseillère municipale, des comptes administratifs des années 2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015-2016-2017-2018-2019.		04/02/2022	Fin			
20217756	Direction départementale de la protection des populations des Côtes-d'Armor (DDPP 22)	communication de la copie intégrale du rapport établi à la suite de l'enquête épidémiologique réalisée auprès de la société X par la DDPP des Côtes-d'Armor, après la constatation d'une contamination au botulisme d'un lot de compost que cette société a commercialisé auprès de sa cliente.	17/02/2022	15/03/2022	Oui			
20217762	Communauté de communes Sud Côte Chalonnaise	communication des documents suivants relatifs au projet de déchetterie à Saules : 1) les deux études X ; 2) l'étude biotope sur la recherche de zone humide ; 3) les trois derniers budgets de la comptabilité des ordures ménagères ; 4) le prévisionnel de diminution de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) grâce au tri des déchets.	27/01/2022	07/02/2022	Oui			
20217763	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de son dossier médical relatif à son hospitalisation du X au service X de l'hôpital Lariboisière, notamment : 1) les examens sanguins ; 2) le scanner abdominal ; 3) les documents qu'elle a signés ; 4) la photo de l'examen ophtalmologique ; 5) le bilan complet de son hospitalisation.		08/03/2022	Oui			
20217765	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication de la décision du 15 novembre 2019 relative à la demande de naturalisation de sa cliente déposée le 7 juin 2018 auprès de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.		02/02/2022	Oui			
20217769	Mairie de Bommès	envoi par courrier électronique du dossier d'Information mairie (DIM) concernant le projet d'antenne-relais ayant fait l'objet du dossier de déclaration préalable n° X en date du 11 décembre 2020 déposé par la société X.	27/01/2022	04/02/2022	Fin			
20217770	Ministère des armées	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une recherche personnelle, de l'entier dossier individuel de son père, Monsieur X, né le 2 août 1938 et décédé le 4 septembre 1987, conservé par le centre des archives du personnel militaire de Pau et coté 58-750-06764, sans occultation de la partie « antécédents judiciaires et condamnations » figurant en page 1 du feuillet nominatif de contrôle.	31/03/2022	06/04/2022				
20217771	Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement en Île-de-France (DRIHL)	communication, dans le cadre d'un litige entre le bailleur, l'association Solidarités Nouvelles pour le Logement (SNL Paris), et le propriétaire, l'association Immobilière Sainte Marguerite (AISM), du logement dont il est locataire, sis X à Paris - 11e, de la convention ANAH ouvrant droit à l'APL.	17/02/2022	22/02/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20217776	Rectorat de l'académie de Paris (AC 75)	communication des documents suivants : 1) les éléments de son dossier permettant de soutenir que ses deux parents résident en Allemagne ; 2) la demande au Consulat de Berlin précédant la décision d'attribution en date du 23 avril 2021 ainsi que la fiche « famille » afférente prévue en réponse de la part de ce consulat ; 3) la demande au Consulat de Berlin précédant la décision d'attribution en date du 20 août 2021 ainsi que la fiche « famille » afférente prévue en réponse de la part de ce consulat ; 4) la demande au Consulat de Berlin précédant ou le jour de la décision en date du 7 septembre 2021 ainsi que la fiche « famille » afférente prévue en réponse de la part de ce consulat.	27/01/2022	04/02/2022				
20217777	Mairie de Rillieux-la-Pape	copie, en sa qualité de conseillère municipale, de tous les bons de commande passés depuis mai 2020.		28/01/2022	Oui			
20217781	Direction départementale des territoires de la Haute-Savoie (DDT 74)	communication, par publication, avec mise à jour, sur une plateforme accessible en ligne, dans un format ouvert et réutilisable, des données relatives aux mesures de niveau et de température réalisées dans le lac, portant notamment sur : 1) la température de l'eau en fonction du temps, au pas de mesure de la station de mesure ; 2) le niveau de l'eau en fonction du temps, au pas de mesure de la station et selon une échelle à préciser.	27/01/2022	03/02/2022	Fin			
20217784	Première ministre	copie des documents suivants : 1) la circulaire n° 5623 du 12 décembre 2012 relative aux relations avec les parlementaires ; 2) le courrier de décembre 2020 du ministre délégué chargé des relations avec le Parlement et de la participation citoyenne à ses collègues ministres concernant les délais de réponse aux questions écrites des parlementaires.	27/01/2022	07/02/2022	Oui			
20217789	Communauté d'agglomération Vitry Communauté	communication des budgets primitifs concernant les années 2018 à 2020 comprenant l'état de répartition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM).		31/01/2022	Oui			
20217790	Centre hospitalier de Bourg-en-Bresse	communication, afin de connaître les causes de la mort de l'intégralité du dossier médical de sa mère, Madame X, décédée le X.		15/02/2022	Oui			
20217791	Mairie de Valleraugue	communication de la convention de mise à disposition pour l'instruction des autorisations d'occupation des sols (ADS) conclue entre la commune et la DDTM validée par décision du conseil municipal du 25 avril 2019.	27/01/2022	07/02/2022	Oui			
20217806	Etablissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée (EPAMARNE-EPAFRANCE)	copie des analyses des sols ou d'eau réalisés dans le périmètre du projet Altival à Champigny-sur-Marne (site de l'ex-VDO) en 2019, ou plus récemment si c'est le cas.	27/01/2022	02/02/2022	Oui			
20217807	Mairie de Romainville	communication des documents suivants : 1) les rapports de contrôle et de suivi des sociétés X et X incluant l'ensemble des résultats des prélèvements sur site et chez les riverains exigés par arrêté municipal (les relevés aux 4 points cardinaux du site et à un point témoin par prélèvements actifs et passifs...) ; 2) les rapports de fin de travaux des sociétés X et X incluant l'ensemble des exigences énoncées au chapitre 7 de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2015 ; 3) le rapport de la société X chargée par la mairie de procéder à des prélèvements actifs journaliers chez des riverains potentiellement exposés de janvier à août 2021 ; 4) les rapports de l'ADEME, chargée de contrôler les abords du site (habitations et réseaux d'eaux usées), encadrés par des arrêtés préfectoraux du 25 novembre 2019.	27/01/2022	02/02/2022	Oui			
20217810	Mairie de la Sure-en-Chartreuse	communication des documents suivants relatifs à la voirie, chemin de Hautephare, chemin de Hautefare et chemin des Chênes : 1) le plan d'état des lieux actuel ; 2) l'extrait de plan cadastral napoléonien ; 3) l'extrait du plan cadastral suite à rénovation ; 4) l'extrait du plan cadastral actuel ; 5) le tableau de classement de la voirie pour la commune de Pommiers La Placette, avec, en particulier, le chemin de Hautephare, le chemin de Hautefare et le chemin des Chênes ; 6) un plan cadastral avec l'emprise du domaine public au sein du hameau de Hautephare, cela, depuis la jonction avec la route des Trois Fontaines jusqu'à la jonction avec la route des Fayolles mentionnant la nature (privée ou publique) de la parcelle nommée X au cadastre napoléonien ; 7) la délibération du conseil municipal relative au classement dans la voirie communale des chemins de Hautephare, de Hautefare et des Chênes qui sont contigus ; 8) la délibération du conseil municipal relative à l'incorporation dans la voirie communale des chemins de Hautephare, de Hautefare et des Chênes en application de l'article L141-3 du code de la voirie routière ; 9) les études et avis techniques relatifs aux travaux de voirie réalisés depuis 1984 dans le cadre de	27/01/2022	15/02/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		l'aménagement des chemins de Hautephare, de Hautefare et des Chênes ; 10) les arrêtés départementaux relatifs à ces travaux de voirie ; 11) les arrêtés communaux relatifs à ces travaux de voirie ; 12) les études et avis techniques relatifs aux travaux de voirie concernant la chaussée du chemin de Hautephare depuis 1984 ; 13) les études et avis techniques relatifs aux travaux de voirie en dehors de la chaussée du chemin de Hautephare depuis 1984 ; 14) les dossiers d'enquêtes publiques pour la réalisation de travaux de voirie sur des parcelles privées, sur les parcelles communes jouxtant le domaine public ; 15) l'ensemble des demandes d'alignements individuels formulées par les propriétaires riverains aux Chemins, de Hautephare, de Hautefare et des Chênes, ayant réalisé des travaux en limite de propriété depuis 1984 ; 16) les arrêtés communaux relatifs aux travaux de voirie concernant la chaussée du chemin de Hautephare, depuis 1984 ; 17) les comptes rendus et délibérations du conseil municipal relatifs à la programmation des travaux de voirie réalisés, depuis 1984, dans le cadre de l'ajout d'une alimentation d'eau potable jouxtant la fontaine sise sur la parcelle X appartenant au demandeur ; 18) les comptes rendus et délibérations du conseil municipal relatifs à la programmation des travaux de voirie réalisés, depuis 1984, dans le cadre du tubage de la conduite d'alimentation historique de la fontaine sise sur la parcelle X appartenant au demandeur ; 19) les comptes rendus et délibérations du conseil municipal relatifs aux travaux de voirie concernant la chaussée de la voie communale n°12, depuis 1984 ; 20) le dossier d'enquête publique relative à la délimitation et à l'alignement des voies communales et notamment le plan parcellaire relatif à la voie communale n° 12 et à la parcelle cadastrée X comportant l'indication des limites existantes de la voie communale n° 12, des parcelles riveraines et des bâtiments existants, et l'indication des limites envisagées pour la voie communale n° 12 ; 21) la date et la preuve de la notification individuelle du dépôt du dossier d'enquête publique à la mairie aux propriétaires des parcelles riveraines à la voie communale n°12 ; 22) l'ensemble des arrêtés d'alignements individuels pour toutes les propriétés riveraines aux chemins de Hautephare, Hautefare et des Chênes.						
20217816	Centre hospitalier universitaire de Lille	communication, à ses frais, par voie postale, à la suite d'une première transmission incomplète, de l'intégralité de son dossier médical relatif à son hospitalisation du X au service de X, notamment : 1) le compte rendu opératoire du X ; 2) les analyses de bactériologie ; 3) les examens de laboratoire.		27/01/2022	Oui			
20217819	Mairie de Koungou	communication, en sa qualité de conseiller municipal, des textes intégraux des délibérations n°s 81, 82, 86, 87, 88 et 89 prises à la suite du conseil municipal du 31 octobre 2021.		14/02/2022				
20217828	Mairie de Santilly	communication de l'accord de principe signé par la commune pour le déplacement d'un chemin rural, mentionné explicitement dans le courrier du 9 février 2021.	27/01/2022	02/02/2022	Fin			
20217838	Caisse primaire d'assurance maladie du Loir-et-Cher (CPAM 41)	communication, afin de faire valoir ses droits dans le cadre d'une succession, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de sa mère décédée Madame X, notamment IRM, Scanner, radios, comptes rendus médicaux, ensemble des documents, examens démontrant X et démontrant sa vulnérabilité.	27/01/2022	15/02/2022	Fin			
20217842	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	copie des décisions en date du 30 mars 2021 prises à l'encontre de son client, portant refus de renouvellement de son titre de séjour, portant obligation de quitter le territoire français et prononçant une interdiction de retour sur le territoire français.		08/02/2022				
20217843	Mairie d'Eguilles	communication, en sa qualité de conseiller municipal, sur un support informatique fourni par ses soins ou par la mairie, du grand livre des comptes, dans son intégralité, pour l'année 2020 et 2021 jusqu'à fin septembre 2021.		08/02/2022				
20217846	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie, par courrier électronique, du bordereau d'amendes majorées détaillées concernant sa cliente, détenu par les services du centre des finances publiques de Brest - Trésorerie Brest amendes.		08/02/2022				
20220005	Caisse primaire d'assurance maladie de l'Isère (CPAM 38)	copie, par voie postale, à l'adresse de son client, de son dossier médical, notamment le rapport médical complet le concernant établi par le médecin conseil pour fixer son taux d'incapacité.		08/02/2022	Fin			
20220010	Mairie de Bourgoin-Jallieu	copie de la décision du maire n° DC2021-103 dont il est fait mention dans trois titres de recette n° 2744, n° 2745 et n° 2746, d'un montant individuel de 1 680 € émis le 7 octobre 2021 aux fins de paiement d'une indemnité pour occupation sans titre du domaine public pour		08/02/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		les mois de juillet, août et septembre 2021.						
20220012	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	communication, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une recherche pour la préparation d'un doctorat, des documents conservés aux Archives nationales sous la cote suivante : Direction des libertés publiques et des affaires juridiques ; Sous-Direction des libertés publiques et de la police administrative 19990426/17, dossier 4 Sous-dossier 571. Fédération française de Viet-Vo-Dao, 1975-1976	31/03/2022	06/04/2022				
20220038	Institution nationale des Invalides (INI)	communication, par courrier électronique, ou, à défaut par voie postale, de la copie intégrale des documents suivants relatifs à sa cliente : 1) les pièces administratives dont l'institution dispose à son égard (relevant de son dossier administratif individuel de fonctionnaire) ; 2) l'ensemble des correspondances (y compris électroniques) échangées entre l'institution et l'assistance publique - hôpitaux de Paris (AP-HP) à son sujet ; 3) le cas échéant, tout dossier de médecine professionnelle et préventive.		10/02/2022	Oui			
20220041	Préfecture du Var	communication, sous forme numérique par courriel ou, à défaut, sous format papier par voie postale, des plans cadastraux annexés au décret n° 2009-754 du 23 juin 2009 portant création de la réserve naturelle nationale de la plaine des Maures, consultables en préfecture conformément à l'article 1er dudit décret.	17/02/2022	23/02/2022	Fin			
20220043	Mairie de Saman	communication, par envoi postal, accompagnés d'une facture des frais de copies et d'envoi, pour la période courant de 2014 à 2020, des comptes de la commune ainsi que les procès-verbaux des délibérations du conseil municipal.		15/02/2022	Par			
20220047	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires	communication, si possible sous format dématérialisé, ou à défaut sous format papier par voie postale, de la copie des documents suivants : 1) le diagnostic approfondi des risques réalisés en 1996 sur la parcelle X (anciennement cadastrée X) sise entre les n° X à Jouars-Pontchartrain ; 2) tout document relatif au traitement de dépollution qui aurait été réalisé en 1998 sur cette même parcelle X ; 3) tout document relatif à l'état de pollution (diagnostic, traitement, etc.) de la parcelle X établi postérieurement à 1998.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20220048	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes "les escales" du Havre (EHPAD 76)	copie, par voie électronique ou voie postale à ses frais, de l'entier dossier administratif de sa cliente.		11/02/2022	Oui			
20220054	Mairie de Fort-de-France	communication des documents suivants relatifs aux travaux de canalisation des eaux pluviales à X : 1) le ou les extrait (s) du ou des conseil (s) municipal (aux) ou organe (s) décisionnel (s) relatif (s) aux travaux ; 2) les enquêtes et les rapports réalisés en 2019 et 2020 lors de la venue à son domicile des différents agents municipaux depuis ses doléances par appel téléphonique du 7 mai 2019.	17/02/2022	24/02/2022				
20220055	Agence régionale de santé - Délégation départementale - Côtes d'Armor (ARS 22)	communication de la notice, du mode d'emploi (ou autres documents) relative à la fiche d'évaluation de l'état d'insalubrité d'un logement communiquée par l'administration concernée.	17/02/2022	23/02/2022	Oui			
20220057	Mairie d'Avesnes-sur-Helpe	communication des documents suivants : 1) l'arrêté du maire concernant la délibération du conseil municipal pour les représentants des élus au comité technique avec le nom desdits représentants ; 2) la délibération du conseil municipal après les élections de mars 2020 concernant les élus pouvant siéger au comité technique de la commune.		17/03/2022	Fin			
20220059	Préfecture de la Haute-Garonne	communication de la note du ministère de l'intérieur en date du 27 juin 2018 portant nouvelle procédure de coopération consulaire en matière de retour avec le Royaume du Maroc.	17/02/2022	04/03/2022	Non			
20220061	Préfecture de Seine-et-Marne	communication des documents suivants : 1) les résultats de la « vérification complète des résultats obtenus sur de nouveaux échantillons prélevés sur le chantier et analysés selon les normes en vigueur » par les services du préfet (dont dates, lieux et description des prélèvements réalisés, ainsi que les rapports d'analyse des laboratoires datés et signés) ; 2) la « contre-analyse, portant sur les caractéristiques physico-chimiques des mâchefers utilisés en remblais dans le cadre du chantier routier précité réalisée à l'initiative de l'exploitant, du maître d'ouvrage ainsi que de l'entreprise d'exécution des travaux, chaque partie ayant missionné un	17/02/2022	04/03/2022	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		laboratoire indépendant » (résultats avec notamment les dates, lieux et description des prélèvements réalisés, ainsi que les rapports d'analyse des laboratoires datés et signés) ; 3) s'agissant de l'entreposage de mâchefers à ciel ouvert autorisé à Claye-Souilly par l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2007, en dépit des risques d'envol et de dispersion de poussières toxiques, l'étude interne et le plan d'amélioration subséquent faisant suite aux « engagements pris par l'exploitant en 2018 » (Veolia) ; 4) les résultats des « campagnes de mesure des retombées atmosphériques menées en 2020 et 2021 » (dont dates, lieux et description des prélèvements réalisés, rapports d'analyse des laboratoires datés et signés) ; 5) le rapport de contrôle 2021 par les services du préfet de Seine-et-Marne de la plateforme de maturation de mâchefers de Claye-Souilly (dont dates, lieux et description des prélèvements réalisés, rapports d'analyse des laboratoires datés et signés).						
20220065	Université de Strasbourg	copie, par courrier postal à l'adresse de son client, de l'intégralité de son dossier individuel.		15/02/2022	Oui			
20220066	Direction interdépartementale des routes Nord (DIR Nord)	copie de son compte épargne temps.		14/02/2022	Oui			
20220067	Mairie de Saint-Denis (93)	communication de la liste des biens immobiliers : 1) acquis par la ville, du 1er janvier 1990 au 1er novembre 2021, selon les règles de droit privé, de droit public et à titre gratuit et indiquant leur taille, le prix et l'adresse ; 2) cédés par la ville, du 1er janvier 1990 au 1er novembre 2021, selon les règles de droit privé, de droit public et à titre gratuit et indiquant leur taille, le prix, l'adresse et le nom de l'acquéreur.	17/02/2022	25/02/2022				
20220073	Ministère de la Justice	communication d'une copie par courrier électronique de la décision ayant ordonné le transfert de son client vers le centre pénitentiaire de Vendin le Vieil.		10/02/2022	Oui			
20220074	Mairie de Valmanya	communication, en sa qualité de conseiller municipal, des documents suivants : 1) la facture de la barrière de l'Estanyol ; 2) la facture du nettoyage de la décharge sur un terrain privé ; 3) la liste électorale de la commune ; 4) les bordereaux de mandat et de titres de l'année 2020/2021.	17/02/2022	25/02/2022				
20220075	Préfecture de la Charente	communication, au format dématérialisé, des dossiers d'information au public (DIP) 2020 ou des bilans d'exploitation annuels relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement suivantes : 1) l'installation de stockage des déchets non dangereux (ISDND) X à Sainte-Sévère ; 2) l'ISDND X à Etagnac.	17/02/2022	25/02/2022				
20220077	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, par remise sur place à l'hôpital, des électroencéphalogramme (EEG), tracés et imageries par résonance magnétique (IRM) de leur fils mineur, X, faits à l'hôpital Trousseau.		14/02/2022	Oui			
20220079	Conseil départemental des Alpes-Maritimes	communication de tout document faisant état de la créance de sa cliente ayant conduit à la demande d'hypothèque sur son bien sis 25 rue Gounod à NICE, dont les références cadastrales sont X, lots n° 6 et 37, pour un montant de 350 000 € dont 36 923,50 € concernant une créance pour prestations servies ou à servir et pour les frais de placement en maison de retraite au titre de l'aide sociale, ainsi que 313 076,50 € d'accessoires, sur une période allant du 22 novembre 2000 au 30 juin 2010.	17/02/2022	28/02/2022				
20220091	Etablissement de santé mentale MGEN de Rueil-Malmaison	communication de la copie des documents qu'elle a signés pour les hospitalisations contre son gré de son ex-conjoint Monsieur X le X et le X.	17/02/2022	25/02/2022	Fin			
20220092	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, par courrier électronique, ou, à défaut par voie postale, de la copie intégrale des documents suivants relatifs à sa cliente : 1) son dossier administratif individuel, en ce compris les pièces détenues par l'hôpital européen Georges Pompidou ; 2) l'ensemble des correspondances (y compris électroniques) échangées entre l'Institution nationale des Invalides et l'hôpital européen Georges Pompidou à son sujet ; 3) le cas échéant, son dossier de médecine du travail.		11/02/2022	Par			
20220095	Métropole Aix-Marseille Provence	communication du dossier d'information au public (DIP) 2020 ou du bilan d'exploitation annuel relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement suivantes : 1) l'installation de stockage des déchets non dangereux (ISDND) de l'Arbois à Aix-en-Provence ; 2) l'ISDND du Vallon du Fou à Martigues ; 3) l'unité d'incinération d'ordures ménagères (UIOM) d'Everé à Fos-sur-Mer.	17/02/2022	25/02/2022	Oui			
20220103	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	communication de la réglementation relative à la conservation des enregistrements sonores des appels	31/03/2022	06/04/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		téléphoniques passés au SAMU.						
20220104	Mairie d'Avignon	communication, de préférence sous forme électronique par courriel ou par voie postale sous forme papier après facturation des frais réglementaires pour les documents demandés uniquement disponibles sous forme papier, de la copie de la ou des demandes complémentaires d'éléments transmises au pétitionnaire dans le cadre de l'instruction de l'autorisation d'urbanisme n° PC X.		10/02/2022	Oui			
20220108	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (DREAL 13)	communication, de préférence sous forme électronique par courriel, du courrier, y compris ses annexes éventuels, envoyé par la DREAL durant le deuxième semestre 2021 au pétitionnaire (X à Orange), titulaire de l'autorisation d'urbanisme par arrêté n°PC X du X, l'informant de la nécessité de se faire délivrer des dérogations relatives aux espèces protégées.	17/02/2022	07/03/2022	Oui			
20220109	Centre hospitalier Alpes Léman (CHAL)	communication de l'intégralité de son dossier médical.		14/02/2022	Oui			
20220120	Préfecture d'Indre-et-Loire	communication, au format dématérialisé, des documents suivants : 1) le dossier d'information au public (DIP) 2020 ou le bilan d'exploitation annuel relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement suivantes : a) l'installation de stockage des déchets non dangereux (ISDND) de Chanceaux-près-Loches ; b) l'ISDND de Sonzay ; c) l'unité de valorisation énergétique (UVE) de saint-Benoît-la-Forêt ; 2) les comptes rendus des commissions de suivi de site (CSS), organisées en 2020 et 2021, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement visées au point 1).	17/02/2022	25/02/2022				
20220126	Office français de la Biodiversité (OFB)	communication, par publication de le site internet de l'OFB, des bilans annuels des dégâts de gibier par département, par espèce, en volume, en valeur et en surface que la Fédération nationale des chasseurs, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article R426-5 du code de l'environnement, a présentés à la Commission nationale d'indemnisation des dégâts de gibier pour les campagnes cynégétiques 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021.	17/02/2022	28/02/2022				
20220129	Mairie de Beauchamp	communication du bilan de la mise à disposition au public pour la modification simplifiée du plan local d'urbanisme transmis aux conseillers municipaux pour voter le point 19 inscrit au compte rendu du conseil municipal du 30 novembre 2021 .		15/02/2022	Fin			
20220130	Mairie de Pineuilh	communication de la copie des arrêtés suivants, signés par le maire, non présents sur le site internet de la commune : 1) A2021-02-09 ; 2) A2021-02-10 ; 3) A2021-02-11 ; 4) A2021-02-12 ; 5) A2021-04-16 ; 6) A2021-05-05 ; 7) A2021-05-06 ; 8) A2021-05-07 ; 9) A2021-06-05 ; 10) A2021-06-06 ; 11) A2021-06-08 ; 12) A2021-06-11 ; 13) A2021-06-12 ; 14) A2021-07-01 ; 15) A2021-07-10 ; 16) A2021-07-11 ; 17) A2021-07-12 ; 18) A2021-07-13 ; 19) A2021-08-02 ; 20) A2021-08-03 ; 21) A2021-08-07 ; 22) A2021-08-08 ; 23) A2021-08-09 ; 24) A2021-08-10 ; 25) A2021-08-11 ; 26) A2021-08-12 ; 27) A2021-08-13 ; 28) A2021-08-14 ; 29) A2021-08-15 ;		14/02/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		30) A2021-08-16 ; 31) A2021-08-17 ; 32) A2021-09-02 ; 33) A2021-09-06 ; 34) A2021-09-07 ; 35) A2021-09-08 ; 36) A2021-09-09 ; 37) A2021-10-01 ; 38) A2021-10-02 ; 39) A2021-10-03 ; 40) A2021-10-04 ; 41) A2021-10-05 ; 42) A2021-10-06 ; 43) A2021-10-07 ; 44) A2021-10-10.						
20220136	Service départemental d'incendie et de secours de la Guadeloupe (SDIS 971)	communication de la liste des communes qui ne sont pas à jour de leurs contributions, ainsi que les montants exacts.	17/02/2022	28/02/2022	Oui			
20220138	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, par ordonnance de référé du 25 juin 2020 et par requête aux fins de prorogation de mission en date du 15 décembre 2020, en sa qualité d'administrateur provisoire de la X, des éléments suivants contenus dans le fichier national des comptes bancaires et assimilés (FICOBA) : 1) la liste des comptes bancaires dont est titulaire la X ; 2) la liste des établissements détenteurs des comptes bancaires de la X et leur adresse.	17/02/2022	28/02/2022				
20220139	Mairie de Charols	consultation de l'étude de faisabilité du 19 juillet 2021 ayant fondé la décision du conseil municipal portant sur la sortie de la « commune » du syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU).	17/02/2022	04/03/2022	Oui			
20220140	Mairie de Bracquetuit	communication de toutes les délibérations du conseil municipal de la commune concernant les projets de parc éolien ainsi que tous les comptes rendus y afférents depuis le lancement des études de faisabilité jusqu'à aujourd'hui.	17/02/2022	25/02/2022	Oui			
20220143	Mairie du Gosier	communication des documents suivants concernant la commune : 1) une copie du grand livre budgétaire pour les années 2020 et 2021 ; 2) la liste des véhicules du parc automobile faisant apparaître : - le type de marché passé (acquisition, leasing revolving, location longue durée) ; - les numéros d'immatriculation ; - la date d'acquisition ; - la destination ou service affecté ; - les documents faisant état de l'organisation mise en place pour le suivi de la consommation de carburant et de l'entretien.	17/02/2022	28/02/2022	Oui			
20220148	Centre hospitalier de Doué-la-Fontaine	copie du dossier médical de sa mère, en convalescence du 29 janvier au 24 mars 2021 au centre hospitalier de Doué-la-Fontaine, puis transférée aux urgences au centre hospitalier de Saumur pour ensuite être transféré au CHU d'Angers pour décéder le X 2021, ainsi que la déclaration d'accident, afin de faire valoir ses droits et de connaître les causes de sa mort.		14/02/2022	Fin			
20220151	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie des documents suivants concernant son client : 1) la proposition de rectification du 27 octobre 2016 adressée à l'EUURL X, mentionnée dans la proposition de rectification du 30 novembre 2016 ; 2) l'avis d'imposition complémentaire à l'impôt sur le revenu de l'année 2014.	17/02/2022	28/02/2022				
20220165	Institut régional d'administration de Bastia	copie de la liste d'émargement des membres du jury ayant participé à la délibération du 1er décembre 2021 établissant la liste des candidats admissibles à participer aux épreuves orales du concours externe d'accès à l'IRA de Bastia.	17/02/2022	04/03/2022				
20220167	Mairie de Cattenom	communication, en sa qualité de conseiller municipal, du grand livre comptable concernant l'année 2021.		14/02/2022	Oui			
20220176	Direction académique des services départementaux de l'éducation nationale des Yvelines (DSDEN 78)	communication d'une copie du dossier administratif de sa cliente détenu par les services de la direction académique, contenant, notamment, les éléments relatifs à son avancement et au dépôt de son dossier avant le 31 mai 2021 sur le site démarches-simplifiées.fr.		15/02/2022	Oui			
20220177	Mairie de Lège-Cap-Ferret	communication, sous format dématérialisé par courriel, des documents suivants relatifs à l'office de tourisme, géré sous la forme d'un établissement public industriel et commercial : 1) les statuts ; 2) les budgets pour 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022 qui doivent être soumis pour approbation au	17/02/2022	28/02/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		conseil municipal conformément à l'article L133-8 du code du tourisme ; 3) les comptes pour les années 2017, 2018, 2019, 2020, conformément à l'article L133-8 du code du tourisme ; 4) les rapports financiers annuels des exercices 2017, 2018, 2019 et 2020, conformément à l'article L133-3 du code du tourisme ; 5) le rapport de la directrice sur l'activité de l'office tel que prévu à l'article R133-13 du code du tourisme ; 6) les procès verbaux du comité de direction de l'office, conformément à l'article R133-7 du code du tourisme, pour les exercices 2018, 2019, 2020 et 2021.						
20220178	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	copie de l'arrêté préfectoral, pris à son encontre, relatif à une obligation de quitter le territoire français.		14/02/2022				
20220179	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Gourlet Bontemps (EHPAD 94)	communication, à la suite de précédentes transmissions partielles, de l'intégralité du dossier médical de sa mère, Madame X, qu'elle est habilitée à représenter par le jugement d'habilitation familiale générale du 16 novembre 2020, notamment les documents manquants suivants : 1) les comptes rendus de consultation ; 2) les différentes évaluations GIR effectuées à son arrivée dans l'établissement.	10/03/2022	18/03/2022	Oui			
20220184	Mairie de Collonges-sous-Salève	communication, en sa qualité de conseiller municipal, des documents suivants : 1) le rapprochement budgétaire à date du jour ; 2) l'état des subventions demandées sur la période annuelle de 2021 ; 3) la trésorerie disponible à la date du jour ; 4) le taux de réalisation des investissements 2021 à date ; 5) l'évolution de la masse salariale depuis le début de la mandature de Madame X.		14/02/2022	Fin			
20220185	Mairie d'Achery	communication, par courriel, du document 20-60-01153-02-A-MAS concernant l'ensemble des travaux, et fourni en complément de l'étude d'impact sonore de la salle des fêtes pour nuisances sonores.	17/02/2022	04/03/2022				
20220198	Mairie de Marseille	communication, par courrier électronique, ou le cas échéant, au format papier, par courrier postal, dont les frais afférents seront réglés sur demande, des documents suivants : 1) l'organigramme des services de la Ville de Marseille ; 2) les arrêtés de titularisation dans le grade de directeur de police municipale de Messieurs X, quand bien même ceux-ci pourraient avoir fait valoir leur droit à pension.		15/02/2022	Oui			
20220201	Ministère des armées	communication des documents relatifs à la procédure établie par le tribunal militaire permanent de la 14ème division militaire de Lyon à l'encontre de Madame X, née le X à X, sachant que le fonds documentaire du ministère est inaccessible pour des raisons techniques.	10/03/2022	16/03/2022				
20220208	Institut thérapeutique éducatif et pédagogique de Seine-et-Marne (ITEP 77)	communication de l'intégralité des documents contenus dans le dossier médical de sa fille, X née le X, constitué depuis son admission au sein de l'institut le X.		15/02/2022	Oui			
20220220	Centre hospitalier Simone Veil de Blois	copie du dossier médical de son père décédé le 15 janvier 2021 à l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) de Pimpeneau, afin de connaître les causes de son décès et les modalités de prise en charge à partir de son admission le 22 juillet 2021 jusqu'à son décès et quels traitements lui ont été administrés, à quelle dose et pour quelle raison, ainsi que défendre sa mémoire.		14/02/2022				
20220222	Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)	communication par tous moyens de son entier dossier de demande de regroupement familial déposé le 6/04/2021 et ayant fait l'objet d'un rejet par arrêté n°2021BNE0071 du 14 septembre 2021 de la préfecture de la Creuse.		11/02/2022	Oui			
20220223	Communauté de communes du pays d'Héricourt	communication, par courrier électronique, ou, sur CD-rom, par courrier postal, de l'étude écologique produite dans le cadre du projet d'aménagement de la zone d'activités des Guinottes 3 (parc d'activités des Coquerilles - Pôle de développement économique) à Héricourt (70).	10/03/2022	16/03/2022	Fin			
20220236	Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire	communication des documents suivants concernant la consultation du public menée préalablement à l'adoption de l'arrêté du 27 avril 2021 relatif à la lutte contre la flavescence dorée de la vigne et contre son agent vecteur, notamment : 1) l'avis rendu par le Conseil national d'orientation de la politique sanitaire animale et végétale dans le cadre de l'adoption dudit arrêté ; 2) l'intégralité du dossier soumis à la consultation du public préalablement à l'adoption de ce même arrêté ; 3) les pièces administratives relatives aux modalités de consultation retenues ; 4) la synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de l'arrêté du 27 avril 2021 relatif à la lutte contre la flavescence dorée de la vigne et contre son agent vecteur.	17/02/2022	28/02/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20220250	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de la liste du paquetage de son client à son arrivée au centre pénitentiaire de Moulins Yzeure.		01/02/2022				
20220253	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	copie de l'entier dossier de demande de visas de long séjour, au titre de la réunification familiale, déposées au bénéfice des enfants mineurs de sa cliente, X et X, auprès de l'ambassade de France à Bangui (République centrafricaine), à laquelle il a été opposée une décision de refus en date du 16 janvier 2020.		08/03/2022	Oui			
20220258	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, du dossier de naturalisation de son grand-père paternel X, conservées aux Archives nationales sous la cote : - 20010517/108 Dossier 8182 DX 1973 : demande de naturalisation de X né le 10 août 1915 à X.	10/03/2022	21/03/2022				
20220260	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, du dossier de curatelle de sa mère, Madame X, conservé au greffe du tribunal judiciaire de Rennes sous la cote : Tribunal judiciaire de Rennes - Service des tutelles des majeurs - Dossier de curatelle d'X (1994-2021)	21/04/2022	29/04/2022	Oui			
20220263	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Jacques Barat Dupont (EHPAD 55)	communication, afin de connaître les causes de sa mort, d'une copie de l'intégralité des documents contenus dans le dossier médical de sa mère, Madame X, depuis son entrée dans l'établissement, jusqu'au 24 mars 2020, date de son décès.		10/03/2022	Oui			
20220266	Mairie de Chauvigny	communication du Plan local d'urbanisme en vigueur avec le zonage justifiant la qualification de sa propriété sise en section cadastrale X - Pouzioux - 86300 Chauvigny.		08/02/2022				
20220272	Institut de formation en soins infirmiers Croix Rouge Française (IFSI 78)	communication, à la suite de la décision d'exclusion définitive du X prise à l'encontre de sa cliente, du procès-verbal de la section compétente du traitement pédagogique des situations individuelles qui s'est réunie le X aux fins de rendre un avis sur la suite des études de sa cliente.	10/03/2022	14/03/2022	Oui			
20220280	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication de la copie de l'entier dossier consulaire de demande de visa n° X d'un de ses clients, X, détenu par l'ambassade de France de Kaloum, Conakry en Guinée.		09/03/2022				
20220300	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SCI X, des informations suivantes contenues dans le fichier FICOBA, relatives à cette société : 1) la liste des comptes bancaires dont est titulaire la société ; 2) la liste des établissements détenteurs et leur adresse.	10/03/2022	16/03/2022				
20220306	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication du document « 48SI » concernant la perte de validité de son permis de conduire.	10/03/2022	17/03/2022	Non			
20220310	Ministère de la Justice	communication de la copie numérique, par courrier électronique, de la liste du paquetage de son client à son arrivée au centre pénitentiaire de Paris-La Santé.		09/03/2022				
20220317	Mairie d'Ondres	communication des documents suivants relatifs à la délibération n° 2021-10-05 du 8 octobre 2021 valant résiliation du contrat de concession du service public du camping municipal X : 1) l'ensemble des documents transmis aux conseillers municipaux, préalablement à l'adoption de ladite délibération, pour leur permettre de voter en connaissance de cause sur cette dernière ; 2) les « comparatifs », évoqués dans la délibération, qui ont permis de considérer que les montants de redevance que la commune percevait étaient inférieurs aux prix du marché ; 3) le courrier de résiliation du 11 octobre dernier, X.	10/03/2022	14/03/2022	Par			
20220323	Préfecture du Val-d'Oise	communication, à ses frais, de la copie des documents suivants visés par l'arrêté préfectoral n° 2021-174 en date du 25 août 2021 portant interdiction de consommation humaine et animale, de détention, de débarquement, de transport et de commercialisation ou cession à titre gratuit des poissons pêchés dans le fleuve Seine (Seine-aval) et la rivière Esches : 1) l'avis de l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) en date du 26 juillet 2010, relatif à l'interprétation sanitaire des résultats d'analyses en dioxines et PCB dans les cours d'eau du bassin Seine-Normandie dans le cadre du plan national d'actions sur les PCB ou polychlorobiphényles ; 2) l'avis de l'ANSES en date du 21 novembre 2013, relatif à l'interprétation sanitaire des résultats d'analyse en dioxines, PCB et mercure des poissons pêchés en 2010 dans les cours d'eau des bassins Artois-Picardie, Rhin-Meuse, Loire-Bretagne, Rhône-Méditerranée et Seine-Normandie - avis spécifique au bassin Seine-Normandie, bilan du plan national PCB (2008- 2010), et concluant que dans les secteurs de la Seine à l'aval de Paris et de l'Esches, toutes les espèces de poissons (anguille, espèces fortement et faiblement bio-accumulatrices) apparaissent non conformes aux limites réglementaires en vigueur, et par conséquent, devraient faire l'objet de restriction de commercialisation et de consommation dans ces secteurs ; 3) l'avis de l'ANSES en date du 22 juillet 2015, relatif à l'évaluation du risque lié à la contamination des	10/03/2022	14/03/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		poissons de rivière par les PCB selon les mesures de gestion mises en œuvre, et concluant qu'au sein des zones de préoccupation sanitaire définies, des dépassements des valeurs critiques d'imprégnation chez les personnes les plus à risque peuvent être observés malgré le respect des recommandations générales de consommation de poissons ; 4) la note de l'ANSES en date du 27 novembre 2015, complémentaire de l'avis de l'ANSES du 22 juillet 2015, selon laquelle la Seine aval et l'Esches sont identifiées comme des zones de préoccupation sanitaire pour les poissons d'eau douce contaminés par les PCB ; 5) la réponse de l'ANSES en date du 4 février 2020 à la question posée par la direction générale de l'alimentation (DGAL) du ministère en charge de l'Agriculture concernant la possibilité de réévaluer les zones de protection spéciale (ZPS), selon laquelle la méthodologie adaptée à la réévaluation des ZPS reste la même que celle définie par l'avis du 22 juillet 2015 pour les caractériser ; 6) la publication par l'autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) le 20 novembre 2018 d'une valeur révisée 7 fois inférieure à la valeur établie en 2001 de la dose hebdomadaire tolérable (DHT) pour les dioxines/furanes et PCB-DL.						
20220331	Conservatoire national des arts et métiers (CNAM 75 - Siège)	communication, au format numérique ou sous forme d'un duplicata en format papier, de son diplôme officiel de responsable de projet en santé et sécurité au travail, obtenu en juin 2020.	10/03/2022	14/03/2022	Oui			
20220340	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Maisons de Famille Les Eaux Vives (EHPAD 78)	communication du dossier médical de sa mère décédée le 17 novembre 2021 au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) « Maisons de Famille Les Eaux Vives ».		07/03/2022	Oui			
20220370	Préfecture du Val-de-Marne	communication de l'intégralité du dossier administratif n° X de son client.		09/03/2022	Oui			
20220372	Ministère de la Justice	communication des documents suivants : 1) les mesures déjà entreprises pour garantir l'exécution des prescriptions ordonnées par le juge des référés du tribunal administratif de Rennes dans son ordonnance en date du 17 mars 2021 (n° 2101070) prescrivant la mise en œuvre d'un ensemble de mesures visant à l'amélioration des conditions de détention au sein du centre pénitentiaire de Lorient-Ploemeur ; 2) l'ensemble des pièces attestant des mesures prises ; 3) le calendrier prévisionnel des mesures restant à engager.	10/03/2022	17/03/2022				
20220373	Mairie d'Ozoir-la-Ferrière	communication, par courriel de préférence, en sa qualité de conseiller municipal, du rapport complet relatif aux indemnités perçues par les élus siégeant au conseil municipal, conformément à l'article L2123-24-1-1 du code général des collectivités territoriales.		10/03/2022	Oui			
20220376	Hospices civils de Lyon (HCL)	communication, par courrier ou par courriel, du résultat des tests génétiques le concernant, effectués au service de X de l'hôpital X.	10/03/2022	28/03/2022	Fin			
20220377	Préfecture des Yvelines	communication des documents suivants relatifs à Monsieur X : 1) le dossier administratif relatif à ses anciens titres de séjour ; 2) toute autre décision administrative figurant à son dossier.		08/03/2022	Fin			
20220391	Conseil départemental de l'Hérault	copie, par voie postale, de l'intégralité des documents présents dans son dossier médical.		09/03/2022	Oui			
20220400	Mairie de Liévin	copie de l'arrêté autorisant Monsieur X à exercer sa profession de taxi, notamment à prendre en charge de la clientèle et à circuler sur la voie publique depuis le 23 novembre 2021 jusqu'à ce jour.	10/03/2022	22/03/2022				
20220452	Communauté d'agglomération Val Parisis	communication des documents composant son dossier médical : 1) le rapport préalable au rendez-vous avec le médecin expert ; 2) le rapport d'expertise médicale du rendez-vous du 28/12/2021, notamment la partie administrative ; 3) le rapport d'expertise médicale, notamment la partie médicale.		09/03/2022	Oui			
20220462	Rectorat de l'académie de Créteil (AC 94)	communication des documents suivants la concernant : 1) les documents ayant servi au calcul du montant du trop perçu ; 2) les documents ayant justifié l'émission du titre de perception à son encontre.	10/03/2022	22/03/2022				
20220464	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie des lettres envoyées à la banque et reçues de la banque, matérialisant l'exercice du droit de communication exercé auprès de l'établissement bancaire de son client, à savoir X, sur une période de trois mois au titre de l'année 2017 (mars, juin et novembre 2017), dans le cadre de la requête initiée par le pôle de recouvrement spécialisé du Loiret (PRS) le 23 octobre 2018.	10/03/2022	30/03/2022				
20220477	Direction départementale des territoires et de la mer du Morbihan (DDTM 56)	communication des documents suivants : 1) les actes administratifs qui encadrent la concession ostréicole n° X située dans l'anse de Kerat à Arradon ; 2) les études préalables ; 3) l'évaluation environnementale.	10/03/2022	28/03/2022	Fin			
20220478	Préfecture du Morbihan	communication des documents, notamment les correspondances entre les services de la préfecture, du	31/03/2022	02/05/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, du ministère de la Transition écologique et solidaire, du ministère de la Santé ainsi que leurs administrations déconcentrées, ayant contribué à l'instruction de la demande : 1) d'interdiction de l'utilisation du S-métolachlore en date du 17 septembre 2021 ; 2) de motivation concernant le refus implicite de rejet opposé.						
20220479	Préfecture du Finistère	communication des documents, notamment les correspondances entre les services de la préfecture, du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, du ministère de la Transition écologique et solidaire, du ministère de la Santé ainsi que leurs administrations déconcentrées, ayant contribué à l'instruction de la demande : 1) d'interdiction de l'utilisation du S-métolachlore en date du 17 septembre 2021 ; 2) de motivation concernant le refus implicite de rejet opposé.	31/03/2022	02/05/2022				
20220480	Maison départementale des personnes handicapées du Nord (MDPH 59)	communication des comptes rendus d'évaluation établis qui ont permis de rendre, le 28 décembre 2021, les décisions à son encontre .	10/03/2022	28/03/2022				
20220484	Préfecture du Var	communication, par voie électronique, d'une copie du relevé d'information intégrale concernant le permis de conduire de son client, faisant apparaître ses codes d'accès internet.		10/03/2022	Par			
20220485	Ministère des armées	communication d'une copie de son entier dossier militaire.	12/05/2022	16/06/2022				
20220490	Mairie de Fouras	communication, par courrier électronique, d'une copie des documents suivants : 1) la délibération du 2 décembre 2021 approuvant le PLU ; 2) les échanges de courriers que le projet d'approbation du PLU a suscité entre la municipalité et les services de l'État ; 3) l'ensemble des procès-verbaux des séances du groupe de travail préparatoire ; 4) l'ensemble des procès-verbaux, comptes rendus et arrêtés enregistrés au registre des délibérations du conseil municipal, relatifs à l'élaboration du PLU.		10/03/2022	Oui			
20220497	Centre hospitalier du Chinoisais	communication du détail des emprunts « en cours » de l'établissement avec les échéanciers de chaque emprunt.	10/03/2022	22/03/2022	Fin			
20220501	Préfecture de la Marne	communication, par voie postale, de son entier dossier administratif de fonctionnaire et des pièces médicales l'accompagnant, ainsi que de l'intégralité des documents émanant du comité médical de la Marne.		09/03/2022	Oui			
20220507	Mairie du Cannet	consultation des documents suivants : 1) les recueils des actes administratifs définitifs du 3ème et 4ème trimestre 2021 ; 2) le registre des décisions du maire de la ville.		09/03/2022	Par			
20220515	Collectivité territoriale de Corse	communication d'une copie des six pièces jointes au courrier électronique adressé par la Collectivité territoriale de Corse à la CADA le 20 août 2021 dans le dossier CADA n° 20213324.	10/03/2022	23/03/2022	Fin			
20220517	Communauté d'agglomération du Pays Voironnais	communication, par courrier électronique, à défaut par consultation sur place avec possibilité d'en prendre copie totale ou partielle, des documents suivants : 1) le plan complet du réseau d'assainissement du quartier du Mollard à Rives (rue de la Liberté, rue du 14 juillet, montée de l'église, rue de la treille, incluant notamment une partie du périmètre de protection rapproché de la source du Bournet), y compris le cadre-notice permettant d'interpréter les indications du plan ; 2) le schéma d'assainissement collectif relatif à ce même quartier comprenant un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées y compris les mises à jour afin de prendre en compte les travaux réalisés sur ces ouvrages ; 3) le règlement du service de l'assainissement de la communauté d'agglomération du pays voironnais (CAPV), ainsi que l'avis de la commission consultative des services publics locaux (CCSPL) relatif à ce règlement ; 4) l'ensemble des documents relatifs à la période 1966 à 1971 transmis par la commune de RIVES à la CAPV, lors du transfert du service assainissement à l'intercommunalité, à défaut, la totalité des documents transmis à cette occasion.	10/03/2022	23/03/2022	Oui			
20220524	Centre hospitalier universitaire de Nice (CHU de Nice)	communication de l'intégralité des pièces du dossier médical de sa cliente : 1) les bulletins d'entrée et de sortie de l'établissement ; 2) l'intégralité des prescriptions qui ont été conseillées ; 3) le double du cahier de transmissions des consignes thérapeutiques ; 4) le dossier de soins et les feuilles de température et de soins infirmiers journaliers ; 5) l'ensemble des examens de laboratoire ; 6) le document attestant de son consentement écrit pour la mise en œuvre du protocole de traitement ; 7) l'ensemble des radiographies et des examens spécialisés (échographies, scanner, I.R.M.,		09/03/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		scintigraphies...) pratiquées ; 8) toute la correspondance échangée avec son médecin traitant ou d'autres spécialistes ; 9) le compte-rendu d'hospitalisation.						
20220533	Université de Bretagne Sud	communication du bordereau adressé aux membres de la commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU), pour la séance du 28 septembre 2017, relatif au vote du règlement des diplômes de master et de licence.	10/03/2022	22/03/2022	Oui			
20220535	Conseil départemental de la Gironde	communication, sachant que la juge des tutelles lui a délivré l'habilitation familiale générale, des documents suivants concernant sa mère, Madame X, détenus par la maison départementale des personnes handicapées de la Gironde : 1) l'intégralité des documents contenus dans son dossier administratif ; 2) l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical.	10/03/2022	24/03/2022	Oui			
20220546	Caisse d'allocations familiales de Paris (CAF 75)	communication d'une copie de tous les courriers reçus sur son compte en ligne, pour la période courant de juin 2019 à novembre 2019.		09/03/2022	Oui			
20220577	Communauté de communes du Val d'Essonne	communication de l'avis rendu par les services de la préfecture ainsi que tout document connexe qui aurait été transmis à la collectivité par celle-ci, relatifs au « règlement de collecte des déchets ménagers et assimilés de la Communauté de communes du Val d'Essonne » ou à la grille tarifaire associée	10/03/2022	28/03/2022	Oui			
20220581	Caisse interprofessionnelle de prévoyance et d'assurance vieillesse (CIPAV)	communication des documents suivant : 1) les documents justifiant son rattachement d'office à sa caisse précisant leurs origines et leurs modalités de récupération, ainsi que les autorisations pour accéder, copier et utiliser ces informations ; 2) les documents utilisés pour mettre à jour son état civil et ses informations personnelles (coordonnées, date de naissance, nom et prénom) précisant leurs origines et leurs modalités de récupération, ainsi que les autorisations pour accéder, copier et utiliser ces informations ; 3) la date du rattachement à la CIPAV ; 4) les dates de modifications des adresses postales le concernant ; 5) la copie de la mise en demeure qui lui aurait été adressée le 19 juin 2021 et sur laquelle se base la contrainte du 22 février 2021 ; 6) la copie de son relevé de carrière CIPAV ; 7) son dossier administratif et les courriers qui lui ont été transmis ; 8) le mode de calcul pour les cotisations demandées ; 9) les origines des montants et les montants sur lesquels se basent les cotisations demandées.	10/03/2022	28/03/2022				
20220585	Préfecture de la Martinique	communication, à la suite d'incendies répétés sur le site du syndicat martiniquais de traitement et de valorisation des déchets (SMTVD) à Sainte-Luce, « déchèterie du Céron » ou « Parc environnemental du Céron », des documents suivants : 1) les rapports des visites d'inspection de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Martinique réalisés le 9,13,14 et 21 septembre 2021 ; 2) les annexes des rapports des visites d'inspection ; 3) les résultats du suivi de la qualité de l'air ambiant ; 4) les résultats des prélèvements conservatoires dans l'environnement ; 5) le rapport d'accident réalisé par l'exploitant ; 6) l'étude sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre réalisée en application de l'arrêté du 10 septembre 2021 portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates à titre conservatoire au SMTVD ; 7) les arrêtés portant mise en demeure de l'exploitant de respecter son arrêté d'autorisation afin de préserver la salubrité et la santé publique ; 8) les résultats des analyses des prélèvements de sédiments du Grand Fond ; 9) les études de suivi environnemental et sanitaire qui ont pu être imposées aux exploitants depuis 2012.	10/03/2022	24/03/2022				
20220588	Mairie de Saint-Tropez	copie, dans le cadre du recours gracieux formé par sa cliente, concernant le titre de recettes n° 29, émis à son encontre, portant sur la « participation pour le financement de l'assainissement collectif » sur le fondement de la délibération n° 2015/219, des délibérations : - instaurant la participation régie par l'article 1331-7 du code de la santé publique ; - instaurant la participation régie par l'article 1331-7-1 du code de la santé publique ; - fixant le barème de la participation régie par l'article 1331-7-1 du code de la santé publique pour l'année considérée.		09/03/2022	Oui			
20220590	Mairie de Nasbinals	copie du compte rendu de la délibération de conseil municipal du 17 novembre 2021 concernant le projet d'achat de la « X ».		09/03/2022	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20220593	Direction départementale des territoires de l'Oise (DDT 60)	communication, sous forme dématérialisée, des documents suivants, relatifs au dossier Loi sur l'Eau n° 60-2011-00035 : 1) le dossier de la déclaration modifié et complété concernant la réalisation d'un lotissement « Le Clos des Mailles », présenté par X, pour le compte de l'OPAC de l'Oise ; 2) les réponses aux demandes de compléments et la justification de la demande d'un nouveau « Porter à connaissance » à déposer avant la réalisation de la tranche conditionnelle pour valider les modifications du projet initial concernant cette tranche, de la part de l'OPAC de l'Oise et X.	31/03/2022	20/04/2022	Non			
20220598	Préfecture de la Charente	communication des pièces et justificatifs techniques relatifs à la caractérisation de cours d'eau non domanial de l'alimentation de son étang localisé à « X » sis commune de Brigueuil (16420).	10/03/2022	28/03/2022				
20220600	Conseil départemental du Val-de-Marne	communication de l'entier dossier médical, y compris les imageries médicales, de l'enfant mineur de sa cliente, X, de sa naissance à la levée du placement.	31/03/2022	20/04/2022				
20220604	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication, par l'octroi d'une licence statistique en contrepartie du paiement d'une redevance, au lieu de la licence technique ou commerciale proposée par la sous-direction de la protection des usagers de la route (SDPUR), de l'ensemble des six blocs de données issues du système d'immatriculation des véhicules (SIV), afin de mener une étude économétrique du marché des poids lourds.	12/05/2022	02/06/2022				
20220615	Office public de l'habitat de Saint-Dizier	copie de l'entier dossier administratif de son client, agent territorial, placé à la retraite d'office pour limite d'âge.		09/03/2022	Non			
20220629	Préfecture de l'Allier	copie de la déclaration de candidature de Madame X, candidate élue de la municipalité de Montluçon.	10/03/2022	16/03/2022	Non			
20220636	Association de santé mentale du 13ème arrondissement de Paris	communication du compte rendu du test WPPSI passé par son fils X, né le X, avec Madame X, psychologue, encadrée par le docteur X, pédopsychiatre.		09/03/2022	Oui			
20220638	Ministère des armées	copie de l'intégralité de son dossier médical.		09/03/2022				
20220640	Mairie de Nancy	communication des factures relatives à la rénovation, à la transformation et à l'équipement des bureaux de la place Stanislas.		09/03/2022	Oui			
20220647	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication, par courriel, à la suite d'une précédente transmission incomplète, de la copie intégrale des dossiers de demandes de visa de ses clients, détenus par le consulat de France à Istanbul en Turquie, notamment l'entretien mené par les services du consulat avec les membres de la famille.		09/03/2022				
20220683	Préfecture des Côtes-d'Armor	communication des documents, notamment les correspondances entre les services de la préfecture, du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, du ministère de la Transition écologique et solidaire, du ministère de la Santé ainsi que leurs administrations déconcentrées, ayant contribué à l'instruction de la demande : 1) d'interdiction de l'utilisation du S-métolachlore en date du 17 septembre 2021 ; 2) de motivation concernant le refus implicite de rejet opposé.	31/03/2022	02/05/2022				
20220685	Préfecture d'Ille-et-Vilaine	communication des documents, notamment les correspondances entre les services de la préfecture, du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, du ministère de la Transition écologique et solidaire, du ministère de la Santé ainsi que leurs administrations déconcentrées, ayant contribué à l'instruction de la demande : 1) d'interdiction de l'utilisation du S-métolachlore en date du 17 septembre 2021 ; 2) de motivation concernant le refus implicite de rejet opposé.	31/03/2022	02/05/2022	Fin			
20220686	Préfecture du Doubs	communication, à ses frais, sous forme électronique ou postale, des déclarations de candidature relatives au premier tour des élections municipales du 15 mars 2020 à Besançon.	31/03/2022	03/06/2022	Oui			
20220691	Direction départementale des territoires d'Indre-et-Loire (DDT 37)	communication de l'étude hydrogéologique, établie en date du 22 novembre 2012 par le cabinet d'études X, déterminant l'aire d'alimentation du captage en eau potable des Prés Moreaux sur la commune de La-Roche-Clermault.	31/03/2022	05/04/2022	Oui			
20220692	Mairie de Saint-Paul (978)	communication de la liste des agents des catégories A, B, et C, relevant de la ville, du centre communal d'actions sociales, de la caisse des écoles de Saint-Paul et de la régie relative à la réserve naturelle nationale de l'étang Saint-Paul, qui ont bénéficié du dispositif de la titularisation au titre de l'année 2021-2022.	31/03/2022	07/04/2022				
20220693	Communauté de communes des terres du Val de Loire (CCTVL)	communication des documents suivants relatifs à la déchetterie de Cléry-Saint-André, propriété de la CCTVL : 1) le rapport de mesures sonores ; 2) le rapport d'analyse des rejets ; 3) la demande de modifications envoyée à la direction départementale de la protection des populations (DDPP) le 8 novembre 2021 ; 4) le rapport de l'inspecteur du 10 septembre 2021 ;	31/03/2022	05/04/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		5) la réponse de la CCTVL envoyée à l'unité départementale du Loiret de la direction régionale de l'aménagement, de l'environnement et du logement Centre-Val de Loire (DREAL/UD45) le 6 novembre 2021.						
20220694	Centre interdépartemental de gestion de la petite couronne de la région Ile-de-France	copie de son dossier médical comprenant le rapport d'expertise réalisée par le docteur X ainsi que le formulaire médical complété de type CNRACL en vue d'une mise en retraite pour invalidité.		07/03/2022	Fin			
20220698	Préfecture de police de Paris	copie des rapports financiers établis à la suite des verbalisations de dépôts sauvages de 2016 à 2020 sur la commune de Montreuil.	10/03/2022	16/03/2022	Non			
20220710	Mairie de Champigny-sur-Marne	copie de son dossier médical comprenant le rapport d'expertise réalisé par le docteur BEYNEY le 13/10 ainsi que le formulaire médical complété de type CNRACL en vue d'une mise en retraite pour invalidité.		07/03/2022	Par			
20220713	Mairie de Pietra di Verde	communication du rapport d'expertise médicale relatif à son client, établi par le docteur X le 17 septembre 2021.		09/03/2022	Fin			
20220716	Mairie de Saint-Paul-de-Varces	communication, en sa qualité de conseiller municipal, de la feuille de présence concernant le conseil d'administration du 23 juillet 2020 de la SEM Centrale des Mousses, dont la commune est actionnaire à 85%.	10/03/2022	21/03/2022	Oui			
20220738	Caisse primaire d'assurance maladie du Rhône (CPAM 69)	communication de la copie de son dossier médical relatif à sa maladie professionnelle, notamment les éléments suivants : 1) l'attestation de salaire ; 2) les divers certificats médicaux ; 3) les constats faits par la CPAM ; 4) les informations parvenues à la Caisse de chacune des parties 5) les éléments communiqués par la caisse régionale ; 6) le rapport de l'expert technique ; 7) le rapport circonstancié de l'employeur décrivant son poste de travail ; 8) l'avis motivé du médecin du travail portant sur sa maladie et la réalité de son exposition à un risque professionnel.		28/03/2022	Oui			
20220744	Ministère des armées	communication de l'intégralité des documents du dossier médical de son frère Monsieur X, afin de connaître la cause de son décès, de défendre sa mémoire ou de faire valoir ses droits et ceux de sa famille.		07/04/2022	Oui			
20220747	Préfecture du Gers	communication des documents suivants, préalables à l'arrêté portant prolongation de l'arrêté n° 32-2020-08_12_01 relatif au règlement d'eau et à la construction de la retenue de l'Astarac sur l'Arrats : 1) les avis de la direction départementale des territoires (DDT), de l'Office français de la biodiversité (OFB), etc. 2) les courriers/courriels et autres demandes du département du Gers et/ou de la compagnie d'aménagement des coteaux de Gascogne (CACG) ; 3) le bilan de la dérogation durant les années 2020 et 2021 ; 4) le dossier de demande d'autorisation environnementale.	31/03/2022	05/04/2022				
20220749	Mairie de Plateau-des-Petites-Roches	communication des études, effectuées notamment par le service restauration des terrains en montagne (RTM) de l'Office national des forêts et par le syndicat mixte des bassins hydrauliques de l'Isère (SYMBHI), relatives aux conséquences de l'éboulement de la falaise de l'Oule, survenu dans la nuit du 6 au 7 avril 2021.	31/03/2022	05/04/2022	Oui			
20220751	Mairie du Gosier	copie, dans le cadre de la succession de son père, Monsieur X décédé le X, des documents suivants concernant le patrimoine de ce dernier, établis par le cabinet X, expert du cadastre, responsable de l'évaluation des parcelles concernées : 1) le certificat avec bilan à l'appui établissant le périmètre de la propriété de son père ; 2) les listes des parcelles numérotées par le géomètre du cadastre ; 3) la lettre du maire du Gosier confirmant la capacité de la propriété de son père sur le territoire de la commune.	10/03/2022	22/03/2022				
20220758	Ministère des armées	communication de la copie de la fiche de recensement concernant son père, Monsieur X né le X à X, sachant que l'administration lui a délivré un extrait des services et lui a précisé qu'il s'agissait du seul document en sa possession.	10/03/2022	18/03/2022				
20220764	Mairie de Paris	copie intégrale de l'acte de naissance de Madame X née le X dans la commune, sachant que seul un extrait sans filiation lui a été délivré.	10/03/2022	24/03/2022	Oui			
20220799	Université Toulouse 1-Capitole	communication, à la suite de l'ordonnance sur requête rendue par le tribunal judiciaire de Toulouse le 15 octobre 2021 ordonnant à l'université de communiquer les documents sollicités à son client, afin qu'il puisse bénéficier d'une aide aux frais d'études proposée par la CNIEG, des certificats de scolarité,	10/03/2022	30/03/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		pour les années 2017/2018, 2018/2019 et 2019/2020, de Monsieur X, le fils de son client, alors que celui-ci s'oppose à leur transmission.						
20220800	Mairie de Plogoff	communication d'une copie de la mise en demeure d'acquiescer (MDA), ainsi que des accusés de réception, concernant un chemin dont l'accès est obstrué par un mur et une palissade, et qui a pour conséquence d'enclaver la parcelle n°1463, propriété de la demanderesse.		22/03/2022				
20220805	Centre hospitalier universitaire de Toulouse (CHU)	communication, par courriel ou par voie postale, de la copie des documents suivants relatifs à son hospitalisation du 15 juin 2020. : 1) les comptes rendus de consultation, de radiologie et d'exams spécialisés ; 2) le compte rendu d'hospitalisation.		09/03/2022	Oui			
20220806	Conseil départemental du Calvados	communication d'une copie de l'arrêt rendu le 17 juin 1997 par la cour d'appel de Caen (1ère chambre, section civile) au profit de Monsieur Robert X, tel que cité par l'arrêt rendu le 14 octobre 1999 par la 2ème chambre de la cour de cassation sur pourvoi 97-19249 du Trésorier-payeur général (TPG) des Bouches-du-Rhône.	21/04/2022	09/05/2022	Oui			
20220807	Caisse primaire d'assurance maladie de Vaucluse (CPAM 84)	communication du décompte de ses remboursements de santé de 2014 à aujourd'hui.		09/03/2022				
20220811	Préfecture des Alpes-de-Haute-Provence	communication de l'enquête de la police aérienne relative à l'activité de la base ULM de la Mure-Argens, notamment l'analyse du bruit généré par les décollages à pleine puissance, effectuée à la suite de la déclaration, par son collectif, de nuisances sonores et d'atteinte à la tranquillité de la population.	31/03/2022	11/04/2022				
20220819	Centre hospitalier régional et universitaire de Brest (CHRU)	communication par courrier électronique ou sur CD-ROM, de ses données d'analyses sanguines au format numérique, par exemple en pdf, l'établissement ne proposant qu'un envoi par courrier postal ou une remise en mains propres.	10/03/2022	16/03/2022				
20220825	Mairie de Saint-Quentin	communication des documents suivants, concernant sa cliente : 1) l'ensemble des tableaux de effectifs de la commune depuis le 10 juillet 2009 ; 2) les délibérations du conseil municipal correspondantes.		18/03/2022	Oui			
20220829	Mairie de Carpentras	communication, par publication en ligne, des documents suivants : 1) les documents composant le plan local d'urbanisme (PLU) actuellement en vigueur sur le territoire de la commune de Carpentras, à savoir, son projet d'aménagement et de développement durable (PADD), son rapport de présentation, son règlement ainsi que toute autre pièce y annexée, notamment les plans et pièces graphiques ; 2) la délibération d'adoption du PLU actuellement en vigueur, sous sa forme transmise au contrôle de légalité ; 3) la délibération ayant prescrit la révision ou l'élaboration du PLU actuellement en vigueur, sous sa forme transmise au contrôle de légalité ; 4) le cas échéant, les arrêtés qui ont défini les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation lors de la modification qu'a subi le PLU actuellement en vigueur (depuis sa dernière révision ou son élaboration) ; 5) les délibérations qui ont modifié le PLU actuellement en vigueur (depuis sa dernière révision ou son élaboration), sous leur forme transmise au contrôle de légalité ; 6) les décisions ou les délibérations ayant prononcé la déclaration de projet ainsi que les délibérations ou arrêtés ayant mis le PLU actuellement en vigueur (depuis sa dernière révision ou son élaboration) en compatibilité avec la déclaration de projet dans les conditions prévues à l'article L153-58 du code de l'urbanisme, sous leur forme transmise au contrôle de légalité ; 7) les délibérations qui ont approuvé la modification ou la révision du PLU actuellement en vigueur (depuis sa dernière révision ou son élaboration) ainsi que les arrêtés ayant mis le PLU en compatibilité en application de l'article L153-53 du code de l'urbanisme, sous leur forme transmise au contrôle de légalité ; 8) les décisions mentionnées à l'article R104-33 du code de l'urbanisme, en cas de modification du PLU actuellement en vigueur (depuis sa dernière révision ou son élaboration) ou de mise en compatibilité de ce même document, de réaliser ou non une évaluation environnementale.		07/04/2022				
20220850	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, par ordonnance de référé du 14 octobre 2020, en sa qualité d'administrateur provisoire de la société civile immobilière (SCI) X, des éléments suivants contenus dans le fichier national des comptes bancaires et assimilés (FICOBA) : 1) la liste des comptes bancaires dont est titulaire la SCI ; 2) la liste des établissements détenteurs de ces comptes bancaires et leur adresse.	31/03/2022	11/04/2022				
20220853	Mairie de Saint-Etienne-de-Fougères	communication de la copie des mandats de paiement émis par la commune en vue de régler les factures relatives aux prestations juridiques de Maître X.		09/03/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20220857	Mairie de Paris	communication, sachant d'une part que service de l'état civil ne délivre des copies intégrales d'actes d'état civil qu'aux généalogistes et d'autre part que le formulaire mis en place par la mairie de Paris ne permet pas de préciser de choix (copie intégrale ou extrait), d'une copie intégrale des actes de naissance de : 1) Monsieur X le X 2) Monsieur X le X ; 3) Madame X le X ; 4) Monsieur X le X ; 5) Madame X le X ; 6) Madame X le X .	21/04/2022	13/05/2022	Oui			
20220869	Préfecture du Haut-Rhin	communication, à la suite d'une première transmission incomplète, de l'entier dossier relatif à l'ancienne décharge de déchets chimiques du Roemisloch à Neuwiller, notamment : 1) les arrêtés préfectoraux initiaux et complémentaires relatifs à la décharge ; 2.) les documents techniques : rapports, diagnostics et études, en particulier concernant la remise en état du site ; 3) les correspondances entre le groupement d'intérêt pour la sécurité des décharges de la région bâloise (GIRDB), chargé de la remise en état, et les autorités préfectorales ; 4) tout autre document relatif à l'ancienne décharge.	31/03/2022	05/04/2022	Oui			
20220871	Mairie de Sautron	communication, par voie électronique, d'une copie de la liste électorale de la commune.	31/03/2022	13/04/2022	Fin			
20220872	Communauté de communes du pays d'Iroise	communication du document de zonage d'assainissement individuel et collectif communautaire.	31/03/2022	05/04/2022	Oui			
20220874	Ligue régionale des Pays de la Loire de Karaté et disciplines associées	communication du grand livre et des différents journaux concernant l'exercice comptable 2020-2021.	31/03/2022	12/04/2022	Oui			
20220879	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication de l'entier dossier de sa cliente qui a fait l'objet d'un arrêté du 2 décembre 2021 portant refus de séjour et obligation de quitter le territoire (OQTF).		28/03/2022				
20220880	Mairie de Sète	communication, de préférence par voie électronique, d'une copie des documents suivants : 1) l'acte de rétrocession du cinéma « Le Comoedia » signé avec la société X, mentionnant ses dates d'affichage en mairie (article R. 214-15 du Code de l'urbanisme) ; 2) l'arrêté municipal portant délégation du droit de préemption à la société X, pris en application de la délibération n°2018-020 du 12 février 2018.	31/03/2022	11/04/2022	Non			
20220881	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre de recherches effectuées pour obtenir l'habilitation à diriger les recherches (HDR) sur les travailleurs marocains de la SNCF (1970-2018), de l'article suivant conservé aux Archives nationales sous la cote : Direction des libertés publiques et des affaires juridiques, bureau de la circulation transfrontalière et des visas 19890519/40 (1 dossier) Liasse 2. Dossier Maroc. Refoulements, conditions d'entrée des travailleurs marocains en France, correspondance avec le ministère des Affaires étrangères, délivrance de laissez-passer à des Français musulmans, notes d'information de la PAF, circulaires 1956-1978, 1983.	21/04/2022	15/06/2022	Non			
20220889	Préfecture de police de Paris	communication de la copie du dossier administratif de son client, placé sous la tutelle de Monsieur X, mandataire judiciaire à la protection des majeurs, notamment : 1) l'historique des demandes de titres de séjour effectuées et les dossier y afférents ; 2) les réponses de la préfecture suite à ces demandes ; 3) tout autre élément relatif à la situation administrative de son client.		14/03/2022	Fin			
20220890	Hôpitaux du Léman	communication, par voie postale à son domicile, afin de connaître les causes de la mort, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, du certificat de décès de sa mère, Madame X, mentionnant la cause de la mort.		05/04/2022				
20220901	Mairie de Vannes	communication, de préférence par voie électronique, d'une copie du registre des biens immobiliers appartenant au domaine privé de la commune qui ne font l'objet d'aucune affectation, et d'autre part, ceux relevant du domaine public également libres.	31/03/2022	11/04/2022				
20220906	Caisse primaire d'assurance maladie du Morbihan (CPAM 56)	communication d'une copie du rapport médical relatif à sa deuxième rechute du 5 février 2021 de l'accident de travail dont il a été victime le 23 juillet 2008.		28/03/2022	Oui			
20220912	Mairie de Villiers-le-Bel	communication, dans le cadre de l'étaiement débuté le X, du rapport d'expertise relatif à l'état du bâtiment communal (ex Secours populaire) sis au X.	31/03/2022	11/04/2022	Fin			
20220916	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication des dossiers de ses clients relatifs à leur demande de visa de long séjour n° 2021-9581, détenus par l'ambassade de France à Abidjan.		30/03/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20220922	Mairie de Vaucresson	communication de la copie des permis de construire ou des déclarations préalables relatifs aux travaux suivants : 1) la création d'une extension de maison, jouxtant la limite de propriété sur rue, au X ; 2) la création d'un mur de clôture et d'un portail au X ; 3) la restauration de l'entrée (portail, portillon, piliers, etc.) au X.		22/03/2022	Oui			
20220928	Mairie de Houilles	communication, en sa qualité de conseillère municipale, du rapport d'audit du patrimoine de la commune datant de 2021.	31/03/2022	25/04/2022	Oui			
20220930	Préfecture de l'Aube	communication, par voie électronique, d'une copie du relevé d'information intégrale concernant le permis de conduire de son client, faisant apparaître ses codes d'accès internet.		23/03/2022	Oui			
20220942	Mairie de Chanteloup-les-Vignes	communication, pour la période courant du 1er octobre 2019 au 1er septembre 2021, d'une copie des documents suivants : 1) les procès-verbaux du conseil municipal ; 2) les comptes de la commune.		14/03/2022				
20220944	Caisse primaire d'assurance maladie des Hauts-de-Seine (CPAM 92)	copies des certificats d'arrêts de travail qui lui ont été prescrits, sur la période courant du 5 janvier 2015 au 10 janvier 2021, sans occultation de l'avis d'ordre médical : - le 15 juillet 2015 ; - du 6 au 17 janvier 2016 ; - du 23 au 25 février 2016 ; - du 17 au 18 janvier puis du 19 au 20 janvier puis du 21 au 25 janvier 2017 ; - du 13 au 14 septembre 2017 ; - du 17 au 26 octobre puis du 27 octobre au 9 novembre 2018 ; - du 4 au 11 mars puis du 18 au 24 mars puis du 25 au 27 mars 2019 ; - du 11 au 18 octobre puis du 22 octobre au 8 novembre 2019 ; - du 6 au 7 février 2020 ; - du 22 décembre 2020 au 10 janvier 2021.		23/03/2022	Oui			
20220947	Groupement d'établissements publics locaux d'enseignement Midi-Pyrénées-Nord (GRETA 12)	communication, de préférence par voie électronique, dans le cadre du dispositif RSA et d'une formation suivie par l'intéressé, d'une copie de son dossier administratif, notamment : 1) les documents établis avec les partenaires (services des Solidarités Départementales du Lot et de Pôle Emploi) se rattachant à la procédure, de l'inscription à la validation de la formation (période comprise entre le 1er février 2020 et le 08 septembre 2020) ; 2) les documents portant sur la réévaluation du contenu de sa formation et sur la renégociation du contrat individuel de prestation (période du 09 septembre 2020 au 07 janvier 2021).	31/03/2022	19/04/2022				
20220949	Comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de Charente Maritime	communication des documents suivants : 1) l'intégralité des programmes effectués depuis 2017 jusqu'à ce jour ; 2) les délibérations, notamment financières, associées.	31/03/2022	06/04/2022	Fin			
20220952	Direction départementale des territoires et de la mer des Landes (DDTM 40)	communication des documents suivants : 1) l'arrêté n° X du 22 décembre 2020 autorisant le défrichement de 2ha 96a et 09ca de parcelles de bois situées sur le territoire de la commune de X ; 2) la demande d'autorisation de défrichement n° X, enregistrée complète le 9 octobre 2020, présentée par la X sise à X ; 3) l'arrêté préfectoral du 10 août 2020 portant décision d'examen au cas par cas, en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, et en particulier son article 1er dispensant d'étude d'impact le projet de défrichement présenté par la X ; 4) la délibération du 8 septembre 2020 par laquelle l'assemblée générale de la X autorise Monsieur X à déposer la demande de défrichement ; 5) la liste des parcelles à (re)boiser ainsi que le cahier des charges que le pétitionnaire devait transmettre à la DDTM dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté du 22 décembre 2020 conformément aux dispositions de l'article 5.	31/03/2022	06/04/2022	Oui			
20220965	Conseil régional de Bretagne	communication, dans le cadre de dragage des sédiments du port de commerce du Légué, des documents suivants : 1) l'appel d'offre, ou procédure adaptée, ou toute autre procédure ou demande, émanant des services du conseil régional de Bretagne, pour le choix du laboratoire chargé des analyses physico-chimiques et autres des sédiments dragués, comme mentionné notamment dans la circulaire n° 2000-62 du 14 juin 2000 et son annexe ; 2) le cahier des charges pour la réalisation de ces analyses ; 3) les résultats de ces différentes analyses.	31/03/2022	06/04/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20220966	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre de recherches sur un groupe politique maoïste, fondé en 1971 par X qui constituera son habilitation à diriger des recherches (HDR), des dossiers conservés aux Archives nationales sous les cotes : Sous-direction des-étrangers et de la circulation transfrontière 1) 19990260/23 (1 dossier) Dossier « Surveillance et contrôle des activités politiques des étrangers en France » : Fiches nominatives, articles de presse, notes d'information et de renseignement concernant les organisations, mouvements palestiniens et pro-palestiniens, organisations, mouvements français qui les soutiennent en France et leurs militants, membres dirigeants (activistes). 1966-1979 ; 2) 19990260/34 (1 dossier) Étrangers, dossier « Espagne » : Notes d'information, rapports, télégrammes, notes de renseignement, correspondance, coupures de presse. 1941-1976.	21/04/2022	02/06/2022	Non			
20220976	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	copie sous format numérique, par courriel ou bien par voie postale, de la décision préfectorale prise à l'encontre de son client portant sur une obligation de quitter le territoire français à la suite de sa demande de renouvellement de séjour.		18/03/2022	Oui			
20220982	Préfecture du Tarn	copie, sous format numérique, des procès-verbaux des séances du 18/04/2006, du 3/06/2014, du 10/02/2015, du 6/07/2 du conseil municipal de Brassac (81).		28/03/2022				
20220987	Préfecture de l'Oise	copie, par courrier électronique ou envoi postal, de la délibération instaurant le conseil municipal de la ville de Margny-Lès-Compiègne à la suite des résultats du dernier scrutin municipal.		17/03/2022				
20220992	Mairie de Norroy les Pont à Mousson	consultation et copie du permis de construire ou de la demande préalable de travaux concernant la parcelle X située au n° 4 de la rue X, alors que le maire lui propose de consulter ce document en sa présence et sur rendez-vous.		23/03/2022	Oui			
20221000	Tribunal d'instance d'Aubervilliers	communication d'une copie de l'entier dossier de sa cliente, relatif à sa demande de certificat de nationalité française.		11/04/2022	Oui			
20221001	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20221011	Mairie de Lège-Cap-Ferret	communication de l'acte administratif ayant permis de déclasser la parcelle KV11 du lotissement de la Bécassière du domaine public pour l'intégrer dans le domaine privé de la commune.	31/03/2022	12/04/2022	Non			
20221016	Communauté d'agglomération de Flers Agglo	communication, en sa qualité de maire de X, du fichier relatif au détail du calcul de l'attribution de compensation 2021, indiqué dans la délibération n° 2021-431 du 14 décembre 2021.	31/03/2022	25/04/2022				
20221021	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	copie de la déclaration reconnaitive de la nationalité française de sa grand-mère maternelle Madame X née en 1930 à Oujda au Maroc.	31/03/2022	08/04/2022	Fin			
20221037	Mairie de Morcourt	communication de l'autorisation de la mairie permettant aux engins de chantier ou agricoles d'accéder au terrain agricole enclavé jouxtant sa propriété, via la voie communale X.	31/03/2022	21/04/2022				
20221042	Mairie de Merial	communication d'une copie des documents suivants : 1) la liste nominative des propriétaires fonciers de la commune ; 2) les relevés parcellaires desdits propriétaires.	31/03/2022	09/05/2022	Fin			
20221049	Préfecture des Yvelines	communication du dernier dossier loi sur l'eau soumis par la société civile de construction vente (SCCV) « Coeur de Ville » à la suite de l'arrêté préfectoral n°SE-2021-11-03-00003 du 3 novembre 2021 la mettant en demeure de régulariser sa situation administrative au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant les travaux non autorisés situés rue des écoles à Saint-Rémy-Lès-Chevreuse.	31/03/2022	20/04/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20221053	Rectorat de l'académie de La Réunion (AC 974)	copie numérique, par voie électronique, des listes des correcteurs/examineurs pour les examens du Diplôme National du Brevet (DNB) et du Baccalauréat pour les cinq (5) dernières sessions de 2017 à 2021, organisées par le lycée Français d'Antananarivo, avec les mentions suivantes : 1) les fonctions exercées par chaque examinateur/correcteur pour lesdits examens ; 2) les fonctions qui les autorisent à participer aux examens ; 3) leur établissement d'exercice.	31/03/2022	21/04/2022				
20221055	Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités d'Ile-de-France - Unité territoriale du Val de Marne (DRIEETS 94 - ex-DIRECCTE 94)	communication du rapport médical complet de l'expertise médicale réalisée par le docteur X le 24 septembre 2021 à laquelle il a été soumis à la suite de l'accident de service sur la voie publique dont il a été victime, à savoir la partie médicale concernant la présentation de sa personne, l'étude des pièces du dossier, l'examen clinique et la discussion médico-légale sur l'imputabilité, éléments du pli confidentiel sous enveloppe cachetée destiné à la commission de réforme afin d'examiner son dossier.		16/03/2022				
20221056	Direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude (DDTM 11)	communication d'une copie des documents suivants : 1) les déclarations de dégâts attribuées au pigeon ramier dans le département de l'Aude en 2019, 2020 et 2021; 2) les autorisations préfectorales individuelles de destruction du pigeon ramier délivrées entre le 1er avril et le 30 juin en 2019, 2020 et 2021.	31/03/2022	06/04/2022	Oui			
20221059	Mairie de Schoenbourg	copie du certificat médical en date du 27 mai 2014, le concernant, établi par le docteur X.	31/03/2022	21/04/2022	Oui			
20221061	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication du dossier administratif du fils de sa cliente, Monsieur X, à la suite du refus de visa de long séjour prononcé à son encontre par les autorités consulaires françaises à Dakar par une décision du 7 octobre 2021.		30/03/2022				
20221065	Mairie de Rions	consultation, sur rendez-vous, des documents comptables suivants : 1) les pièces justificatives de dépenses, factures ou mémoires, relatives aux différents engagements de dépenses ordonnés sur les 3 sections suivantes, concernant les chapitres articles et chapitres listés dans sa saisine : a) la section fonctionnement entre le 16 avril 2021 et le 31 décembre 2021; b) la section fonctionnement entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2021 ; c) la section investissement entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2021 ; 2) les chapitres articles et chapitres des sections fonctionnement et investissement des titres de dépenses émis auprès du Trésorier Payeur à savoir : a) les mandats, bordereau de mandats émis par le maire y compris la désignation du créancier, adresse, objet et nature de la dépense ainsi que la valeur qui s'y rattache et comprenant le numéro d'ordre pris par budget (chapitre article) ; b) les engagements de dépenses auprès des fournisseurs relatifs à l'alimentaire et aux différents acteurs économiques correspondants aux chapitres articles précités ; c) les originaux des factures émises par ces mêmes fournisseurs et acteurs économiques ; 3) l'audit financier se rapportant à la comptabilité de Rions entre mars 2014 et mai 2020.		28/03/2022	Oui			
20221074	Communauté de communes des Coteaux Bellevue	communication, par courrier, courriel ou via une plateforme de téléchargement, des documents suivants : 1) les comptes administratifs 2017 et 2018 (gestion des déchets) comprenant l'état de répartition de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) ; 2) les budgets primitifs 2017, 2018, 2019 et 2020 (gestion des déchets) comprenant l'état de répartition de la TEOM ; 3) les délibérations fixant le taux de la TEOM pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020.		17/03/2022	Oui			
20221081	Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)	communication, dans le cadre de l'instruction du dossier de demande de reconnaissance et d'indemnisation des victimes des essais nucléaires concernant son père, Monsieur X, né le X et décédé le X, du dossier médical de celui-ci comprenant les derniers arrêts maladie.	12/05/2022	14/06/2022	Oui			
20221083	Hôpitaux de Chartres	communication, à la suite de précédentes transmissions incomplètes, de l'intégralité du dossier médical de son fils X, dont il est titulaire de l'autorité parentale partagée, notamment les documents manquants suivants : 1) le verso de la page 27 ; 2) le verso de la page 119 ; 3) le verso de la page 123 ; 4) les pages 12 et 14.	31/03/2022	19/04/2022	Oui			
20221085	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, de l'intégralité des documents contenus dans le dossier de curatelle concernant sa mère décédée, Madame X, née le X, conservé au greffe du tribunal judiciaire de Morlaix, sachant que les éléments médicaux font l'objet	21/04/2022	09/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		d'un refus de communication.						
20221086	Mairie de Charavines	copie de l'extrait du tableau de classement de la voirie communale concernant les parcelles AS 45 et 46 au Rompay, sur le territoire de la commune de Charavines.	31/03/2022	25/04/2022	Fin			
20221087	Préfecture de la Manche	communication, à la suite d'une première transmission incomplète, de la copie des documents suivants relatifs aux biens du domaine public, naturel ou exondé, du port de Granville et aux compétences portuaires transférés par l'État au département de la Manche par la loi de décentralisation : 1) la convention conclue entre l'État et le département avec sa date d'entrée en vigueur, la description ou la liste exhaustive des espaces naturels ou artificiels exondés, ouvrages et biens immobiliers respectivement dévolus au département ou conservés par l'État ou à défaut l'arrêté du ministre chargé des ports maritimes dressant le diagnostic de l'état du port et définissant les modalités du transfert avec sa date d'entrée en vigueur ; 2) la liste ou l'inventaire des compétences exercées ou des obligations à charge respectives du département et de l'État en matière de balisage, entretien des ouvrages et voiries à l'intérieur des limites portuaires définies par l'arrêté du 9 mai 1980 (espaces de navigation d'entrée des ports, estran, bassin d'évolution du centre régional de nautisme, signalisation maritime portuaire, voirie et réseaux portuaires) ; 3) les moyens de l'identification ou la liste des locaux publics utilisés par les services de l'État ou mis gratuitement à sa disposition et nécessaires au fonctionnement des services chargés de la police et de la sécurité, notamment pour répondre aux conditions de contrôle des passagers provenant ou se rendant hors Union Européenne ainsi que pour les marchandises ou denrées transitant sous douane ; 4) la délégation d'outillage public existante à la date du transfert et alors confiée à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) Centre et Sud Manche ; 5) les documents graphiques correspondants, établis par les services de l'État ou ceux des collectivités, renseignés de la vocation des différents terre-pleins portuaires, tant pour le commerce de fret, le transport de passagers, la pêche ou encore la plaisance ; 6) les documents et les inventaires relatifs à l'activité de plaisance qui attestent du nombre d'anneaux existants et du nombre places de port à sec alors autorisés à la date du transfert ; 7) l'intégralité de la concession accordée par l'État (en limite extérieure du périmètre portuaire mais concerné par un projet d'extension devant accueillir des équipements liés à une extension du bassin de plaisance) pour le centre régional de nautisme (GANG).	31/03/2022	12/05/2022				
20221090	Mairie de Muret	communication des fiches de poste des personnels employés par la mairie : - à la médiathèque ; - au CCAS de la commune ; - dans la police municipale et au service prévention ; - au service du marché de plein vent et autorisations domaine public ; - à la direction des sports et service médiation.	31/03/2022	20/04/2022				
20221091	Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Haute-Garonne (CGFPT 31)	communication des fiches de poste des personnels de la collectivité du Muretain Agglo.	31/03/2022	20/04/2022	Oui			
20221105	Direction générale des finances publiques (DGFiP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de l'association X, de tous les comptes bancaires contenus dans le fichier FICOPA ouverts au nom de cette association.	31/03/2022	12/05/2022				
20221109	Préfecture de la Vendée	communication des documents relatifs à l'expulsion du logement qu'il occupait au X à X pour laquelle la force publique a été réquisitionnée, notamment les éléments relatifs à sa nouvelle domiciliation au sis X à X.	31/03/2022	10/05/2022	Oui			
20221126	Mairie de Limé	communication d'une copie des actes de décès de : 1) Monsieur X le X ; 2) Madame X le X ; 3) Monsieur X le X.	21/04/2022	09/05/2022				
20221139	Mairie de Rombies-et-Marchipont	communication, par consultation, de l'intégralité du dossier relatif à la procédure traitée par l'agence régionale de santé (ARS) du Nord portant sur les nuisances sonores provenant de la salle polyvalente située sentier des écoles ainsi que sur la mise aux normes de cette salle, notamment : 1) les courriers reçus par la municipalité de la part de l'ARS du Nord ; 2) les réponses de la mairie à ces courriers ; 3) les préconisations de l'ARS relatives à la mise aux normes de cette salle ; 4) les mesures prises par la municipalité afin de répondre aux exigences de l'ARS ; 5) les mises en demeure de l'ARS à l'encontre de la municipalité concernant ce dossier ; 6) les documents relatifs à l'étude d'impact sonore effectuée dans la salle polyvalente ainsi qu'à ses résultats ;	31/03/2022	05/04/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		7) les documents relatifs à l'installation du limiteur sonore dans cette salle.						
20221145	Communauté de communes de Grand Lieu	communication du schéma directeur de gestion des eaux pluviales à la Limouzinière, en particulier à la Touche Monnet.	31/03/2022	06/04/2022				
20221148	Mairie de Vern-sur-Seiche	copie, à ses frais, de l'intégralité du dossier de demande de permis de construire n° X délivré le X à la SARL X et la SA X.		25/03/2022	Oui			
20221151	Etablissement d'hébergement des personnes âgées dépendantes de Vialas (EHPAD 48)	communication, par voie postale, de l'entier dossier médical de sa mère décédée au sein de l'établissement le X, afin de connaître les causes de son décès.		17/03/2022	Oui			
20221152	Conseil départemental de la Charente-Maritime	communication des différentes délibérations émises par le conseil départemental liées à la taxe d'aménagement en vigueur sur le territoire, de son instauration en 2011 à aujourd'hui.		16/03/2022	Oui			
20221155	Ecole élémentaire Jean Jaurès	copie, par courrier électronique, du procès-verbal des élections de parents d'élèves (liste des noms) élus au conseil de l'école Jean Jaurès - 75019 Paris, pour les années 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022.	31/03/2022	11/04/2022	Oui			
20221156	Centre hospitalier de Béthune Beuvry	consultation, sur place avec un accompagnement médical, en sa qualité d'ayant droit, du dossier médical de sa mère, Madame Claire X, décédée le X, afin de connaître les causes du décès et de défendre la mémoire de la défunte.		23/03/2022				
20221157	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la X, sise X, des informations contenues dans le fichier national des comptes bancaires (FICOBA) et, notamment, la liste des comptes bancaires ouverts ou clôturés au nom de cette société.	31/03/2022	21/04/2022				
20221163	Comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins de Charente Maritime	communication de l'intégralité des documents comptables annuels certifiés (bilans financiers, comptes de résultat ainsi que les annexes) pour la période courant de 2017 à 2020.	31/03/2022	13/05/2022	Oui			
20221167	Centre hospitalier universitaire de Poitiers (CHU)	communication, dans le cadre de la procédure de contrôle de sa cliente concernant le remboursement de frais d'hospitalisation, des documents détenus par le CHU et justifiant la prise en charge du supplément « chambre particulière » pour des séjours compris entre le 1er janvier 2014 et le 31 décembre 2021.	31/03/2022	30/05/2022				
20221178	Préfecture de la Loire	communication de la liste des terrains et des circuits actuellement homologués par la préfecture, indiquant : 1) le numéro d'homologation ; 2) le type d'épreuves ; 3) le nom du terrain ; 4) la commune d'implantation ; 5) le responsable ; 6) le 1er arrêté d'homologation ; 7) la date du dernier arrêté ; 8) la date de fin validité ; 9) les observations.	31/03/2022	21/04/2022	Oui			
20221182	Caisse générale de sécurité sociale - URSSAF de Guadeloupe (CGSS-URSSAF 971)	communication, dans le cadre d'une demande d'une demande de remboursement de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) qui aurait été versée à son père, Monsieur X, des documents suivants : 1) le dossier de retraite de ce dernier ; 2) la copie de la demande d'attribution de l'allocation sus-visée ; 3) la copie de la notification d'attribution de cette allocation ; 4) les montants versés précisant les dates et les comptes sur lesquels ont été effectués les virements.	31/03/2022	20/04/2022				
20221184	Rectorat de l'académie de Clermont-Ferrand (AC 63)	copie des documents suivants, concernant Monsieur X, compagnon de sa cliente et père de ses enfants, décédé le X : 1) son dossier administratif ; 2) les pièces constituant son dossier administratif n° X sur la base duquel l'imputabilité au service a été reconnue pour l'accident dont il a été victime le X.	31/03/2022	20/04/2022				
20221187	Syndicat intercommunal d'aménagement du moulin neuf (SIAM)	communication des constats d'huissier, photographies et vidéos, établis par Maître X antérieurement aux travaux publics effectués sur un ouvrage situé en aval de la rivière du X au niveau du X, à proximité de la propriété de son client.	31/03/2022	05/04/2022				
20221188	Mairie de Lézan	copie du dossier relatif à l'augmentation de la capacité équivalent habitant (EH) du poste de refoulement cimetièrre de 12EH à 300 EH entre le 24 janvier 2019 et le 27 avril 2021.	31/03/2022	09/05/2022	Non			
20221194	Préfecture du Finistère	communication, de préférence par courrier électronique, ou le cas échéant, par courrier postal, des documents suivants :	31/03/2022	20/04/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		1) le dernier arrêté préfectoral en vigueur portant nomination des médecins agréés pour l'examen des agents de la fonction publique dans le Finistère (l'arrêté complet, et pas seulement la liste) ; 2) le(s) dernier(s) arrêté(s) préfectoral(aux) en vigueur portant nomination des médecins (généralistes et spécialistes) membres et suppléants au comité médical départemental près la DDETS, compétente pour l'examen des cas des agents de la FPE et la FPH (décret n° 86-442 du 14 mars 1986 Art.1) ; 3) dans le cas où ces décisions comportent une liste régulièrement mise à jour, outre la version de 2020, celle en vigueur au 19 octobre 2021, avec la date de mise à jour et l'arrêté correspondant, avec simple précision de la date de naissance des membres et suppléants.						
20221200	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication d'une copie de l'entier dossier médical de sa cliente, détenu par l'hôpital Antoine-Béclère à Clamart.		28/03/2022	Oui			
20221203	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication de la copie des comptes financiers, pour la dernière année disponible, de l'académie d'agriculture de France, association reconnue d'utilité publique, bénéficiant d'une subvention annuelle de l'État	31/03/2022	13/04/2022	Fin			
20221204	Domaine national de Chambord	communication des documents suivants : 1) le budget du grand parc de Rambouillet, inscrit au budget initial du domaine national de Chambord, pour les années 2018, 2019 et 2020 ; 2) les notes de présentation du conseil d'administration du domaine national de Chambord, pour les années 2018, 2019 et 2020.	31/03/2022	11/04/2022	Oui			
20221213	Rectorat de l'académie de Grenoble (AC 38)	communication, dans le cadre de la recherche d'antécédents familiaux suite au suicide de son fils X, de la copie des documents suivants relatifs à son frère, Monsieur X, célibataire et sans enfant, décédé le X : 1) son dossier médical ; 2) son dossier d'invalidité.	21/04/2022	13/06/2022	Fin			
20221214	Préfecture de l'Hérault	communication, sous forme numérique, des documents suivants : 1) l'intégralité de l'arrêté préfectoral sous les références n° DREAL - DBMC 2021 295 01 du 22/10/2021 autorisant l'abattage de 20 platanes boulevard Henri IV sur la commune de Montpellier ; 2) les éléments ayant contribué à la prise de décision ; 3) son étude et analyse.	21/04/2022	11/05/2022	Oui			
20221219	Centre hospitalier intercommunal Poissy Saint-Germain-en-Laye (site de Poissy)	copie, par courrier postal, après acquittement des coûts afférents, en leur qualité d'ayants droit, de l'intégralité des documents du dossier médical de Monsieur X X, époux et père, décédé le 20 octobre 2020, afin de connaître les causes du décès et faire valoir leurs droits, à savoir : 1) le compte rendu historique du séjour du patient ; 2) le compte rendu préopératoire définissant le type de chirurgie ; 3) un complément des examens de laboratoire préopératoires du 14/10/2020 au 20/10/2020 ; 4) le compte rendu de la radio du bassin du 3/10/2020 (radio remise le 18/11/2021) ; 5) le scanner et le compte rendu ; 6) leur lettre du 11/10/2020 et la réponse de l'hôpital ; 7) les dossiers infirmiers : comptes rendus quotidiens sur l'état du patient ; 8) le document attestant du consentement écrit pour le type d'intervention et d'anesthésie pratiqué ; 9) le certificat médical de non opération ; 10) les feuilles de température et de soins infirmiers journaliers ; 11) Le cahier de transmissions des consignes thérapeutiques : prescriptions médicamenteuses ; 12) toute la correspondance échangée avec le médecin traitant ou spécialistes ou tiers ; 13) les prescriptions médicales du service orthopédique de l'hôpital de Poissy 14) le compte rendu d'hospitalisation et du suivi alimentaire du patient ; 15) le certificat médical précisant les causes de la mort de Monsieur X X le 20/10/2020.		02/05/2022	Oui			
20221220	Bibliothèque nationale de France	communication, à la suite de la suspension et de la régularisation de la revalorisation de son indemnité de fonction, de sujétion et d'expertise (IFSE), de la feuille de route Égalité BnF 2020-2022 mise en place dans le cadre du protocole d'accord relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes au ministère de la Culture en date du 22 novembre 2018.	31/03/2022	11/04/2022				
20221221	Coopérative de gestion de l'eau COGEST'EAU Charente	copie, de préférence par voie électronique, de l'état des volumes d'eau consommés au cours des années 2011 à 2020 par chacun des exploitants concernés par le projet de réserves de substitutions, en distinguant pour chaque année les volumes consommés à partir de retenues et les volumes prélevés en nappe ou rivière en irrigation directe.	21/04/2022	27/04/2022	Oui			
20221222	Grand Paris Aménagement	communication des documents suivants relatifs aux carrières sises sous les parcelles situées à Montesson et appartenant à Grand Paris Aménagement : 1) les rapports de visite de l'inspection générale des carrières, des années 2016 à 2020 ;	31/03/2022	05/04/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) le plan de repérage des piliers souterrains.						
20221224	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication, dans le cadre de l'arrêté du 30 décembre 2021 d'interdiction de circulation de son véhicule, de la copie des documents suivants : 1) le rapport original en date du 30 décembre 2021, établi par Monsieur X, expert, justifiant de la régularité de la procédure ; 2) le document établissant la dangerosité de son véhicule et les pièces justificatives dudit document.	31/03/2022	11/04/2022				
20221227	Mairie de Sainte-Foy-lès-Lyon	communication, par voie électronique, à la suite d'une première transmission partielle, de la copie des courriers échangés, du 8 novembre 2021 à ce jour, entre Madame X, maire de Sainte-Foy-lès-Lyon, et le préfet du Rhône et ses services, relatifs à la consultation des électeurs portant sur un projet de transport par câble porté par le SYTRAL, organe de gestion des transports pour la métropole de Lyon, organisée le dimanche 28 novembre 2021.	31/03/2022	12/05/2022	Oui			
20221228	Préfecture de la Corrèze	copie, à ses frais, des délibérations du conseil municipal de Donzenac des années 2001 et 2002.		12/04/2022	Fin			
20221233	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie de son arrêté portant avancement à l'échelon 3 au 1er janvier 2022.		27/04/2022				
20221234	Mairie de Boutigny	communication, par courrier électronique ou, à défaut, par voie postale, de la copie intégrale du dossier d'urbanisme relatif aux parcelles X, appartenant à son client, situées au X, X, tel que ce dossier est en la possession des services municipaux, incluant en particulier la déclaration de travaux présentée le 21 octobre 2009 par courrier LRAR et réceptionnée le 23 octobre 2009.		07/04/2022	Oui			
20221247	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de tous les documents relatifs aux comptes (bancaires) ouverts au nom du Syndicat des copropriétaires X représenté par son syndic le cabinet X, successeur du cabinet X actuellement en cours de liquidation.	21/04/2022	16/06/2022				
20221250	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	copie de la décision de refus de séjour avec obligation de quitter le territoire français, prise à l'encontre de son client le 21 octobre 2021.		11/04/2022				
20221266	Préfecture de région - Auvergne Rhône-Alpes	communication des documents suivants, comprenant des informations relatives à l'environnement (PNA loup) : 1) les documents prévus par le Plan national d'actions 2018-2023 sur le loup et les activités d'élevage : a) la cartographie nationale sur la vulnérabilité des territoires à la prédation pour les années 2020 et 2021 ; b) l'évaluation des pertes indirectes subies par les troupeaux ; c) l'évaluation de l'effet sur la prédation des autorisations de tirs accordées par les préfets et des destructions de loup ; d) le guide de bonnes pratiques à adopter lorsque le loup est observé à proximité des zones habitées ; 2) l'évaluation à mi-parcours du Plan national d'actions 2018-2023 sur le loup et les activités d'élevage ; 3) le bilan du suivi des dommages dus au loup sur les troupeaux d'animaux domestiques permettant d'évaluer l'importance et la récurrence des attaques sur les territoires, en fonction des caractéristiques et des mesures de protection des élevages d'animaux domestiques, des milieux naturels qu'ils exploitent ainsi que de la mise en œuvre des tirs autorisés en application de l'arrêté ministériel du 23 octobre 2020 fixant les conditions et limites dans lesquelles des dérogations aux interdictions de destruction peuvent être accordées par les préfets concernant le loup (Canis lupus).	21/04/2022	28/04/2022				
20221272	OPCO ATLAS	communication d'une copie des documents suivants : 1) la copie des heures déclarées par l'organisme de formation WebForce3 comportant la signature de l'intéressée, depuis le 02 novembre 2020 jusqu'à la période la plus récente, dans le cadre du programme financé par l'X dont l'intéressée est apprenante ; 2) la copie des factures de cours déclarés pour ce même programme dont l'intéressée fait partie ; 3) la copie du document autorisant une éventuelle dérogation à l'entreprise Avanade et/ou WebForce3 de mettre en place un contrat de professionnalisation CERFA dont le diplôme visé (Concepteur Développeur d'application - option « business apps ») n'existe pas dans le répertoire national des certifications professionnelles (RNCP).	21/04/2022	23/06/2022	Oui			
20221276	Mairie de Mantes-la-Jolie	communication, de préférence de manière dématérialisée par courriel électronique, d'une copie des pièces versées au dossier administratif individuel de son client depuis le 1er janvier 2020.		12/04/2022				
20221279	Mairie de Norroy	communication, par voie postale ou éventuellement par voie électronique, d'une copie du procès-verbal et du compte-rendu (avec toutes les annexes) se rapportant à la séance de la réunion du conseil municipal du jeudi 03 février 2022.	21/04/2022	05/05/2022	Non			
20221281	Préfecture du Doubs	copie, de préférence sous forme électronique ou par téléchargement sur place, des listes électorales du département du Doubs.	21/04/2022	10/05/2022	Oui			
20221282	Ministère de la Justice	communication de la copie numérique, par courrier électronique, de la décision ayant ordonné le		05/04/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		placement de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Lille - Annoeullin, en régime fermé de détention.						
20221286	Ministère de la Justice	communication, par voie électronique, d'une copie de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client durant son incarcération au Centre pénitentiaire de Lille.		11/04/2022	Oui			
20221287	Ministère de la Justice	communication, par voie électronique, d'une copie de la décision de sanction du 18 janvier 2021 infligée à son client incarcéré au Centre pénitentiaire de Lille, ainsi que d'une copie du dossier disciplinaire complet de l'intéressé.		11/04/2022	Oui			
20221293	Mairie de Compiègne	communication, sous format numérique, des reçus, justificatifs, factures et notes de frais des frais de séjour, frais de déplacement, frais de restauration avec le cas échéant les noms de personnes invitées pour l'ensemble des adjoints, conseillers municipaux et maire pour les années 2019, 2020 et 2021 .		12/04/2022	Oui			
20221294	Mairie de Pineuilh	copie de l'ensemble des 18 arrêtés pris par le maire listés dans sa demande du 24 janvier 2022 lesquels n'ont pas fait l'objet d'une mise en ligne sur le site de la commune www.pineuilh.fr.		12/04/2022				
20221315	Mairie de Gron	copie, par courrier électronique, des documents suivants relatifs à une étude menée sur l'urbanisme : 1) les différentes délibérations émises par le conseil communal de Gron, liées à la taxe d'aménagement en vigueur sur le territoire, depuis son instauration en 2011 ; 2) le plan local d'urbanisme en vigueur sur le territoire.		11/04/2022	Oui			
20221319	Mairie de Nouaillé-Maupertuis	consultation des bilans de l'association « X » pour les années 2018 à 2020.		11/04/2022	Oui			
20221322	Bordeaux Métropole	publication, à l'ensemble des pessacais, du rapport final et des conclusions de l'enquête publique portant sur le déclassement de 3 parcelles cadastrées BX 672, BX 644, BX 674 appartenant au domaine public de Bordeaux Métropole et situées entre l'avenue du Haut-Lévêque et la place du Général de Gaulle sur la commune de Pessac.	21/04/2022	02/05/2022	Fin			
20221336	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Jean Guillot (EHPAD 55)	communication des documents suivants : 1) la fiche de paie intégrale de septembre 2021 ; 2) la fiche de paie d'octobre 2021 ; 3) le solde de tout compte ; 4) un récapitulatif d'heures mentionnant les heures supplémentaires pour l'année 2021.		11/04/2022	Oui			
20221339	Mairie de Crézancy	copie des registres de plus de 75 ans, plus précisément concernant la période 1893-1945 ou 1946 à aujourd'hui, à défaut, prises de photographies sans flash en mairie, sachant que la mairie impose que chaque demande d'acte soit motivée.	21/04/2022	09/05/2022	Oui			
20221344	Mairie de Saint-Nazaire-d'Aude	communication d'une copie l'arrêté « de mise en péril concernant de la parcelle X ».		09/05/2022	Oui			
20221349	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de Château Morlon (EHPAD 58)	communication de ses plannings pour la période courant du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2020.		09/03/2022	Fin			
20221350	Groupe d'établissements - Centre de formation des apprentis (GRETA-CFA) Bretagne Sud	copie de la convention passée entre le GRETA-CFA Bretagne Sud et le Football club de Lorient (FCL), définissant les modalités d'emploi des enseignants dont fait partie son client au sein de l'école du FCL.	21/04/2022	05/05/2022	Fin			
20221372	Grenoble-Alpes Métropole	communication de toutes les pièces administratives et techniques (dont courriers) se rapportant à la définition du domaine public du chemin de l'église à Meylan à la hauteur de la parcelle AI 124 pour le stationnement privatif de véhicules issus de cette même parcelle ainsi que les autorisations accordées à cette localisation.	31/03/2022	20/04/2022				
20221375	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de la totalité des décisions de fouilles à nu de son client depuis son arrivée à la maison d'arrêt de Fleury Mérogis.		08/04/2022	Oui			
20221389	Paris La Défense	communication, dans le cadre de l'offre d'achat formulée par l'établissement Paris La Défense relative au bien immobilier appartenant à sa cliente situé X à La Garenne-Colombes, à la suite d'une première transmission partielle, du protocole d'accord portant sur l'opération d'aménagement du secteur X.	21/04/2022	16/06/2022	Oui			
20221393	Mairie de Persan	communication de la délibération du conseil municipal en vigueur adoptant l'indemnité de suivi et d'orientation.		11/04/2022				
20221396	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	copie du dossier médical de sa fille, X, née le X, suivie à l'Hôpital Armand Trousseau.		19/04/2022	Non			
20221404	Direction générale des finances publiques (DGFiP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la société civile immobilière (SCI) X par ordonnance de référé du tribunal judiciaire de La-Roche-Sur-Yon du 15 juin 2021, des informations contenues dans le fichier national des comptes bancaires et assimilés (FICOBA), notamment la liste des comptes bancaires ouverts ou clôturés au nom de cette société.	21/04/2022	06/05/2022				
20221405	Mairie de Montbrun-des-Corbières	copie de l'historique relative à la pose et au changement de compteur d'eau notamment celui de sa cliente.	21/04/2022	27/04/2022	Oui			
20221406	Mairie d'Aigues-Vives (30)	communication, par courriel, des documents suivants :		11/04/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		1) la copie des devis signés correspondant aux travaux de la route/piste cyclable qui mène au cimetière ; 2) les factures qui correspondent à ces travaux ; 3) la copie de la délibération autorisant ces travaux.						
20221408	Mairie du Castelet	copie, par courrier électronique et sous format PDF, de l'intégralité des écritures comptables relatives aux dépenses de fonctionnement pour les exercices 2019, 2020, 2021 et 2022, et non les pièces comptables (mandats).		11/04/2022	Oui			
20221411	Ministère des armées	copie intégrale de son livret militaire.	21/04/2022	16/05/2022	Oui			
20221412	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la société X, des informations contenues dans les fichiers SPI et FICOBA relatives aux comptes bancaires ouverts au nom de cette société.	21/04/2022	15/06/2022				
20221414	Mairie de Templeuve	communication, au format papier à ses frais ou au format numérique par courriel, de la copie conforme des documents suivants relatifs aux X, conformément au décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau : 1) le dossier de demande d'autorisation des travaux, soumis à enquête publique ; 2) le procès-verbal du commissaire enquêteur ; 3) l'avis du conseil municipal sur la demande d'autorisation dès l'ouverture de l'enquête publique ; 4) l'arrêté d'autorisation publié à la préfecture.		19/04/2022	Oui			
20221418	Direction régionale du service de contrôle médical de Bourgogne Franche-Comté	communication, par voie postale ou électronique, d'une copie de l'intégralité du rapport d'expertise médical de sept pages (édité le 30 novembre 2021 et rédigé le 05 novembre 2021) concernant l'intéressé.		23/05/2022	Oui			
20221425	Mairie de Vallouise-Pelvoux	copie de l'autorisation accordée par la commune à la société X concernant les travaux portant sur l'alimentation en électricité du projet de la SCI X, bénéficiaire du permis de construire PC X.	21/04/2022	16/05/2022	Oui			
20221427	Mairie de Fécamp	communication d'une copie des études réalisées par les cabinets X et X à l'occasion de la mise en sens unique, en 2012, du boulevard Albert 1er situé en front de mer et l'évacuation de la circulation par l'ensemble des rues du quartier de la plage.	21/04/2022	07/06/2022	Oui			
20221443	Mairie d'Elancourt	communication du détail des notes de frais, des reçus de déplacement et des frais de restauration, non anonymisés, pour l'ensemble des élus ainsi que ceux du cabinet du maire pour les années 2020 et 2021.	21/04/2022	17/06/2022				
20221445	Mairie de Montpellier	communication des documents suivants : 1) l'arrêté du 3 septembre 2021 portant non-opposition au travaux de la SCI X pour le réaménagement de quatre appartements et un bureau situés dans un immeuble sis 1, rue victoire de la Marne ; 2) les arrêtés antérieurs autorisant la création de plusieurs appartements au sein du lot litigieux de la copropriété.		25/04/2022	Oui			
20221453	Préfecture de l'Essonne	communication, par voie électronique, de l'entier dossier administratif de sa cliente.		14/04/2022	Oui			
20221456	Centre Hospitalier de Maubeuge (anciennement Centre hospitalier de Sambre-Avesnois)	communication, par voie postale, d'une copie de l'entier dossier médical du mari (décédé) de sa cliente, notamment les comptes rendus des soins infirmiers.		14/04/2022				
20221457	Ministère des armées	communication d'une copie du compte rendu relatif à la sur-expertise médicale en date du 18 novembre 2021 concernant l'intéressé et réalisée au sein du service de psychiatrie de l'Hôpital d'instruction des armées Percy (HIA Percy), à Clamart.		07/04/2022	Oui			
20221458	Préfecture des Alpes-Maritimes	communication, par voie électronique ou par voie postale, d'une copie du relevé d'information intégral concernant le permis de conduire de son client, faisant apparaître ses codes internet d'accès.		19/04/2022				
20221461	Syndicat Mixte des Transports Urbains du Grand Nouméa	consultation de l'intégralité du compte administratif 2020 ainsi que des notes de synthèses explicatives dont les références sont mentionnées dans les comptes rendus des conseils d'administration.		14/04/2022	Oui			
20221468	Préfecture des Bouches-du-Rhône	communication, par courrier électronique, d'une copie des documents suivants : 1) la copie de toutes les pièces de procédure relatives aux impayés de loyer concernant son client ; 2) les modalités du calcul des sommes à payer mises en recouvrement par titre de perception, n° PACA 19 2600030021 et PACA 20 260061030.	21/04/2022	05/05/2022	Fin			
20221482	Ecole nationale supérieure des beaux-arts de Paris	communication de son relevé de notes effectué le 14 novembre 2020.	21/04/2022	16/05/2022	Oui			
20221483	Centre hospitalier des Pays de Morlaix	communication, par voie postale, d'une copie de l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical constitué dans le cadre de son suivi au sein de l'établissement, notamment dans le service endocrinologie, de 2008 à 2016.		20/04/2022	Oui			
20221492	Mairie de Saint-Ismier	communication des documents suivants : 1) l'arrêté portant délégation au bénéfice du signataire, Madame X, première adjointe au maire, de l'arrêté portant permis d'aménager délivré à Monsieur X le 15 septembre 2021 ;		14/04/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) les mesures de publicité opérées de nature à rendre opposable aux tiers cette délégation de compétences.						
20221494	Ministère de la Justice	communication, par courrier électronique, d'une copie de de la totalité des fiches de paie de son client depuis son arrivée au Centre pénitentiaire Sud Francilien, ainsi que des motifs pour lesquels l'intéressé ne travaille plus en détention, à la suite de la décision de le changer d'aile.		11/04/2022	Oui			
20221495	Mairie de Lomme	communication d'une copie du dossier médical de sa cliente.		11/04/2022				
20221503	Centre de santé mentale angevin CESAME	consultation du dossier administratif et médical de Madame X née le X à X et décédée le X, ancienne pensionnaire de l'asile de X.	12/05/2022	23/05/2022				
20221514	Mairie de Saint-Joseph (972)	copie intégrale de l'acte de naissance de Monsieur X, né le 6 février 1940 dans la commune.	12/05/2022	23/05/2022	Oui			
20221521	Groupe Hospitalier Sud Ile-de-France	copie numérique, par courrier électronique, du dossier médical de son client incarcéré au centre pénitentiaire du Sud Francilien, notamment les pièces correspondant au traitement et aux extractions médicales relatives à son diabète.		12/04/2022				
20221526	Ministère de la culture	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, du dossier de naturalisation de son grand-oncle X conservé aux Archives nationales sous la cote : X Dossier X : demande de naturalisation de X, né le X à X et de X, née le X à X.	12/05/2022	14/06/2022	Par			
20221529	Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)	communication de la copie intégrale, sous forme numérique ou papier, du dossier administratif de son client.		11/04/2022	Oui			
20221530	Mairie de L'Epine	communication d'une copie des documents suivants : 1) une copie de la délibération du conseil municipal ayant procédé au classement des voies communales ; 2) le tableau de classement des voies communales ; 3) le plan annexé au tableau.	21/04/2022	06/05/2022				
20221537	Communauté d'agglomération des deux Baies en Montreuillois	communication, par courrier électronique, des dossiers de demande d'autorisation environnementale et de permis d'aménager présentés à l'autorité environnementale et visés dans l'avis de la communauté d'agglomération du 12 janvier 2021, relatif au projet portant sur le système d'endiguement du nord de la Baie d'Authie.	21/04/2022	09/05/2022	Non			
20221544	Préfecture de l'Essonne	communication d'une copie de l'entier dossier de son client visé par une obligation de quitter le territoire français (OQTF) datée du 07 juillet 2021.		11/04/2022	Oui			
20221546	Centre hospitalier de Moulins-Yzeure	communication, par courrier électronique, de la copie numérique du dossier médical de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Moulins-Yzeure, et notamment la partie relative aux soins et à la surveillance de sa grève de la faim et de la soif du 13 janvier 2022.	12/05/2022	15/06/2022	Oui			
20221550	Mairie de Vincennes	communication, par courrier électronique ou via un site internet de transfert de pièces, ou consultation, le cas échéant avec un rendez-vous, année par année, des déclarations préalables de Vincennes à compter du 1er janvier 2018.		20/04/2022	Fin			
20221551	La Poste	communication de la note finale de l'entretien d'appréciation de son client qui s'est déroulé le 12 mars 2021.		14/04/2022	Oui			
20221555	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de l'extrait du règlement intérieur de la maison centrale d'Arles où son client est incarcéré, prévoyant la durée d'enfermement nocturne des détenus en cellule.		08/04/2022	Oui			
20221556	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de l'extrait du règlement intérieur de la maison centrale d'Arles où est incarcéré son client, prévoyant la durée d'enfermement nocturne des détenus en cellule.		08/04/2022	Oui			
20221561	Préfecture de l'Isère	communication de l'extrait de la délibération du 31 mars 2016 dont l'objet porte sur l'affectation de résultats 2015 du budget annexe « déchets », visée en préfecture le 14 avril 2016.		14/04/2022				
20221562	Mairie de Pamiers	communication des dernières délibérations concernant l'organisation du temps de travail, ainsi que celles des différents cycles de travail.		08/04/2022	Oui			
20221574	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication du dossier administratif de sa cliente.		08/04/2022				
20221581	Centre hospitalier intercommunal d'Elbeuf-Louviers-Val de Reuil	communication, par courrier électronique, de la copie numérique du dossier médical complet de son client, incarcéré au centre de détention de Val-de-Reuil.	12/05/2022	15/06/2022	Oui			
20221586	Centre Hospitalier Intercommunal de Wasquehal	communication de l'intégralité des documents contenus dans le dossier administratif de sa cliente.		11/04/2022	Oui			
20221589	Mairie d'Augerville-la-Rivière	communication d'une copie de la décision émise par le service Instructeur le 19 novembre 2019 relative au dossier de demande de déclaration préalable de la SCI LA RIVIERE en date du 9 novembre 2019.		20/04/2022	Oui			
20221593	Centre hospitalier universitaire de Grenoble Alpes	communication, à ses frais, de l'intégralité de son dossier médical, relatif à sa prise en charge du X,		14/04/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
	(CHU)	notamment les documents suivants : 1) le compte rendu d'hospitalisation du X ; 2) le compte rendu opératoire réalisé le X ; 3) le compte rendu de la procédure/opération de cathétérisme (sur la jambe droite) réalisée le X ; 4) le compte rendu de la procédure/opération de cathétérisme (sur la jambe droite) réalisée le X ; 5) le compte rendu d'hospitalisation du X ; 6) le justificatif de la décision de le référer pour convalescence (rééducation) au centre Rhône Azur à Briançon (X) ; 7) tous les tests Doppler qu'il a subis au CHU du X ; 8) tous les examens échographiques et angioscaniques du X ; 9) tous les tests cardiologiques (ex: échographie) qu'il a passés du X ; 10) tous les tests sanguins et urinaires du X ; 11) les recherches en gastroscopie et leurs résultats ; 12) les tests génétiques commandés et leurs résultats ; 13) les autres tests qu'il a subis du X ; 14) l'historique du dosage des médicaments qu'il prenait du X (quantités et fréquence) ; 15) l'enregistrement sur CD du cours de l'étude angioscanner des membres inférieurs - réalisé le X ; 16) l'enregistrement sur CD du cours de l'étude angioscanner des membres inférieurs - réalisé le X ; 17) l'enregistrement sur le support de l'étude artériographie membre inférieur droit réalisée le jour de l'amputation, soit le 28 mai 2019 ; 18) le support d'enregistrement artériographie et angioplastie du X ; 19) le CD avec test angioscanner réalisé le X à Briançon, livré par ses soins au service du CHU le X ; 20) le CD avec test échographie-doppler ESAOTE réalisé le X à Briançon livré par ses soins au service du CHU le X.						
20221597	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de son dossier médical concernant le suivi de ses accouchements en dates du X, X et X.		11/05/2022				
20221603	Mairie de Grospierres	communication de l'avis du préfet concernant la décision d'opposition à la déclaration préalable déposée le 6 septembre 2021, au nom et pour le compte de sa cliente, par Monsieur X, agent immobilier, portant sur un projet de division en vue de construire sur la parcelle cadastrée X située sur le territoire communal.		20/04/2022	Oui			
20221605	Centre hospitalier universitaire de Grenoble Alpes (CHU)	copie, par courrier électronique, des documents suivants concernant son client : 1) les décomptes datés relatifs aux jours épargnés et consommés sur le compte épargne-temps depuis 2013 ; 2) les contrats d'exercice et de mise à disposition de son client, liant le CHU de Grenoble-Alpes et le centre hospitalier de Saint-Marcellin ; 3) les contrats d'exercice et de mise à disposition de son client, liant le CHU de Grenoble-Alpes et le centre hospitalier de La Mure.	21/04/2022	16/05/2022	Oui			
20221628	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication des documents suivants relatifs au rapport parlementaire n° 2468 fait au nom de la commission d'enquête parlementaire sur les sectes, le 20 décembre 1995 : 1) l'analyse complète (le rapport) réalisée par la direction centrale des renseignements généraux (DCRG) telle qu'elle a été remise à la commission d'enquête parlementaire, notamment les documents administratifs réalisés par la DCRG qui ont été transmis à la commission d'enquête parlementaire sur les sectes ; 2) la liste complète des sectes que la DCRG a transmise à la commission d'enquête parlementaire, notamment les documents administratifs de la DCRG, précisant la liste complète des sectes, qui ont été transmis à la commission d'enquête parlementaire sur les sectes ; 3) les documents préparatoires à ce rapport, notamment les documents préparatoires aux documents administratifs de la DCRG mentionnés dans le rapport parlementaire n° 2468.	21/04/2022	13/06/2022	Oui			
20221630	Société d'aménagement foncier et d'établissement rural Auvergne-Rhône-Alpes (SAFER 69)	communication des documents et des informations suivantes : 1) la copie de la décision concernant l'attribution, en propriété de trois parcelles en nature de vignes et de taillis sises aux Lieudits La Taquière et Cote Blonde sur la commune d'AMPUIS, pour laquelle son client s'est porté candidat ; 2) les modalités selon lesquelles cette décision a été affichée en mairie.	21/04/2022	15/06/2022	Oui			
20221637	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'entier dossier médical de son père, décédé le 7 février 2021, à la suite de son hospitalisation à l'hôpital Avicenne de Bobigny.		14/04/2022				
20221639	Groupe hospitalier de La Rochelle - Ré - Aunis	communication d'une copie de son entier dossier médical.		07/04/2022	Oui			
20221640	Mairie de Peyrolles-en-Provence	communication des documents suivants : 1) les relevés terrestres du cabinet X, géomètre-expert, au format PDF et au format DWG et/ou DXF ;	21/04/2022	02/05/2022	Non			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) les tableaux précisant les hauteurs d'eau potentielles du seuil des habitations issus du rapport d'études de la société X.						
20221650	Communauté de communes du Pays de Mirepoix	communication des documents suivants : 1) la copie des avis des personnes publiques associées rendus dans le cadre de la procédure d'adoption du PLUi ; 2) la copie de l'entier dossier de PLUi arrêté et soumis à enquête publique ; 3) la copie de l'entier dossier de PLUi approuvé ; 4) la copie de la réponse de la communauté de communes du Pays de Mirepoix à l'avis des personnes publiques associées, dont la réponse à l'avis de la MRAE ; 5) la délibération du 18 novembre 2021 approuvant le PLUi ; 6) les publicités de la délibération en date du 18 novembre 2021 (indispensables pour connaître notamment les dates d'entrée en vigueur du PLUi).		20/04/2022	Fin			
20221657	Préfecture de la Haute-Garonne	communication du bilan de l'application des mesures d'effarouchement de l'ours brun dans les Pyrénées, mises en place à titre expérimental par l'article 6 de l'arrêté du 31 mai 2021, pour prévenir les dommages aux troupeaux, réalisé par « le préfet coordonnateur, responsable de la mise en œuvre de la politique ours brun dans les Pyrénées, en lien avec l'Office français de la biodiversité, les préfets de départements et le Parc national des Pyrénées ».	21/04/2022	27/04/2022	Oui			
20221661	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique par courrier électronique de la totalité des décisions ayant ordonné les fouilles à nu de son client depuis son arrivée à la Maison centrale d'Arles.		20/04/2022	Oui			
20221671	Mairie de Plombières-les-Bains	copie, par courrier électronique, des budgets, comptes et comptes rendus financiers d'usage des subventions versées par la commune, communiqués à la mairie par l'association « Les jardins en terrasses » depuis sa création.		25/04/2022				
20221674	Préfecture de l'Aude	communication, au format numérique par courriel, des documents suivants relatifs à l'environnement, dans le cadre de l'après-mine de Salsigne : 1) concernant l'étude technico-économique de réhabilitation de Nartau et Ramèle (la dénomination des documents correspond à celle contenue dans le cahier des charges du marché public HASUD190903) : a) le rapport final (en word et pdf) intégrant la synthèse des 12 mois de suivi (conformément au § 5.3) et les remarques du BRGM/DPSM sur le rapport provisoire ; b) le rapport concernant l'étude technico-économique ; c) le rapport final présentant la synthèse générale de l'étude et présentant les résultats de l'étude technico-économique de la tâche 4 (conformément au § 5.4) ; d) le rapport final synthétique présentant notamment la méthodologie générale et le déroulement de l'étude, la synthèse du contexte naturel, environnemental et réglementaire intégrant toutes les informations collectées lors de l'étude (y compris investigations) et la synthèse de l'étude technico-économique ; e) le fichier de synthèse des résultats au format .xls, les bulletins d'analyse au format .pdf et les photographies au format .jpg. ; 2) concernant l'étude des poussières atmosphériques dans le district minier et la vallée de l'Orbiel (la dénomination des documents correspond à celle contenue dans le cahier des clauses techniques particulières du marché public HASUD191218) : a) le rapport [à l'issue de la phase 1], comprenant l'analyse des conditions météorologiques, les comptes rendus des visites de terrain et la sélection des points de mesure, et permettant de dimensionner le programme d'investigations ; b) le rapport final [qui] sera établi à l'issue de la phase 2, qui synthétisera et interprétera l'ensemble des données collectées (y compris phase 0) ; 3) concernant l'évaluation des risques sanitaires (ERS) associés à l'inhalation de particules métalliques dans la vallée de l'Orbiel, réalisée dernièrement par l'INERIS : l'étude, ainsi que l'exhaustivité de ses annexes éventuelles ; 4) concernant le suivi environnemental de l'ancien site minier de Salsigne (la dénomination des documents correspond à celle contenue dans le cahier des charges du marché public HASUD190920) : a) les rapports [annuels] traitant des surveillances et du suivi des stockages et sols pollués (cf. chapitre 4.4.1), pour les deux années concernées par ce marché ; b) les rapports [annuels] traitant des surveillances et du suivi des eaux de mine, de l'Orbiel et du Grésillou (chapitre 4.4.2), pour les deux années concernées par ce marché ; c) les rapports [annuels] traitant des surveillances et du suivi du site industriel de la Combe du Saut (chapitre 4.4.3), pour les deux années concernées par ce marché ; d) les rapports [annuels] traitant de la surveillance et du suivi de l'émergence de la mine de la Caunette (chapitre 4.4.4), pour les deux années concernées par ce marché ;	21/04/2022	12/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		d) les rapports synthétiques annuels présentant le suivi par milieu (chapitre 4.4.5), pour les deux années concernées par ce marché.						
20221679	Conseil départemental des Bouches-du-Rhône (CD 13)	communication, par consultation et reproduction, des éléments suivants relatifs au projet de déviation de la RD543 dans le secteur Saint Pons : 1) l'analyse multicritères ; 2) le mode de calcul des compensations environnementales ; 3) les études ou les documents qui ont justifié la décision du comité de pilotage du 26 janvier 2021.	21/04/2022	13/06/2022	Oui			
20221683	Mairie de la Haye-Malherbe	communication de l'intégralité des dossiers, demandes et décisions d'urbanisme intervenues depuis l'année 2019 sur la parcelle cadastrée section n°93.		06/04/2022	Oui			
20221688	Mairie d'Audenge	copie, par voie numérique lisible en format Excel et PDF, en sa qualité de conseiller municipal, des documents suivants concernant le centre communal d'action sociale de la commune : 1) les comptes 2019 et 2020 ; 2) le budget prévisionnel pour l'année 2021 ; 3) les factures ; 4) pour 2019, les justificatifs de 10 comptes de la section d'exploitation - Dépenses budget 2019 ; 5) pour 2020, les justificatifs de 12 comptes de la section d'exploitation - Dépenses budget 2020.		25/04/2022	Oui			
20221702	Mairie de Santo Pietro di Venaco	communication, par envoi postal, des titres de recette suivants : 1) 2019 R1 – 134 (titre émis le 8/07/2019) – Santo Pietro di Venaco 2019 ; 2) 2020 R1 – 136 (titre émis le 3/04/2020) – Santo Pietro di Venaco 2020.		14/04/2022				
20221703	Mairie de Lanton	communication, en sa qualité de conseiller municipal, au format numérique PDF par courriel, ou sur clé USB, du grand livre des comptes de la commune, dans son intégralité, pour les exercices 2020 et 2021.		14/04/2022	Oui			
20221708	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	copie du dossier de demande de visa de sa cliente agissant pour elle-même et en qualité de représentante légale de : - X née le X à X (n° dossier X) ; - X né le X à X (n° dossier X) ; - X née le X à X (n° dossier X).		20/04/2022				
20221709	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication par courrier électronique ou courrier postal de la décision référencée 48SI relative au permis de conduire de son client.		20/04/2022	Non			
20221719	Métropole Aix-Marseille Provence	communication, dans un format numérique ouvert et réutilisable, par téléchargement ou attachés à un courrier électronique, de l'état des indemnités des élus du conseil communautaire pour 2021, établi au titre de l'article L. 5211-12-1 du code général des collectivités territoriales.	21/04/2022	06/05/2022	Fin			
20221720	Conseil régional de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur	communication, dans un format numérique ouvert et réutilisable, par téléchargement ou attaché à un courrier électronique, de l'état des indemnités des élus du conseil régional pour 2021, établi au titre de l'article L5211-12-1 du code général des collectivités territoriales.	21/04/2022	09/05/2022	Non			
20221721	Mairie de Marseille	communication, dans un format numérique ouvert et réutilisable, par téléchargement ou attachés à un courrier électronique, de l'état des indemnités des élus du conseil municipal pour 2021, établi au titre de l'article L. 5211-12-1 du code général des collectivités territoriales.	21/04/2022	09/05/2022	Oui			
20221722	Conseil départemental des Bouches-du-Rhône (CD 13)	communication, dans un format numérique ouvert et réutilisable, par téléchargement ou attachés à un courrier électronique, de l'état des indemnités des élus du conseil départemental pour 2021, établi au titre de l'article L. 5211-12-1 du code général des collectivités territoriales.	21/04/2022	03/06/2022	Oui			
20221729	Mairie du Cannet	communication, par courrier électronique ou sur support numérique de type CDROM ou clé USB, des listes électorales de la commune.	21/04/2022	11/05/2022	Non			
20221747	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, afin de connaître les causes de la mort, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de son père, Monsieur X, décédé le X dans le service « Cornil Brissaud » de l'hôpital Cochin.		12/04/2022	Oui			
20221751	Centre hospitalier de Valence	communication, par courrier électronique, d'une copie du dossier médical de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Valence, notamment la partie de ce dossier relative aux soins ophtalmologiques qu'il a reçus en détention.		20/04/2022	Fin			
20221760	Ministère de la Justice	communication de la copie numérique par courrier électronique de la décision ayant ordonné la fouille à nu de sa cliente, incarcérée au centre pénitentiaire pour femmes de Rennes, le 22 décembre 2021.	21/07/2022	01/08/2022	Oui			
20221765	Mairie de Marin (74)	communication, en sa qualité de conseiller municipal, des fiches de poste de chacun des agents de la commune.	21/04/2022	09/05/2022	Oui			
20221766	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires	communication des rapports annuels d'activité de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), portant sur les années 2019, 2020 et 2021, ou, à défaut, les	12/05/2022	16/05/2022	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		tableaux statistiques annuels présentant l'activité de l'inspection des installations classées.						
20221776	Direction de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la Martinique (DAAF 972)	communication de l'accusé de réception du dossier concernant la demande de défrichement d'une surface de 301 m2, sur la partie zone U3 de la parcelle X de la commune des Anses d'Arlet, déposé par son client le 5 novembre 2021 sous la référence X.	21/04/2022	28/04/2022				
20221779	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie, par courrier électronique, pour les années 2018 à 2021, des documents suivants concernant le local invariant n° 65-38086 pour lequel son client est propriétaire : 1) les fiches d'évaluation ; 2) le détail des calculs des bases d'imposition et des cotisations figurant sur l'avis de taxe foncière.	12/05/2022	28/06/2022				
20221805	Direction départementale de la protection des populations du Morbihan (DDPP 56)	communication des analyses physico-chimiques, bactériologiques et pesticides sur le cours d'eau longeant, à X, l'exploitation de la société civile d'exploitation agricole (SCEA) X, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).	12/05/2022	16/05/2022	Fin			
20221808	Groupe hospitalier universitaire Paris Psychiatrie et Neurosciences (GHU)	communication, afin de faire valoir ses droits, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, du dossier médical de sa nièce, Madame X, décédée le X, afin de savoir si une prise de médicament ou une maladie aurait pu affecter sa capacité de discernement.	12/05/2022	30/06/2022	Oui			
20221810	Centre hospitalier universitaire de Lille	communication du dossier médical de son père, Monsieur X, décédé le X à X.		13/05/2022	Oui			
20221812	Mairie de Metz	communication d'une copie de ses arrêtés d'attribution de l'indemnité spécifique de service (ISS) pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2016.		11/05/2022	Fin			
20221814	Centre hospitalier régional universitaire de Nancy (CHRU)	communication, par courrier électronique, de la copie numérique du dossier médical de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Nancy, notamment la partie relative au traitement de son asthme.		11/05/2022	Oui			
20221819	Mairie d'Huez	communication des documents suivants : 1) le document graphique ; 2) le règlement de zone issu du plan d'occupation des sols applicable antérieurement au plan local d'urbanisme.		11/05/2022	Oui			
20221823	Préfecture des Hauts-de-Seine	copie de l'arrêté préfectoral émis à l'encontre de son client le 2 novembre 2020.		11/05/2022				
20221841	Mairie d'Argelès-sur-Mer	communication, par voie électronique, dans le cadre du dossier de permis de lotir du lotissement « Charlemagne II », d'une copie des documents suivants : 1) l'arrêté de lotir (permis d'aménager) ; 2) l'imprimé de demande ; 3) le dossier technique joint à la demande ; 4) l'avis d'ouverture des travaux ; 5) le cas échéant, l'arrêté autorisant la vente anticipée.		11/05/2022	Fin			
20221842	Mairie de Tignieu-Jamezieu	communication, par voie postale, d'une copie des documents suivants : 1) la copie du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) à la date du 4 février 2022 ; 2) la copie des différents registres prévus à l'article 14-1 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié pour chacun des services de la commune, en vigueur à la date de la réception de la demande.	12/05/2022	30/06/2022	Fin			
20221844	Mairie de Lapeau	communication, sous forme de plan ou de référence cadastrale, d'une copie des documents contenant les périmètres de protection des captages d'eau potable de « Vieban 1 », « Vieban 2 - Teyssoniere », « La Fabrie ».	12/05/2022	16/05/2022	Fin			
20221855	Mairie de Vaulx-en-Velin	copie, par courrier électronique, en sa qualité de conseillère municipale, des documents suivants : 1) les comptes détaillés du compte 6532 - compte administratif 2020 et 2021 ; 2) la liste des formations suivies par les élus pour les années 2020 et 2021.	12/05/2022	30/06/2022	Oui			
20221864	Mairie de Collobrières	communication, pour son client gérant du Groupement foncier rural (GFR) de Saint-Guillaume, d'une copie de la liste des voies et des chemins ruraux appartenant à la commune.	12/05/2022	28/06/2022				
20221876	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client depuis son arrivée au centre pénitentiaire de Valence.		10/05/2022	Oui			
20221880	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication d'une copie de la quittance du paiement, depuis 1989, des taxes foncières de copropriété de biens appartenant au demandeur, dans la commune de Balogna (Corse du Sud).		12/05/2022				
20221881	Centre hospitalier intercommunal nord Ardennes	communication, par courrier électronique ou, à défaut, par courrier postal des documents suivants : 1) l'enregistrement sonore de sa conversation téléphonique avec le centre 15 rattaché à l'établissement, en date du vendredi 4 février 2022 entre 19 h et 20 h, ainsi que sa transcription écrite si elle existe ; 2) les documents établis durant cet appel ou à sa suite immédiate, notamment les éléments administratifs ou médicaux saisis dans toute application informatique utilisée par le centre 15.	12/05/2022	20/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20221884	Mairie d'Aire-sur-la-Lys	communication d'une copie intégrale de l'acte de naissance de son grand-père, né en 1942 dans la commune sachant que la mairie exige préalablement le paiement de la somme de cinq euros pour la délivrance de cet acte.	12/05/2022	15/06/2022				
20221886	Mairie de Terre-de-Bas	communication de la copie de la transcription de décès de sa grand mère, Madame X, décédée le X à X.	12/05/2022	14/06/2022				
20221936	Ligue Bretagne de football	communication du procès verbal de radiation du club de football « X » - X.	12/05/2022	25/04/2022	Fin			
20221938	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires	consultation de la charte coup de pouce - pour la fiche BAR TH 164 (rénovation globale Prime CEE) signée par les X, SAS au capital de 3 231 180 €, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 529 006 074, dont le siège social est situé 22 rue de Palestro à Paris (75002).	12/05/2022	28/06/2022	Oui			
20221941	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires	communication du schéma du financement des politiques publiques de la biodiversité en France élaboré par le secrétariat d'État à la biodiversité.	12/05/2022	16/05/2022				
20221946	Agence régionale de santé d'Ile-de-France (ARS - Direction générale)	communication des éléments suivants relatifs à la déclaration d'évènement indésirable grave lié aux soins (EIGS) du X du centre hospitalier intercommunal (CHI) de Poissy-Saint-Germain-en-Laye concernant sa cliente admise à la demande d'un tiers au centre clinique de psychothérapie du CHI : 1) les éventuelles mesures conservatoires mises en œuvre en suite de l'évènement (1er volet de déclaration) ; 2) l'analyse interne approfondie des causes de l'évènement selon la méthodologie validée par la Haute autorité de santé (HAS) devant être réalisée dans un délai de 3 mois à compter de l'évènement ; 3) le plan d'actions présenté à l'agence régionale de santé visant à éviter la réitération de l'évènement (2ème volet de déclaration).	12/05/2022	13/06/2022	Oui			
20221951	Mairie de Paris	communication, si possible, sur support numérique, ou à défaut, par voie postale, de l'intégralité des documents médicaux concernant sa cliente, en la possession de la Mairie de Paris, depuis sa nomination au stage le 19 juillet 2001, en application des dispositions de l'article L1111-7 du code de santé publique.		11/05/2022	Non			
20221952	Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)	communication des éléments suivants relatifs aux résultats de l'analyse complémentaire, réalisée par la DGCCRF, relative aux produits mis en cause par l'étude « Toxic Compounds in Herbicides without Glyphosate » des professeurs X et de X : 1) l'échantillon sélectionné ; 2) la méthodologie utilisée pour l'analyse ; 3) les résultats détaillés de l'analyse ; 4) les conclusions des agences impliquées.	12/05/2022	16/05/2022	Oui			
20221954	Conseil régional d'Auvergne Rhône-Alpes	communication, en sa qualité de conseillère régionale, des documents suivants : 1) le budget annuel (prévisionnel et réalisé) depuis 2016 alloué à l'achat, l'installation et l'entretien des « panneaux bleus » indiquant un soutien régional sur le territoire de la région, ainsi que leur nombre ; 2) le budget annuel (prévisionnel et réalisé) depuis 2016 alloué à l'achat d'encarts et de publipostages dans la presse ; 3) le budget annuel (prévisionnel et réalisé) depuis 2016 alloué au « sponsoring » sur les réseaux sociaux et à l'achat d'espace de publications sur un internet ; 4) le budget annuel (prévisionnel et réalisé) depuis 2016 alloué à l'impression et au routage de courriers en provenance du cabinet du président.		11/05/2022				
20221958	Centre hospitalier de Voiron	communication, sur le fondement des trois motifs prévus à l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité des documents contenus dans le dossier médical de son père, Monsieur X, décédé le X au sein de l'établissement.		23/05/2022				
20221964	Mairie de Dammarie-les-Lys	communication, sous format numérique par courriel ou, à défaut, par voie postale, du permis de construire ou d'aménager ou d'installer et des pièces y afférentes relatives à l'établissement recevant du public (ERP) « X » sis au X.		10/05/2022	Oui			
20221972	Ministère des armées	copie, dont il s'engage à régler les frais, de l'intégralité de son dossier médical détenu par le centre médical des armées y compris les dématérialisations des éléments du dossier, notamment les comptes rendus de visites.		17/05/2022	Oui			
20221974	Agence régionale de santé de Bretagne - délégation départementale du Morbihan (ARS 56)	communication, de préférence sous forme numérique, des documents suivants, relatifs à la surveillance et à l'évaluation de la qualité des eaux de baignade de la plage du Bas Pouldu à Guidel, de la plage de Toulhars à Larmor-Plage, de la plage de la Côte Rouge à Riantec, de la Grande Plage à Carnac, de la plage de Montsarrac à Séné, des plages du Bassin de Conleau et de Conleau à Vannes, de la plage de Rouvran à Le-Tour-du-Parc, de la plage de Penvins à Sarzeau, de la Grande Plage et des plages de Landrezac et de Kervoyal à Damgan, des plages Les Barges et Les Granges à Billiers, des plages de	12/05/2022	16/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		Bétahon, de Cremenach et de Treherve à Ambon et de la plage Le Halue à Pénestin, pour les années 2018, 2019, 2020 et 2021 : 1) le calendrier prévisionnel de la surveillance établi par l'ARS avant les saisons de baignades ; 2) l'intégralité des résultats de mesures de qualité des eaux de baignade : a) incluant les analyses de prélèvements réalisés au titre de la surveillance réglementaire et les autres résultats issus notamment des prélèvements réalisés dans le cadre de la « gestion active » à titre de contrôle ou de « recontrôle » ; b) précisant les analyses retenues dans l'échantillon analysé pour l'évaluation de la qualité des eaux de baignade et le classement des baignades ; c) précisant pour les analyses écartées de l'échantillon, le motif de cette élimination (pollution à court terme, autre motif).						
20221992	Mairie de Bobigny	communication d'une copie des statuts du syndicat CFDT - Syndicat général des transports nord-est francilien, dont le siège social est situé à Bobigny.	12/05/2022	28/06/2022				
20222002	Caisse primaire d'assurance maladie du Finistère (CPAM 29)	communication de son dossier médical complet.		11/05/2022	Oui			
20222012	Mairie de Négrondes	copie intégrale de la délibération du conseil municipal numéro 30/2018 du 2 octobre 2018, transmise au contrôle de légalité, à savoir le préfet de la Dordogne le 3 octobre 2018.		10/05/2022	Oui			
20222013	Ministère des solidarités, de l'autonomie et des personnes handicapées	communication d'une copie du certificat médical établi en 2009 par le docteur Monsieur X, généraliste à Vouneuil-sur-Vienne (86), relatif à la prescription du X ainsi qu'à la durée de traitement.		13/05/2022	Fin			
20222015	Préfecture de la Gironde	communication des documents suivants, visés à l'arrêté du 2 novembre 2021 portant application du régime forestier pour certains bois situés sur le territoire de la commune de Lège-Cap-Ferret : 1) le rapport technique et le procès-verbal de reconnaissance préalable établis par l'Office national des forêts en date du 6 septembre 2021 ; 2) l'avis du directeur d'agence de l'Office national des forêts à Bruges en date du 10 février 2021 ; 3) l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer en date du 11 octobre 2021 ; 4) l'avis du directeur départemental des territoires et de la mer en date du 12 octobre 2021.	12/05/2022	17/05/2022				
20222020	Université de La Réunion	communication des documents relatifs au recrutement sur le poste PR 4317 (14e section du CNU) : 1) la liste d'émargement des membres du comité de sélection (COS) ayant examiné les dossiers de candidature le 21 avril 2021 ; 2) la liste d'émargement des membres du comité de sélection (COS) ayant auditionné les candidats le 4 mai 2021.	12/05/2022	15/06/2022				
20222021	Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL)	copie intégrale du dossier relatif à sa demande de retraite pour invalidité.		11/05/2022	Oui			
20222022	Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS)	communication d'une copie de l'intégralité de documents contenus dans son dossier administratif.		13/05/2022	Oui			
20222023	Ministère de la Justice	communication, par courrier électronique, de la copie numérique des documents suivants, concernant son client incarcéré au centre pénitentiaire de Moulins-Yzeure : 1) la liste de ses biens figurant à son vestiaire ; 2) le rapport de la fouille pratiquée dans sa cellule le 18 janvier 2022.		17/05/2022	Fin			
20222029	Caisse d'allocations familiales de la Guadeloupe et de Saint-Martin (CAF 971)	communication de la copie intégrale de son dossier.		10/05/2022				
20222030	Assistance publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM)	copie du dossier médical de son enfant à la suite de son hospitalisation au sein du service néonatalogie de la conception du 16 juillet 2021 au 10 décembre 2021.		11/05/2022	Oui			
20222045	Association syndicale autorisée (ASA) de La Triquette	communication d'une copie de l'intégralité des documents contenus dans le dossier administratif de son client.		09/05/2022	Oui			
20222046	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	copie des entiers dossiers, de décembre 2019 et juin 2021, de demandes de visas de long séjour, au titre de la réunification familiale, déposées au bénéfice de Madame X et de ses enfants X, auprès du consulat de France à Addis Abeba (Ethiopie), auxquelles ont été opposées des décisions de refus.		09/05/2022				
20222047	Mairie de Bagnères-de-Luchon	communication des documents suivants : 1) la délibération du conseil municipal du 29 octobre 2021 portant autorisation de signer une convention de subvention avec l'association X ; 2) ladite convention signée.	12/05/2022	07/06/2022	Oui			
20222055	Mairie des Pavillons-sous-Bois	copie, par courrier postal à l'adresse de sa cliente, des documents suivants la concernant : 1) l'intégralité de son dossier médical, sur le fondement de l'article 18 de la loi n° 83-634 du 13 juillet		09/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ; 2) la partie relative aux congés de maladie et à l'accident de service qui se trouve dans son dossier administratif individuel.						
20222060	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	copie, par courrier électronique, des dossiers de demande de visa de Madame X et ses enfants au titre de la réunification familiale.		10/05/2022				
20222065	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de l'ensemble des documents transmis par la direction générale de la gendarmerie nationale relatifs à l'instruction de la pension B 21 362077 M (arrêté du 08 11 2021) tels que prévus par le code des pensions civiles et militaires et notamment l'arrêté de radiation des cadres transmis ainsi que le relevé des services.	12/05/2022	14/06/2022				
20222066	Préfecture des Landes	communication, afin de réaliser une étude statistique et démographique du corps électoral, des listes électorales des communes du département.	12/05/2022	14/06/2022				
20222076	Conseil départemental de la Haute-Savoie (CD 74)	communication, au format papier, de la conclusion de l'entretien du X, relatif au renouvellement de son agrément.	12/05/2022	13/06/2022	Oui			
20222080	Agence régionale de santé - Délégation départementale - Côtes d'Armor (ARS 22)	communication des documents suivants relatifs à la surveillance réglementaire des eaux de baignade des communes de Binic-Étables sur mer (Banche, Le Moulin, Piscine du Quai) et Saint-Brieuc (Le Valais), pour les saisons de baignade 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 : 1) les résultats de toutes les analyses qui ont été prises en compte pour le classement réglementaire des eaux de baignade, qu'elles aient été réalisées au titre de la surveillance réglementaire ou non, et qu'elles aient ou non été retenues dans l'échantillon utilisé pour ce classement ; 2) les calendriers d'analyses établis avant les saisons de baignade.	12/05/2022	16/05/2022	Oui			
20222092	Mairie de Saint-Pierre-du-Champ (43)	copie, par courrier électronique, des documents suivants : 1) les états spéciaux annexés des sections de la commune au budget de la commune de Saint-Pierre Duchamp pour les années 2014 à 2021 ; 2) les justificatifs des recettes et dépenses de chacune desdites sections ; 3) les titres de paiement émis par le maire pour acquitter le paiement des taxes foncières de chacune des sections ; 4) les contrats de mise à disposition des terres agricoles ou pastorales aux exploitants agricoles.	12/05/2022	28/06/2022				
20222099	Mairie de Saint-Geniès-de-Malgoirès	communication, par voie électronique, des documents suivants relatifs : 1) au plan d'occupation des sols (POS) : a) la délibération arrêtant le projet de POS initial ; b) les délibérations approuvées dans les 8 révisions du zonage du POS de 1982 à 2015 ; c) le plan de zonage sur le secteur des parcelles cadastrées section C n° X, sur les périodes de 1990 à 2015 ; d) le rapport de présentation du POS ; e) le règlement du POS ; f) les avis des personnes publiques associées intervenus dans le POS ; g) les rapports de l'expert géomètre des modifications de zone du POS, de 1982 à 2015 ; h) l'annexe (ou intégration) de référence de la zone inondable de 1982 à 2008 et les autres annexes de servitudes d'utilité publiques applicables au POS de 1982 à 2015 ; 2) au plan local d'urbanisme (PLU) : a) la délibération du 27 janvier 2015 relative à la prescription de la révision du POS en vue de sa transformation en PLU ; b) la délibération du 04 juillet 2016 relative à la présentation et au débat du plan d'aménagement et de développement durable (PADD) ; c) les délibérations n° 08-11-2018 et n° U-0161162018 du 29 novembre 2018 relatives au débat d'orientation du PADD ; d) le plan de zonage sur le secteur des parcelles cadastrées section C n° X ; e) le rapport de présentation du projet de PLU ; f) le PADD de 2018 ; g) les éventuelles orientations d'aménagement relatives à la zone aménagement concerté (ZAC) ; h) les éventuels avis des personnes publiques associées annexés au dossier d'enquête publique du projet de PLU ; i) le rapport de l'expert géomètre.		17/05/2022				
20222105	Ministère de la Justice	communication, par courrier électronique, d'une copie du dossier médical de son client, notamment la partie de ce dossier relative aux soins dentaires reçus par l'intéressé depuis son arrivée au Centre pénitentiaire de Meaux.		09/05/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20222110	Mairie d'Arques (11)	communication d'une copie des documents suivants : 1) les derniers budgets définitifs ; 2) la liste des délibérations correspondantes aux comptes rendus du conseil municipal en date du 13 janvier, 24 mars, 14 avril, 25 mai, 28 juin et 19 octobre 2021 ; 3) tous les comptes rendus municipaux depuis le 19 octobre 2021, accompagnés des délibérations correspondantes.		16/06/2022	Fin			
20222113	Mairie de La Ville-du-Bois	communication des documents concernant l'association X de 2014 à 2021 : 1) le budget ; 2) les comptes ; 3) la convention de cette association.		09/05/2022				
20222117	Mairie de Chirongui	copie du permis de construire n° X du 28 décembre 2020.		10/05/2022				
20222119	Mairie de Metz	communication de ses arrêtés d'attribution d'indemnité spécifique de service (ISS) fixée par délibération du 29 avril 2004, pour la période du 1er Janvier 2014 au 31 décembre 2016.		09/05/2022	Fin			
20222120	Rectorat de l'académie de Paris (AC 75)	communication de la décision en date du 29 juin 2021 portant affectation X au lycée Voltaire situé dans le 11ème arrondissement de Paris en classe de seconde générale.	12/05/2022	15/06/2022				
20222125	Mairie de Livernon	communication d'une copie des documents suivants : 1) la délibération qui a institué les différents types de concession funéraire (trentenaire, cinquantenaire...) dans le cimetière de la commune ; 2) la délibération relative à la délégation du maire depuis la nouvelle mandature ; 3) le prix actuel des concessions.		09/05/2022				
20222126	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, par courrier électronique, d'une copie du courrier ou de tout document en tenant lieu, relatif au refus d'autorisation ministérielle de cession de la villa Ugaina, à la suite de l'offre d'acquisition présentée par la ville de Saint-Jean-de-Luz.	23/06/2022	06/07/2022	Non			
20222132	Préfecture du Gard	communication du plan des servitudes d'utilités publiques (SUP) de la commune de Lézan.	12/05/2022	15/06/2022	Oui			
20222133	Syndicat des eaux de la Charente-Maritime EAU 17	copie de la délibération du bureau du syndicat décidant la désaffectation de la prise d'eau dite fontaine de l'Essert à Chardes, de son réservoir, de la canalisation alimentant la commune de Montendre en eau.potable		09/05/2022	Fin			
20222135	Ministère de la Justice	copie de la totalité des relevés de compte nominatif de son client, incarcéré à la maison centrale de Moulins, depuis son arrivée dans l'établissement.		09/05/2022	Fin			
20222137	Mairie de Tréveneuc	copie des documents suivants : 1) la demande d'occupation du sous-sol communal (plans ,caractéristiques, position etc) entre la rue des vignes et la limite de la parcelle A 1772 déposée par Orange (ex France Télécom) ; 2) les permissions de voirie accordées à EDF -AEP EU et Orange (ex France Télécoms pour la desserte de sa maison.		09/05/2022	Non			
20222140	Rectorat de l'académie de La Réunion (AC 974)	communication, à la suite du rapport d'inspection daté du 09 décembre 2021, relatif au contrôle de l'instruction dans la famille, de l'enfant X, d'une copie du document manquant intitulé « rapport circonstancié et factuel joint ».	02/06/2022	07/06/2022	Oui			
20222145	Mairie d'Alfortville	communication d'une copie des factures relatives aux formations dispensées par la société X au bénéfice des élus entre 2017 et 2021.		23/05/2022	Oui			
20222154	Caisse d'allocations familiales des Yvelines (CAF 78)	copie, par voie postale, des documents suivants : 1) l'intégralité de son dossier notamment : a) le justificatif d'interruption du versement RSA en 2019 ; b) l'attestation des aides perçues ; c) le justificatif de prise en compte du versement RSA après le 3 décembre 2019 ; 2) le dossier de suivi, la concernant, de Madame X.		11/05/2022	Oui			
20222163	Caisse d'allocations familiales du Nord (CAF 59) - Roubaix	consultation et copie des documents contenus dans son dossier administratif et consultation des pièces numérisées.		17/05/2022	Oui			
20222164	Préfecture du Nord	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier administratif à la préfecture.		23/05/2022	Oui			
20222167	Etablissement public territorial Plaine Commune	copie, de préférence par courrier électronique, des notes attribuées à l'offre, ainsi que le nom de l'attributaire et les notes obtenues par ce dernier, concernant la marché public d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation et l'exécution du marché d'assurances.		05/05/2022	Oui			
20222168	Centre hospitalier Charles Perrens de Bordeaux	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical constitué lors de son hospitalisation au sein de l'établissement en 2006, dans l'unité Charcot,.		17/05/2022	Oui			
20222174	Rectorat de l'académie de Paris (AC 75)	communication d'une copie de la décision en date du 29 juin 2021 portant refus d'affectation de son fils	12/05/2022	20/06/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		X en classe à double cursus dans un des lycées parisiens de son choix						
20222186	Montélimar Agglomération	communication de la délibération du conseil communautaire créant une prime de fin d'année et définissant ses modalités de versement.		10/05/2022	Non			
20222189	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, du dossier concernant son feu père, conservé aux Archives nationales sous la cote : Sous-direction des naturalisations X Dossier X : demande de naturalisation de X, né le X à X. 1978-2007	12/05/2022	14/06/2022	Oui			
20222191	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222196	Centre hospitalier Saint-Charles de Toul	communication, par courrier électronique, de la copie numérique du dossier médical de son client, notamment la partie relative aux soins ophtalmologiques depuis son arrivée au centre de détention de Toul.	12/05/2022	22/06/2022	Oui			
20222205	Mairie du Luc-en-Provence	communication du dossier technique/scientifique complet au vu duquel a été établie la carte d'aléas provisoire de Juillet 2017.	12/05/2022	16/05/2022	Oui			
20222208	Mairie de Morsang-sur-Orge	communication, à son client ou au médecin traitant de celui-ci, des rapports du docteur X et du docteur X, médecins agréés.	12/05/2022	13/06/2022	Oui			
20222215	Centre hospitalier de Montfavet (Avignon)	communication, de manière dématérialisée, par courriel, du registre de contention et d'isolement de l'établissement, pour les périodes suivantes, en application de l'article L3222-5-1 du code de la santé publique, sans occultation des identifiants anonymisés des patients : 1) le 29 mai au 31 décembre 2018 ; 2) le 1er janvier au 31 décembre 2019.	02/06/2022	07/07/2022	Non			
20222216	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222228	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SAS X depuis le 02 décembre 2021, d'une copie de la liste des comptes bancaires ouverts au nom de cette société.	02/06/2022	07/06/2022				
20222229	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	communication, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, du dossier d'habilitation familiale qui lui a été accordée pour la tutelle de sa mère, conservé au greffe du tribunal judiciaire de Lyon sous la cote : - Dossier de tutelle dX, décédée le 24 août 2020.	12/05/2022	14/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20222245	Mairie de Pineuilh	communication d'une copie du dernier bilan social ou rapport social unique (RSU) concernant : 1) la commune ; 2) son centre communal d'action sociale (CCAS).	02/06/2022	07/06/2022				
20222247	Mairie de Saint-Martin-de-Londres	communication, par voie électronique, dans le cadre de la loi de 2005 concernant les personnes en situation de handicap ou à mobilité réduite, d'une copie du plan d'aménagement de la voirie et des espaces publics (PAVE).	23/06/2022	28/06/2022				
20222249	Mairie de Maffliers	communication, par courrier électronique, en sa qualité de conseiller municipal, de la copie numérique, par export au format xlsx ou csv depuis le logiciel de gestion utilisé par la municipalité, de la liste électorale.	12/05/2022	15/06/2022				
20222261	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222264	Centre hospitalier de Laval	communication, par voie postale, de préférence à son adresse dans Paris 15ème, de la copie de son dossier médical psychiatrique.		15/06/2022	Oui			
20222272	Mairie de Montreuil	copie, par envoi postal, du dossier médical de son fils mineur, âgé de 14 ans, pour lequel il détient l'autorité parentale.		15/06/2022				
20222275	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SAS X depuis le 27 septembre 2021, d'une copie de la liste de tous les comptes bancaires répertoriés au sein du fichier des comptes bancaires et assimilés (FICOBA) concernant cette société.	02/06/2022	07/06/2022				
20222277	Centre Hospitalier d'Arcachon	communication de tous les documents justifiant la prise en charge du supplément « chambre particulière » pour un montant de 650 244 entre le 1er janvier 2016 et le 31 décembre 2021.	02/06/2022	29/06/2022	Oui			
20222278	Mairie de Saint-Etienne	communication du compte rendu de l'enquête psychologique diligentée par la ville en 2017 au sein de l'unité Sainté minute de l'atelier mécanique.	02/06/2022	29/06/2022				
20222279	Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS)	communication de tous les documents justifiant la prise en charge du supplément « chambre particulière » pour un montant de 230 610 euros entre le 1er mars 2016 et le 31 décembre 2021.	02/06/2022	01/07/2022	Fin			
20222281	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222282	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ;	12/05/2022	17/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222283	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222284	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222285	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222286	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ;	12/05/2022	17/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222287	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222288	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222289	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222290	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ;	12/05/2022	17/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222291	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222292	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222293	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222294	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ;	12/05/2022	17/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222295	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222296	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222297	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222298	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20222299	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222300	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222301	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222302	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222303	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) :	12/05/2022	17/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222304	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222305	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222306	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222307	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ;	12/05/2022	17/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222308	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222309	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222310	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222311	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ;	12/05/2022	17/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222312	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222313	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222314	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222315	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ;	12/05/2022	17/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222316	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222317	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222318	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222319	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ;	12/05/2022	17/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222320	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222321	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222322	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222323	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ;	12/05/2022	17/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222324	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222325	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222326	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222327	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20222328	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222329	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222330	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222331	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	12/05/2022	17/05/2022	Oui			
20222332	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) :	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222333	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222334	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222335	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222336	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ;	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222337	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222338	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222339	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222340	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ;	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222341	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222342	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222343	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222344	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ;	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222345	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222346	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222347	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222348	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ;	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222349	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222350	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222351	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222359	EDF	communication, à la suite d'une première réponse partielle, des éléments suivants relatifs aux problèmes détectés sur les assemblages de combustible nucléaire de l'EPR de Taishan (réacteur n° 1) et à ses implications pour l'EPR de Flamanville (FA3) : 1) concernant les assemblages de combustible nucléaire de l'EPR de Flamanville : a) la confirmation ou non que le combustible neuf livré à Flamanville 3 entre octobre 2020 et l'été 2021 (et actuellement entreposé dans la piscine du bâtiment combustible) ne sera jamais chargé dans la cuve ; b) dans l'affirmative, ledit combustible est-il actuellement considéré comme relevant de la catégorie des déchets radioactifs (quelle serait alors la filière d'élimination retenue ?) ou de celle des matières nucléaires (est-il envisagé alors de le renvoyer à l'usine de retraitement de la Hague ?) ? ; 2) sur la fabrication éventuelle d'un nouveau combustible : est-t-il exact qu'EDF a commandé à	02/06/2022	08/07/2022	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		FRAMATONE un nouveau combustible incluant une modification de l'alliage M5 utilisé pour les gaines (afin de tenter de résoudre des problèmes de corrosion) et la mise en œuvre de grilles renforcées (permettant de mieux supporter les vibrations) dont certaines utilisent la technologie de FRAMATONE Allemagne ? ; II) concernant les possibles défauts de conception de la cuve de FA3 : dans le cadre des essais hydrauliques, réalisés sur maquette par FRAMATONE vers 2007-2008, lors de la phase de conception de FA3, et qui auraient conduit à la mise en place d'un déflecteur sans permettre de parvenir à des résultats complètement satisfaisants, EDF envisage-t-elle des actions (modification du déflecteur, fonctionnement à puissance réduite ou autre) permettant de réduire les vibrations que causeraient les sollicitations hydrauliques ? ; III) concernant la ligne d'expansion du pressuriseur (LEP) de FA3 : 1) EDF considère-t-elle qu'il y a un rapport entre les problèmes survenus sur le réacteur n° 1 de Taishan et la problématique de vibrations élevées de la LEP observée sur différents réacteurs EPR mentionnée par l'IRSN dans son avis n°2021-00049 du 31 mars 2021 et dont l'origine restait alors à identifier ? ; 2) l'indication des constats, des réacteurs concernés (notamment Flamanville 3) et de l'état d'avancement des études sur les causes et les solutions à apporter.						
20222361	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication, par voie électronique, d'une copie du résumé de l'audition de Monsieur X menée le 07 juin 2021 à 14h30 au consulat général de France à Alger, en prévision de son union avec une ressortissante française.		03/06/2022				
20222362	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L.213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une succession en cours, du dossier de tutelle de sa mère, Madame X, décédée le X, conservé au greffe du tribunal judiciaire de Paris sous la cote : - Dossier de tutelle d'X, décédée le X (n° X).	23/06/2022	27/06/2022	Non			
20222376	Mairie de Pernes-les-Fontaines	copie des comptes rendus d'intervention de la police municipale, entre les mois de novembre 2021 et février 2022, en raison d'aboiements intempestifs et répétitifs des chiens d'un élevage canin appartenant à leurs voisins, Monsieur et Madame X, lesquels exploite l'enseigne X.	02/06/2022	06/07/2022	Fin			
20222390	Conseil départemental des Alpes-Maritimes	communication de la copie intégrale de la délibération du 9 mars 2022 de l'équipe pluridisciplinaire convoquée dans le cadre de l'examen de la suspension du versement de son allocation de revenu de solidarité active.	02/06/2022	05/07/2022				
20222400	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222401	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20222402	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222403	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222404	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222405	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222406	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) :	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222407	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222408	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222409	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222410	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ;	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222411	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222412	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222413	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222414	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ;	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222415	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222416	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222417	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222418	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ;	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222419	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222420	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222421	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222424	Ministère de la Justice	communication, par courrier électronique, de la copie numérique de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client depuis son arrivée au centre pénitentiaire d'Orléans.		23/05/2022	Oui			
20222425	Mairie d'Achères	communication de la (ou des) délibérations du conseil municipal applicable aux agents à compter du 1er janvier 2019 et jusqu'à ce jour, régissant le régime indemnitaire des agents, et fixant notamment les conditions réglementaires de versement de la prime annuelle versée sous l'intitulé « prime annuelle tit ».		30/05/2022	Oui			
20222427	Assistance publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM)	communication d'une copie de son entier dossier médical, notamment le compte rendu relatif à son opération chirurgicale du 25 mars 2022 à l'hôpital Nord de Marseille.		25/05/2022	Oui			
20222435	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222436	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222437	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222438	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222439	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222440	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222441	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222442	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222443	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222444	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222445	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222446	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222447	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222448	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222449	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222450	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222451	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222452	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222453	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222454	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222455	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222456	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222457	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222458	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222459	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222460	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222461	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222462	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222463	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222464	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222465	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222466	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222467	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222468	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222469	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222470	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222471	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222472	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222473	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222474	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222475	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222476	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222477	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222478	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222479	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222480	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222481	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222482	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222483	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222484	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222485	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222486	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222487	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222488	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édicition.						
20222495	Groupeement Hospitalier de Territoire Touraine-Val de Loire	communication des bilans d'activité informatique du groupeement hospitalier de territoire Touraine-Val de Loire pour les années 2018, 2019 et 2020.	02/06/2022	07/06/2022	Oui			
20222496	Maternité des Lilas	communication, à la suite d'une première transmission incomplète, de l'intégralité de son dossier médical relatif à sa grossesse et à son accouchement le X, notamment les documents manquants suivants : 1) les comptes rendus de consultation durant sa grossesse (observations des obstétriciens et/ou des sages-femmes) ; 2) les résultats d'examens radiologiques, échographiques et/ou tomodensitométriques (imageries CD-ROM ou DVD-ROM) ; 3) le dossier d'accouchement à compter de son admission le X ; 4) les tracés du rythme cardiaque fœtal (RCF), lisibles ; 5) les résultats des prélèvements biologiques et bactériologiques ; 6) les observations médicales des obstétriciens et les feuilles de surveillance des sages-femmes depuis son admission ; 7) les feuilles d'anesthésie (anesthésie générale) avant la césarienne ; 8) le compte rendu opératoire de la césarienne.		13/06/2022				
20222497	Maternité des Lilas	communication de l'intégralité de son dossier médical relatif à sa naissance par césarienne, le X, notamment : 1) le dossier de suivi avant et après sa naissance (examens obligatoires à la naissance) ; 2) le dossier de suivi pédiatrique à sa sortie de la maternité et après, notamment les examens neurologiques (scanner, IRM (CD-ROM/DVDROM)).		13/06/2022				
20222503	Préfecture de la Seine-Maritime	communication, dans le cadre d'une demande de naturalisation effectuée en 2018 par sa cliente, de la copie de la décision d'ajournement intervenue en 2019.		23/05/2022	Fin			
20222506	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L.213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une le cadre d'une recherche scientifique intitulée « De la « dérogation » coloniale à « l'adaptation » postcoloniale : retour sur la peine et son exécution dans les collectivités du Pacifique français (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française) » (période 1930-1989), du dossier conservé aux Archives Nationales site de Pierrefitte sous la cote : - 19980006/140 (Sous direction des affaires politiques (direction des affaires politiques, administratives et financières de l'outre-mer) DOM-TOM ; Direction des affaires politiques, administratives et financières ; Sous-direction des affaires politiques (1950-1996) - Dossiers géographiques - Nouvelle-Calédonie - Affaires judiciaires - Sans titre - Problèmes liés aux conditions de détention à la prison de Nouméa 1981-1989.	23/06/2022	27/06/2022				
20222512	Mutualité sociale agricole de Lorraine (MSA 54)	copie, au format papier, de l'entier dossier la concernant, détenu par la mutualité sociale agricole de Lorraine.		07/06/2022	Fin			
20222519	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie (DREAL 34)	communication de la copie de la demande de dérogation espèce protégée, émise par la DREAL au titre des articles L-411 1 et 2 du code de l'environnement, afin de régulariser l'exploitation du parc éolien du groupe X sur la commune de Lunas (lieu-dit Bernagues), à la suite des mortalités avérées d'espèces protégées causées par ce parc.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222531	Agence régionale de santé d'Ile-de-France (ARS 78)	communication du rapport et du compte rendu ou tout autre document établis à la suite de la visite de contrôle en avril 2021 réalisé au laboratoire du docteur X mitoyen à leur maison.	02/06/2022	01/07/2022	Oui			
20222533	Communauté d'agglomération Vitry Communauté	communication des données relatives à la qualité de l'air issues des capteurs installés pour le compte de Vitry Communauté.	02/06/2022	15/06/2022	Par			
20222534	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur judiciaire de la X, de l'ensemble des comptes bancaires contenus dans le fichier FICOBA, ouverts au nom de cette société mais également de tous ces associés.	23/06/2022	29/06/2022				
20222537	Centre hospitalier régional Metz-Thionville	communication d'une copie de la lettre de liaison envoyée en novembre 2019 par le service de neurologie du centre hospitalier régional universitaire de Nancy au Docteur X, cardiologue au centre hospitalier régional de Metz Mercy.		25/05/2022	Oui			
20222538	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, afin de connaître les causes de la mort, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de sa fille, Madame X, détenu par l'hôpital Henri Mondor.		13/06/2022				
20222541	Rectorat de l'académie de Bordeaux (AC 33)	communication d'une copie de son dossier personnel.		23/05/2022	Oui			
20222546	Ministère de la Justice	communication, par voie électronique, d'une copie de la liste du paquetage de son client à son arrivée à		25/05/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		la Maison d'arrêt de Villeneuve-les-Maguelone, ainsi que la copie du devis qui lui a été présenté mais non remis pour le coût du transfert de son packaging entre le Centre pénitentiaire d'Aix-Luyne et Villeneuve-les-Maguelone.						
20222549	Hôpital Nord Franche-Comté	communication des documents médicaux et paramédicaux concernant les dernières 72 heures de vie de sa maman décédée le lendemain de sa prise en charge par un transporteur ambulancier.		17/06/2022	Oui			
20222566	Direction départementale des territoires de la Haute-Garonne (DDT 31)	communication des éléments suivants relatifs à la X, installation classée pour la protection de l'environnement (IPCE), exploitée par la société X, sise X à X, à proximité immédiate de l'habitation de ses clients : 1) la copie du rapport d'inspection inopiné effectué au titre de la police des ICPE ; 2) l'indication des mesures curatives mises en place pour l'installation concernée.	02/06/2022	03/06/2022				
20222586	Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt Centre-Val de Loire (DRAAF 45)	copie du règlement intérieur de la chambre, et, ou, tout autre document relatif à son fonctionnement et aux pouvoirs dont elle dispose pour faire pleinement appliquer la charte d'engagement départementale des utilisateurs de produits phytopharmaceutiques du Loiret.	02/06/2022	15/06/2022				
20222587	Syndicat Mixte des Rus du Val de Seine (SMRVS)	communication des statuts, du règlement intérieur et, le cas échéant, de la composition du conseil d'administration du syndicat.	02/06/2022	01/07/2022				
20222589	Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques (CD 64)	communication, sous format papier ou numérique, du tableau des indemnités des élus du conseil départemental prévu par l'article 3123-19-2-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT).	02/06/2022	05/07/2022	Oui			
20222591	Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques (CD 64)	communication de la copie des tableaux de synthèse relatifs aux demandes de subvention des exercices 2020, 2021 et 2022.		25/05/2022	Oui			
20222603	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de X, des informations contenues dans le FICOBA notamment la liste des comptes bancaires ouverts ou clôturés au nom de cette société.	02/06/2022	22/06/2022				
20222611	Tribunal d'instance d'Asnières-sur-Seine	communication de l'entier dossier de refus de délivrance de certificat de nationalité française du 10 février 2016 concernant sa cliente née le 13 mai 1985 à Gagnoa en Côte d'Ivoire.		20/06/2022	Oui			
20222615	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la société X par ordonnance du tribunal de commerce de Nanterre du 12 janvier 2022, rectifiant une première ordonnance du 14 décembre 2021, des informations contenues dans le fichier national des comptes bancaires et assimilés (FICOBA), notamment la liste des comptes bancaires ouverts ou clôturés au nom de cette société.	02/06/2022	13/06/2022				
20222617	Mairie de Saint-Pierre-Quiberon	copie, par voie dématérialisée, des études et analyses ayant justifié l'identification en zone humide de la parcelle X appartenant à sa cliente, au sein du plan local d'urbanisme de la commune.	23/06/2022	29/06/2022				
20222627	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (DREAL 13)	communication, à la suite de l'incendie de l'entrepôt exploité de façon illégale sur les parcelles X appartenant à sa cliente, des éléments suivants : 1) les mesures prises à l'encontre de l'exploitant de cette installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) avant et après l'incendie qui s'est déclaré et les documents en justifiant ; 2) le rapport d'inspection du site réalisé en septembre 2021 ; 3) l'arrêté de mise en demeure qui s'en serait suivi, mise en demeure réitérée le 14 décembre 2021.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222636	Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Var (CGFPT 83)	communication, à la suite d'une première transmission incomplète, des éléments suivants : 1) les documents (délibérations et arrêtés notamment) relatifs aux critères de promotion interne et d'avancement de grade ; 2) les délibérations relatives au régime indemnitaire ; 3) le montant de l'enveloppe globale du complément indemnitaire annuel (CIA) attribuée à chaque pôle du centre de gestion.	02/06/2022	05/07/2022	Oui			
20222642	Mairie de Cadenet	communication par courriel, ou, à défaut, sur CD-ROM et par voie postale, des documents suivants relatifs la procédure d'élaboration d'un document d'urbanisme sur le territoire communal ayant abouti à la délibération du 30 septembre 2019 approuvant un plan local d'urbanisme (PLU) : 1) concernant la délibération de prescription de la procédure : a) la copie de la délibération retournée tamponnée du contrôle de légalité ; b) le compte rendu ; c) le procès-verbal ; d) l'ordre du jour ; e) la preuve de convocation des membres du conseil municipal ; f) l'attestation d'affichage du compte rendu ; g) l'attestation d'affichage de la délibération ; h) la copie de l'insertion dans le journal d'annonce légale à diffusion départementale ; i) l'extrait du recueil des actes administratifs la commune contenant la délibération ; j) le cas échéant, pouvoir donné par un ou plusieurs conseillers à un ou plusieurs autres conseillers pour	02/06/2022	14/06/2022	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		<p>la séance ;</p> <p>2) concernant le débat sur le plan d'aménagement et de développement durable (PADD) :</p> <p>a) la copie de la délibération retournée tamponnée du contrôle de légalité ;</p> <p>b) le compte rendu ;</p> <p>c) le procès-verbal ;</p> <p>d) l'ordre du jour ;</p> <p>e) la preuve de convocation des membres du conseil municipal ;</p> <p>f) l'attestation d'affichage du compte rendu ;</p> <p>g) l'attestation d'affichage de la délibération ;</p> <p>h) l'extrait du recueil des actes administratifs la commune contenant la délibération ;</p> <p>i) le cas échéant, pouvoir donné par un ou plusieurs conseillers à un ou plusieurs autres conseillers pour la séance ;</p> <p>j) la copie des documents préparatoires adressés aux conseillers municipaux dans la perspective du débat ;</p> <p>3) concernant l'association du public : la preuve du respect de mise en œuvre de chacune des modalités d'association du public fixées dans la délibération de prescription du PLU ;</p> <p>4) concernant l'association des personnes publiques associées (PPA) pendant la phase d'élaboration:</p> <p>a) la liste complète des PPA consultées sur le projet de PLU arrêté ;</p> <p>b) la preuve d'association des PPA figurant sur la liste précédente ;</p> <p>5) concernant la délibération d'arrêt du projet de PLU :</p> <p>a) la copie de la délibération retournée tamponnée du contrôle de légalité ;</p> <p>b) le compte rendu ;</p> <p>c) le procès-verbal ;</p> <p>d) l'ordre du jour ;</p> <p>e) la preuve de convocation des membres du conseil municipal ;</p> <p>f) l'attestation d'affichage du compte rendu ;</p> <p>g) l'attestation d'affichage de la délibération ;</p> <p>h) la copie de l'insertion dans le journal d'annonce légale à diffusion départementale ;</p> <p>i) l'extrait du recueil des actes administratifs la commune contenant la délibération ;</p> <p>j) le cas échéant, pouvoir donné par un ou plusieurs conseillers à un ou plusieurs autres conseillers pour la séance ;</p> <p>k) le dossier du PLU arrêté ;</p> <p>6) concernant les avis PPA sur le projet arrêté :</p> <p>a) la liste complète des PPA consultées sur le projet de PLU arrêté ;</p> <p>b) la preuve d'association des PPA figurant sur la liste précédente ;</p> <p>7) concernant l'enquête publique :</p> <p>a) l'arrêté de mise en enquête publique ;</p> <p>b) la copie de l'intégralité des publications réalisées dans les journaux d'annonces légales ;</p> <p>c) la copie des affichages et preuve des affichages des avis d'enquête publique ;</p> <p>d) le rapport du commissaire enquêteur ;</p> <p>e) les conclusions du commissaire enquêteur ;</p> <p>8) concernant la délibération d'approbation du projet du PLU :</p> <p>a) la copie de la délibération retournée tamponnée du contrôle de légalité ;</p> <p>b) la liste des modifications apportées au projet de PLU ;</p> <p>c) le compte rendu ;</p> <p>d) le procès-verbal ;</p> <p>e) l'ordre du jour ;</p> <p>f) la preuve de convocation des membres du conseil municipal ;</p> <p>g) l'attestation d'affichage du compte rendu ;</p> <p>h) l'attestation affichage de la délibération ;</p> <p>g) la copie de l'insertion dans le journal d'annonce légale à diffusion départementale ;</p> <p>h) l'extrait du recueil des actes administratifs de la commune contenant la délibération ;</p> <p>i) le cas échéant, pouvoir donné par un ou plusieurs conseillers à un ou plusieurs autres conseillers pour la séance ;</p> <p>j) le PLU approuvé ;</p> <p>9) si des actes ont été réalisés au cours de la procédure par une autre autorité que celle du maire, la copie de délégation de pouvoir ou signature afférente.</p>						
20222648	Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique	copie, de la liste suivante des associations au format dématérialisé (excel, csv, ou odt idéalement), devant contenir le numéro de SIRET, le numéro RNA ou le numéro d'inscription de la structure	02/06/2022	21/06/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		associative, son adresse postale, son code postal, sa ville, le numéro de téléphone de l'association, l'email de l'association, la date de reconnaissance d'intérêt général, ainsi que les rescrits émis correspondants au format PDF : 1) la liste des associations loi 1901 et 1908, des fédérations d'associations et des fonds de dotation de protection animale ayant obtenu la reconnaissance d'intérêt général leur permettant d'émettre des reçus fiscaux par l'émission d'un rescrit fiscal de l'administration ou par absence de réponse au-delà du délai imparti (6 mois à partir de la date de réception de la demande), ainsi que les rescrits émis ; 2) à défaut, la liste des associations loi 1901 et 1908, des fédérations d'associations et des fonds de dotation ayant obtenu la reconnaissance d'intérêt général leur permettant d'émettre des reçus fiscaux par l'émission d'un rescrit fiscal de l'administration ou par absence de réponse au-delà du délai imparti (6 mois à partir de la date de réception de la demande), ainsi que les rescrits émis.						
20222658	Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines	communication des rapports annuels émis vers le CHSCT à la suite des inspections périodiques sur les émanations nucléaires et chimiques dans les locaux de l'UFR de Versailles, dont X.	02/06/2022	15/06/2022				
20222665	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de l'arrêté ministériel du 4 février 2022 portant sa radiation des cadres au 30 juin 2022.		17/06/2022				
20222675	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222676	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222678	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222679	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222680	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222681	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222682	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222683	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20222686	Mairie de Tsingoni	communication, dans le cadre du déploiement d'un dispositif de classes itinérantes dans le département de Mayotte, d'une copie des documents suivants : 1) les délibérations du conseil municipal, prises sur le fondement de l'article L2121-30 du code général des collectivités territoriales, relatives au nombre de classes maternelles et primaires prévues pour les établissements de secteur ; 2) tout document relatif aux locaux mis à disposition pour le déploiement des classes itinérantes dans votre commune (lieu, capacité d'accueil, nombre d'élèves inscrits...) ; 3) tout document transmis au préfet et au recteur portant sur le budget consacré par la commune à la création de classes et à la mise à disposition de moyens matériels pour le fonctionnement de l'établissement.	23/06/2022	06/07/2022				
20222721	Mairie de Savigny-sur-Orge	communication, en sa qualité de conseiller municipal, des délibérations du conseil municipal n° 3/010, 4/011, 5/012, 6/013, 7/014, 11/018, 12/019 et 15/022 du 13 janvier 2022.		15/06/2022				
20222732	Mairie de Saint-Cyr-la-Roche	communication de l'enquête publique effectuée en 1992 ainsi que le plan d'alignement, à la suite de l'aliénation du chemin rural de Balleix.	02/06/2022	06/07/2022				
20222733	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	copie de son entier dossier médical.		17/06/2022	Fin			
20222736	Centre hospitalier Maurice Despinoy de Fort-de-France	communication du rapport le concernant établi sous le numéro X par le praticien X en date du 29 octobre 2021 à 18h36.		17/06/2022				
20222738	Lycée polyvalent - Lycée-ESAA-Ecole Boulle	copie, par courrier électronique, des documents suivants concernant son client, ancien agent contractuel au sein de l'établissement de 1993 à 2020 : 1) son dossier individuel ; 2) ses contrats de travail ; 3) ses fiches de paye de entre 1993 et 2020.		01/06/2022				
20222739	Mairie de Messery	communication des documents suivants concernant la décision de refus de permis de construire opposé par la commune à l'encontre de sa cliente : 1) l'avis émis par la commission départementale de la nature des paysages et des sites visé par la commune dans l'arrêté portant refus de permis de construire, ladite commune visant l'absence de dérogation de l'autorité préfectorale après avis de ladite commission ; 2) l'arrêté portant délégation de compétences au bénéfice de Monsieur X, signataire de la décision contestée ainsi que les éléments justificatifs des mesures de publicité opérées de nature à rendre opposable aux tiers ladite délégation.		01/06/2022				
20222740	Agence régionale de santé du Languedoc Roussillon (ARS 66)	copie du bilan de gaz à effet de serre du centre hospitalier de Thuir conformément à l'article L229-25 du code de l'environnement.	23/06/2022	04/07/2022	Non			
20222741	Union Wateringues Pas de Calais	communication de la liste des administrateurs élus de l'union sections Wateringues Pas-de-Calais.	02/06/2022	06/07/2022	Oui			
20222745	Caisse d'allocations familiales de l'Hérault (CAF 34)	communication des documents nominatifs établis pour chacun de ses enfants, et attestant de ses paiements mensuels auprès des services de la CAF des pensions alimentaires sur la période de janvier 2021 à décembre 2021.		17/06/2022	Oui			
20222746	Préfecture des Landes	communication des réponses reçues, préparant la décision définitive d'exiger des rapports de vérification réglementaire après travaux (RVRAT) à la suite de l'avis défavorable émis le 17 mars 2021 par la commission d'arrondissement de Dax pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) relatives aux commerces dont le demandeur est propriétaire, situés dans le supermarché « X » de Messanges et ceux installés à proximité de cet établissement.	02/06/2022	21/06/2022				
20222747	Communauté de Communes des Sept Vallées	copie de la délibération par laquelle la communauté de commune des Sept Vallées a approuvé le Plan local d'urbanisme intercommunal Canche Ternoise.		01/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20222751	Maison départementale des personnes handicapées des Deux-Sèvres (MDPH 79)	consultation des éléments d'évaluation des décisions le concernant, prises en 2010, 2013, 2015, 2021 et 2022.	02/06/2022	15/06/2022	Fin			
20222754	Mairie de Menthonnex-sous-Clermont	communication de la copie de la première version du projet relatif à l'aliénation d'une partie du chemin de Charmont et au déclassement d'une portion du chemin de La Tirelire, établie par le cabinet de géomètres X en date du 8 mars 2021, présentée au conseil municipal lors de la séance du 8 mars 2021, et ayant servi à la décision en vue de la délibération qui a été prise ce même jour.		25/05/2022	Oui			
20222756	Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA)	communication d'une copie de la liste (anonymisée) des formations « métier » dispensées aux agents du CECP de Rouen durant les sept dernières années.	23/06/2022	06/07/2022	Oui			
20222758	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication des décrets attestant la nationalité française de son père, Monsieur X, né le X à X et décédé le X à X et de son grand-père, Monsieur X, né en X à X et décédé le X à X.		25/05/2022	Fin			
20222761	Caisse primaire d'assurance maladie de la Nièvre (CPAM 58)	communication d'une copie de ses arrêts de travail à compter du mois de juillet 2018 jusqu'à ce jour.	02/06/2022	08/07/2022	Fin			
20222765	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication d'une copie de l'état des services accomplis par l'intéressée au sein de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) à la date du 24 mars 2022.		01/08/2022				
20222768	Agence régionale de santé Nouvelle Aquitaine (ARS 33-Direction générale)	communication des normes applicables s'agissant de la filtration des fumées et des particules de combustion provenant des ateliers de boulangerie usant de fours à bois.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20222772	Communauté de communes de l'île de Noirmoutier	communication de la proposition d'adaptation des provisions des gros entretiens renouvellement (GER) établie par la communauté de commune de l'île de Noirmoutier à la suite de son courrier du 26 novembre 2018, ou par tout autre organisme extérieur (bureau d'études, autre, etc.) ou toute adaptation des provisions GER se rapportant à la délégation de service public (DSP) Océanile, actualisée à la suite de l'audit technique du 12 juin 2018, antérieurement au 31 décembre 2019.	02/06/2022	06/07/2022	Oui			
20222787	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication, par voie électronique ou par voie postale, dans le cadre d'une demande de renouvellement de titre de séjour de son client, de la copie de l'arrêté préfectoral de refus de séjour concernant l'intéressé et de l'obligation de quitter le territoire français (OQTF), ainsi que d'une copie de la notification de cette décision.		17/06/2022				
20222789	Communauté de communes de la Thiérache du Centre	communication de l'ensemble des arrêtés suivants de la collectivité : 1) les arrêtés 1797, 1798, 1799, 1800, 1801, 1802, 1803, 1804, 1805, 1806, 1807, 1808, 1809, 1810, 1811, 1812, 1819, 1822, 1875, 1887, 1901, 1907, 1910, 1922, 1928, 1929 ; 2) l'ensemble des arrêtés publiés depuis le n° 2059.		01/06/2022	Oui			
20222797	Mairie de Saint-Pierre (97410)	copie, par courriel, des décisions (arrêté du maire ou délibération du conseil municipal) installant la commission traitant des demandes de dérogations à la carte scolaire.		17/05/2022	Oui			
20222800	Mairie de Mirandol-Bourgnounac	communication, sur support papier ou par voie électronique, d'une copie des comptes rendus des trois dernières séances du conseil municipal.		17/05/2022	Oui			
20222804	Mairie de Saint-Bon-Courchevel	communication des délibérations n° 222-2017, 223-2017 et 224-2017 en date du 20 juillet de l'année 2017 visées dans le cadre de l'arrêté portant permis de construire PC n° X.		30/05/2022				
20222808	Ministère de la Justice	communication d'une copie des documents suivants : 1) une copie du procès-verbal de la commission administrative paritaire (CAP) de mobilité des techniciens du 22 mai 2018, avec l'avis circonstancié de refus de Madame X ; 2) une copie du rapport rédigé par Madame X, psychologue référente de la Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris, lors du premier recrutement de l'intéressée en 2015, ainsi que tout rapport ultérieur éventuellement rédigé par cette personne ; 3) une copie du dossier élaboré par la Direction interrégionale (DI) des services pénitentiaires de Paris en juin 2018, dans son état actuel ; 4) une copie du dossier se trouvant probablement à la Direction de l'administration pénitentiaire (DAP) ; 5) une copie du dossier se trouvant à la Direction interrégionale (DI) des services pénitentiaires de Lille, notamment : a) une copie des pièces transmises au garde des Sceaux de l'époque concernant la demanderesse, notamment la saisine, par Monsieur X, directeur interrégional adjoint des services pénitentiaires de Lille, de Madame X le 8 juin 2018 ; b) le courrier envoyé par Monsieur X indiquant qu'il s'agit d'une affaire suivie par Monsieur X, du service formation de la DI de Lille ; c) toutes les pièces en provenance de ce service, dans le but notamment de connaître les raisons de ce suivi par Monsieur X ; d) le cas échéant, les pièces dont l'intéressée n'aurait pas encore eu connaissance.	23/06/2022	06/07/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20222818	Préfecture de l'Ain	copie, de préférence sous format numérique, des documents suivants relatifs à la commune de Divonne-les-Bains : 1) le budget 2019 (budget primitif et, le cas échéant, décisions modificatives et budget supplémentaire) ; 2) le compte administratif pour 2019 ; 3) le budget 2020 (budget primitif et, le cas échéant, décisions modificatives et budget supplémentaire) ; 4) le compte administratif pour 2020 ; 5) le budget 2021 (budget primitif et, le cas échéant, décisions modificatives et budget supplémentaire) ; 6) s'il a déjà été adopté, le compte administratif pour 2021.		30/05/2022	Oui			
20222823	Ministère de la Justice	communication, par courrier électronique, pour son client incarcéré au Centre pénitentiaire de Meaux, d'une copie des listes d'attente mensuelles concernant le classement au service général « nettoyage », à compter du mois d'octobre 2021 jusqu'à ce jour.		25/05/2022	Oui			
20222826	Ministère de la Justice	communication, par voie électronique, d'une copie numérique de la totalité des décisions ayant ordonné les fouilles à nu de son client depuis son arrivée au Centre pénitentiaire de Bourg-en-Bresse.		29/06/2022	Oui			
20222829	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie des documents suivants concernant le contrôle sur pièces en 2015 de la situation fiscale de sa cliente : 1) l'avis d'imposition concernant l'impôt sur les revenus 2012 pour un montant de 7 237 € ; 2) l'avis d'imposition concernant l'impôt sur les revenus 2013 pour un montant de 25 305 € ; 3) l'avis d'imposition « CS » 2012 pour un montant de 2 584 € ; 4) l'avis d'imposition « CS » 2013 pour un montant de 2 563 € ; 5) l'avis d'imposition « CS » 2014 pour un montant de 13 067 € ; 6) la proposition de rectifications qui fondent ces 5 impositions, son accusé de réception postal ou la copie recto-verso de l'enveloppe en cas de retour du pli non distribué.		30/05/2022				
20222830	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie (DREAL 31-Siège)	communication du dossier et des avis transmis au Conseil national de protection de la nature relatifs au projet de nouveau centre pénitentiaire à Muret.	23/06/2022	29/06/2022	Oui			
20222831	Mairie d'Abscon	communication des documents relatifs à l'acquisition d'un véhicule ASVP par la commune, contenant les informations suivantes : provenance, prix, kilométrage, année, état à l'achat, travaux effectués par la commune.	02/06/2022	22/06/2022	Fin			
20222835	Mairie de Baldersheim	communication d'une copie de l'acte de naissance de Monsieur X, né le X dans la commune, l'administration exigeant que le demandeur fournisse préalablement une copie de sa carte d'identité et justifie son lien de parenté.	23/06/2022	27/06/2022				
20222836	Mairie de la Sabotterie	copie, par courrier électronique, des délibérations émises par le conseil communal, liées à la taxe d'aménagement en vigueur sur le territoire depuis son instauration en 2011.		30/05/2022				
20222839	Groupe hospitalier public Sud de l'Oise (GHPSO) - site de Creil	communication, par courrier électronique, de la copie numérique du dossier médical de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Liancourt, postérieur au 1er juin 2020.		24/06/2022	Non			
20222840	Direction départementale des territoires de Seine-et-Marne (DDT 77)	communication, en priorité, par courrier électronique, ou à défaut par courrier postal, ou par toute autre modalité, des documents suivants : 1) les déclarations de dommages sur le fondement desquelles a été établi le dossier de demande de classement transmis au ministère chargé de la chasse en vue du classement des espèces renard, martre, fouine, corbeau freux, corneille noire, pie bavarde, pour la période en cours, soit du 1er juillet 2019 au 30 juin 2022 ; 2) les déclarations de dommages déjà établies en vue d'élaborer le classement des espèces susceptibles d'occasionner des dégâts, pour la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2025, concernant les espèces renard, putois, belette, martre, fouine, corbeau freux, corneille noire, étourneau sansonnet, geai des chênes, pie bavarde ; 3) les bilans de piégeage, toute espèce confondue, relatifs aux saisons 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 ; 4) tout document reprenant la localisation des opérations de piégeage a minima par commune pour les saisons 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020, toute espèce confondue.	02/06/2022	29/06/2022				
20222851	Mairie de Sucy-en-Brie	communication, de préférence par voie électronique, ou, à défaut, sous format papier, des documents suivants : 1) la convention établissant la répartition des droits et obligations entre la commune de Sucy-en-Brie et le département du Val-de-Marne à l'intersection de la route Charles de Gaulle, de la route de Lésigny et	02/06/2022	06/07/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		de la route départementale de la Queue-en-Brie ; 2) à défaut, les décisions de classement dans le domaine public qui détermineraient avec précision l'emprise du domaine public routier communal et celle du domaine public routier départemental à cette intersection ; 3) toute autre décision de classement ou de déclassement afférente à un terrain dont l'emprise est située dans un rayon de 100 mètres autour de cette intersection ; 4) tout acte de la commune relatif à la détermination du régime de domanialité et de propriété du domaine situé dans un rayon de 100 mètres autour de l'intersection ; 5) les pièces et délibérations relatives aux travaux d'aménagement du rond-point sur l'intersection (il y a plusieurs décennies) ; 6) les délibérations et décisions relatives à une modification de tracé de voirie ou de déclassement prises sur la commune de Sucy-en-Brie depuis le 1er janvier 2018.						
20222858	Mairie de Ronchères	copie numérique au format PDF ou au format Excel de préférence, de la liste électorale de la commune.	02/06/2022	08/06/2022				
20222859	Mairie de Montreuil	copie, de préférence par courriel électronique, ou, à défaut, sur clef USB ou disque compact adressé par voie postale ou encore sur support papier par envoi postal, de l'intégralité des pièces versées au dossier administratif individuel de sa cliente, depuis son recrutement le 20 août 2007.		21/06/2022	Oui			
20222872	Bordeaux Métropole	communication des délibérations du GIP GPV rive droite justifiant la qualité de président de Monsieur X et de Monsieur X en X et les pouvoirs octroyés, notamment les habilitations à signer des conventions financières, détenues et contrôlées par Bordeaux Métropole et servant à rédiger ces conventions.	23/06/2022	28/06/2022				
20222873	Direction des services départementaux de l'éducation nationale de Loir-et-Cher (DSDEN 41)	communication, dans le cadre de l'instruction en famille de sa fille âgée de dix ans, d'une copie des documents ayant servi de supports d'exercices sur lesquels sa fille a travaillé lors du contrôle pédagogique du jeudi 02 décembre 2021 au collège Louis Pasteur à Morée (41).	02/06/2022	06/07/2022	Non			
20222874	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire du GFA X, de la liste de tous les comptes contenus dans le fichier FICOBA, ouverts auprès d'établissements bancaires pour le compte de ce groupement foncier agricole.	02/06/2022	21/06/2022				
20222952	Cour des Comptes	communication des documents suivants, dans le cadre du rejet de sa demande de révision de compte rendu d'évaluation professionnelle, suite à son examen lors du Conseil supérieur des chambres régionales des comptes le 21 avril 2021 : 1) le rapport circonstancié rédigé par le membre désigné par le président du Conseil supérieur des chambres régionales des comptes ; 2) l'extrait du procès-verbal du Conseil supérieur des chambres régionales des comptes du 21 avril 2021 relatif à sa demande de révision de compte rendu d'évaluation professionnelle.	02/06/2022	06/07/2022				
20222953	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité de liquidateur amiable de la SARL X, des informations contenues dans le fichier FICOBA concernant la situation patrimoniale de cette société.	02/06/2022	08/06/2022				
20222956	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication des documents suivants, justifiant du calcul des impôts locaux établis pour les locaux de sa cliente, sis X à Saint-André (97440) : 1) la fiche de calcul détaillée à l'origine de son imposition au titre de l'année 2016 et 2020 ; 2) l'intégralité du procès-verbal des opérations de révision foncière de la commune de Saint-André en sa version initiale et complémentaire, qu'il s'agisse des modèles C, ES et/ou ME, premier et dernier feuillet inclus, à l'origine de son imposition.	02/06/2022	15/06/2022	Oui			
20222957	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de l'intégralité du procès-verbal des opérations de révision foncière de la commune de Saint-Pierre en sa version initiale et complémentaire, qu'il s'agisse des modèles C, ES et/ou ME, premier et dernier feuillet inclus, à l'origine de l'imposition concernant les locaux de sa cliente, sis X à Saint-Pierre (97410).	02/06/2022	15/06/2022	Oui			
20222958	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de l'intégralité du procès-verbal des opérations de révision foncière de la commune de Saint-Pierre en sa version initiale et complémentaire, qu'il s'agisse des modèles C, ES et/ou ME, premier et dernier feuillet inclus, à l'origine de l'imposition concernant les locaux de sa cliente, sis X à Saint-Pierre (97410).	02/06/2022	15/06/2022	Oui			
20222959	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication des documents justifiant du calcul des impôts locaux établis pour les locaux de sa cliente, sis X à La Possession (97419) : 1) la fiche de calcul détaillée à l'origine de son imposition au titre de l'année 2016, 2017 et 2020 ; 2) l'intégralité du procès-verbal des opérations de révision foncière de la commune de La Possession en sa version initiale et complémentaire, qu'il s'agisse des modèles C, ES et/ou ME, premier et dernier feuillet inclus, à l'origine de son imposition.	02/06/2022	15/06/2022	Oui			
20222966	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, de la totalité des décisions ayant		17/06/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		ordonné la fouille à nu de son client depuis son arrivée dans l'établissement pénitentiaire de Villefranche-sur-Saône.						
20222970	Mairie de Clermont-Ferrand	communication, par courrier postal ou par voie électronique, d'une copie de l'acte de naissance de Madame X, née le 17 mai 1921 dans la commune, sachant que l'administration impose au demandeur de reformuler sa demande via le site « service-public.fr » ou par courrier postal.	23/06/2022	27/06/2022	Oui			
20222971	SEMAE ex-Groupement National Interprofessionnel des Semences et plants (GNIS)	copie de tous documents (déclarations, rapports de contrôle, etc...), relatifs aux parcelles exploitées et aux cultures y afférentes sur le territoire de la commune de Castets (40260) par Monsieur X et/ou Monsieur X depuis l'année 2015 (hors année 2019).	07/07/2022	01/08/2022	Oui			
20222973	Centre hospitalier régional universitaire de Nancy (CHRU)	communication d'une copie de l'entier dossier médical de l'intéressée, notamment les documents relatifs aux traitements médicamenteux journaliers prescrits et pris entre le 25 octobre 2019 et le 02 décembre 2019.		20/06/2022	Oui			
20222979	Mairie de Nozay	communication des délibérations : 1) fixant la liste des emplois concernés et les conditions d'occupation des logements de fonction ; 2) fixant la liste des emplois concernés et les modalités d'organisation pour recourir aux astreintes.		03/06/2022				
20222985	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication de l'intégralité du dossier administratif de sa cliente détenu par la préfecture sous le n°X.		20/06/2022				
20222988	Ministère des armées	copie, par courrier électronique, des documents suivants : 1) le règlement de la consultation du marché public portant sur la fourniture de pain, viennoiserie et produits de boulangerie, au profit des formations militaires de la zone géographique d'Angoulême et de ses alentours, lancé par l'Economat des armées (marché n° 2020/173/EdA-DA), pour lequel sa cliente a été désignée titulaire ; 2) les pièces du marché public permettant actuellement à l'Economat des armées d'alimenter les formations militaires de la zone géographique d'Angoulême et de ses alentours.		21/06/2022				
20222990	Ministère de la Justice	copie, au format papier, de l'intégralité de son dossier personnel détenu par le centre de détention d'Écrouves.		20/06/2022	Oui			
20223004	Mairie de Fenouillet	communication d'une copie de l'acte de naissance de Madame X née le X dans la commune.	23/06/2022	27/06/2022				
20223005	La Poste	communication du procès-verbal de la commission de réforme du 3 juin 2021.		21/06/2022	Oui			
20223007	Groupe hospitalier de La Rochelle - Ré - Aunis	copie numérique par courrier électronique du dossier médical de son client incarcéré à la maison centrale de Saint-Martin-de-Ré, notamment la partie de ce dossier relative à la pathologie justifiant la prescription d'une chaise avec roulettes.		21/06/2022	Fin			
20223009	Mairie d'Embres-et-Castelmaure	consultation des délibérations et procès-verbaux du conseil municipal de la commune de l'année 2021.		21/06/2022	Oui			
20223013	Centre hospitalier universitaire de Montpellier (CHU)	communication du dossier médical de sa cliente à la suite de son hospitalisation au sein du CHRU de Montpellier pour la période du 4 au 11 mars 2019.		21/06/2022	Non			
20223015	Direction départementale des territoires et de la mer des Alpes-Maritimes (DDTM 06)	communication, à la suite d'une première transmission incomplète, des documents manquants suivants : 1) l'intégralité des dossiers déposés par le syndicat mixte pour les inondations, l'aménagement et la gestion de l'eau maralpin (SMIAGE) pour les travaux menés dans la vallée de la Roya dans le cadre du traitement des intempéries d'octobre 2020, notamment : a) ceux couvrant les travaux prévus, notamment les priorités 1, 2 et 3, listés dans le fichier « ALCARF_001 à ALCARF_068 » fourni par la communauté d'agglomération de la Riviera Française (CARF) ; b) ceux relatifs aux travaux en cours ou presque terminés (exemple de la rive droite du Riou à Tende) ; 2) les dossiers de compte rendu en fin d'opération, tels qu'ils sont spécifiés à l'article 5 dans les arrêtés préfectoraux du 7 octobre 2020 et du 12 janvier 202, afin de différencier les travaux provisoires et définitifs ; 3) l'intégralité des « 2 rapports, pour analyser les évolutions morphologiques, anticiper l'évolution prévisible des lits et proposer des principes d'aménagement, sur les 2 vallées principalement impactées : Vésubie et Roya », mentionnés en page 3 du document nommé « Retex technique de la crue de 2 octobre 2020 dans les Alpes-Maritimes ».	21/07/2022	27/07/2022	Oui			
20223020	Direction départementale des territoires de l'Ardèche (DDT 07)	communication du dossier de déclaration d'implantation d'une station-service, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), dans le quartier La Violette à Le Teil.	23/06/2022	27/06/2022	Oui			
20223025	Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume	communication de la partie du plan du réseau d'évacuation des eaux de la station d'épuration sur lequel figure la localisation de la conduite de refoulement visée par l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2015.	23/06/2022	19/07/2022	Oui			
20223034	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à	02/06/2022	03/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.						
20223035	Ministère de la Justice	consultation et copie de son dossier personnel.		20/06/2022	Non			
20223039	Mairie de Saint-Rémy-lès-Chevreuse	communication, si possible sous format dématérialisé, ou à défaut sous format papier par voie postale, de la copie des documents suivants relatifs au projet « Cœur de Ville » : 1) les autorisations d'urbanisme (arrêté de permis, de non-opposition et toutes leurs annexes, cerfa, plans, avis des personnes consultées, etc.) délivrées pour la réalisation de travaux sur le « terrain X » : a) à l'ouest du Rhodon, pour la destruction du terrain de tennis, l'exhaussement du terrain, la destruction d'un bâtiment X et l'aménagement d'une aire de stationnement entre 2011 et 2016 ; b) à l'ouest du Rhodon, pour la démolition du transformateur et les remblaiements du terrain en 2018-2019 ; c) à l'est du Rhodon, pour la démolition des bâtiments X, l'aménagement d'une aire de stationnement et les remblaiements en 2018-2019 ; d) à l'est et à l'ouest, pour la réalisation des aménagements et constructions débutés en août 2020, après votre arrêté du 11 août 2020 d'autorisation d'ouverture de chantier ; e) la copie des entiers dossiers de permis PC X, PD X et PD X, ainsi que de tout autre permis ou non-opposition délivré pour l'ancien terrain X depuis 2014 ; 2) les études environnementales (risque inondation, nappe phréatique, zone humide, étude phytosanitaire, etc.) qui ont été réalisées pour l'élaboration du projet de construction « Cœur de Ville », et en particulier l'étude hydrogéologique mentionnée lors du conseil municipal du 22 janvier 2014 (cf. page 7, paragraphe 3, du procès-verbal du conseil municipal).	23/06/2022	05/07/2022				
20223045	Mairie de Criquebeuf-en-Caux	consultation des documents suivants : 1) le compte administratif 2021 ; 2) le grand livre 2020 ; 3) le grand livre 2021.		22/06/2022	Oui			
20223048	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie de l'arrêté de détachement sur emploi fonctionnel de directeur du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de la Guadeloupe concernant Monsieur X pour sa prise de fonction et celui relatif à sa prolongation d'activité jusqu'au 31 décembre 2025.		21/06/2022				
20223051	Préfecture des Landes	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20223052	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Ardennes (DREAL 08)	communication des rapports d'analyses suivants demandés par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Ardennes (DREAL 08) auprès de l'entreprise X pour des rejets atmosphériques et des analyses aux postes de travail de cette dernière : 1) le rapport Eurofins 2014 sur le sable préparé, envoyé aux machines pour réalisation des moules ;	23/06/2022	06/07/2022	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) le rapport Veritas 2008 - rejets atmosphériques ; 3) le rapport Veritas 2010 - rejets atmosphériques ; 4) le rapport Veritas 2014 - exposition des travailleurs ; 5) le rapport Veritas 2017 - exposition des travailleurs.						
20223058	Caisse d'allocations familiales de Paris (CAF 75)	copie de la décision relative à la suspension du versement de ses prestations de revenu de solidarité active (RSA) accompagnée de sa notification.		15/06/2022	Oui			
20223067	Préfecture des Pyrénées-Atlantiques	communication, à la suite d'une première transmission partielle, des documents suivants relatifs à l'usine X de Boucau, installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) : 1) les bilans environnementaux annuels, prévus par l'article 10.4.1.1 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 2) les rapports annuels, prévus par l'article 10.4.1.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016, pour les années 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ; 3) les deux derniers rapports quadriennaux, prévus par l'article 10.4.2 de l'arrêté n° 2016-227 du 24 mai 2016 ; 4) le rapport d'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) qui fait suite à la visite du 28 mai 2020 ; 5) le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 décembre 2018, mentionné dans l'arrêté n° 2019-62 du 25 janvier 2019 ; 6) les preuves des formalités de publication de l'arrêté n° 2016-227 conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement applicable au moment de son édiction.	02/06/2022	03/06/2022	Oui			
20223076	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, par voie postale à ses frais, sur le fondement des trois motifs prévus à l'article L1110-4 du code de la santé publique, de la copie intégrale du dossier médical de sa mère, Madame X, afin de connaître la totalité de sa prise en charge au sein de l'hôpital Saint-Antoine.		22/06/2022	Oui			
20223078	Mairie de Gerzat	communication des copies des documents suivants : 1) les délibérations du conseil municipal portant adhésion au syndicat mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise (SMTC) et l'extension jusqu'à l'arrêt Champfleuri (terminus de la ligne de bus T2C) ; 2) les plans de circulation d'origine, y compris de l'extension jusqu'à Champfleuri.	23/06/2022	29/06/2022	Oui			
20223083	Mairie de Bonneuil-en-France	communication, en sa qualité de conseillère municipale, de l'échéancier de la dette cité dans le courrier de la caisse d'allocations familiale (CAF).		22/06/2022				
20223085	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	copie intégrale, de préférence par courrier ou par voie dématérialisée, CD-ROM, de l'intégralité du dossier administratif de sa cliente comprenant les pièces médicales.		24/06/2022	Oui			
20223086	Direction régionale de l'alimentation de l'agriculture et de la forêt Pays de la Loire (DRAAF 44)	communication du registre des traitements phytosanitaires tenu par Monsieur X, gérant de l'exploitation agricole à responsabilité limitée (EARL) X sise X à X.	23/06/2022	05/07/2022	Oui			
20223090	Mairie de Saint-Denis de La Réunion (974)	communication de l'acte de propriété notarial signé et régularisé entre Monsieur X et la mairie de Saint-Denis (ou Cinor) par un chargé public, ainsi que le décret concernant la modification de la nomination de l'impasse X en « Allée des Spinelles » selon la loi française en vigueur à la Réunion.	23/06/2022	17/08/2022				
20223096	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SCI X, d'une copie de tous les comptes bancaires ouverts au nom de la société et répertoriés dans le FICOPA (fichier des comptes bancaires et assimilés).	23/06/2022	08/07/2022				
20223097	Mairie de Parempuyre	copie, par courrier électronique, en sa qualité de conseiller municipal, des rapports de contrôles des équipements sportifs et aires de jeu de la commune, ainsi que les états de contrôle effectués par les techniciens du service technique qui en assurent le suivi à des fréquences dictées par les constructeurs.	23/06/2022	06/07/2022				
20223101	Mairie de Vignemont	communication, par enregistrement sur la clé USB fournie par ses soins au lieu de la consultation en mairie proposée, des documents suivants : 1) les comptes de gestion du receveur municipal de la commune pour les années 2017 à 2021 ; 2) le récapitulatif, ou grand livre, des recettes et des dépenses tant en fonctionnement qu'en investissement pour les années 2021, 2020, 2019, 2018, 2017 ; 3) le compte administratif communal 2021 et le budget primitif communal 2022.	23/06/2022	08/07/2022	Fin			
20223102	Rectorat de l'académie de Toulouse (AC 31)	communication d'une copie de la décision portant la notation (abaissée) de son client, professeur détaché auprès de l'université Jean Jaurès, pour l'année 2018 et les années suivantes.		22/06/2022				
20223112	Centre hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins	communication, en leur qualité d'ayants droit, des documents suivants, concernant Monsieur X, respectivement père et mari de ses clients, décédé le X, afin de connaître les cause de sa mort : 1) le résultat d'analyse détaillé du test PCR réalisé sur Monsieur X, le 25 Janvier 2021, avec criblage ; 2) le justificatif de ce que le docteur X, Chef du service gériatrie de l'hôpital d'ANTIBES, a été tenu		22/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		informé de l'état de santé du patient dans la mesure où il le suivait depuis plusieurs années ; 3) les raisons du transfert de patient de l'hôpital d'Antibes à l'hôpital de Grasse, le 1er Février 2021 ; 4) le protocole précis et détaillé du transfert de Monsieur X à l'hôpital de Grasse, le 1er Février 2021; 5) les raisons ayant motivé le changement de destination dans la mesure où le patient devait être admis initialement à la Clinique du Palais à Grasse et non à l'hôpital de Grasse où il est décédé ; 6) le rapport rédigé par le docteur X, chef du service M3 de l'hôpital d'Antibes, lors du séjour du patient du 25 Janvier au 1er Février 2021.						
20223117	Groupe hospitalier Carnelle Portes de l'Oise (GHCPD) (ne plus utiliser, fait partie de l'hôpital NOVO (Nord-Ouest Vald'Oise))	consultation de l'intégralité des documents contenus dans son dossier administratif.		21/06/2022				
20223120	Préfecture de Seine-et-Marne	communication de l'intégralité du dossier administratif de sa cliente.		21/06/2022	Oui			
20223123	Caisse primaire d'assurance maladie du Loir-et-Cher (CPAM 41)	communication du certificat relatif à l'accident survenu à son domicile en 2018.		21/06/2022				
20223124	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	copie de l'arrêté préfectoral portant refus de séjour et obligation de quitter le territoire français pris à son encontre par le préfet de la Seine-Saint-Denis, fin 2020 ou début de l'année 2021, dont elle n'a jamais reçu la notification.		21/06/2022				
20223129	Mairie de Laàs	communication, par voie dématérialisée ou papier, des comptes rendus du conseil municipal relatifs au projet de réhabilitation de la chapelle et de l'église.		21/06/2022	Fin			
20223133	Mairie de Durfort-et-Saint-Martin-de-Sossenac	copie, par courrier électronique, des tableaux récapitulatifs, article par article, pour les 2 budgets M14 et M49 du budget 2022 votés en séance du 5 avril 2022.		22/06/2022	Oui			
20223138	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SCI X, d'une copie de la liste des comptes bancaires ouverts et recensés au nom de cette personne morale dans le fichier des comptes bancaires et assimilés (FICOBA).	23/06/2022	08/07/2022				
20223141	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, à la suite de deux mises en demeure de payer (datées de 2021), d'une copie des avis d'impositions complémentaires portant sur l'impôt sur le revenu et les prélèvements sociaux au titre des années 2015 et 2016 établis au nom de ses clients.		22/06/2022				
20223144	Mairie de Toulouse	communication de l'avis de publication concernant le marché public ayant pour objet l'exploitation du kiosque de restauration du Jardin des Plantes de Toulouse.		22/06/2022				
20223145	Mairie de Fillinges	communication des documents suivants : 1) le compte rendu du conseil municipal du 8 mars 2022 ; 2) la décision du comité technique paritaire (CTP) relatif au refus de la suppression du service de police municipale.	23/06/2022	05/07/2022	Oui			
20223148	Lycée polyvalent Diderot de Paris	copie de la convention de prêt de l'ancienne horloge de l'église de la Trinité à Paris signée avec la ville de Paris.	23/06/2022	17/08/2022				
20223150	Maison départementale des personnes handicapées des Bouches-du-Rhône (MDPH 13)	communication de l'ensemble des éléments suivants constitutifs de son dossier médical et administratif : 1) le compte rendu de la séance de la commission des droits de l'autonomie du 15 novembre 2020 concernant la notification de décision d'allocation adulte handicapé ; 2) le plan personnalisé de compensation (PPC) relatif à la décision d'allocation adulte handicapé rendue le 15 novembre 2020 ; 3) le compte rendu de la séance de la commission réunie le 29 novembre 2020 relatif au recours administratif préalable obligatoire déposé le 21 novembre ; 4) le compte rendu de la séance de la commission des droits de l'autonomie du 15 novembre 2020 concernant la notification de décision de la carte inclusion-stationnement ; 5) le PPC relatif à la décision de la carte inclusion-stationnement rendue le 15 novembre 2020 ; 6) le compte rendu dans son intégralité de la séance de la commission réunie le 13 Janvier 2022 portant sur la prestation de compensation du handicap (PCH).	23/06/2022	17/08/2022	Par			
20223181	Paris La Défense	communication du protocole signé, approuvé par délibération du 21 décembre 2017, pour lequel Paris La Défense a été substitué à la ville à compter du 1er janvier 2018, dans le cadre de l'offre d'achat formulée par l'établissement Paris La Défense relative au bien immobilier appartenant à sa cliente situé X à La Garenne-Colombes.	23/06/2022	06/09/2022	Oui			
20223184	Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Nord (DDETS 59) ex-Direction départementale de la cohésion sociale du Nord (DDCS 59)	communication, à ses frais, de la copie intégrale de son dossier médical détenu par le comité médical.		29/06/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20223191	Association hospitalière de Bourgogne Franche-Comté (AHBFC)	communication de son dossier médical : 1) la lettre du médecin qui est à l'origine de la consultation ou de l'admission ; 2) les motifs d'hospitalisation ; 3) la recherche d'antécédents et de facteurs de risques ; 4) les conclusions de l'évaluation clinique initiale ; 5) le type de prise en charge prévu et les prescriptions effectuées à l'entrée ; 6) la nature des soins dispensés et les prescriptions établies lors de la consultation externe ou du passage aux urgences ; 7) les informations relatives à la prise en charge en cours d'hospitalisation : état clinique, soins reçus, examens para-cliniques, notamment d'imagerie ; 8) les informations sur la démarche médicale adoptée ; 9) le consentement écrit ; 10) les éléments relatifs à la prescription médicale, à son exécution et aux examens complémentaires ; 11) le dossier de soins infirmiers ou, à défaut, les informations relatives aux soins infirmiers ; 12) les informations relatives aux soins dispensés par les autres professionnels de santé ; 13) les correspondances échangées entre professionnels de santé.		11/08/2022				
20223192	Voies navigables de France (VNF)	consultation des cahiers d'écluse afin d'identifier le franchissement par son bateau de l'écluse du Bagnas et de la Ronde d'Agde entre le 1er janvier et le 1er septembre 2019.	23/06/2022	29/06/2022				
20223196	Rectorat de l'académie de Paris (AC 75)	consultation de son dossier administratif.		27/06/2022	Oui			
20223200	Mairie de Castetpugon	communication des actes d'autorisation de permis de construire concernant les parcelles X et avoisinantes qui auraient appartenu aux conjoints X.		27/06/2022				
20223201	Centre hospitalier intercommunal Robert Ballanger (CHI) d'Aulnay-sous-Bois	communication, dans le cadre d'une demande de changement d'Institut de formation en soins infirmiers (IFSI), d'une copie de son dossier scolaire, ainsi que ses copies d'examens (partiels).	23/06/2022	08/07/2022	Oui			
20223217	Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique	communication des pages la concernant des procès-verbaux du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) des 23 mars et 9 juillet 2021.	23/06/2022	05/07/2022	Oui			
20223221	Mairie de Méré	communication de l'arrêté municipal relatif à sa situation administrative à compter du 9 décembre 2020, dans le cadre de ses mises en congés de longue maladie.		24/06/2022				
20223228	Caisse d'allocations familiales de la Seine-Saint-Denis (CAF 93)	communication de son contrat de travail d'assistante administrative en contrat de travail à durée déterminée (CDD) commençant le 28 mars 2019 qu'elle a transmis à la CAF dans le cadre d'un plan d'apurement débutant le 1er juin 2019.		24/06/2022	Fin			
20223234	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	communication, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre de recherches universitaires pour la préparation d'un doctorat portant sur l'évolution de la coopération monétaire entre la France et l'Afrique en l'occurrence la zone UEMOA, des dossiers conservés au centre des Archives économiques et financières (CAEF) sous les cotes : - PH130/05 carton 10 : Union monétaire de l'UMOA : Réunions des 22 mars, 29 juin, 15 septembre et du 10 décembre 2004 ; - PH130/02 carton 11 : BCEAO, conseils d'administration, vérification du compte d'opérations, Comité national du crédit, mission à Dakar ; - PH130/05 carton 13 : UEMOA : Télégrammes diplomatiques 2003-2004 - Commission Bancaire ; BCEAO-UEMOA : Comité de revue des textes de base de l'UMOA et de la BCEAO en avril 2003 BCEAO - Agence DAKAR - Directeur national : 1348 CD Réforme de l'UMOA et de la BCEAO, TD 11197 - 11198 du 20 février 2004 : réforme de l'accord de coopération entre la France et les pays de l'UMOA UEMOA- BOAD ; - PH130/05 carton 14 : B.C.E.A.O : Première à troisième session du comité de réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO à Dakar ; - Dossiers: réforme juin-juillet 2003 ; - Rapport des travaux - 30 avril 2003/ Avant-projets des statuts de la banque ; - PH 066/05 carton 7 : BCEAO : rapports annuels, documentation, rapports sur le compte d'opérations ;	07/07/2022	20/07/2022	Non			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		- PH 203/10 carton 1 : BCEAO, rapports, comptes d'opérations, perspectives économiques, état UEMOA, rapport d'audit des comptes ; - PH 231/04 carton 31: Zone franc : instruments FMI-Banque mondiale, mission FMI, FMI-BIRD et zone franc (1993-1995), réunions zone franc (1995).						
20223237	Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (CHU)	copie du dossier médical de la mère de ses clients, Madame X, comprenant l'ensemble des documents manquants et non remis lors du rendez-vous du 12 avril 2022 dont la liste figure dans les pièces jointes du courrier du 16 mai 2022 adressé à la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).		24/06/2022				
20223238	Centre hospitalier d'Arpajon	communication des documents suivants : 1) son certificat d'accouchement ; 2) à défaut, le procès-verbal nominatif de perte du certificat d'accouchement.	23/06/2022	05/07/2022	Oui			
20223244	Centre hospitalier universitaire de Limoges (CHU)	communication, afin de faire valoir ses droits, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de sa mère, Madame X, décédée le 15 janvier 2021, constitué lors de son admission aux service des urgences du 3 au 5 novembre 2020, notamment les pièces manquantes à la suite d'une précédente communication : 1) les prescriptions médicamenteuses et traitements effectivement administrés le 3 novembre 2020 ; 2) les résultats de l'électro-encéphalogramme réalisé le 3 novembre 2020.		27/06/2022	Oui			
20223286	Mairie de Mios	communication, à ses frais, de la copie des documents suivants : 1) tout arrêté municipal ou délibération municipale concernant l'incorporation dans le domaine communal, la vente, le découpage, l'estimation ou tout autre objet relatif à la parcelle cadastrée X à Mios de janvier 2010 à avril 2022 ; 2) le plan de zonage et règlement du plan local d'urbanisme (PLU) concernant la parcelle cadastrée X de janvier 2010 à avril 2022 .		24/06/2022	Fin			
20223291	Centre hospitalier de Saint-Quentin	communication, par voie postale et à ses frais, à la suite d'une première transmission incomplète, afin de défendre la mémoire du défunt qui a dû subir une fin de vie indigne, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de son époux, Monsieur X, dans le cadre de son hospitalisation du X, notamment les comptes rendus d'hospitalisation, les comptes rendus de consultations, les transmissions infirmières, les comptes rendus d'examen radiologiques et sanguins, les prescriptions médicales, etc.	08/09/2022	20/09/2022	Oui			
20223296	Caisse primaire d'assurance maladie du Rhône (CPAM 69)	communication, dans le cadre de la procédure en cours devant le tribunal judiciaire de Lyon en contestation du taux d'incapacité confirmé par la commission médicale de recours amiable, de la copie intégrale du dossier relatif à son accident de travail.		24/06/2022	Oui			
20223302	Mairie de Saint-Denis (93)	communication des données brutes de la campagne de mesures réalisée par X sur la qualité de l'air intérieur dans certaines classes de l'école primaire La Rosaie / Jacqueline de Chambrun.	23/06/2022	29/06/2022				
20223305	Mairie de Pin-Balma	communication de la copie des documents relatifs à l'établissement du projet de parc naturel agricole en périurbain à Pin Balma notamment : 1) le rapport d'enquête établi en vue de sa création ; 2) la charte correspondante ; 3) toute délibération du conseil municipal concernant ce projet de parc naturel agricole.	23/06/2022	27/06/2022				
20223314	Mairie de Creil	communication, dans le cadre de la décision de préemption n°2021-512 d'un bien sis X appartenant à ses clients, des documents suivants : 1) la délibération du 19 mai 2003 approuvant les orientations du programme d'intervention commerciale ; 2) la convention cadre « Action Cœur de Ville » du 4 juillet 2018, ainsi que l'avenant ACT-convention d'opération de revitalisation territoriale du 13 février 2020.	23/06/2022	04/07/2022	Oui			
20223322	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de son dossier médical détenu par l'hôpital Tenon.		14/06/2022	Oui			
20223324	Conseil régional de La Réunion	communication des titres de recette suivants : 1) BC13000 : 1) 2016-T-444-1 ; 2) 2021-T-1013-1 ; 3) 2021-T-1014-1 ; 4) 2021-T-1015-1 ; 5) 2021-T-1016-1 ; 6) 2021-T-1017-1 ;		05/08/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		7) 2021-T-1018-1 ; 8) 2021-T-1019-1 ; 9) 2021-T-1020-1 ; 10) 2021-T-961-1 ; 11) 2021-T-967-1 ; 12) 2021-T-968-1 ; 13) 2021-T-969-1 ; 14) 2021-T-970-1 ; 15) 2021-T-971-1 ; 16) 2021-T-972-1 ; 17) 2021-T-973-1 ; 18) 2021-T-974-1 ; 19) 2021-T-978-1 ; 20) 2021-T-979-1 ; 21) 2021-T-980-1 ; 22) 2021-T-982-1 ; 23) 2021-T-983-1 ; 24) 2021-T-984-1 ; 25) 2021-T-988-1 ; 26) 2021-T-1362-1 ; 27) 2021-T-1363-1 ; 28) 2021-T-1503-1 ; 29) 2021-T-1504-1 ; 30) 2021-T-1505-1 ; 31) 2021-T-1506-1 ; 32) 2021-T-1507-1 ; II) BC13700 – NTIC REUNION THD : 1) 2022-T-51-1 ; 2) 2022-T-52-1 ; 3) 2022-T-59-1 ; 4) 2022-T-60-1 ; 5) 2022-T-70-1 ; 6) 2022-T-71-1.						
20223325	Caisse de Prévoyance et Retraite du personnel de la SNCF	communication de la notification d'indemnisation de son invalidité permanente partielle (IPP), du rapport médical concernant l'IPP et l'accusé de réception du courrier du 17 août 2020, adressés par la Caisse de prévoyance et de retraite du personnel de la SNCF et que le demandeur n'a jamais reçu.	07/07/2022	22/07/2022	Oui			
20223333	Ministère de la Justice	communication, par courrier électronique, d'une copie de liste du paquetage de son client à son arrivée et à son départ de la Maison d'arrêt de Bonneville, ainsi que la liste des cantines commandées au sein de l'établissement dans les deux mois avant son transfert.		16/06/2022	Oui			
20223347	Cour d'appel de Basse-Terre	communication d'une attestation de son arrêt maladie faisant apparaître les 90 jours à plein traitement avant son passage à demi-traitement en date du 31 août 2021.		28/06/2022	Oui			
20223350	Agence nationale des titres sécurisés (ANTS)	communication, dans le cadre d'une succession, de la copie du certificat de cession de la voiture immatriculée X ayant appartenu à son frère, décédé en mai 2021.	07/07/2022	21/07/2022	Fin			
20223358	Mairie de Montreuil	communication, par voie postale sous format papier et par voie électronique, des documents suivants : 1) l'arrêté de permis de construire n° X en date du 28 mars 2022 délivré à la X aux fins d'autoriser la démolition totale des constructions existantes et la réalisation d'une « résidence de coliving sénior » de 13 logements et d'un bâtiment de 6 logements destinés à l'accession privée, sur un terrain sis 13-15 rue X, ainsi que l'intégralité des avis des personnes consultées ; 2) l'entier dossier de demande de permis de construire identique à celui du dossier déposé par le pétitionnaire (plans à l'échelle et pièces graphiques et photographiques en couleur).		27/06/2022	Oui			
20223365	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication des factures et des autres pièces justificatives notamment les mandatements relatifs aux comptes administratifs suivants de la commune d'Argeliers au titre des années 2018, 2019 et 2020 : 1) compte 6536 : frais de représentation du maire ; 2) compte 6232 : fêtes et cérémonies ; 3) compte 6257 : réceptions.	23/06/2022	05/07/2022	Oui			
20223374	Ministère des armées	communication des documents suivants relatifs à son époux décédé (matricule X) : 1) son brevet de pension militaire de retraite ;	23/06/2022	29/06/2022	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) la notification de la décision qui a permis la transformation de la pension militaire de retraite en indemnité viagère le X ; 3) la notification qui a cristallisé sa pension.						
20223381	Mairie de Cléder	communication des documents suivants : 1) le permis de construire d'un hangar sur le site X, et de son extension / frontière avec son terrain X ; 2) l'indication des voies d'accès à ce hangar ; 3) la déclaration de travaux concernant une clôture située au-delà de la ligne d'alignement X à X et le comblement d'une zone humide des parcelles X et X.		29/06/2022				
20223385	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication des documents suivants, concernant son client : 1) l'intégralité de son dossier médical soumis au comité médical du 18 janvier 2022 ; 2) une copie de l'expertise médicale, du procès-verbal et de l'avis du comité médical ; 3) une copie du rapport et avis du médecin de prévention, notes écrites et notes manuscrites médicales, les comptes rendus d'entretien ; 4) une copie du rapport et avis du médecin agréé ; 5) le dossier constitué en vue de l'examen par le comité médical, ainsi que la partie administrative du dossier, (notamment le rapport et la lettre de saisine de l'administration et toutes les pièces sur lesquelles la saisine est fondée : la saisine du médecin des personnels du 23 novembre 2020, le rapport du médecin des personnels du 1er mars 2021, la saisine du comité médical du 8 mars 2021, l'avis du 20 avril 2021, le procès-verbal de carence du 22 juin 2021, le courrier à Monsieur X du 30 juin 2021, la saisine du 14 septembre 2021, les avis des 26 octobre 2021 et 18 janvier 2022, etc).		01/07/2022				
20223387	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	1) consultation de son dossier personnel ; 2) copie de toutes les pièces du comité médical de Paris et des courriers envoyés.		29/06/2022				
20223398	Ministère des armées	communication d'une copie du courrier adressé à la ministre des armées en réponse à sa demande du 15 avril 2003 auprès du commandant des forces françaises au Sénégal par laquelle elle sollicitait des informations sur l'état des sépultures avec des photos, plans et historiques des cimetières sénégalais dont celui de Thiaroye, la liste des militaires inhumés et tous documents utiles à l'appréciation de la situation de ces lieux de mémoire au Sénégal.	07/07/2022	21/07/2022	Fin			
20223400	Préfecture de Seine-et-Marne	copie de l'arrêté préfectoral portant obligation de quitter le territoire français concernant son client.		15/06/2022	Oui			
20223407	Mairie de Crastatt	communication des documents suivants : 1) le tableau de classement des voies communales ; 2) le plan des voiries communales	07/07/2022	20/07/2022				
20223408	Mairie d'Ensuès-la-Redonne	communication, en sa qualité de conseillère municipale, des documents suivants : 1) l'ensemble des justificatifs liés aux frais de représentation du maire pour l'année 2021 ; 2) les tickets de carburant du maire de l'année 2020.	23/06/2022	16/08/2022				
20223409	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication d'une copie de l'entier dossier médical de son père hospitalisé en service de cardiologie en 2001 à l'hôpital Henri Mondor, et décédé en juin 2008 dans cet établissement.		27/06/2022				
20223416	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication d'une copie de l'acte de naissance de son grand-père Monsieur X X, né à Bone en Algérie.	07/07/2022	20/07/2022	Oui			
20223417	Préfecture des Yvelines	communication, afin de rechercher un proche, de l'intégralité des listes électorales du département sur l'année 2022.	07/07/2022	20/07/2022	Non			
20223435	Mairie de Sainte-Anne (Martinique)	communication, sous forme dématérialisée par courriel, de la copie de la délibération dite de « rectification de la délibération du 1er avril 2021 » votée lors du conseil municipal du 12 novembre 2021.		25/06/2022	Oui			
20223456	Centre universitaire de Mayotte	communication d'une copie de son entier dossier administratif personnel, en particulier les documents relatifs à son recrutement, à la gestion de son service et à sa rémunération, concernant notamment des heures de vacances non payées.		27/06/2022	Oui			
20223457	Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM)	communication des documents suivants : 1) l'avis du directeur général de l'agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé sur l'arrêté du 17 décembre 2019 fixant les critères de sélection des donneurs de sang ; 2) le compte rendu du groupe de travail relatif à la contre-indication des personnes sous testostérone au don du sang, sur lequel se base cet avis.	07/07/2022	20/07/2022	Oui			
20223468	Mairie de Roscoff	communication des rapports d'analyse de pollution d'un remblai situé à l'est du Vieux-Port, commandés par la commune préalablement à la construction d'un bâtiment devant héberger un centre nautique, notamment les rapports suivants : 1) HPC-I8210122 daté du 21 décembre 2021 (analyse pollution remblai) ; 2) HPC-I8210124 daté de 2022 (préconisations) ;	07/07/2022	20/07/2022	Non			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		3) HPC-I8210151 daté du 15 janvier 2022 (dossier déclaration au titre article -1).						
20223471	Mairie de Saint-Hilaire-d'Ozilhan	consultation en mairie des registres des délibérations du conseil municipal pour les années 1954, 1955, 1956, 1957, 2002, 2003, 2004, 2018, 2019, 2020 et 2021.		27/06/2022				
20223483	Assistance publique-Hôpitaux de Marseille (AP-HM)	communication d'un copie de l'intégralité des documents contenus dans le dossier médical de sa fille née le 10 janvier 2017, constitué par l'hôpital de la Timone.		24/06/2022				
20223484	Mairie de Vaujours	communication, par voie postale ou électronique, d'une copie de la liste des emplacements de stationnement réservés, sur le territoire de la commune, aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite, ainsi que des arrêtés municipaux correspondants.		24/06/2022	Oui			
20223485	Mairie de Clamart	communication, par voie postale ou électronique, d'une copie de la liste des emplacements de stationnement réservés, sur le territoire de la commune, aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite, ainsi que des arrêtés municipaux correspondants.		24/06/2022				
20223486	Mairie de Pontcarré	communication, par voie postale ou électronique, d'une copie de la liste des emplacements de stationnement réservés, sur le territoire de la commune, aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite, ainsi que des arrêtés municipaux correspondants.		24/06/2022				
20223487	Mairie de Vélizy-Villacoublay	communication, par voie postale ou électronique, d'une copie de la liste des emplacements de stationnement réservés, sur le territoire de la commune, aux personnes handicapées et/ou à mobilité réduite, ainsi que des arrêtés municipaux correspondants.		24/06/2022	Oui			
20223498	Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée	communication des documents suivants relatifs à l'aménagement du secteur Mazenod à Marseille : 1) l'entier dossier d'enquête publique préalable à l'utilité publique, comprenant, la notice explicative, le plan de situation, le plan global des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages et l'appréciation des dépenses ; 2) l'entier dossier d'enquête publique parcellaire comprenant la liste des propriétaires et le plan parcellaire ; 3) les avis émis par les personnes publiques associées dans le cadre de la concertation interadministrative, en ce compris la réponse faite par établissement public à ces avis ; 4) les documents de présentation et les comptes rendus de réunion de concertation qui ont pu intervenir en amont de l'enquête publique ; 5) les avis émis par l'architecte des bâtiments de France concernant ce projet d'aménagement, et notamment celui intervenu postérieurement à la première présentation faite du projet en 2018.	07/07/2022	20/07/2022	Oui			
20223505	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, à la suite d'une première transmission incomplète, des documents suivants relatifs à la gestion des sections de la commune de Coltines: 1) la copie des titres de paiement émis par le maire, au cours de l'année 2021, pour perception des fermages des terres agricoles des sections de cette commune comprenant la copie des pièces justificatives de ces recettes (contrats de bail, conventions pluriannuelles d'exploitation ou délibérations du conseil municipal) ; 2) les titres de paiement émis par le maire en vue du paiement des taxes foncières des sections et de la commune et pièces justificatives.		27/06/2022	Fin			
20223508	Mairie de Carlepont	communication du permis de construire n° X.		24/06/2022	Oui			
20223511	Mairie de Massy	copie intégrale de l'acte de naissance de Monsieur X né le X dans la commune.	07/07/2022	20/07/2022				
20223530	Préfecture de police de Paris	communication, par voie postale ou électronique, d'une copie de l'entier dossier administratif de son client, comprenant notamment les documents suivants : 1) les pièces relatives à l'état civil de l'agent ; 2) les dossiers de candidatures (entrée sur titres ou concours, les relevés de notes...) ; 3) la correspondance administrative : les demandes de rapports, les procès-verbaux des commissions, la correspondance de l'agent ; 4) les feuilles de notes et les appréciations, ainsi que les rapports sur la manière de servir ; 5) la copie des décisions individuelles ; 6) les documents relatifs aux positions administratives ; 7) l'état général des services et les arrêtés de situation ; 8) le dossier relatif à la formation (stages effectués) ; 9) le dossier disciplinaire ; 10) le dossier médical.		24/06/2022				
20223532	Centre hospitalier d'Antibes Juan-les-Pins	communication d'une copie de son entier dossier médical et administratif, ouvert à la suite de l'hospitalisation de l'intéressé survenue à la date du 21 décembre 2018 jusqu'au 11 octobre 2019 dans le service de psychiatrie B2.	08/09/2022	04/10/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20223535	Service départemental d'incendie et de secours du Jura (SDIS 39)	communication, pour chacun des agents suivants, des arrêtés notifiant leur nouvelle situation de chef d'équipe et la prime de responsabilité : 1) X (CPL) ; 2) X (CPL).		05/07/2022	Oui			
20223539	Ministère de la Justice	communication, par courrier électronique, d'une copie de la décision d'exclusion de l'activité sportive de son client, ainsi que de la liste des effets personnels figurant au vestiaire de l'intéressé au sein du Centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan.		22/06/2022	Oui			
20223540	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie (DREAL 31-Siège)	communication des bilans 2021 des actions menées par l'inspection des installations classées et des programmes prévisionnels 2022 : 1) à l'échelle de tous les départements de l'ancienne région Midi-Pyrénées ; 2) à l'échelle du territoire de l'Occitanie.	07/07/2022	21/07/2022	Oui			
20223548	Ministère de la Justice	communication, par courrier électronique, d'une copie de la décision ayant ordonné le placement de son client en régime fermé de détention depuis le 14 janvier 2022 au Centre pénitentiaire de Lille.		22/06/2022	Fin			
20223549	Ministère de la Justice	communication, par courrier électronique, d'une copie de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client depuis le 1er novembre 2020 au Centre pénitentiaire de Lille.		22/06/2022	Oui			
20223550	Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CGFPT 34)	copie, de préférence par courrier électronique, des documents établissant le lien contractuel permettant au Docteur X de siéger en commission de réforme.	07/07/2022	21/07/2022				
20223553	Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine	communication, par envoi postal ou voie dématérialisée, des documents suivants se rapportant au récolement des travaux réalisés dans le cadre du marché public relatif à la réalisation du nouveau quai Castel sur la zone portuaire de Blancpignon à Anglet, ainsi qu'au tassement du quai : 1) l'ensemble des pièces, en particulier les rapports, avis, procès-verbaux, correspondances reçus et/ou produits par la région, en tant que maître d'ouvrage et maître d'œuvre, et se rapportant au récolement des travaux réalisés dans le cadre du marché conclu le 28 novembre 2012 entre la région et le groupement auquel appartient sa cliente ; 2) l'ensemble des pièces, notamment les rapports, études et avis reçus et/ou produits par la région, et contenant des données se rapportant à la mesure des tassements survenus sur le quai Castel depuis le mois d'août 2019, en particulier les données relevées dans le cadre du « suivi topographique » mis en place « afin de suivre l'évolution des tassements » sur le quai, mentionnées dans le rapport de la société X de septembre 2020 ; 3) l'ensemble des pièces produites ou reçues par la région, s'ils sont différents de ceux mentionnés au point 2) ci-dessus, et ayant pour objet ou effet de permettre de vérifier l'évolution des tassements survenus depuis le mois d'août 2019 sur le quai Castel.	07/07/2022	21/07/2022	Oui			
20223554	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de la liste du paquetage de son client à son arrivée et à son départ du centre pénitentiaire de Bois d'Arcy.		19/07/2022	Oui			
20223557	Centre hospitalier intercommunal d'Elbeuf-Louviers-Val de Reuil	communication, par voie postale ou par courrier électronique, du dossier personnel de sa cliente.		08/07/2022	Fin			
20223558	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Saint-Joseph de Louveciennes (EHPAD 78)	copie de l'intégralité du dossier médical de sa défunte mère, depuis son arrivée dans l'établissement en mai 2018 et son départ le 1er février X, afin de faire valoir ses droits et défendre sa mémoire, dans le cadre de l'enquête en cours concernant la suspicion de maltraitance lors de son hospitalisation en urgence en septembre 2021, à savoir toutes les informations formalisées ou ayant fait l'objet d'échanges écrits entre professionnels au sein de l'établissement (résultats d'examen, comptes rendus de consultation, d'intervention, d'exploration ou d'hospitalisation, protocoles et prescriptions thérapeutiques mis en œuvre, feuilles de surveillance, correspondances lors des phases de transmissions quotidiennes, etc).		19/07/2022	Oui			
20223562	Commission de recours contre les décisions de refus de visa d'entrée en France (CRRV)	communication, par voie postale ou électronique, dans le cadre d'une demande de délivrance d'un visa court séjour de son client, d'une copie de la décision en date du 08 avril 2022 motivant le rejet de la demande de visa.		01/07/2022	Oui			
20223563	Centre hospitalier régional Metz-Thionville	communication en sa qualité d'ayant-droit de Madame X (épouse divorcée X), afin de faire valoir ses droits comme héritière dans le cadre d'une procédure juridictionnelle en cours, par envoi postal à son domicile et à ses frais, des dates d'hospitalisation et des comptes-rendus médicaux entre novembre 2012 et janvier 2013.		04/07/2022				
20223565	Service départemental d'incendie et de secours de la Guadeloupe (SDIS 971)	communication des arrêtés de stage et de titularisation au grade d'attaché territorial de Madame X	07/07/2022	20/07/2022				
20223583	Union des syndicats d'aménagement et de gestion des milieux aquatiques (USAGMA) de l'Aisne	copie des documents suivants : 1) le procès-verbal du comité syndical en date du 5 mai 2021 ;	07/07/2022	20/07/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2) toutes les délibérations validées par la Préfecture qui y sont attachées.						
20223595	Ministère de la Justice	communication, par courrier électronique, de la demande de transfert de son client incarcéré au centre pénitentiaire de Lille-Annoeullin et de la transmission de cette demande à la direction interrégionale des services pénitentiaires.		05/07/2022	Fin			
20223601	Préfecture de l'Orne	communication de l'ensemble des documents préparatoires à l'édition de l'arrêté du 12 janvier 2022 concernant son client ordonnant le dessaisissement d'armes, de munitions et de leurs éléments au titre de l'article L312-11 du code de la sécurité intérieure, notamment : 1) l'avis défavorable du 18 novembre 2021 émis par la direction départementale de la sécurité publique de l'Orne ; 2) les informations transmises le 23 novembre 2021 par le procureur de la République près du tribunal judiciaire de Laval ; 3) la lettre recommandée et l'accusé de réception de la préfecture du 15 décembre 2021.	07/07/2022	21/07/2022	Oui			
20223604	Caisse d'allocations familiales de la Haute-Vienne (Caf 87)	communication, par photocopie à ses frais, de l'ensemble des documents ayant permis le calcul du montant de son Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) et, notamment : 1) la liste des dénominations possibles de la situation professionnelle d'un allocataire en situation de handicap ouvrant droit à l'AAH partielle ou complète ; 2) les documents ayant permis à la Commission de Recours Amiable (CRA) d'effectuer un premier abattement de 80 % et un second de 30 % ; 3) tous les documents administratifs d'ordre général permettant le calcul de l'AAH.		05/07/2022	Oui			
20223608	Communauté de communes le Grésivaudan	communication, par courrier électronique, des documents suivants : 1) l'état présentant l'ensemble des indemnités de toutes natures, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat au sens des livres VII et VIII de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales ou de toute société ou filiale des sociétés mentionnées au livre V de la première partie du même code, pour les années 2020, 2021 et 2022 ; 2) la preuve de la publication de ces documents sur le site internet de la collectivité.		05/07/2022	Oui			
20223609	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication, par courrier électronique, de la décision relative au permis de conduire de son client, référencée 48SI.		08/07/2022	Oui			
20223610	Ministère de la Justice	communication, en version dématérialisée par DVD ou CD, des documents suivants relatifs à des établissements pénitentiaires en gestion publique pour lesquels le prix en cantine de certains produits de base ne peut excéder un tarif défini au niveau national : 1) la liste des établissements pénitentiaires qui entrent dans le dernier accord-cadre en vigueur à la date de la demande ; 2) la liste des produits de base en cantine et leurs tarifs faisant partie de l'accord-cadre en vigueur à la date de la demande.	07/07/2022	20/07/2022				
20223618	Université d'Orléans	communication, par consultation, de ses copies de S5 dans les matières suivantes : 1) régime général des obligations ; 2) droit international public ; 3) droit international privé.	07/07/2022	20/07/2022	Oui			
20223621	Conseil d'Etat	communication, à la suite des audiences du Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (TITSS) du 30 octobre 2020 et de la Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale (CNTSS) du 11 décembre 2020, d'une copie des tableaux originels signés, répartissant par dossier le nombre des vacations attribuées à l'intéressée.	21/07/2022	29/07/2022				
20223624	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication de l'intégralité des documents contenus dans le dossier de première demande de titre de séjour de son client, déposé en préfecture le 5 février 2021.		08/07/2022				
20223631	Université Claude Bernard Lyon 1	communication, de préférence par voie électronique, dans le cadre du licenciement de l'intéressé à l'issue de sa période de stage, d'une copie de l'entier dossier professionnel de ce dernier, notamment les bilans (à mi-parcours de stage) et leurs annexes, ainsi que les divers avis des commissions et les comptes rendus concernant le demandeur.		08/07/2022	Par			
20223633	Rectorat de l'académie de Lille (AC 59)	communication de son entier dossier administratif et, notamment, du sous-dossier BEPA, sachant que l'intéressé invoque l'incomplétude du dossier qu'il a pu consulter.		07/07/2022				
20223635	Groupement de coopération sanitaire HAD de la région de Melun	communication, à son adresse ou à celle du médecin traitant de son défunt époux, Monsieur X, le docteur X, du dossier pharmaceutique avec les dotations de morphines retournées en pharmacie, concernant son hospitalisation du 21 au 23 décembre 2021.		18/07/2022	Non			
20223646	Hôpitaux universitaires de Strasbourg	communication, par voie électronique, d'une copie du certificat médical ayant prescrit une ceinture		06/07/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		lombarde à son client incarcéré à la Maison d'arrêt de Strasbourg.						
20223653	Mairie de Montmagny	communication des refus de permis de construire et des autres décisions de rejet, relatifs à l'exécution de travaux au X, opposés à son client avant l'octroi d'un permis de construire en 2017.		07/07/2022				
20223656	Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Haute-Corse (DDETSPP 2B anciennement DDCSPP 2B)	communication, au format papier, par voie postale, de l'intégralité du dossier médical de sa cliente.		08/07/2022				
20223658	Ministère des armées	communication d'une copie de son dossier militaire.		07/07/2022	Oui			
20223659	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes Les Résidences de l'Evre (EHPAD 49)	consultation sur place / sur site, en présence de son employeur, de son dossier administratif personnel.	07/07/2022	20/07/2022	Oui			
20223661	Syndicat d'action foncière du Val-de-Marne (SAF 94)	communication, par envoi de copies, des documents suivants relatifs à l'arrêté 2022-07 du syndicat mixte d'action foncière du Val-de-Marne : 1) les délégations de signature générales et spécifiques aux préemptions, notamment celles accordées par le Conseil d'administration ou par le bureau à son président ou à toute autre personne ; 2) l'avis du service des domaines sur la base duquel la décision de préemption a été prise ; 3) la demande d'avis préalablement adressée au service des domaines.	07/07/2022	20/07/2022				
20223666	Mairie de Malves-en-Minervois	copie, en sa qualité de conseiller municipal, des délibérations du conseil municipal des mois de : 1) juin, juillet et décembre 2004 ; 2) janvier, février, mars, avril, septembre et octobre 2005 ; 3) janvier et février 2006 ; 4) octobre, novembre et décembre 2007 ; 5) janvier, février et mars 2008.		01/08/2022	Oui			
20223678	Mairie de Palaiseau	communication, par publication en ligne sur le site internet https://www.ville-palaiseau.fr , des arrêtés municipaux suivants : 1) les arrêtés municipaux relatifs à l'instauration d'une zone de rencontre rue Marcellin Berthelot ; 2) les arrêtés municipaux relatifs à l'instauration d'un sens unique de circulation rue Marcellin Berthelot et rue Verdun ; 3) l'arrêté municipal relatif à l'annulation d'une zone rencontre rue Paul Doumer.		08/07/2022				
20223681	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, par envoi d'une copie, de l'avis du service des domaines sur la base duquel la décision de préemption, mentionnée à l'arrêté 2022-07 du syndicat mixte d'action foncière du Val-de-Marne, a été prise.	07/07/2022	20/07/2022	Oui			
20223716	Ministère de la Justice	communication par courrier électronique de la décision prise à l'issue du débat contradictoire du 10 mars 2022 ainsi que du dossier contradictoire complet relatif à la saisie de l'ordinateur de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Valence, le chef d'établissement ayant répondu au demandeur que son client détenait déjà les documents et pouvait les lui transmettre.	21/07/2022	01/08/2022	Oui			
20223718	Mairie de Vauvenargues	copie de l'arrêté municipal ayant instauré les emplacements réservés aux personnes handicapées.		08/07/2022				
20223720	Etablissement public pour l'insertion dans l'emploi (EPIDE)	copie, par courrier ou par courriel sur support dématérialisé, des documents suivants concernant sa cliente : 1) l'intégralité de son dossier administratif ; 2) l'ensemble des délibérations fixant les éléments de rémunération, en particulier celles applicables aux postes occupés par sa cliente.		08/07/2022	Oui			
20223721	Direction départementale des territoires du Gers (DDT 32)	communication des avis, incluant ceux formulés par courriels, émis durant l'instruction de l'arrêté du 7 juillet 2021, portant définition des points d'eau à prendre en compte lors de l'application de produits phytopharmaceutiques en application de l'arrêté interministériel du 4 mai 2017.	21/07/2022	26/07/2022	Fin			
20223724	Mairie d'Asnières-sur-Seine	communication d'une copie intégrale de l'acte de naissance de Monsieur X né le X dans la commune.	21/07/2022	26/07/2022	Oui			
20223729	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, par courriel, ou sur support numérique ou copie papier, de son entier dossier administratif.	21/07/2022	26/07/2022				
20223747	Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement en Île-de-France (DRIHL)	communication de la note d'évaluation rédigée par Madame X, sur sa situation.		18/07/2022				
20223748	Mairie de Béruges	communication, en sa qualité de conseiller municipal, des documents suivants : 1) le tableau de bord de synthèse Hélios à fin décembre 2021 ; 2) les tableaux de bord mensuels de janvier, février, mars, avril et mai 2022.		20/09/2022	Oui			
20223757	Ministère de la Justice	communication de la copie numérique par courrier électronique, de la décision ayant ordonné la fouille à nu de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Lille, le 15 avril 2022, à la suite d'une fouille de		13/07/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		cellule.						
20223760	Mairie des Deux Alpes	1) communication du coût global des travaux supportés par la mairie pour la rénovation de la crèche actuelle ; 2) copie du budget communal de l'année correspondante.		19/07/2022	Oui			
20223768	Mairie de Mont-sur-Meurthe	consultation, en sa qualité de conseiller municipal, des comptes détaillées de la commune de 2020 et 2021.		19/07/2022	Fin			
20223777	Direction départementale des territoires des Yvelines (DDT 78)	communication, si possible sous format dématérialisé, ou à défaut sous format papier par voie postale, du « dernier dossier loi sur l'eau soumis par la SCCV Cœur de Ville », dans le cadre de la réalisation du projet « Cœur de Ville » par la société civile de construction vente (SCCV) X, situé sur un terrain entre la rue des écoles et la rue de la République à Saint-Rémy-lès-Chevreuse.	21/07/2022	26/07/2022	Oui			
20223792	Préfecture du Territoire-de-Belfort	communication des documents d'archives collectés auprès du service des archives départementales du Territoire de Belfort ayant fondés la décision du 7 avril 2022 notifiée à sa cliente relative à la demande de fixation de la consistance légale de l'installation du X à X.	21/07/2022	26/07/2022	Oui			
20223798	Mairie de Brest	communication des actes administratifs de propriété concernant la rue X.	21/07/2022	26/07/2022				
20223804	Mairie de Montcombroux-les-Mines	communication des délibérations n° 222-2017, 223-2017 et 224-2017 en date du 20 juillet 2017 visées dans le cadre de l'arrêté du 24 décembre 2021 portant permis de construire délivré par la commune à la société X.		19/07/2022	Oui			
20223807	Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Isère (DDETS 38) ex-Direction départementale de la cohésion sociale de l'Isère (DDCS 38)	communication de la décision de la commission de médiation de l'Isère du 23 septembre 2021 relative à la reconnaissance de son droit au logement opposable (DALO).	21/07/2022	26/07/2022	Fin			
20223809	Mairie de Mailhac-sur-Benaize	communication des documents suivants : 1) le compte administratif et le budget assainissement ; 2) le budget principal.	08/09/2022	13/09/2022	Fin			
20223811	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de la liste du paquetage de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Fresnes, à son arrivée et à son départ du centre national d'évaluation (CNE).		08/07/2022	Oui			
20223815	Bordeaux Métropole	communication des documents concernant le raccordement en eau potable du terrain de son client : 1) les plans des réseaux sous voirie notamment les documents permettant de connaître la présence de réseau aux droits du 83 avenue de l'Église romane 33 370 Artigues près Bordeaux ; 2) le règlement de voirie imposant la reconstitution à l'identique de la chaussée sur une largeur de 5m de part et d'autre lors de la réalisation d'une tranchée.	21/07/2022	26/07/2022	Fin			
20223824	Syndicat mixte des mobilités de l'aire grenobloise (SMMAG)	communication, en sa qualité d'élue siégeant au conseil du Syndicat mixte des mobilités de l'aire grenobloise, de l'ensemble des documents ayant conduit à la rédaction de la délibération du 14 avril 2022 sur le lancement de la procédure d'élaboration du Plan de Mobilité et, notamment : 1) les échanges avec les services de l'État indiquant qu'une révision simple du PDU en PDM n'est pas envisageable juridiquement ; 2) les études juridiques et financières préalables ayant permis la rédaction de cette délibération.	21/07/2022	26/07/2022				
20223825	Mairie des Matelles	copie, par courrier postal, de son dossier personnel.		08/07/2022	Fin			
20223827	Centre Hospitalier Lannion-Trestel	communication, par voie postale, de l'intégralité des pièces du dossier médical de son défunt père Monsieur X, notamment : 1) le compte rendu et date du sondage urinaire ; 2) les éléments de surveillance journalière (diurèse, bilan bactériologique) ; 3) les date, clichés et compte rendu ; 4) l'ordonnance de contention ; 5) les ordonnances prescrivant le loxapac ainsi que la périodicité et le dosage prescrit et administré.		18/07/2022	Fin			
20223832	Préfecture de Seine-et-Marne	communication de l'entier dossier de sa cliente.		08/07/2022	Oui			
20223834	Mairie de Rouen	communication, dans un format numérique, ouvert et réutilisable, de l'état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat au sens des livres VII et VIII de la cinquième partie ou de toute société mentionnée au livre V de la première partie ou filiale d'une de ces sociétés.	21/07/2022	26/07/2022				
20223836	Mairie de Strasbourg	communication, dans un format numérique, ouvert et réutilisable, de l'état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat au sens	21/07/2022	26/07/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		des livres VII et VIII de la cinquième partie ou de toute société mentionnée au livre V de la première partie ou filiale d'une de ces sociétés.						
20223837	Mairie de Poitiers	communication, dans un format numérique, ouvert et réutilisable, de l'état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat au sens des livres VII et VIII de la cinquième partie ou de toute société mentionnée au livre V de la première partie ou filiale d'une de ces sociétés.	21/07/2022	26/07/2022	Oui			
20223838	Mairie de Mérignac	communication, dans un format numérique, ouvert et réutilisable, de l'état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat au sens des livres VII et VIII de la cinquième partie ou de toute société mentionnée au livre V de la première partie ou filiale d'une de ces sociétés.	21/07/2022	26/07/2022	Oui			
20223839	Mairie de Caen	communication, dans un format numérique, ouvert et réutilisable, de l'état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat au sens des livres VII et VIII de la cinquième partie ou de toute société mentionnée au livre V de la première partie ou filiale d'une de ces sociétés.	21/07/2022	26/07/2022	Oui			
20223840	Mairie d'Avignon	communication, dans un format numérique, ouvert et réutilisable, de l'état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat au sens des livres VII et VIII de la cinquième partie ou de toute société mentionnée au livre V de la première partie ou filiale d'une de ces sociétés.	21/07/2022	26/07/2022	Oui			
20223846	Mairie de Fontenay-aux-Roses	communication, par courrier électronique, de l'ensemble des autorisations d'urbanisme délivrées sur la parcelle cadastrée X, située X à Fontenay-aux-Roses, depuis le 1er janvier 2021 jusqu'au 2 mai 2022 avec, pour chaque autorisation : 1) le formulaire de demande d'autorisation ; 2) le dossier complet joint au formulaire de demande ; 3) l'ensemble des avis émis au cours de l'instruction ; 4) l'arrêté de permis de construire ou de non opposition à la déclaration préalable.		08/07/2022	Oui			
20223855	Centre hospitalier universitaire de Bordeaux (CHU)	consultation sur place, et non copie comme proposé par l'administration, de son dossier médical constitué lors de son hospitalisation au sein de l'établissement du 1er septembre 2018 au 3 octobre 2018.	21/07/2022	26/07/2022				
20223857	Mairie de Montesquieu	copie, des procès-verbaux des conseils municipaux, délibérations du conseil municipal, budgets primitifs ou prévisionnels, emprunts bancaires, livres de comptes, de l'état des recettes et des dépenses, du rapport d'audit fiscal, depuis 2016.		08/07/2022				
20223859	Communauté de communes Cingal - Suisse Normande	communication des documents suivants concernant le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) approuvé par délibération du conseil communautaire en date du 31 mars 2022 : 1) la preuve de l'affichage de l'avis d'enquête et de publication sur le site internet de la communauté de communes Cingal - Suisse Normande ; 2) la preuve de la tenue d'une conférence intercommunale dans le respect des exigences de l'article L153-21 du code de l'urbanisme à l'issue de l'enquête publique ; 3) la délibération approuvant le PLUI, la justification de la transmission au contrôle de légalité et la preuve de publicité et d'affichage de cette délibération ; 4) le courrier de convocation des conseillers communautaires et ses annexes (ordre du jour, note de synthèse, etc.) en vue de cette délibération et la preuve de l'envoi des courriers de convocations.	21/07/2022	26/07/2022	Oui			
20223865	Direction générale des finances publiques (DGFiP)	communication, dans le cadre d'une créance éditée par l'administration fiscale le 22 décembre 2008, d'une copie entière de l'avis de mise en recouvrement (AMR) d'origine, faisant suite à une déclaration de succession éditée au nom d'épouse de la demanderesse.		08/07/2022				
20223866	Mairie de Tillières-sur-Avre	communication des documents suivants la concernant : 1) l'arrêté la plaçant en congé de grave maladie suite à la décision prise le 25 juin 2021 par le comité médical du centre de gestion de Évreux ; 2) l'arrêté la plaçant en disponibilité d'office à partir du 1er janvier 2022.		08/07/2022	Fin			
20223885	Hospices civils de Lyon (HCL)	communication, par courrier électronique, du dossier médical de son client, et notamment la partie relative aux traitements reçus à l'occasion de ses grèves de la faim en 2018 et 2020.		13/07/2022	Oui			
20223891	Agence régionale de santé - Délégation	communication du protocole de régulation du SAMU de Pau.	21/07/2022	26/07/2022	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
	départementale des Pyrénées-Atlantiques (ARS 64)							
20223894	Centre hospitalier de Sens	communication de la copie de son dossier administratif.		13/07/2022	Oui			
20223897	Ordre des avocats au barreau de Paris	communication des documents suivants : 1) la délibération de la commission de l'exercice du 17 février 2022, émettant un « avis défavorable » à sa demande de réinscription au barreau de Paris ; 2) la délibération de la commission de l'exercice, intervenue à une date indéterminée, qui a opposé un « avis défavorable » à sa demande de réinscription au barreau de Paris du 23 novembre 2020.	21/07/2022	26/07/2022	Fin			
20223901	Ministère de la Justice	communication de la copie numérique, par courrier électronique, de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client, incarcéré au centre de détention de Bapaume, depuis son arrivée dans l'établissement.		08/07/2022	Oui			
20223929	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication de la décision 48SI relative à son client, notifiée à une mauvaise adresse.		14/07/2022	Non			
20223932	Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)	communication de ses comptes rendus d'entretien professionnel réalisés depuis 2011, date de son arrivée dans cette administration.		28/06/2022	Oui			
20223936	Mairie d'Haux	communication des documents suivants : 1) la délibération autorisant le maire à signer le protocole d'accord mettant fin au litige avec le SIAEPA de Langoiran et X, ainsi que ses annexes ; 2) la délibération autorisant le maire à signer la convention liant la commune au SIAEPA de Langoiran pour le futur, ainsi que ses annexes, approuvées par le conseil municipal le 23 mai 2022 ; 3) les pièces de valorisation financière et fiscale 2021 établies par le centre de gestion comptable de Castres-sur-Gironde dont dépend la commune, pour lesquelles les extraits ont été publiés dans le « Haux Actus » du mois de juin 2021 et dont la mairie a mentionné que le document intégral serait accessible en mairie et publié prochainement sur le site de la commune.		19/07/2022	Oui			
20223941	Orange Groupe	communication de la copie, sous forme papier, des documents suivants : 1) la délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels fonctionnaires à la société ORANGE, consentie début janvier 2017 à Monsieur X, en sa qualité de X, par Monsieur X, en sa qualité de X ; 2) l'acceptation de cette délégation par le délégataire ; 3) la preuve de la publication de cette délégation dans les conditions prévues par le conseil d'administration.	08/09/2022	12/09/2022	Oui			
20223942	Communauté d'agglomération de Flers Agglo	communication des documents relatifs à l'installation des barrières sur la voie d'accès aux propriétés de sa cliente : 1) tout arrêté justifiant l'atteinte portée à la circulation du public sur la voie située le long de la façade sud de l'entrepôt ; 2) tout élément de nature à justifier cette atteinte ; 3) les travaux envisagés pour y remédier.		13/07/2022				
20223944	Mairie de Beuvraignes	communication d'une copie de l'acte de décès de Monsieur X, survenu le X.	21/07/2022	26/07/2022	Oui			
20223956	Rectorat de l'académie de Lyon (AC 69)	communication de l'avis rendu à son sujet par son supérieur hiérarchique dans le cadre de l'avancement des professeurs des écoles du Rhône à l'échelon 9 en avancement accéléré dans le cadre des rendez-vous de carrière 2020-2021.		19/07/2022	Fin			
20223960	Mairie de Paris	communication d'une copie intégrale de l'acte de naissance de Monsieur X, né le X.	21/07/2022	25/07/2022	Oui			
20223963	Direction des services départementaux de l'éducation nationale des Hauts-de-Seine (DSDEN 92)	communication du dossier d'agrément le concernant en tant que musicien intervenant dans les écoles de la ville de Levallois-Perret.	21/07/2022	01/08/2022	Oui			
20223970	Centre hospitalier spécialisé de l'Yonne	communication du dossier médical de son fils de neuf ans X, sachant que le centre hospitalier exige qu'elle fournisse préalablement une autorisation écrite de son fils.	21/07/2022	25/07/2022	Oui			
20223973	Centre hospitalier intercommunal de Montdidier-Roye	communication de son dossier médical à la suite de son accident de voiture survenu sur la route Montdidier/Amiens, à l'intersection de Gratibus, le 13 février 2022.		19/07/2022				
20223974	Mairie de Flers	communication des documents relatifs à l'installation des barrières sur la voie d'accès aux propriétés de sa cliente : 1) tout arrêté justifiant l'atteinte portée à la circulation du public sur la voie située le long de la façade sud de l'entrepôt ; 2) tout élément de nature à justifier cette atteinte ; 3) les travaux envisagés pour y remédier.		13/07/2022	Oui			
20223983	Rectorat de l'académie de Montpellier (AC 34)	communication de l'imprimé de prise en charge de ses soins à la suite de son accident de travail du 16 mai 2022.	21/07/2022	26/07/2022	Oui			
20223985	Préfecture de la Martinique	copie numérisée de la liste électorale complète de la Martinique, afin de géocoder la liste électorale,	21/07/2022	26/07/2022	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		puis de construire les contours des bureaux de votes, le demandeur s'engageant à ne pas en faire un usage commercial.						
20223989	Grand Hôpital de l'Est Francilien (GHEF)	communication, par envoi postal, de son dossier médical constitué notamment par le service ORL lors de son hospitalisation au mois de mars 2020.		07/07/2022	Oui			
20223991	Mairie d'Halluin	communication du compte administratif 2021 et du budget 2022.		07/07/2022				
20224007	Estérel Côte d'Azur Agglomération (ex-Communauté d'agglomération Var Estérel Méditerranée (CAVEM))	communication des plans du réseau d'assainissement.	21/07/2022	25/07/2022				
20224009	Mairie de Saint-Crépin-Ibouwillers	communication de la copie des délibérations par lesquelles le conseil municipal a voté le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les années 2018, 2019, 2020 et 2021.	21/07/2022	25/07/2022	Oui			
20224018	Mairie de Bois-Colombes	communication de la copie du dossier de déclaration préalable, délivré le 13 janvier 2022, sous le n° DP X, dont le bénéficiaire est la SARL X (Monsieur X).		24/08/2022	Oui			
20224020	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication des listes d'émargement relatives aux élections du 19 juin 2022 dans la circonscription de Pondichéry (2ème circonscription de l'Inde), par délivrance d'une copie, alors que le consulat de France à Pondichéry ne propose qu'une consultation sur place.	21/07/2022	01/08/2022				
20224021	Ministère des armées	possibilité de reproduire par « saisie informatique » les documents suivants dont il a obtenu la consultation par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, conservés par le centre des archives du personnel militaire (CAPM), intitulés « Mission militaire française de liaison près le Haut Commandement du Groupe de Forces Ouest (inventaire 1485 - classeurs 11835, 11836 et 11837) : 1) deux registres intitulés « registre des sorties » de 1972 à 1975 ; 2) deux registres intitulés « journal des activités opérationnelles » de 1975 à 1976 ; 3) six registres intitulés « cahiers d'ordres et de travail aérien » de 1976 à 1991.	21/07/2022	26/07/2022	Oui			
20224026	Mairie de Fort-de-France	communication de la copie de la décision liée à la délibération du conseil municipal du X relative à la cession de la parcelle cadastrée X à son père, Monsieur X.		06/09/2022	Fin			
20224029	Mairie de Pineuilh	copie des 14 arrêtés suivants, non disponibles sur le site internet de la commune : - 2022-04-05 ; - 2022-04-04 ; - 2022-04-03 ; - 2022-04-01 ; - 2022-03-05 ; - 2022-03-04 ; - 2022-03-03 ; - 2022-03-02 ; - 2022-02-03 ; - 2022-02-02 ; - 2022-02-01 ; - 2022-01-05 ; - 2022-01-03 ; - 2022-01-02.		24/08/2022	Oui			
20224036	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de la déclaration de succession ou du moins la partie notoriété de celle-ci, au nom de X, décédé le X à X - domicilié au X.	21/07/2022	01/08/2022				
20224047	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication d'une copie de la notification du titre exécutoire d'un montant de 186,62 euros émis le 27 juin 2016 à l'encontre de l'intéressé par le service des eaux de la commune de Rutali (Haute-Corse).		05/08/2022	Oui			
20224054	Mairie de Le Minihic-sur-Rance	communication des éléments suivants : 1) les détails des opérations suivantes du compte administratif du budget annexe plaisance 2021, en section 3 : a) 6063 fournitures entretien pour un montant de 1354 € ; b) 6064 fournitures administratives pour un montant de 144 € ; c) 6068 autres matières et fourniture pour un montant de 11 740 € ; d) 611 sous traitance générale pour un montant de 1 771 € ; e) 61521 entretiens, réparation bâtiments publics ; f) 6156 maintenance pour un montant de 735 € ; g) 6358 autres droits pour un montant 16 397 € ; h) 012-3215 charges de personnel, frais assimilés ; i) 6215 personnels affectés par CL de rattachement ;		06/09/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		<p>j) 67 charges exceptionnelles pour un montant de 125 € ;</p> <p>2) les détails des opérations suivantes du budget primitif 2022 du budget annexe plaisance 2022, en section 2 :</p> <p>a) 011 charges à caractères générales, 31 928 € ;</p> <p>b) 012 charges de personnel, frais assimilé ;</p> <p>2) les détails des opérations suivantes du budget primitif 2022 du budget annexe plaisance 2022, en section 3 :</p> <p>a) 21 immobilisations corporelles pour un montant de 16 489 € ;</p> <p>b) 70 ventes produits fabriqués, prestations ;</p> <p>c) 6061 fournitures non stockables pour un montant de 3 500 € ;</p> <p>d) 6063 fournitures, entretien et petit équipement pour un montant de 1 500 € ;</p> <p>e) 6132 locations immobilières pour un montant de 5 000 € ;</p> <p>f) 6068 autres matières et fournitures 1 500 € ;</p> <p>g) 611 sous traitance générale pour un montant de 1 500 € ;</p> <p>h) 61521 entretiens, réparation bâtiments publics pour un montant de 500 € ;</p> <p>i) 61558 entretiens autres biens mobiliers pour un montant de 105 € ;</p> <p>j) 6156 maintenances pour un montant de 900 € ;</p> <p>k) 6288 autres pour un montant de 381 € ;</p> <p>l) 6358 autres droits pour un montant 17 042 € ;</p> <p>m) 6215 personnels affectés par CL de rattachement pour un montant de 11 000 €.</p>						
20224056	Eurométropole de Strasbourg	copie, par courrier électronique, de l'arrêté municipal de 1951 régissant l'usage du domaine public.		06/09/2022	Oui			
20224081	Mairie de Tartas	communication du permis de construire de la station d'essence et de lavage sise X (parcelle X).		24/08/2022	Oui			
20224082	Mairie de Vallauris Golfe-Juan	communication, en sa qualité de conseillère municipale et de préférence par voie électronique, d'une copie de la délibération municipale instaurant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) pour les agents de la commune.		24/08/2022				
20224084	Centre hospitalier spécialisé Ravenel	copie intégrale du dossier médical et administratif du demandeur, placé sous le régime de protection de type curatelle, alors que le centre hospitalier exige de sa part un nouveau courrier de demande d'accès à ses informations de santé cosigné par son curateur afin d'obtenir la facturation des frais de reprographie ainsi que des frais d'envois postaux éventuels.	08/09/2022	30/09/2022	Oui			
20224094	Collège Edgar Varèse	communication des documents suivants : 1) le règlement intérieur du conseil d'administration (CA) soumis au vote de cette instance le 21 octobre 2021 ; 2) les documents relatifs à la composition des groupes de travail suivants, annoncés lors du CA du 2 décembre 2021 : a) groupe de travail sur la répartition de la de la dotation horaire globale (DHG) ; b) groupe de travail sur le règlement intérieur ; 3) la convocation de chacun de ces groupes de travail ; 4) les comptes rendus de ces groupes de travail.	08/09/2022	13/09/2022	Par			
20224097	Direction générale des territoires et de la mer (DGTM) de Guyane	communication de l'étude commandée par la DGTM de Guyane à la direction générale de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE) relative au potentiel de production de biomasse liquide (EMAG) sur le territoire guyanais.	08/09/2022	28/09/2022				
20224103	Mairie de Marseille	communication d'une copie intégrale de l'acte de mariage de Madame X et Monsieur X célébré le X, la commune exigeant la production d'un justificatif concernant sa qualité à obtenir la délivrance de cet acte.	08/09/2022	12/09/2022	Oui			
20224118	Mairie de Saint-Laurent-de-Chamousset	communication des comptes administratifs sur les trois dernières années.	22/09/2022	04/10/2022	Oui			
20224122	Maison départementale des personnes handicapées du Gard (MDPH 30)	communication du dossier relatif à son évaluation médicale afin de percevoir l'allocation adulte handicapé.		06/09/2022				
20224127	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication, par courriel, de la copie de l'entier dossier de regroupement familial de son client, au bénéfice de son épouse, Madame X.		06/09/2022				
20224138	Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI)	communication des documents suivants la concernant : 1) le dossier individuel relatif à sa carrière en qualité de fonctionnaire des douanes depuis 1974 ; 2) les procès-verbaux des commissions administratives paritaires (CAP) de promotion de chef service comptable (CSC) pour les années 2016, 2017, 2018 ; 3) le compte rendu de la CAP - cadres supérieurs- recours entretien professionnel des 21 et 22 mai 2019 ; 4) le compte rendu des CAPC n° 2 et 3 (CSC1/CSC2) du 7 novembre 2019, 5 novembre 2020 et du mois		05/09/2022	Par			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		de décembre 2021.						
20224139	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SCCV X, de la liste des comptes bancaires ouverts et recensés dans le fichier FICOBA au nom de cette personne morale.	08/09/2022	19/09/2022				
20224141	Communauté de Communes Castagniccia Casinca	communication de la liste des entreprises et des particuliers assujettis à la redevance spéciale sur les déchets industriels et commerciaux.	08/09/2022	19/09/2022	Oui			
20224147	Préfecture de la Martinique	communication d'un extrait du fichier d'inscription des navires enregistrés et en construction, depuis 2012 : 1) par la société X ; 2) par la société X, dont elle était gérante de droit.	08/09/2022	12/09/2022	Oui			
20224153	Ministère de la Justice	copie numérique par courrier électronique des documents concernant son client incarcéré au centre pénitentiaire de Bourg en Bresse : 1) la décision ayant ordonné son placement à l'isolement ainsi que du dossier contradictoire complet ; 2) la décision ayant ordonné une retenue sur le compte nominatif de son client au profit du Trésor Public ; 3) le compte rendu d'incident justifiant cette retenue ; 4) le procès-verbal d'état des lieux de la cellule en cause.		24/08/2022	Oui			
20224157	Mairie de Bellaffaire	copie, par courrier électronique, des documents suivants : 1) les comptes administratifs 2021 ; 2) les budgets primitifs 2022 des budgets communaux (général, eau et assainissement et centre communal d'action sociale (CCAS).		06/09/2022	Oui			
20224158	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication, par courrier électronique, de la copie de l'intégralité des dossiers de demandes de visas, au titre de la réunification familiale, déposés au bénéfice des enfants de sa cliente au consulat de France à Conakry (Guinée), auxquelles un refus a été opposé à deux reprises sous les références X.		02/09/2022				
20224167	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - Auvergne-Rhône-Alpes - Unité interdépartementale Loire et Haute-Loire (DREAL 42)	communication, à la suite d'une première transmission incomplète, des documents de suivi des arrêtés préfectoraux de mise en demeure suivants, notamment les comptes rendus de visites des diverses installations classées concernées, effectuées par les inspecteurs de la DREAL, qui sont consultables dans les locaux de la DREAL sur demande et prise de rendez-vous : 1) 214/DDPP/2021 ; 2) 228/DDPP/2021 ; 3) 263/DDPP/202 ; 4) 503/DDPP/2021 ; 5) 504/DDPP/2021 ; 6) 554/DDPP/2021 ; 7) 459/DDPP/2021 ; 8) 383/DDPP/2021 ; 9) 253/DDPP/2021 ; 10) 270/DDPP/2021 ; 11) 312/DDPP/2021 ; 12) 313/DDPP/2021 ; 13) 308/DDPP/2021 ; 14) 254/DDPP/2021 ; 15) 540/DDPP/2021 ; 16) 327/DDPP/2021 ; 17) 303/DDPP/2021 ; 18) 325/DDPP/2021 ; 19) 89/DDPP/2021 ; 20) 119/DDPP/2021 ; 21) l'arrêté préfectoral portant mesure d'urgence n° 146/DDPP/2021 ; 22) l'arrêté de consignation n° 150/DDPP/2021.	08/09/2022	29/09/2022				
20224168	Mairie de Saint-Thibault-des-Vignes	communication de la copie intégrale du permis de construire PC X.		15/09/2022	Fin			
20224179	Ministère de la Justice	consultation ou communication d'une copie de son dossier médical constitué par la médecine du travail.		09/09/2022	Oui			
20224187	Mairie de Redessan	communication, par voie postale ou par courrier électronique, de la copie des documents suivants : 1) les différents procès-verbaux validés par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) concernant les critères retenus pour l'évaluation et le compte rendu professionnel concernant les années 2019, 2020, 2021 pour les différents services qui y sont éligibles dans la collectivité de	08/09/2022	19/09/2022	Par			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		Redessan ; 2) le procès-verbal validé du CHSCT concernant les critères retenus pour établir le montant individuel de l'indemnité administrative et de technicité en vigueur à la date de réception de la demande concernant les services qui y sont éligibles au sein de la collectivité.						
20224189	Communauté d'agglomération de Roissy Pays de France	communication, à la suite d'une première transmission incomplète, de la copie intégrale du dossier administratif de sa cliente, notamment les documents manquants suivants : 1) les éléments médicaux, incluant les expertises diligentées ; 2) les éléments financiers.		06/09/2022	Oui			
20224213	Centre Antoine Lacassagne	communication, afin de connaître les causes de la mort, de l'intégralité du dossier médical de son époux, Monsieur X, né le X et décédé au sein de l'établissement le X, l'administration exigeant préalablement que la demanderesse produise une copie de sa carte nationale d'identité recto verso ou un passeport en cours de validité ainsi qu'un acte de notoriété établi par le notaire chargé de la succession ou éventuellement un certificat d'hérédité prouvant sa qualité d'ayant-droit et d'héritier.	08/09/2022	19/09/2022	Oui			
20224220	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Paris (CROUS 75)	communication du dossier individuel de sa cliente, agent contractuel employée au restaurant universitaire des Grands Moulins dans le 13ème arrondissement à PARIS, composé de l'ensemble des pièces depuis son recrutement y compris ses bulletins de paie.		06/09/2022	Oui			
20224222	Rectorat de l'académie de Guyane (AC 973)	communication de la liste anonymisée, indiquant l'échelon, le grade et l'ancienneté, des personnels du second degré promus à la classe exceptionnelle au titre de l'année 2021.		06/09/2022				
20224236	Rectorat de l'académie de Normandie	communication du rapport transmis par Monsieur X au docteur X et ayant conduit à la convocation de Madame X le 7 décembre 2021.		09/09/2022				
20224240	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de son dossier médical relatif à son accouchement de jumeaux, le X, à l'hôpital Trousseau.		06/09/2022				
20224242	Mairie de Périgueux	communication d'une convention signée avec la société ATC pour l'implantation d'une antenne de radiotéléphonie sur le domaine public.	08/09/2022	03/10/2022	Oui			
20224252	Caisse primaire d'assurance maladie de Paris (CPAM 75)	communication, par courriel électronique ou par voie postale, de l'intégralité du dossier de demande d'aide médicale de l'état présentée par son client, né le 8 septembre 1975 en Tunisie, lequel bénéficie d'une carte individuelle d'admission n°X.		09/09/2022	Oui			
20224253	Rectorat de l'académie de la Martinique (AC 972)	communication, dans le cadre du mouvement intra-académique des personnels enseignant, de la copie des arrêtés de nomination concernant deux postes vacants en Lettres- Anglais, publiés pour le lycée professionnel Raymond Neris à Le Marin, en 2019, 2020, 2021 et 2022.		09/09/2022				
20224274	Rectorat de l'académie d'Orléans-Tours (AC 45)	communication d'une copie de l'intégralité des documents contenus dans son dossier administratif.		19/09/2022	Oui			
20224278	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, par courriel, des grands livres comptables (principal et eau) de la commune de Saint-Alban-en-Montagne, pour les années 2020 et 2021.		03/08/2022	Oui			
20224280	Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de l'Isère (DDETS 38) ex-Direction départementale de la cohésion sociale de l'Isère (DDCS 38)	communication d'un duplicata de la décision de la Commission de médiation relative à son recours amiable en vue d'être reconnu prioritaire pour être accueilli dans une structure d'hébergement, un logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale, reçu par le secrétariat de la Commission de médiation le 16 septembre 2021.	08/09/2022	12/09/2022				
20224293	Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat	communication des documents se rapportant au projet de décret portant création du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) : 1) le procès-verbal de la séance du 6 novembre 2013 ; 2) le procès-verbal de la séance du 21 octobre 2013 du premier examen de la commission statutaire préparatoire ; 3) les documents préparatoires au projet de décret sur le RIFSEEP ; 4) le rapport de présentation du projet de décret sur le RIFSEEP ; 5) le courrier d'accompagnement de la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP).	08/09/2022	03/10/2022				
20224298	Grenoble-Alpes Métropole	communication, dans le cadre de la réalisation d'une piste cyclable et pour les piétons sur une partie de parcelles dont son client est propriétaire devant X (X), des documents suivants : 1) l'ordre de mission adressé par Grenoble-Alpes métropole au géomètre expert qu'elle a saisi de cette affaire : bornage amiable ou reconnaissance des limites avec la propriété de son client ; 2) le résultat du travail du géomètre expert : procès-verbal de bornage amiable ou procès-verbal de reconnaissance des limites avec plans.	08/09/2022	03/10/2022				
20224299	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre	08/09/2022	03/10/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		d'une recherche universitaire concernant la création des deux associations de personnes originaires du Portugal à Vitry-sur-Seine en 1980-1981, des documents conservés aux Archives nationales sous la cote : Archives de la direction des libertés publiques et des affaires juridiques (DLPAJ) 1) 19840083/114, dossier 6082 : Demande d'autorisation de l'association étrangère X (1980-1981) ; 2) 19840083/120, dossier 6480 : Demande d'autorisation de l'association étrangère X (1980-1981).						
20224306	Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco)	communication des documents suivants pour les années universitaires 2014/2015, 2015/2016, 2016/2017, 2017/2018, 2018/2019 : 1) les états de ses services, prévisionnels et définitifs ; 2) les emplois du temps le concernant.		08/09/2022				
20224310	Rectorat de l'académie de Paris (AC 75)	communication de l'arrêté la concernant relatif à l'accident de service du 12 février 2020 établi à la suite de la réunion de la commission de réforme du 15 décembre 2020.		19/09/2022				
20224312	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication des documents suivants relatifs à la mise en place d'un réseau d'alerte concernant la ville d'Étampes : 1) la copie de la convention financière signée récemment entre la ville d'Étampes, le Trésor public et la préfecture de l'Essonne ; 2) les échanges entre ces différentes institutions ayant conduit à la mise en place de ce réseau d'alerte ; 3) les comptes rendus de réunion ; 4) l'analyse financière du Trésor public ayant conduit à la mise en place du réseau d'alerte.	08/09/2022	03/10/2022				
20224323	Métropole européenne de Lille (MEL)	communication de la copie des documents suivants relatifs à la construction du tronçon du boulevard Pierre Mauroy traversant le Parc du Lion à Wattrelos : 1) l'enquête publique ; 2) les études d'impacts portant sur le bruit et la biodiversité.	08/09/2022	03/10/2022	Oui			
20224333	Préfecture de la Côte-d'Or	communication, si possible sous forme numérique par courriel, des documents suivants relatifs au parc éolien du Mirebellois : 1) toute demande du promoteur concernant les autorisations administratives dudit projet ; 2) les avis émis par les administrations consultées par le promoteur ; 3) les éventuelles décisions prises.	08/09/2022	12/09/2022				
20224343	Préfecture de l'Essonne	communication, afin de rechercher un proche, de la liste électorale départementale.	08/09/2022	19/09/2022	Non			
20224344	Mairie de le Bois-Plage-en-Ré	communication, en sa qualité de conseiller municipal, par courriel au lieu de la consultation en mairie proposée, du règlement intérieur du logement d'urgence de la commune, signé le 8 juin 2022 par la première adjointe.	08/09/2022	13/09/2022	Oui			
20224345	Centre hospitalier régional d'Orléans	communication de son dossier médical complet relatif à son hospitalisation du X.		03/08/2022	Oui			
20224346	Université d'Orléans	communication du règlement d'examen du diplôme universitaire (DU) droit religion et société.	08/09/2022	03/10/2022				
20224348	Métropole Aix-Marseille Provence	communication, de préférence sous forme dématérialisée par courriel, des documents suivants relatifs au réseau d'assainissement collectif de la commune de La Ciotat : 1) le plan actualisé du réseau ; 2) le schéma d'assainissement collectif.	08/09/2022	12/09/2022	Oui			
20224357	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SCI X, de tous les comptes bancaires contenus dans le fichier FICOBA ouverts au nom de cette société.	08/09/2022	21/09/2022				
20224358	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la SARL X, de tous les comptes bancaires contenus dans le fichier FICOBA ouverts au nom de cette société.	08/09/2022	21/09/2022				
20224373	Mairie de Bonneuil-en-France	communication, en sa qualité de conseillère municipale, par courrier électronique, d'une copie de l'ensemble des délibérations du conseil municipal du 30 mai 2022.		05/08/2022	Oui			
20224374	Mairie de Champs-sur-Marne	communication du tableau des emplois de la commune, notamment les informations suivantes par service : 1) les postes occupés ; 2) le grade des agent occupant ces postes ; 3) les postes budgétés à pourvoir ; 4) les grades créés pour couvrir ces postes.	08/09/2022	12/09/2022	Fin			
20224375	Caisse primaire d'assurance maladie du Hainaut (CPAM 59)	communication, à la suite de son accident de travail survenu le 8 avril 1997, de la copie du dossier de l'intéressé, notamment des documents suivants : 1) le certificat médical initial ; 2) la déclaration d'accident de travail ;		19/10/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		3) la décision de la CPAM relative à la prise en charge de l'accident de travail ; 4) la décision du médecin conseil de la CPAM concernant la consolidation.						
20224378	Lycée Notre-Dame du Kreisker de Saint-Pol de Léon	communication du livret scolaire de Monsieur X, le fils de sa cliente, scolarisé au sein de l'établissement en classe de X au cours de l'année X.	08/09/2022	19/09/2022	Oui			
20224381	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de la copie de la fiche décès concernant sa mère, Madame X, survenu le X à X.		20/09/2022				
20224398	Communauté d'agglomération Pays Basque	communication de l'ensemble des délibérations postérieures à celle du 1er juin 2011 relatives au site de la Technocité.		12/10/2022	Oui			
20224414	Ministère des armées	ampliation de l'entier dossier militaire de son grand-père, Monsieur X, né le X à X.	22/09/2022	04/10/2022	Oui			
20224417	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de la décision ayant ordonné la suspension de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Lille, de sa formation professionnelle du 18 au 30 mai 2022 à la suite de son agression par deux autres détenus de l'établissement.		06/09/2022	Fin			
20224420	Préfecture de La Réunion	communication de la copie de l'autorisation ou de la convention signée par lui-même ou par son père décédé, Monsieur X, ayant permis à son père de bénéficier de l'aide à la production de canne à sucre.	08/09/2022	20/09/2022	Fin			
20224433	Préfecture des Hauts-de-Seine	communication, de préférence par voie électronique, de la copie des documents suivants relatifs à la demande de dérogation à la protection des espèces protégées au sein de la zone aménagement concerté (ZAC) de l'Arsenal de Rueil-Malmaison : 1) la décision du préfet du 22 février 2016 qui a autorisé de déroger à la protection des espèces protégées au sein de la ZAC de l'Arsenal, en l'espèce l'OEdipode turquoise ; 2) les avis rendus par les services consultés, notamment le Conseil national de la protection de la nature (CNPN), sur cette demande de dérogation ; 3) l'ensemble du dossier de demande de dérogation déposé au titre du code de l'environnement.	08/09/2022	12/09/2022				
20224437	Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie	copie, de préférence par voie électronique, du plan stratégique de l'OPT mentionné à l'article 1 de la délibération n° 93 / 2021 du 16 novembre 2021 publiée au journal officiel de la Nouvelle-Calédonie (JONC) le 9 décembre 2021, adressée au président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie par courrier référencé D013-2022/MC du 8 janvier 2022 dont accusé de réception du 19 janvier 2022.	08/09/2022	05/10/2022				
20224438	Préfecture de l'Hérault	communication d'un duplicata du premier titre de séjour délivré en juin 2016 à son mandant.		05/08/2022	Oui			
20224441	Mairie de Villabé	communication, en sa qualité de conseillère municipale, des factures et du certificat administratif mentionnant la nature exacte des dépenses relatifs au remboursement de frais de transports et de séjour du maire et de son 1er adjoint concernant la mission effectuée en Ukraine du 12 au 15 mars 2022.		05/10/2022	Oui			
20224445	Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	consultation de l'ensemble des copies des examens de session 2 en licence 2 AJAC/L3.	08/09/2022	20/09/2022				
20224446	Caisse d'assurance retraite et de la santé au travail de Bourgogne et Franche-Comté (CARSAT 21)	communication du document ayant fondé le calcul de sa pension de réversion et retenu l'existence d'une autre épouse.	08/09/2022	22/09/2022	Oui			
20224458	Mairie les Bordes-sur-Arize	communication, par courriel, des procès-verbaux des conseils municipaux de 2020, 2021 et 2022.		11/08/2022	Oui			
20224488	Direction académique des services départementaux de l'éducation nationale du Rhône (DSDEN 69)	communication du tableau d'avancement accéléré concernant les professeurs des écoles du Rhône promu à une bonification d'ancienneté pour l'accès au 9ème échelon dans le cadre de la campagne 2021-2022.	08/09/2022	22/09/2022				
20224495	Mairie de Cuy-Saint-Fiacre	communication du procès-verbal de délimitation établi entre la parcelle de ses clients, cadastrée section X, et celle de Madame X cadastrée section X.	08/09/2022	05/10/2022				
20224500	Collège de France	copie de la convention passée avec l'école du Breuil après approbation par l'assemblée du collège de France.	22/09/2022	05/10/2022	Oui			
20224501	Ministère des armées	communication des documents suivants contenus dans son dossier médical qui serait archivé à Limoges : 1) les documents médicaux militaires concernant son classement en P5 en 1974 d'une part pour antécédents probables d'états crépusculaires avec obnubilation de la conscience, d'autre part pour troubles psychiques entravant gravement la vie sociale du sujet ou arriération mentale ; 2) les résultats d'examens effectués lors de ses deux hospitalisations pour syndrome méningé ayant eu lieu entre le mois de novembre 1973 et le mois de janvier 1974.		04/10/2022	Oui			
20224510	Mairie de Montauban	communication des documents suivants relatifs à l'aménagement de l'écoquartier de l'hippodrome au niveau de la zone d'aménagement concerté (ZAC) de Pays Bas : 1) le ou les permis de construire, permis d'aménager et déclaration préalable délivré(s) au titre du code de l'urbanisme ; 2) le ou les arrêtés, récépissés et autres décisions délivré(s) au titre du code de l'environnement (loi sur l'eau, espèces protégées, ICPE) et du code forestier (défrichement).	08/09/2022	03/10/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20224515	Rectorat de l'académie de Paris (AC 75)	communication des documents suivants relatifs à sa demande de bourse pour l'année scolaire 2022-2023 : 1) la décision relative à sa demande ; 2) les documents justifiant le montant des ressources (revenu brut global) de sa mère à hauteur de X €, pris en compte pour l'examen de sa demande.	22/09/2022	14/10/2022	Oui			
20224518	Préfecture du Tarn	communication des documents suivants relatifs à l'ancienne installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) dite X située à X : 1) les arrêtés préfectoraux d'évaluation environnementale et de suivi sanitaire du site ; 2) les courriels et courriers échangés concernant le suivi de ce site et les pollutions constatées ; 3) les comptes rendus de réunions, notes et rapports concernant le suivi de ce site et les pollutions constatées	22/09/2022	30/09/2022	Oui			
20224521	Préfecture du Nord	copie, de préférence par courrier électronique, ou, à défaut, par voie postale, de l'entier dossier administratif de son client.		12/09/2022				
20224525	Conseil départemental de Saône-et-Loire (CD 71)	copie, par courrier électronique, du montant des subventions, ainsi que des subventions délivrées à la commune de Saint Leger-sur-Dheune de 2019 à 2022.	08/09/2022	20/09/2022				
20224528	Mairie de La Seyne-sur-Mer	communication, en sa qualité de conseiller municipal, de la notification préfectorale relative au remboursement de la taxe d'aménagement en raison de l'annulation d'un permis de construire.	22/09/2022	17/10/2022	Fin			
20224531	Centre hospitalier de Châteauroux	communication, de la copie numérique, par courrier électronique, du dossier médical depuis le mois de novembre 2021, de son client, incarcéré à la maison centrale de Saint-Maur, le centre hospitalier exigeant préalablement la remise de la copie de la pièce d'identité de son client et d'un mandat exprès signé par son client.	08/09/2022	13/09/2022	Oui			
20224542	Centre hospitalier universitaire de Limoges (CHU)	communication des déclarations d'évènements indésirables médicamenteux VIGILIM® le concernant.	22/09/2022	30/09/2022	Fin			
20224550	Mairie des Monts d'Andaine	copie, sur clé USB fournie par la demanderesse, des documents suivants : 1) les comptes administratifs 2021 pour les budgets : Commune, lotissements communaux (Le Lavoir, Le Bois Fauvel, Le Champ de Courses), lotisseur-loueur, MARPA D'ANDAINE ; 2) le budget primitif 2022 pour les budgets : Commune, lotissements communaux (Le Lavoir, Le Bois Fauvel, Le Champ de Courses), lotisseur-loueur, MARPA D'ANDAINE ; 3) les comptes de gestion 2021 des budgets : Commune, lotissements communaux (Le Lavoir, Le Bois Fauvel, Le Champ de Courses), lotisseur-loueur, MARPA D'ANDAINE ; 4) les délibérations du conseil municipal visées par la préfecture et leurs annexes.		12/09/2022	Fin			
20224555	Île-de-France Mobilités (anciennement Syndicat des transports d'Ile-de-France STIF)	copie, par voie électronique, des documents en lien avec le marché n° 2021-048 conclu entre Île-de-France Mobilités et la société X : 1) le marché n° 2021-048 « contrat d'émetteur transport mise à disposition de la technologie d'X pour la dématérialisation des titres de transport francilien » ; 2) l'ensemble des annexes du marché ; 3) la note justificative de la conclusion du marché en gré à gré avec la société X Distribution ; 4) le procès-verbal de la réunion de la commission interne des marchés du 21 janvier 2022 visé dans la délibération n° 20220217-054 ; 5) le rapport n° 20220217-054 visé dans la délibération n° 20220217-054 ; 6) l'avis favorable unanime de la commission économique et tarifaire du 11 février 2022 visé dans la délibération n° 20220217-054.		12/09/2022				
20224570	Mairie d'Aix-en-Provence	copie des documents suivants : 1) le tableau d'ensemble des effectifs de la collectivité pour les années 2021 et 2022 ; 1) la liste des postes par cadre d'emplois et par grade prévus au budget pour les années 2021 et 2022 ; 2) la liste des postes pourvus par cadre d'emplois et par grade pour les années 2021 et 2022 ; 3) la liste des postes vacants par cadre d'emplois et par grade depuis 2021 ; 4) la liste des postes supprimés depuis 2021 ; 5) les déclarations de vacances de postes au centre de gestion.	22/09/2022	17/10/2022	Oui			
20224575	Bibliothèque nationale de France	copie de son dossier personnel et de son dossier médical.		19/09/2022	Oui			
20224585	Mairie de Marseille	communication, à la suite d'une première transmission incomplète, du rapport d'expertise d'origine du centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) du X relatif à son immeuble sis X dans le X faisant l'objet d'un arrêté de péril imminent en date du X.	08/09/2022	04/10/2022	Fin			
20224588	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication d'une copie par courrier électronique sans frais et, à son adresse interpersonnelle, de son entier dossier examiné lors de la réunion du conseil régional de santé (CRS) de la direction de la médecine des forces (DMF) du mardi 03 mai 2022 à 8h30 à Tours notamment les rapports, comptes		19/09/2022	Par			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		rendus, procès-verbaux et avis.						
20224591	Mairie de Villieu-Loyes-Mollon	copie du récépissé du courrier que la mairie a adressé à Maître X le 28 Janvier 2022 concernant la préemption des terrains de sa cliente sur la commune de Loyes.	08/09/2022	19/09/2022				
20224592	Préfecture du Nord	copie, de préférence par courrier électronique, ou, à défaut, par envoi postal, des documents suivants : 1) l'autorisation préfectorale concernant la mise en œuvre d'un système de vidéoprotection sur la commune de Coudekerque-Branche et de son poste mobile de police municipale ; 2) la délibération du conseil municipal ayant mis en œuvre le système de vidéoprotection en vigueur à la date de la présente demande de X ; 3) chacun des actes individuels désignant et habilitant les fonctionnaires à visionner et à consulter les images recueillies au moyen de la vidéoprotection délivré par la préfecture ; 4) la liste des personnes autorisées à accéder à la salle de vidéoprotection et du poste mobile de police municipale.	22/09/2022	17/10/2022				
20224596	Conseil régional d'Ile-de-France	communication, par courriel, du dossier de subvention ayant permis à la région d'octroyer la somme de 10 000 € à l'association YouCare France, sise X à X (SIRET X) en soutien à une opération en Ukraine.		26/09/2022	Oui			
20224599	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de la totalité des décisions ayant ordonné les fouilles à nu de son client, incarcéré au centre de détention de Roanne, depuis le 1er octobre 2020.		06/09/2022	Oui			
20224602	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication de l'entier dossier de refus implicite de délivrer un visa à son client, adopté par le service consulaire de Dakar.		06/09/2022				
20224604	Mairie d'Alfortville	communication, par courriel ou par courrier à ses frais, de la copie des documents suivants relatifs à la décision de l'établissement public foncier d'Ile-de-France (EPFIF) n° X datée du X par laquelle il a décidé d'exercer le droit de préemption urbain sur la vente de biens situés X à Alfortville, notamment : 1) la délibération n° 5 du conseil municipal du 8 juillet 1987 instaurant le droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones urbaines du territoire communal, assortie du justificatif de notification en préfecture ; 2) les justificatifs d'affichage et de publicité de cette délibération du 8 juillet 1987 ; 3) les justificatifs de publication de cette délibération du 8 juillet 1987 dans deux journaux diffusés dans le département ; 4) la délibération du 3 juillet 2019 n° DEL2019-095 du conseil municipal approuvant la convention d'intervention foncière entre la commune, l'établissement public territorial (EPT) Grand Paris Sud Est Avenir et l'EPFIF, assortie du justificatif de notification en préfecture ; 5) la délibération du conseil municipal n° X autorisant la signature de l'avenant n° 2 à la convention d'intervention foncière conclue le 24 septembre 2019 entre la commune, l'EPT Grand Paris Sud Est Avenir, et l'EPFIF, relatif au site X et au site X, cadastré X et X, assortie du justificatif de notification en préfecture.	22/09/2022	04/10/2022	Oui			
20224606	Mairie de Vaires-sur-Marne	copie, en format Excel, en sa qualité de conseiller municipal, de la liste électorale en vigueur à l'occasion des élections législatives de juin 2022.	08/09/2022	05/10/2022				
20224614	Etablissement d'hébergement des personnes âgées dépendantes du Brand (EHPAD 68)	communication, afin de connaître les causes de la mort et de défendre la mémoire du défunt, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de la copie intégrale du dossier médical de son père, Monsieur X, notamment les éléments manquants suivants à la suite d'une précédente communication : 1) selon la rubrique « F » de l'article R1112.2 du code de la santé publique, la nature des soins dispensés au service de médecine interne des Hôpitaux civils de Colmar où son père est décédé ; 2) selon la rubrique « N », le dossier des soins infirmiers dispensés à son père jusqu'à son décès au sein des Hôpitaux civils de Colmar ; 3) le dossier soins infirmiers de l'EHPAD du Brand ; 4) selon la rubrique « Q » à défaut de directives anticipées, la copie de la décision devant être prise obligatoirement en collégialité avec la personne de confiance concernant l'arrêt des soins ; 5) le compte rendu de l'examen médical qui a permis de détecter un supposé X ; 6) la cause du décès : arrêt cardiaque ? étouffement ? ou autre ?		11/10/2022	Oui			
20224625	Mairie de Marseille	communication de deux demandes de permis de construire relatives à un projet immobilier unique sur la friche industrielle chimiquement polluée Legré-Mante, déposées par X en décembre 2021, corrélativement à un projet associé de dépollution du site.		15/09/2022	Oui			
20224630	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication d'une copie à son domicile, de son entier dossier médical relatif à son séjour à l'hôpital entre les 4 mai et le 14 mai 2003 pour l'accouchement de son enfant .		16/09/2022	Oui			
20224635	Mairie de Frasseto	copie des délibérations du conseil municipal de la commune de Frasseto approuvant la conclusion d'un contrat de bail dans le périmètre de son propre territoire et dans le périmètre du territoire de la	22/09/2022	11/10/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		commune de X, depuis le 1er janvier 2008.						
20224636	Ministère de la Justice	communication, par courrier électronique, d'une copie numérique de l'extrait pertinent du règlement intérieur du centre de pénitencier du Havre, lieu d'incarcération de son client, prévoyant la durée d'enfermement nocturne des détenus en cellule.		15/09/2022	Oui			
20224647	Préfecture de Vaucluse	communication, sous forme électronique par courriel ou lien de téléchargement, des documents suivants cités au sein de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 février 2022 prescrivant à la société X représentée par Maître X, son liquidateur, pour son ancien site implanté sur le territoire de la commune de X une surveillance de la qualité des eaux souterraines : 1) l'arrêté préfectoral n° X autorisant la société X à poursuivre et à modifier l'exploitation d'une X à X, modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires n° X ; 2) les arrêtés préfectoraux n° X et X engageant une procédure de consignation à l'encontre de la société société X pour un montant total de 1 321 580 € TTC ; 3) l'arrêté préfectoral n° X abrogeant l'arrêté préfectoral n° X engageant une procédure de consignation à l'encontre de la société société X pour un montant de 216 580 € TTC ; 4) les arrêtés préfectoraux de restitution partielle des X ; 5) la lettre de la société société X, reçue le 27 juillet 2010, informant le préfet de la mise à l'arrêt définitif de l'installation classée de X située X à X ; 6) la facture A217784 de X, transmise par Maître X le 16 novembre 2021, d'un montant de 11 088 € TTC, correspondant au coût des 3 campagnes d'analyses des eaux souterraines et superficielles réalisées en octobre 2020, avril 2021 et juillet 2021, de la réalisation du bilan annuel 2020 du suivi trimestriel de la qualité des eaux souterraines et superficielles au droit et à l'aval du site des X de X et de la participation à une réunion de travail ; 7) les rapports X suivants : a) l'étude environnementale X ; b) l'étude environnementale X ; c) les investigations complémentaires pour la recherche de la source TCE X ; d) la recherche de la source de pollution en TCE X ; e) l'interprétation de l'état des milieux X ; f) la recherche de la pollution en TCE, mise en place de X ; g) le plan de gestion du site SWM – zone ouest X ; h) le plan de gestion du site SWM – zone est X ; i) la mise à jour des plans de gestion X ; j) l'analyse de risques résiduels après travaux X ; k) les études, travaux de dépollution de la nappe et suivi de la qualité des eaux souterraines et de surfaces X ; 8) le rapport de l'inspection en date du 16 décembre 2021.	22/09/2022	30/09/2022	Oui			
20224649	Ministère de la Justice	communication, par courrier électronique, d'une copie numérique de l'extrait du règlement intérieur du centre de détention de Bapaume, au sein duquel est incarcéré son client, prévoyant la durée d'enfermement nocturne des détenus en cellule.		15/09/2022				
20224656	Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique	communication de la liste des organismes agréés à procéder au classement des meublés de tourisme, sur le fondement de l'article D324-8 ou R324-9 du code du tourisme à la date du 22 juillet 2009.	22/09/2022	30/09/2022				
20224657	ATOOUT FRANCE	communication de la liste des organismes agréés à procéder au classement des meublés de tourisme, sur le fondement de l'article D324-8 ou R324-9 du code du tourisme à la date du 22 juillet 2009.	22/09/2022	30/09/2022	Fin			
20224659	Rectorat de l'académie de Créteil (AC 94)	communication, par consultation, de son dossier administratif.		06/09/2022				
20224667	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Paris (CROUS 75)	communication des documents suivants relatifs à sa demande de bourse pour l'année scolaire 2022-2023 : 1) la décision relative à sa demande ; 2) les documents justifiant le montant des ressources (revenu brut global) de sa mère à hauteur de X €, pris en compte pour l'examen de sa demande.	08/09/2022	20/09/2022	Fin			
20224668	Mairie de Mios	communication des documents suivants : 1) la délibération du conseil municipal du 8 juillet 2019 ; 2) toutes les délibérations concernant la parcelle cadastrée section AP n° 173 pour la période allant du 1er janvier 2015 au jour de la demande ; 3) tout arrêté municipal portant sur cette parcelle cadastrée section AP n° 173 pour la même période.		15/09/2022				
20224670	Office public de l'habitat Béziers Méditerranée Habitat (OPH 34)	communication, par voie électronique, des délibérations du conseil d'administration organisant les délégations de signature depuis le 1er janvier 2017 et leurs annexes notamment les tableaux	22/09/2022	20/10/2022	Non			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		récapitulatifs de ces dernières.						
20224671	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de tous les documents (avis à tiers détenteurs, avis de mise en recouvrement, relances, mises en demeure, accusé de réception depuis 2009 (date du premier avis de mise en recouvrement) à ce jour, relatifs au redressement fiscal dont a fait l'objet le demandeur.	08/09/2022	19/07/2022				
20224672	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication, par courriel ou par courrier, de la décision référencée 48SI ayant prononcé l'invalidation du permis de conduire de son client.		14/09/2022				
20224685	URSSAF Rhône-Alpes (URSSAF 69)	communication des documents relatifs aux cotisations retraites que son client a versé au RSI, pour la période du 1er janvier 2005 au 30 juin 2007.		15/09/2022	Oui			
20224686	Ministère de la Justice	communication de la copie numérique, par courrier électronique, des documents suivants relatifs à son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Valence : 1) la totalité des décisions ayant ordonné ses fouilles à nu, depuis le 1er avril 2022 ; 2) la liste des fouilles exécutées.		24/08/2022				
20224692	Centre hospitalier universitaire de Nice (CHU de Nice)	communication, à ses frais, par voie postale, à la suite d'une première transmission incomplète, afin de connaître les causes de la mort et de défendre la mémoire de la défunte, de l'intégralité du dossier médical de sa mère, Madame X, hospitalisée du X au service de X, notamment les documents manquants suivants : 1) les prescriptions médicales des produits divers figurant dans les traitements durant son hospitalisation (médicaments, perfusions, soins, etc.) ; 2) le dossier de la kinésithérapeute X : compte rendu détaillé de ses différentes séances de rééducation ou de mise au fauteuil avec les dates ; 3) le compte rendu des différentes visites du chirurgien, de l'interne ou du médecin ; 4) les feuilles de surveillance ; 5) la date à laquelle le matelas à air a été mis en place ; 6) la totalité des différents résultats d'analyses de sang pratiquées entre le X et sa date de sortie le X ; 7) le dossier des tests à partir desquels les refus de transfert au service de soins SSR ont été formulés, ainsi que les justificatifs de ces refus.		15/09/2022				
20224697	Marseille Habitat	communication, à la suite d'une première transmission incomplète, du rapport d'expertise d'origine du centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) du X relatif à son immeuble sis X dans le X faisant l'objet d'un arrêté de péril imminent en date du X.	08/09/2022	04/10/2022	Fin			
20224698	Métropole Aix-Marseille Provence	communication, à la suite d'une première transmission incomplète, du rapport d'expertise d'origine du centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) du X relatif à son immeuble sis X dans le X faisant l'objet d'un arrêté de péril imminent en date du X.	08/09/2022	04/10/2022	Fin			
20224704	Préfecture du Gard	communication, par voie dématérialisée par courriel, des documents suivants relatifs au caractère inondable de la commune de Cardet, mentionnés en page 173 du rapport de présentation du plan local d'urbanisme (PLU) définitivement adopté et réalisés sous la direction de la préfecture : 1) l'étude de zonages X des zones d'écoulement soumis à débordement de cours d'eau et à ruissellement, réalisé par le CEREMA ; 2) l'atlas des zones inondables du département du Gard par la méthode hydrogéomorphologique - Bassin des Gardons, réalisé en février 2003 par le bureau d'étude X ; 3) l'étude hydraulique sur les dégâts constatés lors de la crue du 9 septembre 2002, effectuée en février 2003 par le bureau d'étude X ; 4) le recueil des plus hautes eaux (PHE), effectué par la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) à la suite de la crue des 8 et 9 septembre 2002 ; 5) l'étude d'identification des secteurs les plus exposés aux inondations, réalisée par le bureau d'études X ; 6) l'étude globale du bassin versant du Gardon d'Anduze, réalisée en octobre 2005 par le bureau d'études X, pour le compte du syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion équilibrée des Gardons (SMAGE) ; 7) le diagnostic relatif aux conditions d'inondation de la commune et les propositions d'aménagement, réalisés en septembre 2005 par le bureau d'études X, pour le compte du SMAGE.		15/09/2022	Oui			
20224709	Maison départementale des personnes handicapées de Seine-et-Marne (MDPH 77)	communication des éléments de la doctrine de la MDPH permettant à la CDAPH la prise de décisions concernant sa fille mineure X.	22/09/2022	03/10/2022				
20224713	Rectorat de l'académie de Limoges (AC 87)	communication de l'intégralité des dossiers administratif, scolaire (bulletins scolaires y compris) et disciplinaire pour les années scolaires 2020-2021 et 2021-2022, concernant leur fils X X.	22/09/2022	18/10/2022	Non			
20224716	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	copie de l'entier dossier de demandes de visa de ses clients, les enfants X, déposées auprès de l'Ambassade de France en République démocratique du Congo et lesquelles ont fait l'objet d'une		14/09/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		décision de refus.						
20224726	Préfecture de la Corrèze	copie de la décision de refus opposée à la demande de renouvellement de carte de séjour de son client.		14/09/2022	Oui			
20224727	Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie	communication des documents suivants : 1) la délibération accordant une subvention à l'association EPLP pour l'année 2020 d'un montant de 1 000 000 FCFP ; 2) ainsi que les justificatifs de la déduction de 309 071 FCFP appliquée avant versement par virement.		15/09/2022				
20224736	Mairie de Marck	communication d'un arrêté de reconnaissance de l'imputabilité au service, la concernant, établi à la suite de la décision de la commission de réforme du 19 novembre 2021.		14/09/2022	Oui			
20224741	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication de l'intégralité des dossiers de demandes de visa de ses deux clients, lesquelles ont fait l'objet d'un refus opposé en date du 24 et 25 mai 2022 par le consulat général de France à Moscou.		14/09/2022				
20224743	Mairie de Palaiseau	communication, par publication sur le site internet de la ville, des arrêtés municipaux relatifs à la création, sur le territoire de la commune : 1) de chaussée(s) à voie centrale banalisée, notamment, rue Georges Sand ; 2) de bande(s) cyclable(s) au sens de l'article R110-2 du code de la route ; 3) de piste(s) cyclable(s) au sens de l'article R100-2 du code de la route.		06/09/2022				
20224748	Université de Caen Normandie	communication, par courrier postal à son domicile ou par téléchargement depuis un serveur, des documents relatifs à son affectation sur le poste 1218 à l'université de Caen puis Caen-Normandie le 1er septembre 2003 jusqu' au 16 juin 2022 : 1) la fiche de service prévisionnelle établie pour chaque année universitaire, cosignée par l'intéressé(e) et l'administration de l'UFR et, validée en conseil restreint de l'UFR ; 2) l'état de services réalisés, la concernant, pour chaque année universitaire, validé par l'administration de l'UFR ; 3) la copie de la saisie de ses services prévus et réalisés dans l'application OSE à partir de la mise en service de celle-ci ; 4) l'ordre de paiement établi par l'agent comptable de l'université/service gestion paie pour chaque mois à compter de septembre 2003 ; 5) l'arrêté administratif la plaçant en situation « UO reprise d'activité du 1er janvier 2019 au 1er décembre 2019 ».	22/09/2022	17/10/2022	Fin			
20224757	Centre hospitalier Jean Marcel de Brignoles	copie, par courrier à son adresse postale, de l'intégralité des pièces de son dossier médical relatif à sa prise en charge le 28 Juin 2022 par le service des urgences.		14/09/2022				
20224766	Mairie de Lyon	communication des documents suivants, relatifs à l'autorisation d'occupation du domaine public n°X délivrée à l'entreprise X : 1) la demande d'installation d'enseignes n°X correspondant à l'autorisation d'occupation ; 2) l'avis de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Rhône rendu le 8 avril 2021.		15/09/2022	Oui			
20224769	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	copie de ce que son employeur (justice) a envoyé au service des retraites de l'État, concernant le dossier pour sa retraite au titre de l'invalidité.		15/09/2022				
20224773	Mairie de Gigny	communication d'une copie de l'acte de concession funéraire familiale, établi par le maire en 2021 au bénéfice des enfants du couple X et X, et dont il est l'ainé des 3 survivants des 6 enfants.	22/09/2022	20/10/2022	Fin			
20224778	Centre hospitalier des Pays de Morlaix	copie du formulaire rempli par son employeur et par elle-même et confié à son ex-mari pour transmission à l'administration du centre hospitalier concernant le supplément familial de traitement dans le cadre d'une garde alternée depuis 2018 et jusqu'à 2021.	22/09/2022	18/10/2022				
20224785	Mairie de Montreuil	communication de la convention de formation signée avec l'organisme de formation d'élus locaux (Cidefe) et le bilan de cette convention, pour l'année 2021.	22/09/2022	17/10/2022	Oui			
20224786	Préfecture de Mayotte	communication, par courrier électronique, de l'intégralité du dossier de sa cliente, notamment l'intégralité des documents et informations liés à ses demandes de titres de séjour déposées à Mayotte à partir de l'année 2015.		15/09/2022	Fin			
20224792	Préfecture de l'Allier	communication des documents suivants, émis ou commandés par l'État, faisant le bilan de la dépollution sur le site de X, ancienne installation classée pour la protection de l'environnement : 1) le dossier de récolement des travaux (réf : X) du 26 novembre 2019 et ses annexes, établis par le cabinet X ; 2) le rapport établi par l'inspecteur des installations classées en date du 25 août 2020, avec ses annexes ; 3) le mémoire de mise en sécurité pyrotechnique des sols de la société X, déposé par la société X, le 10 mai 2019, avec ses annexes.	22/09/2022	03/10/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20224802	Mairie d'Evreux	copie, sur support papier ou par voie dématérialisée, du dossier de permis de construire PC X délivré au logement familial de l'Eure par un arrêté du 13 avril 2022 du maire d'Evreux.		14/09/2022	Oui			
20224810	Conseil départemental des Yvelines	communication, par voie électronique, des documents et relevés concernant les chiffres détaillés de toutes les campagnes de comptages de véhicules effectuées sur les routes RD34/RD13/RD23/RD15 pendant l'année 2021 qui ont participé à la prise de décision.	22/09/2022	18/10/2022	Oui			
20224818	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	copie de intégralité du dossier de demande de visa, au titre de la réunification familiale, déposé au bénéfice de la fille de son client X, auprès de l'ambassade de France à Kinshasa (République démocratique du Congo), qui a fait l'objet d'une décision de rejet (référence du dossier FIH 2021-717).		19/09/2022				
20224825	Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes de Nédonchel (EHPAD 62)	communication, en sa qualité d'ayant droit et afin de connaître les causes de la mort, des pièces manquantes et non transmises lors du précédent envoi par courrier du 10 novembre 2021, du dossier médical de Monsieur X : 1) les transmissions journalières réalisées pendant le séjour de Monsieur X, soit du 27 août 2021 au 7 octobre 2021 ; 2) le protocole de surveillance hydrique et alimentaire en vigueur au sein de l'établissement et applicable pendant le séjour de Monsieur X, soit du 27 août 2021 au 7 octobre 2021.		16/09/2022				
20224829	Mairie de Limont-Fontaine	communication, de préférence par courrier électronique, de la copie des documents suivants : 1) l'étude de l'impact des nuisances sonores de la salle communale, devant être réalisée en application de l'article R571-27 du code de l'environnement ; 2) le règlement d'utilisation de cette salle ; 3) les devis et factures relatifs aux travaux réalisés sur la salle des fêtes depuis 2016 ; 4) le compte administratif de la commune pour les années 2017, 2018 et 2019.	22/09/2022	18/10/2022	Fin			
20224834	Mairie de Bordeaux	communication des documents suivants concernant les établissements X, X, X, X, X, X, X, X, X, X (+ terrasse extérieure en annexe sur le parking du X), X, X, X (anciennement X), X, X, X, X (restaurant X, X), X (X), X, X, X, X (X, X, X, X, X), X, X, X, X, X (X), X, X, X, X, X, X, X : 1) les autorisations d'ouverture permanente des établissements festifs du quartier X à Bordeaux (dépendant de Bordeaux Maritime) ; 2) les dérogations temporaires (pour la saison estivale 2022) d'ouverture de ces établissements ; 3) les autorisations de diffusion de musique amplifiée à l'intérieur de certains de ces établissements à l'année ; 4) les autorisations de diffusion de musique amplifiée en extérieur délivrées par la mairie à certains de ces établissements pour des événements ponctuels durant la saison estivale 2022.	22/09/2022	11/10/2022	Oui			
20224849	Montpellier Méditerranée Métropole (3M)	communication, au format pdf ou fichiers compatible Macintosh par courriel, de la copie des documents, envoyés à sa banque ou adressés par sa banque, ayant permis à la régie des eaux de la métropole de saisir son compte en banque : titre exécutoire ou justification du fichier en cause que l'ordonnateur a signé électroniquement, copies d'écran, etc.	22/09/2022	18/10/2022	Fin			
20224851	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de la décision ayant ordonné la fouille à nu de son client le 15 juin 2022 au centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan.		24/08/2022	Fin			
20224858	Centre Hospitalier les Murets de La Queue-en-Brie	copie de l'intégralité du dossier médical et administratif de son client, hospitalisé en secteur de soins psychiatriques sans consentement depuis le 10 mai 2022 au sein du centre hospitalier et placé sous curatelle renforcée pour une durée de cinq ans par jugement du 22 octobre 2020 du juge du contentieux et de la protection du tribunal de proximité de Saint-Maur-des-Fosses, au titre des années 2021 et 2022.	22/09/2022	19/10/2022	Fin			
20224859	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client depuis son arrivée dans le centre pénitentiaire de Mont-de-Marsan.		24/08/2022	Oui			
20224860	La Poste	communication de la décision de licenciement prise à l'encontre de leur assuré.	22/09/2022	18/10/2022				
20224866	Communauté de communes du Grand Chambord	publication en ligne sur le site grandchambord.fr des documents suivants issus du conseil communautaire du 27 juin 2022 : 1) la convocation adressée aux conseillers communautaires ; 2) la note de synthèse ; 3) le marché attribué à la SARL « X » pour la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) ; 4) le marché attribué à la société X pour la maîtrise d'œuvre de la réhabilitation de réseaux d'assainissement à Crouy-sur-Cosson ; 5) le marché attribué à l'entreprise X pour les travaux d'extension du réseau d'assainissement et d'eau potable de Saint-Laurent-Nouan ; 6) le marché attribué à l'entreprise X pour des travaux de voirie en 2022.		12/09/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20224870	Centre hospitalier régional Metz-Thionville	communication de son entier dossier médical comprenant les pièces suivantes : 1) son compte rendu d'urgences ; 2) la fiche de consentement qu'elle devait avoir signée.		12/10/2022	Fin			
20224872	Communauté d'agglomération du territoire de la Côte Ouest (TCO)	comunication d'un état actualisé du coût total du projet de programme d'action de prévention des inondations (PAPI).	22/09/2022	11/10/2022	Fin			
20224873	Préfecture de Vaucluse	communication, sous forme électronique par courriel, de la proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes en vue de l'arrêté préfectoral du 22 juin 2022 portant prorogation du délai de décision de la demande d'autorisation unique au titre du code de l'environnement et de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 concernant les travaux d'amélioration de la protection contre les crues du Rhône et les demandes d'autorisation des systèmes d'endiguement des îles Piot et de la Barthelasse.	22/09/2022	12/10/2022	Oui			
20224875	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de son dossier médical et de ses résultats d'analyses / bilan thrombophilie, à la suite de son hospitalisation le X au service pneumologie et soins intensifs de l'hôpital européen Georges Pompidou.		12/09/2022	Oui			
20224880	Préfecture de police de Paris	communication des documents suivants, suite à ses résultats à l'examen des qualifications brigadiers (spécialité paix publique) session 2021 : 1) la grille d'évaluation attachée à sa copie d'examen (n°1379) ; 2) l'arrêté de composition du jury ; 3) le sujet de spécialité paix publique.	22/09/2022	18/10/2022	Oui			
20224882	Ministère des armées	communication des éléments suivants : 1) la fiche de poste ayant servi à la cotation de son poste dans le cadre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ; 2) le mode de calcul du RIFSEEP relatif à son poste ; 3) les points attribués par critère à la cotation de son poste.		12/10/2022	Oui			
20224886	Syndicat Intercommunal à Vocation Scolaire Les Monts d'Andaine et de la Coulonche (SIVOS 61)	copie, sur clé USB fournie par la demanderesse, des documents suivants : 1) le compte administratif 2021 du syndicat intercommunal à vocation scolaire (SIVOS) Les Monts d'Andaine et de la Coulonche ; 2) le compte de gestion 2021 se référant au budget ci-dessus précité ; 3) le budget primitif 2022 du SIVOS,		12/09/2022				
20224887	Conseil départemental de la Haute-Savoie (CD 74)	consultation, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, du dossier concernant son père, Monsieur X, né le X à Annecy et décédé en X.	03/11/2022	29/11/2022	Non			
20224907	Rectorat de l'académie de Créteil (AC 94)	communication du rapport d'évaluation du jury, de juin-juillet 2021, relatif à sa titularisation.	22/09/2022	18/10/2022				
20224909	Préfecture du Nord	copie, dans un format numérique, ouvert et réutilisable, des documents suivants concernant le marché public passé avec l'entreprise X, afférent au nettoyage des campements de personnes exilées à Grande-Synthe : 1) le montant de ce marché par année de 2016 à 2022 ; 2) les détails financiers du marché par année de 2016 à 2022 ; 3) les détails des missions données à l'entreprise attributaire du marché public par année, de 2016 à 2022 ; 4) les propositions d'autres entreprises ayant répondu à l'appel d'offres par année, de 2016 à 2022.		13/09/2022				
20224921	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, en sa qualité d'ayant droit, du dossier médical de sa mère Madame X, décédée le X, au sein du service de médecine interne de l'hôpital Saint-Antoine, afin de connaître les causes de la mort.		12/09/2022	Oui			
20224922	Etablissement public de santé Roger Prévot de Moisselles (EPS Roger Prévot)	communication d'une copie à son domicile de l'intégralité de son dossier médical.	22/09/2022	18/10/2022	Oui			
20224923	LOGIREP	consultation des dossiers amiante des parties privatives et communes de son immeuble sis X, c'est-à-dire les dossiers intitulés « dossier amiante - parties privatives » et « dossier technique amiante » mentionnés au I de chacun des articles R1334-29-4 et R1334-29-5 du code de la santé publique.	22/09/2022	12/10/2022	Oui			
20224925	Préfecture de l'Eure	communication, sous format électronique, de préférence via une plateforme de téléchargement, ou, à défaut, en version papier, de la copie de l'entier dossier au vu duquel le préfet de l'Eure a fixé les prescriptions applicables au parc éolien que la société X a été autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Puchay, notamment : 1) la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 23 octobre 2013, complétée les 24 février, 30 octobre et 4 novembre 2014, par la société X (dossier administratif de demande, étude d'impact sur l'environnement et ses annexes, études de dangers, plans, etc.), ainsi que les éventuels autres compléments qu'elle aurait déposés au cours de l'instruction ;	22/09/2022	14/10/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		<p>2) les lettres adressées par le service instructeur au pétitionnaire (accusé réception de la demande, notification du délai d'instruction et de son éventuelle modification, demande(s) de pièces complémentaires, demande d'accord sur la prorogation du délai d'instruction, etc.) ;</p> <p>3) l'intégralité des contributions et avis émis par les services et les organismes consultés sur la demande ;</p> <p>4) l'intégralité des rapports de l'inspection des installations classées (notamment celui du 3 février 2022) ;</p> <p>5) l'intégralité des éléments de l'enquête publique, qui s'est tenue du 6 juin au 8 juillet 2014, notamment :</p> <p>a) l'ordonnance du 8 avril 2014 par laquelle le président du tribunal administratif de Rouen a désigné le commissaire enquêteur ;</p> <p>b) l'avis et l'arrêté d'ouverture de l'enquête publique ;</p> <p>c) les justificatifs du bon accomplissement des mesures de publicité de l'avis d'ouverture de l'enquête publique (parutions dans la presse, certificats d'affichage en mairies) ;</p> <p>d) le rapport, les conclusions et l'avis du commissaire enquêteur, ainsi que les éventuelles annexes à ce rapport ;</p> <p>e) le procès-verbal de synthèse des observations du public, ainsi que le mémoire en réponse du pétitionnaire ;</p> <p>f) le registre d'enquête publique, ainsi que les observations reçues au cours de l'enquête ;</p> <p>g) les délibérations prises par les conseils municipaux des communes consultées ;</p> <p>6) l'avis émis par la commission départementale de la nature, des paysages et des sites le 29 juin 2015, ainsi que le compte rendu de la séance au cours de laquelle il a été pris ;</p> <p>7) le projet d'arrêté transmis au pétitionnaire le 31 janvier 2022, ainsi que les observations qu'il a formulées sur ce projet le 2 février suivant.</p>						
20224926	Préfecture des Bouches-du-Rhône	<p>communication, par consultation, sous forme numérique, des documents suivants relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) de l'étang de Berre, et notamment de la société X :</p> <p>I) les comptes rendus des commissions de suivi de site pour X de 2019, 2020 et 2021 ;</p> <p>II) les rapports d'incidents suivants à X depuis 2019 :</p> <p>1) DMSI 249610100-1022 ;</p> <p>2) DMSI 249610100 1025 ;</p> <p>3) DMSI 249610100 1026 ;</p> <p>4) DMSI 249610100 1028 ;</p> <p>5) DMSI 249610100 1051 ;</p> <p>6) DMSI 249610100 1042 ;</p> <p>7) DMSI 249610100 1070 ;</p> <p>8) DMSI 249610100 1716 ;</p> <p>III) plus précisément, sur la période 2012-2015 :</p> <p>1) l'arrêté de mise en demeure d'X concernant le site d'X du 21 mai 2012 ;</p> <p>2) les rapports de l'inspection de l'environnement concernant le site d'X de 2012 ;</p> <p>3) l'arrêté de mise en demeure d'X du 5 mars 2013 ;</p> <p>4) les rapports de l'inspection de l'environnement concernant le site d'X de 2013 ;</p> <p>5) le rapport de la DREAL du 23 septembre 2014 ;</p> <p>6) l'arrêté de mise en demeure d'X du 31 mars 2015 ;</p> <p>IV) sur l'année 2017 :</p> <p>1) l'arrêté n° 2017-257 MED de mise en demeure d'X en date du 12 décembre 2017 ;</p> <p>2) les rapports de l'inspection de l'environnement concernant le site d'X de 2017, notamment celui du 27 juillet 2017 ;</p> <p>3) le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) concernant la visite du 12 juillet 2017 ;</p> <p>4) le rapport de la DREAL concernant la visite du 2 octobre 2017 ;</p> <p>5) l'arrêté n° 2016-9 DP du 23 mai 2017 actualisant les prescriptions de l'autorisation d'exploiter l'usine à Fos pour X dans le cadre de l'application de la directive relative sur les émissions industrielles (IED) ;</p> <p>V) sur l'année 2018 :</p> <p>1) les rapports de l'inspection de l'environnement d'X sur l'année 2018, en particulier :</p> <p>a) le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant X le 2 janvier 2018 ;</p> <p>b) le rapport de l'inspection de l'environnement concernant le site d'X du 16 août 2018 ;</p> <p>c) le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 4 décembre 2018 ;</p> <p>2) le courrier en date du 11 décembre 2018 informant l'exploitant X de l'amende susceptible de lui être</p>	22/09/2022	04/10/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		<p>infligée ;</p> <p>VI) sur l'année 2019 :</p> <p>1) les rapports de l'inspecteur de l'environnement concernant le site d'X de 2019, notamment ceux :</p> <p>a) du mois de janvier 2019 ;</p> <p>b) des mois de mai et juin 2019 ;</p> <p>2) le rapport de la DREAL du 30 septembre 2019 ;</p> <p>3) le rapport de la DREAL du 4 novembre 2019 ;</p> <p>4) l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 20 novembre 2019 ;</p> <p>VII) sur l'année 2020 :</p> <p>1) les deux rapports DREAL du 16 septembre 2020 suite à la visite d'inspection de l'aciérie du 28 janvier 2020 sur le site X de Fos-sur-Mer ;</p> <p>2) les autres rapports de la DREAL produits durant l'année 2020 ;</p> <p>3) l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de 2020 ;</p> <p>VIII) sur l'année 2021 :</p> <p>1) le rapport de l'inspection de l'environnement du 26 janvier 2021 ;</p> <p>2) le rapport de l'inspection des installations classées en date du 10 août 2021 ;</p> <p>3) le rapport de l'inspection de l'environnement du 30 août 2021 ;</p> <p>4) les constats relevés par l'inspection de l'environnement chargée des installations classées lors de la visite réalisée le 14 septembre 2021 ;</p> <p>5) le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 24 novembre 2021 ;</p> <p>6) le rapport de l'inspection de l'environnement sur l'incident du 26 novembre 2021 ;</p> <p>7) l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 10 février 2021 ;</p> <p>IX) sur l'année 2022 :</p> <p>1) les rapports d'audit « X » et « X » mentionnés dans l'arrêté préfectoral du 6 avril 2022 ;</p> <p>2) le compte rendu de prestation d'audit des méthodes de consignation et de manœuvres référencé X, établi par le cabinet X, pour le client X, site de Fos-sur-Mer, les 11 et 12 octobre 2021 ;</p> <p>3) les rapports de la DREAL de 2022 concernant X (sauf celui du 31 janvier 2022 qui est en accès libre).</p>						
20224927	Ordre des avocats au barreau d'Aix-en-Provence	<p>communication, de préférence sous format EXCEL ou TEXTE, de la liste des membres du barreau contenant notamment les mentions suivantes :</p> <p>1) leur adresse postale et numérique et moyens de communication ;</p> <p>2) la date de prestation de serment ;</p> <p>3) le nom de la société à laquelle ils sont éventuellement attachés.</p>	03/11/2022	23/11/2022				
20224928	Mairie d'Epenoy	communication des délibérations du conseil municipal d'Epenoy et du SIVOS Epenoy Passonfontaine relatives aux coûts annexes de la construction de l'école.		29/09/2022				
20224930	Syndicat intercommunal d'assainissement et d'eau potable de Vannes Ouest (SIAEPVO)	<p>communication, de préférence en format électronique, des documents suivants relatifs à la station d'épuration (STEP) de Bourgerel située à Baden :</p> <p>1) l'arrêté préfectoral initial d'autorisation de cette STEP au titre de la police de l'eau ;</p> <p>2) les éventuels arrêtés préfectoraux complémentaires ;</p> <p>3) les lettres et mises en demeure concernant d'éventuels dysfonctionnements, les demandes de mises en conformité, les rapport administratifs réalisés à cet effet par l'État ou par des prestataires non étatiques ;</p> <p>4) les bilans annuels depuis 2015 ;</p> <p>5) les contrôles annuels depuis 2015 ;</p> <p>6) l'évaluation environnementale de cette STEP au stade du projet de cette STEP avant son autorisation préfectorale ;</p> <p>7) les décisions et avis de l'autorité environnementale au stade du projet de cette STEP avant son autorisation préfectorale.</p>	22/09/2022	14/10/2022				
20224932	Mairie de Poissy	copie intégrale de l'acte de décès de Madame X du X.	08/09/2022	12/09/2022	Oui			
20224933	Syndicat intercommunal à vocation scolaire Epenoy Passonfontaine (SIVOS 25)	communication des délibérations du conseil municipal d'Epenoy et du SIVOS Epenoy Passonfontaine relatives aux coûts annexes de la construction de l'école.		29/09/2022				
20224937	Mairie de Champs-sur-Marne	communication, par voie postale ou électronique, dans le cadre d'une procédure de convocation à une expertise médicale mandatée par la commune le 07 avril 2022 , d'une copie de l'entier dossier administratif et de l'entier dossier médical de son client.		15/09/2022	Par			
20224945	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication des documents suivants concernant la situation fiscale de son client, devant porter sur	22/09/2022	19/10/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		les imputations effectuées à partir des saisies administratives à tiers détenteur (SATD) pratiquées sur les comptes bancaires et autres : 1) un bordereau de situation ; 2) un historique des imputations.						
20224949	Mairie de Montry	communication des documents suivants relatifs à sa cliente : 1) l'expertise du docteur X des 24 février et 1er mars 2022 ; 2) son dossier administratif complet ; 3) son dossier médical complet.		26/09/2022	Oui			
20224950	Mairie de Plabennec	copie, en sa qualité de conseiller municipal, de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux (cerfa13408*05) concernant le pôle associatif et social.		12/09/2022	Fin			
20224954	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication, à la suite du refus de délivrance d'un titre de séjour assorti d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) visant sa cliente, d'une copie de l'entier dossier de l'intéressée.		15/09/2022	Oui			
20224955	SEQENS	communication de la copie de la convention APL passée avec les services de l'Etat (préfet), relative au logement X situé X à X, dont elle a été locataire du X.	22/09/2022	14/10/2022				
20224957	Mairie d'Audenge	copie, par courrier électronique ou par courrier, de la liste détaillée des biens immobiliers de la commune.	22/09/2022	11/10/2022	Non			
20224964	Mairie de Mallemoisson	communication, par courriel sous format PDF, de la copie de l'ensemble des arrêtés pris par le maire en 2022.		26/09/2022				
20224965	Ministère des armées	communication d'une copie du plan annuel de mutation 2015, ainsi que les décisions ministérielles prévues par les articles R4122-14 et suivants du code de la défense, préalables au détachement de Monsieur X auprès de la société X en juin 2015, et de la prise de fonction de Monsieur X en tant que directeur général du DMM.	22/09/2022	19/10/2022	Oui			
20224966	Centre hospitalier régional universitaire de Tours (CHRU de Tours)	communication du compte rendu opératoire de l'intervention de cranioplastie qu'elle a subie le 3 novembre 2021 au sein du service de chirurgie réparatrice du Professeur X.		28/09/2022				
20224967	Mairie de Vedène	communication des feuillets manquants du CERFA X concernant la demande de permis de construire n° X établie par Monsieur X, et complétée le 1er février 2022.		28/09/2022				
20224974	Mairie de Savigny-sur-Orge	communication, par courrier électronique, en sa qualité de conseiller municipal, des documents suivants : 1) le tableau du conseil municipal à jour depuis l'installation de ses nouveaux collègues lors de la séance du 23 juin 2022 2) un exemplaire signé de la convention pour la mise en place d'une résidence artistique de la 56ème compagnie à Savigny-sur-Orge, telle qu'autorisée par délibération du conseil municipal du 23 juin 2022 ; 3) l'arrêté réglementant le nouveau stationnement dans l'avenue Carnot à Savigny-sur-Orge, pris dans le cadre des travaux de réfection de cette route.		28/09/2022				
20224975	Mairie de Saramon	copie, par courrier électronique, des différentes délibérations émises par le conseil communal, liées à la taxe d'aménagement en vigueur sur le territoire depuis son instauration en 2011.		12/09/2022				
20224984	Communauté d'agglomération de Sophia Antipolis (CASA)	communication de la décision motivée de refus d'attribution de logement formulée à son encontre.	22/09/2022	18/10/2022	Fin			
20224988	Mairie de Nesle	copie de l'acte de décès de Monsieur X en date du X.	22/09/2022	03/10/2022				
20224991	Mairie de Salouël	communication des documents administratifs concernant le cirque X du dresseur X, notamment les certificats de capacité des animaux non domestiques (fauves et éléphante) et les autorisations d'ouverture préfectorale correspondantes.	22/09/2022	14/10/2022	Oui			
20224992	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité de liquidateur amiable de la SCI X, de tous les comptes bancaires contenus dans le fichier FICOBA, ouverts au nom de cette société.	22/09/2022	11/10/2022				
20224997	Préfecture des Bouches-du-Rhône	communication, de préférence par voie électronique, et à défaut par voie postale, d'une copie de l'arrêté préfectoral par lequel a été instauré le Comité médical actuellement en place.	22/09/2022	19/10/2022	Oui			
20225021	Caisse primaire d'assurance maladie de la Haute-Loire (CPAM 43)	communication, dans le cadre de son dossier médical, d'une copie de l'avis du médecin conseil émis le 31 mars 2022.		04/10/2022				
20225022	Mairie de Terre-de-Haut	communication, par courrier électronique, des documents suivants : 1) le procès-verbal du conseil municipal du 8 mai 2021 et la délibération d'adoption ; 2) le procès-verbal du conseil municipal du 13 juillet 2021 et la délibération d'adoption ; 3) le procès-verbal du conseil municipal du 18 septembre 2021 et la délibération d'adoption ; 4) le procès-verbal du conseil municipal du 19 février 2022 et la délibération d'adoption ; 5) la fiche parcelle n°AE 289 relative à la délibération n°11-05-2021 constitutive du dossier.	22/09/2022	12/10/2022	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20225029	Centre hospitalier de Verdun Saint-Mihiel	communication, afin de faire valoir les droits de son client, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, du dossier médical, à partir de décembre 2015, de sa sœur, Madame X, décédée le X.	13/10/2022	03/11/2022	Oui			
20225031	Préfecture de police de Paris	copie, de préférence par courrier électronique, ou, à défaut, sur support papier, de l'intégralité du dossier administratif de son client, détenu par la préfecture de police de Paris, relatif à son séjour en France, notamment le relevé de ses demandes de titres de séjour effectuées auprès de des services de la préfecture, ainsi que toutes décisions prises à son égard.		12/09/2022	Oui			
20225032	Préfecture du Rhône	copie, de préférence par courrier électronique, ou, à défaut, sur support papier, de l'intégralité du dossier administratif de son client, détenu par la préfecture du Rhône, relatif à son séjour en France, notamment le relevé de ses demandes de titres de séjour effectuées auprès des services de la préfecture ainsi que toutes décisions prises à son égard.		12/09/2022	Fin			
20225034	Mairie de Saint-Barthélemy-d'Agenais	copie des comptes de la commune et de ses annexes, notamment les mouvements et soldes (comptes de bilan, de résultats et spéciaux) pour l'année 2021.		26/07/2022	Oui			
20225035	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication, dans le cadre d'une demande de restitution du permis de conduire de son client, d'une copie de la décision référencée 48 SI concernant l'intéressé.		20/09/2022	Oui			
20225053	Préfecture du Var	communication des documents suivants : 1) l'ensemble des déclarations préalables d'utilisation des hélisurfaces déposés auprès de la sous-préfecture de Draguignan en 2022 ; 2) pour chaque déclaration déposée, la totalité du dossier contenant l'ensemble des éléments énoncés à l'article 3 de l'arrêté en date du 21 juin 2022 portant sur la réglementation des hélisurfaces sur les communes de Ramatuelle, Saint-Tropez, Gassin, Grimaud, Cogolin, La Mole, La Croix-Valmer et Sainte-Maxime ; 3) la liste des hélisurfaces autorisées ; 4) la liste des hélisurfaces refusées.	08/09/2022	12/09/2022	Oui			
20225057	Conseil départemental de la Guadeloupe (CD 971)	communication d'une copie des documents suivants : 1) la délibération relative à la création de l'emploi de responsable de l'antenne d'insertion de sud Basse-Terre, qui le classe en catégorie A1 ; 2) l'extrait du tableau des emplois de la collectivité matérialisant le même classement de cet emploi.	22/09/2022	20/10/2022	Oui			
20225060	Mairie de Cilaos	communication du certificat d'adressage relatif aux bâtiments X de la parcelle X lui appartenant.	22/09/2022	11/10/2022	Oui			
20225062	Conseil départemental de l'Hérault	communication de l'ensemble des courriers et courriels échangés entre le département et le groupe Collecteam relatifs à sa situation administrative, notamment : 1) son adhésion à la prévoyance collective Collecteam ; 2) la transmission de ses arrêts de travail du 16 juillet et 13 septembre 2021 et du nombre de jours de travail entre les 2 arrêts ; 3) son attestions de salaire.	13/10/2022	28/10/2022	Non			
20225074	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, des documents suivants, concernant son client incarcéré au centre pénitentiaire de Moulins Yzeure : 1) la décision ayant ordonné la prolongation de son placement à l'isolement ; 2) le dossier contradictoire complet, à l'issue du débat contradictoire du 21 juin 2022.		24/10/2022	Oui			
20225076	Centre hospitalier d'Auxerre	communication de la copie numérique, par courrier électronique, du dossier médical de son client, incarcéré au centre de détention de Joux-la-Ville et notamment la partie de ce dossier relative aux X reçus en détention.		12/09/2022	Oui			
20225077	Centre hospitalier de Perpignan	copie, par courrier électronique, du dossier médical de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Perpignan, notamment la partie de ce dossier relative à la blessure au pouce droit, laquelle ayant entraîné son amputation, et ce à compter du mois de mars 2022.		07/11/2022	Oui			
20225078	Groupe Hospitalier Sud Ile-de-France	copie numérique, par courrier électronique, du dossier médical de son client, incarcéré au centre pénitentiaire Sud Francilien, notamment la partie de ce dossier relative à la blessure au pouce droit, laquelle a entraîné son amputation, et ce à compter du mois de mars 2022.		07/11/2022	Oui			
20225079	Centre hospitalier de Châteaudun	communication, par courrier électronique, d'une copie numérique du dossier médical de son client, incarcéré au centre de détention de Châteaudun, notamment la partie de ce dossier relative à la blessure au pouce droit laquelle a entraîné son amputation et ce à compter du mois de mars 2022.		12/09/2022				
20225081	Caisse d'allocations familiales de Guyane (CAF 97)	copie des documents suivants, concernant ses droits à prestations familiales : 1) son dossier d'allocataire dans son intégralité. 2) le rapport établi par le contrôleur de la CAF de la Guyane avec ses conclusions ; 3) les actes préparatoires ayant conduit la CAF à émettre une mise en demeure de paiement d'un indu à	13/10/2022	03/11/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		son rencontre.						
20225086	Préfecture du Tarn	communication des documents administratifs suivants, concernant le projet autoroutier A69 (Castres-Toulouse) : 1) le dossier complet d'autorisation environnementale déposé par le maître d'ouvrage, la société X ; 2) l'ensemble des avis émis par les organismes et services consultés incluant les courriels.	13/10/2022	28/10/2022	Fin			
20225087	Direction départementale des territoires de l'Ariège (DDT 09)	communication des documents administratifs préalables aux arrêtés concernant l'effarouchement par tirs non létaux d'ours brun sur l'estive des groupements pastoraux d'Ourdouas, Izard et Col Escots, de Sentenac d'Oust, de Coumebière, de Taus Espugues et Arreau (09) : 1) le dossier de demande et compléments pour l'effarouchement simple puis renforcée ; 2) les bilans et autres documents transmis par les groupements pastoraux ; 3) l'ensemble des avis émis durant l'instruction de ces demandes par les services de la DDT 09, de l'OFB, de la DREAL et de toutes autres personnes consultées, incluant les courriers électroniques ; 4) les justificatifs des attaques sur les estives concernées pour les demandes d'effarouchement simple puis renforcé.	13/10/2022	28/10/2022	Oui			
20225088	Université d'Evry-Val d'Essonne	communication des copies d'examen de son mandant concernant les partiels des premier et second semestre de l'année universitaire 2021/2022 de la licence 1 physique-chimie.	22/09/2022	11/10/2022				
20225093	Ministère des armées	communication d'une attestation des états du service militaire de son ex-mari Monsieur X, décédé le X, afin de finaliser son dossier de pension de réversion.	22/09/2022	14/10/2022	Oui			
20225095	Mairie du Teil	communication de la copie des documents relatifs aux demandes de subventions des associations Zone 5, The Teil to Be et Repair Velo, portant sur différents projets de la politique de la ville 2022, notamment : 1) les comptes de l'exercice écoulé ainsi que les documents faisant connaître les résultats de l'activité des associations et le compte rendu de l'emploi des fonds reçus conformément à leur objet (financements 2021) ; 2) les rapports d'activité et financiers ; 3) les budgets des associations.	24/11/2022	01/12/2022				
20225097	Groupe hospitalier intercommunal Le Raincy-Montfermeil	communication de l'intégralité du dossier médical de sa cliente à la suite d'une transmission incomplète par courrier du 11 juillet 2022, notamment : 1) les documents relatifs à son hospitalisation du 22 mars 2021 au 29 mars 2021 dans le service ORL ; 2) les comptes rendus d'hospitalisation de ses différents séjours dans l'établissement depuis le 22 mars 2021 ; 3) le dossier de soins infirmiers constitué lors de son séjour dans l'établissement depuis le 22 mars 2021 ; 4) le compte rendu opératoire de l'intervention chirurgicale subie le 23 mars 2021 dans le service ORL.		12/10/2022				
20225108	Centre hospitalier Alpes-Isère	communication du compte rendu écrit relatif au suivi à l'Alliance adolescents de sa fille mineure, X, dont elle détient la garde alternée.		12/10/2022	Oui			
20225113	Association ATV ATIS Gestion des Tutelles	communication d'une copie des documents se rapportant à la gestion de la tutelle de son père, Monsieur X, décédé le X : 1) l'inventaire dressé lors de la mesure de placement ; 2) l'ensemble de ses comptes et tous documents relatifs à sa personne et à ses biens.	22/09/2022	11/10/2022	Oui			
20225114	Conseil régional de Guadeloupe	communication d'une copie de l'arrêté portant fin de fonction de Monsieur X au sein du conseil régional, ainsi que sa dernière fiche de paie avant réintégration dans sa collectivité d'origine.		20/10/2022				
20225115	Mairie de Baie-Mahault	communication d'une copie de l'arrêté portant réintégration de Monsieur X au sein des services de la ville, ainsi qu'une copie de sa première fiche de paie après réintégration.		20/10/2022				
20225122	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, de la liste du paquetage de son client incarcéré au centre pénitentiaire de Valence, à son arrivée dans l'établissement.		26/09/2022				
20225124	Centre hospitalier universitaire de Montpellier (CHU)	communication de l'intégralité de son dossier médical concernant son séjour à l'hôpital psychiatrique La Colombière, entre 2007 et 2008, et son suivi en hôpital de jour de 2008 à 2018.		28/09/2022				
20225125	Fédération française de cyclisme (FFC)	communication de la décision de la Fédération française de cyclisme (FFC) portant approbation du règlement de la course « la Tricolore » (avec sa date et sa publicité) et la version intégrale de ce dernier par mail figurant sur la plateforme d'inscription indiquée par la FFC.	22/09/2022	19/10/2022	Oui			
20225132	Rectorat de l'académie de Paris (AC 75)	communication, par voie électronique ou postale, de l'intégralité de son dossier individuel notamment toutes les pièces relatives à son accident de travail survenu en février 2016 et reconnu imputable au service.		06/10/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20225139	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, des documents suivants concernant son client incarcéré à la maison centrale d'Arles : 1) les fiches de paie du mois de mai et juin 2022 ; 2) les listes de pointage à son travail au sein de l'établissement.		11/10/2022	Oui			
20225146	Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM)	communication des documents suivants concernant l'essai intitulé « Treatment of Coronavirus SARS-Cov2 Respiratory Infections with Hydroxychloroquine » toujours marqué en cours sur Eu Clinical Trials Register : https://www.clinicaltrialsregister.eu/ctr-search/trial/2020-000890-25/FR : 1) le protocole initialement déclaré pour cette étude ; 2) la déclaration de début d'étude ; 3) la déclaration de fin d'étude ; 4) le synopsis des résultats issu du rapport d'essai clinique ; 5) la copie de l'autorisation de l'ANSM.	22/09/2022	19/10/2022	Oui			
20225147	Direction départementale des territoires de la Marne (DDT 51)	communication d'une copie, de préférence numérisée par courrier électronique à défaut au format papier par envoi postal, des documents suivants : 1) le dossier avec annexes détenu par la DDT 51 apporté en réponse à la demande du ministère de la transition écologique suite à son recours formulé le 4 novembre 2020 auprès de la commission administrative paritaire des techniciens supérieurs du développement durable en vue de la révision de mon compte-rendu d'entretien professionnel 2019 notifié le 10 septembre 2020 ; 2) le dossier avec annexes de la DDT 51 apporté en réponse à la demande du ministère de la transition écologique suite à son recours formulé le 24 mars 2022 auprès de la commission administrative paritaire des techniciens supérieurs du développement durable en vue de la révision de mon compte-rendu d'entretien professionnel modifié 2019 notifié le 25 janvier 2022.		14/10/2022	Oui			
20225162	Tribunal judiciaire de Dieppe	communication d'une copie des cinq derniers comptes, accompagnés des pièces justificatives concernant sa tante, Madame X, placée sous curatelle de 2013 jusqu'à son décès le X.	13/10/2022	27/10/2022	Oui			
20225170	Conseil régional de Guadeloupe	communication, par voie électronique, de la délibération relative à la mise en œuvre d'une badgeuse avec la photo des agents au sein de la collectivité, avec l'ensemble de ses annexes.		12/10/2022				
20225173	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication d'une copie du dossier de demande de visa de son client détenu par l'ambassade de France à Alger.		13/10/2022				
20225182	Préfecture de la Charente-Maritime	communication, par voie électronique, ou à défaut par voie postale, d'une copie de l'entier dossier de l'intéressé, notamment l'avis de réception postale relatif à la décision informant le demandeur de quitter le territoire français (OQTF), ainsi qu'une copie de la décision elle-même.		20/10/2022	Oui			
20225184	Caisse d'allocations familiales des Hauts-de-Seine (CAF 92)	communication, afin de valider des trimestres de retraite, des éléments relatifs aux cotisations assurance vieillesse du parent au foyer (AVPF) versées sur son compte retraite pour la période courant du mois d'avril 1984 à 1986.		26/09/2022				
20225187	Direction générale des finances publiques (DGFiP)	communication, en sa qualité de liquidateur de la SCI X, d'une copie des informations suivantes contenues dans le fichier des comptes bancaires et assimilés (FICOBA) : 1) la liste des comptes bancaires dont serait titulaire cette société ; 2) la liste des établissements détenteurs et leur adresse.	13/10/2022	02/11/2022				
20225201	Centre hospitalier de Saint-Laurent-du-Pont	communication des documents suivants la concernant : 1) le détail de ses congés non pris rémunérés en mars 2022 ; 2) l'état annuel des compteurs pour les années 2021 et 2022.		14/10/2022				
20225208	Lycée Notre-Dame du Kreisker de Saint-Pol de Léon	communication de l'entier dossier de l'élève X.	13/10/2022	09/11/2022				
20225212	Agence régionale de santé d'Ile-de-France (ARS 93)	communication de l'intégralité des documents contenus dans le dossier administratif et médical de sa cliente et notamment les précédents avis rendus par les services de l'ARS dans le cadre du renouvellement d'un titre de séjour en sa qualité d'étranger malade.	13/10/2022	07/11/2022				
20225214	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	copie du dossier de demande de visa de Madame X, déposée auprès de l'ambassade de France en République Démocratique du Congo, afin de lui permettre de rejoindre Monsieur X en France.		10/10/2022				
20225219	Centre hospitalier du Pays d'Aix-Centre hospitalier intercommunal d'Aix-Pertuis	copie intégrale du dossier médical de Madame X, son épouse décédée le X, hospitalisée dans le service oncologie du X, afin de retracer les événements ayant abouti à son décès et pouvoir saisir la commission de conciliation et d'indemnisation des accidents médicaux (CCI).		26/09/2022	Fin			
20225221	Mairie de Rodemack	consultation, de l'ensemble des documents d'urbanisme concernant les travaux réalisés par Monsieur X : - la construction d'un abri de jardin accordée le 16 juillet 2001 ; - la construction d'un muret refusée le 28 décembre 2001 ;		14/10/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		- la construction d'un abri enterré refusée le 24 décembre 2001 ; - la construction d'une piscine accordée le 22 mars 2002 ; - la pose d'un velux refusée le 21 janvier 2003.						
20225222	Groupement d'intérêt public Concours commun Mines Ponts	communication de la feuille d'évaluation le concernant de l'épreuve orale X du concours commun Mines-Ponts 2022, remplie par le jury.	13/10/2022	08/11/2022	Non			
20225231	Mairie de Pont-à-Mousson	communication des factures d'énergie de l'ensemble du parc communal bâti de la commune pour les années 2018 à 2021 incluse.		14/10/2022	Oui			
20225239	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, de la décision ayant ordonné la gestion menottée de son client incarcéré au centre de détention de Luynes impliquant qu'il est systématiquement menotté et escorté par 3 surveillants pour toutes sorties de cellule.		12/10/2022	Fin			
20225241	Centre hospitalier Saint-Charles de Toul	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, du dossier médical de son client, incarcéré au centre de détention d'Ecrouves, notamment la partie de son dossier médical relative à la prescription de lunettes de vue.		11/10/2022	Oui			
20225244	Mairie de Sens-Beaujeu	communication, par voie dématérialisée, des documents suivants concernant la commune et le service de l'eau : 1) les comptes administratifs pour les années 2019, 2020, 2021; 2) les budgets au titre des années 2020, 2021 et 2022.	13/10/2022	09/11/2022	Oui			
20225251	Groupe Hospitalier Bretagne Sud (GHBS)	communication du rapport d'analyse des offres concernant le marché des transports sanitaires du GHBS (lots n°220261 à 220265).		17/10/2022	Oui			
20225253	Rectorat de l'académie de Paris (AC 75)	communication, par courrier électronique, d'une copie des rapports sur la manière de servir de son client, rédigés par Madame X, sa supérieure hiérarchique.		14/10/2022				
20225258	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication d'une copie de l'entier dossier de demande de visa de sa cliente détenu par l'ambassade de France à Addis-Abeba (Éthiopie).		11/10/2022				
20225260	Mairie de Sète	communication, par courrier électronique, de l'entier dossier de la décision d'opposition tacite du 31 mars 2022 n° X.		14/10/2022				
20225264	Caisse primaire d'assurance maladie du Rhône (CPAM 69)	communication d'une copie de l'intégralité des documents contenus dans son dossier de reconnaissance de maladie professionnelle, sachant que ces documents ne sont plus consultables sur le site de la CPAM.	13/10/2022	08/11/2022	Oui			
20225265	Mairie de Goussainville	communication, de préférence par courrier électronique, de l'entier dossier de permis de construire n° X (dossier initial, l'ensemble des pièces complémentaires, l'ensemble des pièces d'instruction dont les échanges avec la pétitionnaire et les avis des services intéressés, l'arrêté de permis de construire).		11/10/2022				
20225267	Préfecture de la Guyane	copie, par courrier recommandé ou par courriel, des documents cités dans le rapport d'instruction du 9 décembre 2021 de la demande de remplacement du fioul par de la biomasse liquide présentée au CODERST du 15 décembre 2021, à savoir : 1) l'étude technico-économique prescrite par le chapitre 8.2 de l'arrêté d'autorisation environnementale du 22 octobre 2020 transmise par EDF-PEI le 16 septembre 2021 ; 2) les porters à connaissance transmis le 30 septembre 2021 et le 25 octobre 2021 sur le fonctionnement de la centrale et de l'oléoduc à la biomasse liquide ; 3) l'étude INERIS « Influence des caractéristiques des biocarburants sur le calcul des zones d'effet version du 19 mars 2021 ».	13/10/2022	03/11/2022				
20225268	Préfecture de la Guyane	copie, par courrier recommandé ou par courriel sous forme numérisée, des relevés d'observation et de non-conformités suivants, cités par les services de l'Etat lors de la présentation en commission départementale des mines (CDM) du rapport d'instruction de demandes de ces sociétés ou de sociétés apparentées : 1) les relevé(s) d'observations et de non-conformités sur les activités de la société X, gérée par Monsieur X, sur l'AEX crique eau claire 01/2019, dont les éléments ont été évoqués à la page 9 du rapport d'instruction du 15 décembre 2020 sur le projet d'AEX eau claire 2 présenté lors de la CDM du 20 janvier 2021 ; 2) les relevé(s) d'observations et de non-conformités sur les activités des sociétés gérées par Monsieur X, dont les éléments ont été évoqués à la page 11 du rapport d'instruction du 7 janvier 2021 de l'AEX Crique Amadis présenté lors de la CDM du 20 janvier 2021 ; 3) les constats d'inspection du 5 juin 2013, 28 août 2013 et 3 décembre 2013 de la police des mines faisant état des nombreuses non-conformités à la réglementation sur le PEX permis de délice de la société X, gérée par Monsieur X, dont les éléments ont été évoqués à la page 10 du rapport d'instruction du 4 mars 2021 sur le renouvellement du PER Délices présenté lors de la CDM du 19 mars	13/10/2022	04/11/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2021 ; 4) les relevé(s) d'observations et de non-conformités sur les activités de la société X, gérée par Monsieur X, dont les éléments ont été évoqués à la page 10 du rapport d'instruction du 3 septembre 2021 du projet d'AEX serpent Ouest présenté lors de la CDM du 29 octobre 2021 ; 5) les relevé(s) d'observations et de non-conformités sur les activités des sociétés X, gérées par Monsieur X, sur les AEX Korossibo 2 n°09/2018 et Korossibo 4 n°14/2018, dont les éléments ont été évoqués à la page 9 du rapport d'instruction du 10 novembre 2021 des projets d'AEX 5 et 6 Affluent Crique Korossibo présenté lors de la CDM du 9 décembre 2021 ; 6) les relevé(s) d'observations et de non-conformités sur les activités des sociétés X et X, gérées par Monsieur X, dont les six constatations de non-conformités dont deux pollutions aux matières en suspension comme précisé en commission ont été évoquées à la page 10 du rapport d'instruction du 25 février 2022 sur le projet d'AEX Prosper James amont présenté lors de la CDM du 16 mars 2022 ; 7) les relevé(s) d'observations et de non-conformités sur les activités de la société X, gérée par Monsieur X, dont l'exploitation minière hors-titre sur l'AEX Crique Mousse n°13/2020 repérée le 24 février 2022 a été évoquée à la page 10 du rapport d'instruction du 5 avril 2022 du projet de l'AEX Bon Espoir 2b présentée lors de la CDM du 15 avril 2022.						
20225271	Centre Hospitalier d'Arles - Hôpital Joseph Imbert	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, du dossier médical de son client incarcéré à la maison centrale d'Arles, et notamment la partie du dossier relative aux troubles de son système digestif.		18/10/2022	Oui			
20225273	Centre hospitalier de Roanne	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, du dossier médical de son client, incarcéré au centre de détention de Roanne, le centre hospitalier exigeant que la demande soit formée par l'intéressé et accompagnée de la copie de sa carte d'identité.	13/10/2022	08/11/2022	Oui			
20225280	Rectorat de l'académie d'Aix-Marseille (AC 13)	copie de l'avis de la commission administrative paritaire académique du 24 juin 2022 la concernant.		14/10/2022				
20225283	Ministère de la santé et de la prévention	communication des informations et documents suivants, concernant le marché public (portail SIDEPE) réalisé en urgence impérieuse, porté par le ministère de la santé publique : 1) les termes de références pour la réalisation du portail SI-DEP, le système d'information national de dépistage ; 2) le montant du contrat conclut pour la réalisation de ce portail SI-DEP entre le ministère de la santé publique, l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, CLINISYS MIPS, DEDALUS et ENOVACOM.	13/10/2022	08/11/2022				
20225291	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication, de préférence par courrier électronique, à défaut par envoi postal, de l'entier dossier administratif de son client, Monsieur X né le X à X de nationalité X.		14/10/2022	Oui			
20225294	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	consultation sur rendez-vous, des pièces de son dossier administratif de 1998 à 2014 manquantes lors de sa première consultation auprès de la la préfecture de police de Paris.		10/10/2022	Oui			
20225304	Mairie de Beauchamp	communication du rapport du 21 février 2022 établi par Monsieur X cité dans l'arrêté non permanent NP2022-AR-70i autorisant l'abattage d'un chêne au droit du n° 60 avenue Pasteur.	13/10/2022	02/11/2022	Oui			
20225307	Centre hospitalier d'Arras	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, du dossier médical de son client incarcéré au centre de détention de Bapaume, notamment X.		18/10/2022	Oui			
20225318	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, du dossier médical de son client, Monsieur X, incarcéré au centre pénitentiaire du Havre, notamment la partie de ce dossier relative à l'opération pratiquée sur l'intéressé en juillet 2020 pour le traitement de son cancer de la prostate.		11/10/2022				
20225337	Ministère de la Justice	copie, et non uniquement consultation comme proposé par l'administration, du document unique des risques professionnels (DUERP) 2021.	13/10/2022	07/11/2022				
20225339	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique à son adresse électronique, et non pas une remise en mains propres à son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Valence, de la liste des effets personnels figurant au vestiaire de ce dernier.	13/10/2022	02/11/2022	Oui			
20225343	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication de l'entier dossier administratif de sa cliente, ressortissante russe, assistante de l'attachée de coopération institutionnelle à l'ambassade de France à Moscou jusqu'au mois de juillet dernier, titulaire de plusieurs contrats de travail de droit local conclus avec l'ambassade, notamment l'ensemble de ses contrats et leurs avenants conclus avec l'ambassade de France à Moscou, les évaluations et notations, tout autre document de son dossier administratif.		11/10/2022				
20225344	Mairie de Bussière-Nouvelle	communication d'une copie du procès-verbal du conseil municipal qui s'est tenu le 14 décembre 2019.		26/09/2022	Oui			
20225347	Préfecture de la Haute-Garonne	communication, sous format numérique et par courriel, du recueil spécial des actes administratifs RS n° 155/RS 2011 de décembre 2011 contenant l'arrêté du 21 décembre 2011 portant délégation du pouvoir d'homologuer les rôles d'impôts directs.	13/10/2022	09/11/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20225348	Mairie de Saint-Jean-Cap-Ferrat	communication, par courrier électronique, de l'entier dossier de permis de construire n°PC X accordé le 24 juin 2022 à la X.		14/10/2022				
20225353	Ministère de la Justice	communication par voie numérique, d'une copie de la liste des effets personnels de son client figurant dans son vestiaire au Centre pénitentiaire d'Orléans.		26/09/2022	Oui			
20225371	Métropole de Lyon	communication des données publiques relatives aux résultats de comptages et mesures de flux de circulation sur la commune de Tassin la Demi-Lune et sous les tunnels de l'ouest lyonnais, à savoir : 1) les chiffres du nombre de passages voitures sous les deux tunnels de Fourvière et de TEO dont les comptages en temps réels ont été rendus obligatoires depuis le drame survenu sous le tunnel du Mont-Blanc ; 2) les résultats d'une campagne de comptages et mesures de flux piétons/vélos/voitures/bus réalisés courant mai 2022 par le prestataire de la métropole, l'entreprise LEE - sur la place Vauboin à Tassin la Demi-Lune.	13/10/2022	08/11/2022	Oui			
20225372	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, des documents suivants concernant son client incarcéré au centre pénitentiaire de Ducos : 1) la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client entre le 1er janvier 2018 et le 27 avril 2022 ; 2) la liste des fouilles exécutées.		10/10/2022	Non			
20225373	Centre hospitalier de Périgueux	communication d'une copie numérique par courrier électronique du dossier médical de son client incarcéré à l'unité sanitaire en milieu pénitentiaire du centre de détention de Neuvic sur l'Isle		10/10/2022	Par			
20225375	Mairie de La Chapelle-sur-Erdre	communication, par voie dématérialisée, d'une copie du dossier de permis de construire X délivré à X (X)		14/10/2022	Oui			
20225378	Centre hospitalier universitaire de Grenoble Alpes (CHU)	communication de l'enregistrement sonore de l'appel passé au SAMU le 8 mars 2022 à 16 h10 par Monsieur X, coordinateur périscolaire de l'école Bizanet à Grenoble, à la suite de l'accident dont a été victime sa fille X, née le 7 août 2013.	13/10/2022	08/11/2022	Oui			
20225396	Centre hospitalier régional Metz-Thionville	communication d'une copie, par voie postale, de l'ensemble des pièces de son dossier médical détenu par le service dermatologie ainsi que les services rattachés, pour les années 2020, 2021 et 2022.		10/10/2022	Fin			
20225407	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, de la décision ayant ordonné la prolongation de la mise à l'isolement de son client, incarcéré à la maison centrale d'Arles.		05/10/2022	Oui			
20225413	Ministère de la Justice	communication, par courrier électronique, d'une copie numérique des décisions ayant ordonné les fouilles à nu de son client, actuellement détenu au centre pénitentiaire de Valence, lors de son incarcération au centre de détention de Val-de-Reuil entre janvier et mai 2018.		05/10/2022	Oui			
20225415	Mairie de Saint-Aubin-de-Blaye	copie, par courrier électronique, des délibérations en matière de taxe d'aménagement émises par le conseil municipal de la commune, en vigueur sur le territoire depuis son instauration en 2011.		05/10/2022				
20225421	Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis	communication des documents suivants concernant sa cliente : 1) les rapports d'expertise établis par le docteur X et le docteur Y, psychiatres agréés ; 2) le rapport de fin de stage du 26 décembre 2019 faisant état « des insuffisances professionnelles de l'agent et émettant un avis défavorable à sa titularisation » qui est visé dans l'arrêté du 28 juin 2022.		05/10/2022	Oui			
20225424	Rectorat de l'académie de Bordeaux (AC 33)	communication de l'avis des experts concernant sa non-inscription sur la liste d'aptitude aux fonctions de secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieure pour l'année 2022.	13/10/2022	08/11/2022	Oui			
20225425	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	consultation sur site, l'administration réservant cette seule possibilité aux généalogistes professionnels, des tables décennales de la ville d'Alger pour la période courant de 1932 à 1942.	13/10/2022	25/10/2022				
20225432	Rectorat de l'académie de Toulouse (AC 31)	communication du document administratif de 2019 existant dégradant l'avis « très favorable » de Monsieur X en « favorable ».		21/10/2022				
20225442	Caisse primaire d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône (CPAM 13)	communication des documents suivants le concernant : 1) la décision du médecin conseil suite à sa demande de prise en charge en affection de longue durée (ALD) ; 2) la copie du protocole de soins relatif à son ALD ; 3) tout autre document détenu par la CPAM 13 relatif à sa santé et mentionné à l'article L.1111-7 du code de la santé publique.	13/10/2022	08/11/2022	Oui			
20225447	Syndicat Martiniquais de traitement et de valorisation des déchets (SMTVD)	copie, de préférence par voie électronique, ou, à défaut, par envoi postal, des documents suivants afférents au statut et au budget du syndicat martiniquais de traitement et de valorisation des déchets (SMTVD) : 1) la version en vigueur de ses statuts ; 2) la délibération du conseil syndical approuvant le budget 2021 et ledit budget 2021 ;		05/10/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		3) la délibération du conseil syndical approuvant les comptes 2022 et lesdits comptes.						
20225449	Mairie de Fécamp	communication de l'intégralité du dossier du permis de construire n° X, et notamment : 1) l'avis d'Eaux de Normandie du 24 juin 2021; 2) l'avis d'Enedis du 29 juin 2021; 3) l'avis du service infrastructure et réseaux du 08 juillet 2021; 4) l'avis favorable du ministère des Armées du 03 septembre 2021; 5) l'avis favorable de l'architecte des Bâtiments de France du 02 juillet 2021.		05/10/2022	Oui			
20225453	Métropole européenne de Lille (MEL)	communication, dans un format numérique ouvert et réutilisable, par téléchargement ou attachée à un courrier électronique, d'une copie des données relatives aux différents types de logements construits dans le cadre du nouveau programme de renouvellement urbain de la Métropole européenne de Lille datant de décembre 2020 par territoire cités ci-après : - Quartiers anciens (Lille) ; - La Bourgogne (Tourcoing) ; - Les Villas (Wattrelos) ; - L'Alma (Roubaix) ; - L'Épeule (Roubaix) ; - Le Pile (Roubaix) ; - Trois Ponts (Roubaix) ; - Lionderie, Trois Baudets (HEM) ; - Le Nouveau Mons (Mons En Baroeul) ; - Lille-Sud (Lille) ; - Le Blanc Riez (Wattignies) ; - Les Oliveaux (Loos) ; - Concorde (Lille) ; - Les Bois Blancs (Lille) et plus précisément : 1) le nombre de constructions en prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) ; 2) le nombre de constructions en prêt locatif à usage social (PLUS) ; 3) le nombre de constructions en prêt locatif social (PLS) ; 4) le nombre de constructions en prêt locatif Intermédiaire (PLI) ; 5) le nombre de constructions total de logements ; 6) le nombre de mètres carrés de bureaux et locaux à usage commercial construits.	13/10/2022	14/11/2022				
20225454	Caisse primaire d'assurance maladie de la Savoie (CPAM 73)	communication de l'ensemble des relevés de paiement réalisés au bénéfice de sa mandante pour la période courant de mars 2018 à mars 2020.		05/10/2022				
20225475	Conseil départemental du Finistère	communication du relevé d'information préoccupante transmise par le centre médico-psycho-pédagogique de Morlaix en mars 2022 concernant ses enfants X.	13/10/2022	10/11/2022	Oui			
20225487	Conseil départemental de la Dordogne	copie, par courrier électronique, des informations concernant la ventilation des lignes 2 a) et b), 4.1 f), 5.2 b) et e), 6 et 9 du tableau du bilan des recettes et des emplois de la taxe d'aménagement 2020.		13/10/2022	Oui			
20225492	Plaine commune promotion	communication des documents suivants : 1) les statuts de l'association Plaine commune promotion ; 2) les pièces mentionnant les fonds publics reçus par la ville de saint-Denis et/ou Plaine Commune promotion (liste non exhaustives) ; 3) la convention signée avec la ville de saint Denis et ou Plaine commune promotion.	13/10/2022	04/11/2022	Oui			
20225501	Mairie de Lanton	communication d'une copie de l'entier dossier de carrière de sa cliente.		05/10/2022				
20225505	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication des documents suivants le concernant : 1) la copie de l'avis émis à la suite de son rapport sollicitant, pour raisons médicales, de le dispenser du port de l'uniforme ; 2) la copie du procès-verbal relatif au retrait de son arme de service.		05/10/2022	Oui			
20225508	Mairie d'Argenteuil	communication, afin de faire valoir ses droits à la retraite, de l'arrêté portant fin de fonction et radiation des cadres le concernant.		04/10/2022	Oui			
20225509	Agence de l'eau Adour-Garonne	communication du nombre de permis de chasse validés pour les saisons 2020-2021 et 2021-2022.	13/10/2022	04/11/2022	Fin			
20225513	Direction départementale des territoires et de la mer des Pyrénées-Orientales (DDTM 66)	communication des documents suivants relatifs au programme de compensation écologique lié à la construction de la centrale solaire thermodynamique de Llo : 1) le plan de gestion validé ; 2) les éléments transmis par la société X afin de justifier un classement des parcelles de compensation en arrêté préfectoral de protection de biotope prévus par l'arrêté préfectoral n° X du X.	13/10/2022	27/10/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20225515	Mairie d'Allinges	consultation de deux permis de construire mitoyens à sa propriété 1) le permis de construire n° X délivré à Monsieur X; 2) le permis de construire n° X délivré à Madame X.		04/10/2022				
20225530	Commission nationale d'aménagement commercial (CNAC)	communication d'une copie des documents suivants , à la suite de l'avis défavorable de la commission nationale d'aménagement commercial au projet de création d'une drive E. LECLERC sur le territoire de la commune de Charvieu Chavagneux : 1) le rapport d'instruction de la commission ; 2) le procès-verbal de la réunion de ladite commission ; 3) les avis des ministres intéressés.	13/10/2022	08/11/2022				
20225541	Mairie de Matoury	consultation de l'intégralité des documents contenus dans le dossier administratif de sa cliente.		21/10/2022				
20225546	Etablissement d'hébergement des personnes âgées dépendantes Les Abies (EHPAD 79)	copie, par envoi postal ou par courrier électronique, de son entier dossier administratif.		17/10/2022				
20225552	Préfecture du Var	communication des documents suivants, relatifs à l'arrêté préfectoral du 21 juin 2022, portant réglementation des hélisurfaces sur les communes de Ramatuelle, Saint-Tropez, Gassin, Grimaud, Cogolin, La Mole, La Croix-Valmer et Sainte-Maxime, détenus par la sous-préfecture de Draguignan : 1) la liste actualisée des hélisurfaces sur le territoire de Ramatuelle ; 2) le nombre de mouvements héliportés par hélisurfaces depuis le 1er janvier 2022 ; 3) les déclarations préalables et éventuelles « déclarations de régularisation » déposées en application des articles 3 et 10 de l'arrêté préfectoral susvisé ; 4) la totalité du dossier contenant les éléments énoncés à l'article 3 de l'arrêté préfectoral susvisé, pour chaque déclaration d'utilisation des hélisurfaces ; 5) les dossiers de demande d'autorisation spéciale pour les hélisurfaces « en agglomération » au sens des dispositions de l'article R132-1-5 du code de l'aviation civile ; 6) les autorisations spéciales délivrées pour les hélisurfaces « en agglomération » ; 7) les éventuels refus opposés aux demandes d'autorisations spéciales pour lesdites hélisurfaces ; 8) les demandes de dérogations déposées en application de l'article 7 de l'arrêté susvisé ; 9) les éventuelles dérogations délivrées au titre de l'année 2021 et l'année 2022 ; 10) le nombre de mouvement héliporté recensé depuis le 1er janvier 2022.	13/10/2022	04/11/2022	Oui			
20225553	Centre hospitalier Bertinot Juel de Chaumont-en-Vexin	communication d'une copie des bordereaux de vacations horaires pour la campagne de vaccination COVID-19, effectuées par son client dans le cadre d'une convention de partenariat signée avec l'établissement, adressés directement par le centre hospitalier à la CPAM de l'Oise.	13/10/2022	07/11/2022				
20225567	Caisse primaire d'assurance maladie de l'Oise (CPAM 60)	communication d'une copie des bordereaux de vacations horaires pour la campagne de vaccination COVID-19, effectuées par son client dans le cadre d'une convention de partenariat signée avec l'établissement, adressés directement par le centre hospitalier à la CPAM de l'Oise.	13/10/2022	07/11/2022	Oui			
20225657	Office national des anciens combattants et victimes de guerre (ONACVG)	copie originale de la décision du titre de reconnaissance de la nation n° X du 12 octobre 2017.		24/10/2022				
20225660	Mairie d'Agde	communication en version numérisée des documents suivants : 1) le règlement de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) applicable en 2018 ; 2) le plan de zonage correspondant.		21/10/2022				
20225662	Mairie des Matelles	copie, par courrier électronique, du plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE).		21/10/2022	Oui			
20225663	Mairie de Pierrepont	communication d'une copie intégrale des actes de décès de : 1) Monsieur X, décédé le X et né le X dans la commune, fils de Monsieur X et Madame X ; 2) Madame X, décédée le X et née le X à X, fille de Monsieur X et Madame X.	03/11/2022	08/11/2022				
20225664	Mairie de Ménévillers	communication des documents suivants concernant le différend opposant le demandeur à la commune à propos de l'emplacement qui a été attribué à sa défunte sœur, Madame X, dans le cimetière du village : 1) l'arrêté municipal instaurant le colombarium dans le cimetière du village et le procès-verbal du conseil municipal y afférent ; 2) le règlement municipal du cimetière communal.		24/10/2022				
20225687	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	consultation de son dossier administratif , c'est à dire tous les documents qui intéressent sa situation administrative, notamment ceux qui permettent de suivre son évolution professionnelle.		03/11/2022	Oui			
20225707	Mairie de Saint-Paul-de-Varces	communication des échanges de courriels entre le service urbanisme et le promoteur immobilier X, portant sur le caractère inconstructible d'une partie du terrain qu'elle et son époux souhaitaient	03/11/2022	15/11/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		acquérir.						
20225724	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	consultation et communication d'une copie de son dossier individuel.		18/10/2022	Oui			
20225729	Mairie du Tampon	communication d'une copie de la cotation du groupe de fonction C2a dans lequel j'ai été affectée pour le calcul de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE).		21/10/2022	Oui			
20225760	Ministère de la Justice	communication de la copie numérique, par courrier électronique, des documents suivants relatifs à son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Bourg-en-Bresse : 1) la décision de prolongation de sa mise à l'isolement le X ; 2) le dossier contradictoire complet.		18/10/2022	Oui			
20225766	Mairie de Sète	communication d'une copie des documents suivants : 1) l'entier dossier sous format numérique de permis de construire du parking Victor HUGO . 2) le dossier du refus du permis de construire n° PC 00343012170068 parc de stationnement Place Aristide Briand		18/10/2022				
20225771	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication de la fiche de calcul de la valeur locative du bien lui appartenant situé au lieu-dit X à X en Guadeloupe.	03/11/2022	14/11/2022				
20225777	Direction de l'aviation civile de la Polynésie française	communication, par courrier électronique, des documents suivants : 1) la liste des candidats retenus à l'issue de la procédure appel à candidature pour 4 postes (n°10058, n°10057, n°10056 et n°10055) de pompiers itinérants n°707/DAC du 24 mars 2022 ; 2) la liste nominative des membres de la commission RH-Mobilité qui s'est réunie en interne le 18 mai 2022 ; 3) la feuille de présence du 18 mai 2022 émargée par les membres présents et faisant apparaître les entrées et sorties en cours de commission.	03/11/2022	16/11/2022				
20225778	Direction générale des ressources humaines de Polynésie française (DGRH)	communication, par courrier électronique, des documents suivants : 1) la fiche du poste budgétaire n°9357 en vigueur à la date du 8 août, telle qu'elle a été validée par la DGRH en application de la directive permanente n°2858/MTD du 2 décembre 2004 relative à la fiche de poste ; 2) la fiche de poste du médecin responsable de la subdivision des Tuamotus-Gambier de la direction de la santé, en vigueur au 5 août, telle qu'elle était validée par la DGRH en application de la directive permanente n°2858/MTD du 2 décembre 2004 relative à la fiche de poste ; 3) le document unique d'organisation et de gestion (DUOG) de la direction de la santé dans sa version en vigueur au 5 août 2022 tel que validé par la DGRH en application de la directive permanente n°257/MTD du 2 décembre 2004 relative au DUOH.	03/11/2022	16/11/2022				
20225782	Caisse primaire d'assurance maladie de la Haute-Garonne (CPAM 31)	copie de la déclaration de ses revenus établie par son employeurX qui ont servis pour calculer son indemnisation en accident du travail pour la période du 20 mai au 18 juin 2021 et son indemnisation en maladie à compter du 19 juin 2021.		27/10/2022	Fin			
20225794	Ministère des armées	communication des documents suivants concernant son grand-père, Monsieur X, né en X à Ain-Kercha (Algérie) : 1) la copie originale de son dossier militaire ; 2) la copie originale du registre matricule le concernant.	03/11/2022	25/11/2022				
20225804	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	communication, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre de l'écriture et de la publication d'un livre sur les enfants fugeurs et vagabonds des années 1880 aux années 1920, des documents conservés aux archives départementales des Hauts-de-Seine, sous les cotes suivantes : Association Henri Rollet - 2295 W 1-22 ; - 2430 W 1-114.	03/11/2022	29/11/2022				
20225808	Préfecture du Tarn	communication, de préférence, d'une copie dématérialisée ou un lien permettant leur libre accès en ligne de manière permanente des documents suivants : 1) l'avis de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage (CDCFS) du 18 mai 2022 dont fait état l'arrêté préfectoral du 21 juin 2022 pris au titre de la chasse 2022/2023 ; 2) l'avis de la fédération départementale chasseurs Tarn (FDC81) du 17 juin 2022 dont fait état l'arrêté préfectoral du 21 juin 2022 pris au titre de la chasse 2022/2023 ; 3) les observations produites lors de la consultation publique du 25 mai 2022 au 14 juin 2022 préalable à l'arrêté préfectoral du 21 juin 2022 pris au titre de la chasse 2022/2023 ; 4) la synthèse des observations produites lors de la consultation publique du 25 mai 2022 au 14 juin 2022 préalable l'arrêté préfectoral du 21 juin 2022 pris au titre de la chasse 2022/2023 ; 5) les motifs de la décision à l'issue de la consultation publique du 25 mai 2022 au 14 juin 2022	03/11/2022	09/11/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		préalable à l'arrêté préfectoral du 21 juin 2022 pris au titre de la chasse 2022/2023.						
20225810	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication d'une copie de la liste des comptes bancaires ou clôturés au nom de la société, informations contenues dans le fichier national des comptes bancaires.	03/11/2022	14/11/2022				
20225812	Mairie de Calvisson	communication d'une copie des documents suivants : 1) le permis d'aménager n° X délivré à laXX le 9 décembre 2021 ; 2) le permis d'aménager modificatif n° X déposé par laXX le 15 mars 2022 et autorisé tacitement le 15 juin 2022.		21/10/2022	Oui			
20225814	Officier du ministère public près le tribunal de police de Caen	communication, à la suite d'une première transmission partielle, de la copie intégrale du carnet météorologique du cinémomètre MESTA 210 C n° 01277, situé à Dialan-sur-Chaîne, route départementale RD 577, point kilométrique 004+122, dans le sens Caen-Vire.	03/11/2022	21/11/2022	Oui			
20225823	Vannes Golfe Habitat	communication de la liste nominative des membres de la commission d'attribution des logements.	03/11/2022	14/11/2022	Oui			
20225836	Direction académique des services départementaux de l'éducation nationale des Pyrénées-Orientales (DSDEN 66)	communication d'une copie de son dossier administratif à son domicile.		18/10/2022	Oui			
20225839	Rectorat de l'académie de Créteil (AC 94)	communication d'une copie de l'extrait la concernant du procès-verbal des délibérations de l'examen collégial pour le tableau d'avancement SAENES CS session 2022.		18/10/2022				
20225845	Mairie de Guisriff	communication d'une copie des documents suivants : 1) le détail des loyers professionnels perçus de 2015 à 2022 ; 2) les délibérations des conseils municipaux s'y rapportant.		24/10/2022				
20225846	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	communication, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre de ses projets de recherche sur les héritiers du gaullisme d'ordre après 1981, des documents conservés aux Archives nationales sous la cote : Commission nationale de contrôle de la campagne électorale en vue de l'élection présidentielle : Commission 20170494/11, dossier 4 : Élection présidentielle de 2002, dossiers des candidats. - Sous-dossier X : affiche de campagne, déclarations, listes récapitulatives des coordonnées des sièges de campagne et des mandataires du candidat, correspondance.	03/11/2022	29/11/2022				
20225849	Mairie de Triqueville	communication d'une copie des documents suivants : 1) l'avis du comité technique validant le document unique ; 2) l'avis du comité technique permettant la mise en place des lignes directrices de gestion ; 3) l'extrait de la délibération du conseil municipal permettant le recrutement de Monsieur X X ; 4) l'avis de publication d'ouverture du poste occupé par Monsieur X X.	03/11/2022	02/12/2022				
20225850	Rectorat de l'académie d'Amiens (AC 80)	communication d'une copie des documents suivants : 1) les avis de la commission de réforme de l'Oise du 16 décembre 2020 et du 25 mai 2022 ayant statué sur la non-reconnaissance d'imputabilité au service d'une maladie de sa cliente ainsi que les procès-verbaux des séances ; 2) le courrier du docteur X du 18 mai 2020.		03/11/2022	Oui			
20225854	Météo France	communication des documents suivants : 1) la décision concernant sa demande de congé longue maladie (CLM) ; 2) le numéro, la date du recommandé et la copie de l'étiquette de la poste mentionnant la raison de retour « courrier avisé et non retiré ».		03/11/2022				
20225858	Centre national de gestion des praticiens hospitaliers et des personnels de direction de la fonction publique hospitalière (CNG)	communication d'une copie de l'avis rendu par la commission d'autorisation d'exercice de la profession de chirurgien-dentiste suite à son audition devant ladite commission le 17 juin 2022.	03/11/2022	21/11/2022	Oui			
20225859	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique de tous les documents administratifs faisant état des violences du 11 mai 2021 sur son client précédemment incarcéré au centre de détention de Neuvic-sur-l'Isle et notamment tous les comptes rendus d'incidents.		21/10/2022	Non			
20225863	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, à ses frais, par voie postale à son domicile, des actes de décès de ses jumelles nées et décédées le X, détenus par l'hôpital Trousseau qui conserve les archives de l'hôpital Saint-Antoine.	03/11/2022	12/12/2022	Oui			
20225868	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication d'une copie de l'entier dossier administratif de son client relatif à la décision de refus de délivrance de visa qui lui a été notifiée le 22 janvier 2022.		24/10/2022				
20225872	Caisse d'allocations familiales du Nord (CAF 59) - Siège	communication des documents contenus dans son dossier administratif.		21/10/2022	Oui			
20225879	Ministère de la Justice	communication d'une copie des documents suivants concernant son client : 1) l'intégralité de son dossier administratif individuel ; 2) le procès-verbal de la CAP ayant statué sur la prolongation de son stage ;		21/10/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		3) l'entier dossier présenté par l'administration à la CAP dans ce cadre ; 4) le procès-verbal de la CAP ayant statué sur le refus de sa titularisation ; 5) l'entier dossier présenté par l'administration à la CAP dans ce cadre ; 6) plus généralement, la copie de tout écrit, de toute note, de toute évaluation liée à sa manière de servir.						
20225880	Conseil départemental des Yvelines	communication de l'intégralité des documents contenus dans le dossier administratif de son client.		21/10/2022	Fin			
20225881	Mairie de Saint-Sorlin-de-Vienne	copie de la délibération du conseil municipal concernant le rachat par la mairie de la licence IV de l'enseigne « X ».		24/10/2022	Oui			
20225887	Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine	communication des documents suivants la concernant : 1) la notification relative à son changement de service du 1er septembre 2020 alors qu'elle était en congé maladie ; 2) la fiche de poste du 1er septembre 2020, signée par son employeur.		24/10/2022				
20225888	Centre hospitalier de Carcassonne	copie, par voie postale, de l'ensemble de son dossier médical, partagé entre les soignants de l'hôpital et ceux en libéral, relatif au suivi de sa grossesse, et notamment tout document (courrier, comptes rendus, résultats) concernant ses rendez-vous auprès des services maternité et gynécologique respectivement les 17 janvier et 22 mars 2022.		24/10/2022				
20225897	Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine	communication, par courriel, de la copie des états, pour les années 2019 et 2021, présentant l'ensemble des indemnités de toute nature, libellées en euros, dont bénéficient les élus siégeant au conseil départemental, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés en leur sein et au sein de tout syndicat au sens des livres VII et VIII de la cinquième partie ou de toute société mentionnée au livre V de la première partie ou filiale d'une de ces sociétés.	03/11/2022	14/11/2022				
20225898	Caisse primaire d'assurance maladie du Hainaut (CPAM 59)	communication des raisons médicales (motifs d'ordre mécanique ou d'ordre psychologique voire psychiatrique) ayant motivé la mise en invalidité de 2ème catégorie, en 2011 ou 2012, de Monsieur X, décédé le X et dont son client est légataire à titre particulier.	03/11/2022	21/12/2022	Oui			
20225907	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté (DREAL 25)	communication, sur CD-Rom ou par courriel, des éléments suivants relatifs à l'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) exploitées sur le territoire de X par l'entreprise X : 1) le rapport d'inspection établi suite au contrôle inopiné de la DREAL du 18 octobre 2016 ; 2) le rapport d'inspection de la DREAL du 4 avril 2017 ; 3) le rapport d'inspection n° X de la DREAL du 28 février 2019 ; 4) l'intégralité du rapport d'inspection de la DREAL établi suite à la visite du 6 décembre 2021 ; 5) le projet d'arrêté de mise en demeure évoqué dans un courrier envoyé par l'entreprise X au préfet du Doubs en date du 4 mai 2017 et, le cas échéant, l'arrêté de mise en demeure pris à la suite ; 6) la demande de modification des conditions de remblayage partiel de la carrière de X en vue d'accueillir des matériaux provenant du centre de tri exploité également par la société X, reçue le 4 juillet 2017 ; 7) à la suite du déversement sauvage à X de 9 à 12 000 litres de produits de forage dans un versant dominant X (et jusque dans le lit même de ce cours d'eau) en septembre 2020 : a) l'indication des modalités de transport, de stockage et de traitement, ainsi que de la destination finale précise des déchets récupérés à compter du 17 septembre 2020 par l'entreprise X et finalement pris en charge par X ; b) les bordereaux de livraison (n° 539577, 539580, 539589, 539591, 539595 et 539605 mentionnés dans la facture X n° 0122667 du 31 octobre 2020 réglée par la mairie d'X) et de suivi de déchets correspondant à la prise en charge de 74,16 tonnes de déchets pollués retirés du site.	03/11/2022	08/11/2022	Oui			
20225909	Mairie de Charmes-sur-Rhône	communication d'une copie des documents suivants pour les années 2021, 2020, 2019, 2018 : 1) les comptes administratifs et comptes de gestion ; 2) les états fiscaux 1288 M et 1386 TF ; 3) les fiches de la dotation globale de fonctionnement (DGF) détaillées ; 4) les états de la dette au 31 12 /N avec décomposition des emprunts ; 5) la fiche de notification du fond de péréquation des ressources intercommunales (FPIC) ; 6) l'état du personnel, détaillant le nombre d'équivalent temps plein (ETP) permanent et non permanent ; 7) la décomposition du capital restant dû (CRD) et de l'annuité de la dette.		24/10/2022				
20225911	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication de l'arrêté qui aurait été pris le 2 janvier 2020 à l'encontre de son client portant obligation de quitter le territoire français.		28/10/2022				
20225912	Préfecture de la Martinique	copie, de préférence par voie électronique, des documents suivants :	03/11/2022	09/11/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		1) l'intégralité du Schéma d'Aménagement Régional (SAR) de la Martinique incluant le Schéma de Mise en Valeur de la Mer (SMVM), en sa version la plus récente ; 2) l'éventuel Plan d'Aménagement et de Développement Durable de Martinique (PADDMA) prescrit par l'Assemblée de Martinique par sa délibération n°17-451-1 du 14 novembre 2017, ou toute pièce élaborée dans le cadre de l'élaboration dudit Plan.						
20225917	Mairie de Saulx-Marchais	copie, sur support papier ou par courrier électronique en format PDF, des documents suivants : 1) les compte administratifs de 2019-2020 ; 2) les maquettes budgétaires pour ces mêmes années.		24/10/2022	Oui			
20225922	Centre hospitalier intercommunal d'Elbeuf-Louviers-Val de Reuil	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, du dossier médical de son client, incarcéré au centre de détention de Val De Reuil, et notamment la partie de ce dossier relative aux soins prodigués à l'intéressé à raison de la boule présente (excroissance) dans sa gorge.		24/10/2022				
20225929	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de la liste des effets personnels de son client à son arrivée au centre pénitentiaire d'Alençon où il est incarcéré.		18/10/2022	Oui			
20225930	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique de la décision ayant ordonné le maintien de son client, incarcéré au X, au répertoire des détenus particulièrement signalés ainsi que l'avis de la commission DPS préalable du 28 avril 2022.		18/10/2022	Oui			
20225941	Agglomération de la Région de Compiègne (ARC)	copie, sous format numérique, des reçus, justificatifs, factures et notes de frais pour les frais de déplacement, frais de restauration, frais de séjour (avec le nom des personnes invitées) ainsi que les factures de téléphone, concernant le président de l'agglomération de la région de Compiègne, les vice-présidents ainsi que les conseillers communautaires pour les années 2019, 2020 et 2021.		03/11/2022	Oui			
20225945	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique des documents suivants concernant son client incarcéré à la maison centrale d'Arles : 1) la décision de sanction infligée le 3 juin 2022 ainsi que le dossier contradictoire complet ; 2) les 3 dernières fiches de paie ; 3) les 3 derniers relevés de compte nominatif.		18/10/2022	Oui			
20225947	Mairie d'Orcemont	communication, par consultation lors d'un rendez-vous en mairie et sans avoir à apposer sa signature au préalable, et remise de copie à ses frais, de l'intégralité des documents suivants : 1) relatifs au lotissement Le Clos de la Garenne (pour l'ensemble des lots) : a) l'arrêté municipal concernant les changements des règles d'urbanisme du lotissement ; b) l'arrêté indiquant les changements des règles d'urbanismes concernant le passage du plan d'occupation des sols (POS) au plan local d'urbanisme (PLU) pour le lotissement ; c) l'arrêté municipal portant sur les changements de règlement d'urbanisme pour le cahier des charges du lotissement (partie 1 et partie 2) de la société X ; d) les éléments de communication indiquant les nouvelles règles et/ou changements des règles d'urbanisme communal pour lotissement (affichages, lettres, mails, autres) ; 2) pour la mandature de 2020 ainsi que la précédente mandature : a) l'arrêté municipal concernant l'obligation d'apposer une signature pour les usagers de la commune et hors de la commune dans le cadre d'une consultation de documents administratifs (commune d'Orcemont) ; b) l'arrêté municipal concernant l'obligation d'apposer une signature dans le cadre d'une demande de copie d'un document administratif (commune d'Orcemont) ; c) l'arrêté municipal précisant qu'un élu et/ou un maire adjoint soit autorisé à produire un acte tel qu'une demande de signature d'un usager pour la consultation d'un document administratif et/ou pour l'obtention d'une copie d'un document administratif ; d) l'arrêté municipal concernant l'obligation faite à Madame X d'apposer une signature pour la consultation d'un document administratif et/ou pour l'obtention d'une copie d'un document administratif (commune d'Orcemont) ; e) l'arrêté municipal concernant l'obligation qui lui est faite d'apposer une signature pour la consultation d'un document administratif et pour l'obtention d'une copie d'un document administratif (commune d'Orcemont).		24/10/2022	Fin			
20225950	Centre hospitalier universitaire d'Angers (CHU) - Groupement hospitalier de territoire de Maine-et-Loire	communication du compte rendu de son hospitalisation dans le service des urgences dans lequel il a été admis le 25 juillet 2022 vers 22h30, et notamment les résultats du scanner qui a été réalisé.		02/11/2022	Oui			
20225954	Préfecture du Tarn	communication des rapports d'incidents et rapports d'analyse relatifs aux parcs éoliens exploités par les sociétés par actions simplifiée (SAS) X et X, pour l'année 2022, transmis en application de l'article 2 (8°) des arrêtés préfectoraux complémentaires des 1er et 23 septembre 2021.	03/11/2022	08/11/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20225960	Syndicat des Eaux des Combes Derniers	copie des documents suivants : 1) le cahier des charges concernant la réfection de la conduite du lac ; 2) les comptes rendus des réunions de chantier ; 3) les rapports d'essai de pression.	03/11/2022	06/12/2022	Oui			
20225961	Mairie de Reculfoz	communication du grand livre comptable de facturation de l'eau de la commune du 1er janvier 2022 à aujourd'hui.		28/10/2022	Oui			
20225962	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication d'une copie de l'entier dossier du refus de visa long séjour de ses clients, membres de la famille d'une bénéficiaire de la protection subsidiaire, détenu par l'ambassade de France à Conakry.		25/10/2022				
20225968	Agence régionale de santé de Provence-Alpes-Côte-d'Azur (ARS 13 - Direction générale)	communication d'une copie de son compte rendu évaluation professionnelle (CREP) 2021 portant sur l'année 2020.		24/10/2022	Non			
20225973	Service Départemental d'Incendie et de Secours du Calvados (SDIS 14)	communication du tableau des effectifs du SDIS 14 arrêté au 31 décembre 2021.		24/10/2022	Oui			
20225976	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, de la décision ayant ordonné la fouille à nu de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Valence, le 9 août 2022 à l'occasion de son extraction médicale, sachant que Monsieur X dispose de la dite-décision.	03/11/2022	16/11/2022				
20225979	Mairie de Noisy-le-Grand	communication de la liste des biens et terrains préemptés par la ville depuis 2015.	03/11/2022	16/11/2022	Oui			
20225982	Tribunal judiciaire de Nice	communication d'une copie de l'entier dossier de son client, n° X, né le X à X, lequel s'est vu refuser la délivrance d'un certificat de nationalité (refus : X).		24/10/2022	Oui			
20225983	Préfecture de la Haute-Garonne	communication, par consultation sur place, des documents suivants : 1) l'arrêté préfectoral soumettant au régime forestier la forêt communale de la commune de Saint-Michel (31220) ; 2) le procès-verbal de reconnaissance de la forêt communale de Saint-Michel (31220) ; 3) le plan d'aménagement foncier de la forêt communale de Saint-Michel (31220).	03/11/2022	08/11/2022	Oui			
20225986	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, notamment les pièces manquantes à la suite d'une première communication, des documents médicaux et paramédicaux relatifs à son hospitalisation du 3 novembre 2021 au 12 novembre 2021, dans le service de chirurgie viscérale et digestive de l'hôpital Saint Louis, à savoir : 1) un dossier infirmier ; 2) un dossier d'observation ; 3) un dossier de prescription ; 4) les fiches de constantes ; 5) le dossier d'imagerie ; 6) les éventuelles correspondances entre les praticiens.		25/10/2022	Oui			
20225987	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication d'une copie de la liste des comptes bancaires ouverts ou fermés au nom de sa société X.	03/11/2022	21/11/2022				
20225994	Centre hospitalier universitaire de Pointe-à-Pitre/Abymes - Centre hospitalier universitaire de la Guadeloupe	communication de l'entier dossier médical de Madame X sa mère, décédée, et notamment des documents suivants : 1) l'intégralité des comptes-rendus des examens réalisés ; 2) la liste des médicaments et de tout produit injecté dans son corps ; 3) l'identité de l'équipe médicale de nuit ; 4) le certificat de décès conforme à l'arrêté du 24 décembre 1996.		26/10/2022	Oui			
20225995	Mairie de Roissy-en-Brie	communication de la copie, par courriel, du plan de végétalisation mentionné dans le « Roissy Mag #10 ».	03/11/2022	21/11/2022				
20225996	Mairie de Saint-Junien	communication d'une copie des documents suivants : 1) la décision autorisant l'abattage des arbres de l'avenue Youri Gagarine en début d'année 2020 ; 2) les éléments ayant fondé cette décision ; 3) la liste des mesures compensatoires locales prises à la suite de cet abattage.	03/11/2022	09/11/2022				
20225997	Mairie de Claret	copie, par courrier électronique, du plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE) de la commune.	03/11/2022	14/11/2022				
20226000	Mairie de Châtillon	communication de la copie intégrale de son dossier individuel.		27/10/2022	Oui			
20226001	Caisse primaire d'assurance maladie de l'Orne (CPAM 61)	communication, de préférence par courrier, à son adresse personnelle ou à l'adresse de son médecin traitant, de son entier dossier médical depuis son début d'activité professionnelle en 1985 à ce jour, en particulier : 1) les protocoles de soins et les prescriptions thérapeutiques mises en œuvre ; 2) la feuille de surveillance ;		26/10/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		3) les correspondances entre professionnels de santé concernant les prises en charge thérapeutique sur cette période.						
20226005	Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM)	communication, à la suite de l'injonction n° 2021-GCP-027-1 portant sur les recherches impliquant la personne humaine (RIPH) menées au sein de la Fondation Méditerranée Infection/Institut Hospitalo-Universitaire-Méditerranée Infection (IHU-MI) situés à Marseille (13), de la liste relative aux recherches prospectives et rétrospectives visant à développer les connaissances biologiques ou médicales, actuellement réalisées au sein, sous l'égide ou avec la participation de l'IHU-MI, sur des personnes saines ou des patients (RIPH et hors RIPH) qui devait être transmise à l'ANSM dans un délai d'un mois.	24/11/2022	28/12/2022	Oui			
20226009	Syndicat intercommunal des eaux Haut-Jura Sud	communication de l'avis d'appel public paru dans la presse concernant les trois forages de reconnaissance réalisés en 2017 au lieu-dit le Talonard-La-Pesse - 39370, ainsi que l'extrait du registre des délibérations du comité syndical désignant l'entreprise attributaire, en l'occurrence l'entreprise X, et précisant le montant des travaux.		27/10/2022	Oui			
20226018	Caisse primaire d'assurance maladie des Bouches-du-Rhône (CPAM 13)	communication de l'ordonnance du docteur X lui prescrivant, depuis 2002, X.		25/10/2022	Fin			
20226019	Etablissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée (EPAMARNE-EPAFRANCE)	communication de la copie, par courriel, des documents et des annexes qui définissent les mesures compensatoires, dont la réalisation est en cours, relatives à la zone d'aménagement concerté Le parc du Bel Air de Ferrières-en-Brie et annoncées depuis juillet 2022 par l'affichage sur place d'un panneau.	03/11/2022	01/12/2022				
20226025	Mairie d'Aulnay-sous-Bois	communication d'une copie des documents suivants : 1) le plan de prévention des risques psychosociaux qui doit être versé au document d'évaluation des risques professionnels (DUERP) ; 2) la fiche prévue à l'article 14-1 du décret 85-603 du 10 juin 1985 modifié ; 3) les documents par lesquels le maire aurait informé les membres du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) de son accident de service du 09 mai 2019.	03/11/2022	02/12/2022	Par			
20226030	Ministère de la Justice	communication, de manière dématérialisée, sur un DVD, du rapport d'activité de l'année 2021 de la maison centrale d'Ensisheim.	03/11/2022	02/12/2022	Oui			
20226031	Groupe hospitalier de La Rochelle - Ré - Aunis	communication d'une copie du dossier médical de son client, constitué du mois d'avril 2022 à mi-juillet 2022, manquant lors d'une précédente demande.		25/10/2022	Oui			
20226035	Ministère de la Justice	communication d'une copie de la décision de son changement d'affectation du centre de détention de Toul à celui de Montmédy.		24/10/2022	Oui			
20226048	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, des documents suivants, concernant son client incarcéré au centre de détention d'Aix-Luynes-Les Milles : 1) la liste de son paquetage à sa 1ère arrivée dans l'établissement ; 2) la liste de ses effets personnels à son retour dans l'établissement le 20 avril 2022, après son transfert provisoire à la maison d'arrêt de la santé.		26/10/2022				
20226054	Préfecture de Vaucluse	communication, sous forme électronique par envoi par courriel ou lien de téléchargement, des documents suivants : 1) les documents cités au visa de l'arrêté préfectoral du 5 juillet 2022 portant prescriptions complémentaires à l'autorisation au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement du système d'assainissement de Carpentras Marignane (dossier n° 84-2021-00322) : a) l'arrêté n° SI 2008-05-27-0060 du 27 mai 2008 portant autorisation au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement à la commune de Carpentras concernant son système d'assainissement et pour la construction et l'exploitation d'une station d'épuration des eaux usées de capacité 75 000 EH et travaux de réhabilitation du système d'assainissement ; b) le porter à connaissance, déposé le 24 novembre 2021, par le X du syndicat mixte des eaux région Rhône Ventoux, concernant la création d'un réseau de transfert permettant le raccordement des eaux usées des communes de Crillon-le-Brave, Modène et Saint-Pierre-de-Vassols sur le système d'assainissement de Carpentras ; c) les compléments du 15 mars 2022 et du 15 avril 2022 apportés par le X du syndicat mixte des eaux région Rhône Ventoux, aux courriers du 27 janvier 2022 et du 12 avril 2022 de la direction départementale des territoires (DDT) ; d) les courriers du 27 janvier 2022 et du 12 avril 2022 de la DDT ; 2) les documents suivants cités au visa de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2022 portant modification de l'arrêté du 9 avril 2021 portant agrément de la société X pour l'activité de vidange et de prise en charge du transport et de l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif : a) la convention de partenariat fixant les modalités de déversement et de traitement des matières domestiques et collectives, signée le 1er octobre 2020, entre X, la société X et la communauté de	03/11/2022	28/11/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		<p>communes Pays d'Apt Luberon ;</p> <p>b) l'avenant n° 2 (à la convention signée le 5 juin 2020 par la société X) signé le 9 octobre 2020 entre la X, la société X et la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin ;</p> <p>c) l'avenant n° 1 (à la convention signée le 11 juin 2020 par la société X) signé le 12 octobre 2020 entre la X, la société X et le syndicat mixte des Eaux Rhône-Ventoux ;</p> <p>d) l'avenant n° 1 (à la convention signée par la société X) signé le 26 octobre 2020 entre la X, la société X et la communauté de communes du Pays Réuni d'Orange ;</p> <p>e) l'avenant n° 1 (à la convention signée le 5 juin 2020 par la société X) signé le 6 novembre 2020 entre la X, la société X et la ville de Bollène ;</p> <p>f) le dossier de demande d'agrément cité ;</p> <p>3) les documents suivants cités au visa de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2022 portant modification de l'arrêté préfectoral du 28 août 2020 portant agrément de la société X pour l'activité de vidange et de prise en charge du transport et de l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif :</p> <p>a) la convention signée le 14 février 2020 entre le syndicat intercommunal de transport et de traitement des eaux usées (SITTEU) et la société X ;</p> <p>b) la convention signée le 16 juillet 2020 entre l'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (COVE), X située à Carpentras et la société X ;</p> <p>c) la convention signée le 10 décembre 2021 entre la communauté de communes des Sorgues et Monts de Vaucluse, X située à Carpentras et la société X ;</p> <p>d) le dossier de demande d'agrément cité ;</p> <p>4) la demande du 9 mars 2022 de la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Provence-Alpes-Côte d'Azur, maître d'ouvrage du projet de liaison est-ouest de contournement routier de la ville d'Avignon, sollicitant le retrait de l'arrêté inter-préfectoral du 31 mai 2021, citée au sein de l'arrêté inter-préfectoral du 20 juillet 2022 portant retrait de l'arrêté inter-préfectoral du 31 mai 2021 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation environnementale du 8 août 2003 et à l'arrêté inter-préfectoral du 5 février 2018 portant prescriptions complémentaires relatifs à la réalisation des travaux de la liaison est/ouest (LEO) sur les communes d'Avignon, Châteaurenard, Rognonas, Barbentane et des Angles ;</p> <p>5) les documents cités au sein de l'arrêté préfectoral du 21 juillet 2022 portant autorisation d'une manifestation motocycliste intitulée « 11ème Trial international urbain de Carpentras » le samedi 30 juillet 2022 :</p> <p>a) la demande formulée le 3 mai 2022 par Monsieur X, X de l'association « Ventoux Loisirs St- Ponchon » en vue d'obtenir l'autorisation d'organiser le 30 juillet 2022, une épreuve motorisée intitulée « 11ème Trial urbain de Carpentras » ;</p> <p>b) le règlement particulier FFM 2022 TRIAL de l'épreuve ;</p> <p>c) l'avis favorable de la fédération française de motocyclisme (FFM) du 14 avril 2022 portant permis d'organisation sous le numéro 261 ;</p> <p>d) les avis favorables du directeur départemental des territoires, de la directrice des services départementaux de l'éducation nationale, du directeur départemental de la sécurité publique, du directeur départemental des services d'incendie et de secours ;</p> <p>e) l'avis favorable du maire de Carpentras ;</p> <p>f) l'avis favorable des membres de la commission départementale de sécurité routière de Vaucluse du 19 juillet 2022.</p>						
20226055	Mairie de Pineuilh	communication d'une copie du règlement du conseil municipal.		26/10/2022	Oui			
20226064	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité de mandataire successoral de Monsieur X, désigné par jugement du 18 novembre 2021, de la liste des comptes bancaires qui seraient ouverts et recensés dans le fichier des comptes bancaires (FICOBA) au nom de cette personne.		26/10/2022				
20226068	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de la décision ayant affecté son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Vendin-le-Vieil, en régime fermé de détention.		02/11/2022	Fin			
20226069	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité de liquidateur amiable de la société civile immobilière (SCI) X, désignée par jugement rectificatif du tribunal judiciaire de Grasse du 1er juin 2022, de la liste des comptes bancaires qui seraient ouverts et recensés dans le fichier des comptes bancaires (FICOBA) au nom de cette société.	03/11/2022	02/12/2022				
20226071	Rectorat de l'académie de La Réunion (AC 974)	communication de l'intégralité de son dossier de promotion relatif à l'avancement au grade de SAENES classe supérieure comprenant: 1) les avis rendus par la commission d'experts ayant fondé les décisions prises par l'administration ; 2) le document donnant le rang de classement au tableau d'avancement.		26/10/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20226072	Mairie de Deshaies	communication, par courriel, au format PDF, des délibérations des réunions du conseil municipal depuis août 2020 à ce jour, accompagnées de leurs annexes.		02/11/2022	Non			
20226073	Mairie de Sainte-Anne (Guadeloupe)	communication des trois certificats d'urbanisme opérationnels tacites n° X, X et X concernant le projet de construction de plusieurs maisons individuelles du demandeur.		27/10/2022				
20226078	Préfecture de l'Essonne	communication de l'acte administratif par lequel la commission instituée pour contrôler la propagande électorale des candidats à l'élection municipale partielle intégrale de Savigny-sur-Orge des 5 et 12 décembre 2021, a contrôlé la propagande de la liste « Reprenons notre ville en main », ce contrôle ayant été accompli a posteriori de celui des autres listes, à la suite d'un délai accordé par cette commission.	03/11/2022	21/11/2022				
20226079	Préfecture de la Haute-Garonne	communication d'une copie du rapport d'audit établi à la suite des expertises réalisées par les services de la SNCF sur le déraillement d'un train, le 27 décembre 2019, ayant causé des dégradations sur sa propriété.	03/11/2022	09/11/2022	Oui			
20226088	Mairie de Rayol-Canadel-Sur-Mer	communication, sous format dématérialisé, des listes électorales générales et complémentaires de la commune.	03/11/2022	14/11/2022	Oui			
20226091	Mairie de Monthoiron	communication des autorisations individuelles d'urbanisme accordées et non accordées (permis de construire, permis de démolir, déclaration préalable, documents émanant du pétitionnaire ou élaborés par l'administration) eu égard à l'entrée en vigueur du décret n° 2018-117 du 10 décembre 2018 pour les périodes suivantes : années 2020/2021/2022.		16/11/2022				
20226094	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité de mandataire successoral de la succession de Monsieur X décédé le X, de la liste des comptes bancaires qui seraient ouverts et recensés dans le fichier FICOBA au nom du défunt.		27/10/2022				
20226095	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité de mandataire successoral de la succession de Madame X décédée le X, de la liste des comptes bancaires qui seraient ouverts et recensés dans le fichier FICOBA au nom de la défunte.	03/11/2022	27/12/2022				
20226103	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical, notamment les pièces non transmises lors d'une précédente communication.		02/11/2022	Oui			
20226104	Mairie de Saint-Père	communication du schéma d'assainissement collectif comprenant un descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées.	24/11/2022	29/11/2022				
20226105	Rectorat de l'académie de Paris (AC 75)	communication d'un état authentique des services qu'il a effectués de septembre 2001 à août 2003.		14/11/2022				
20226107	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, des documents suivants concernant son client incarcéré au centre pénitentiaire de Lille Annoeullin : 1) la décision ayant ordonné la saisie de 36 livres appartenant à l'intéressé à son arrivée dans l'établissement ; 2) la liste des effets personnels figurant à son vestiaire.		14/11/2022	Oui			
20226111	Préfecture d'Ille-et-Vilaine	communication d'une copie de l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical détenu par le service de la médecine de prévention.		02/11/2022	Oui			
20226117	Mairie d'Evreux	communication d'une copie du tableau des effectifs pour les années 2021 et 2022.		02/11/2022				
20226129	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication d'une copie des documents concernant son client et joints à la requête du comptable public du pôle de recouvrement spécialisé de la Seine-Saint-Denis qui a saisi le juge de l'exécution du TJ de Bobigny afin d'obtenir l'autorisation de faire pratiquer des mesures conservatoires, notamment : 1) la fiche Licorne ; 2) le rapport ADONIS – IR 2021, 2020 et 2019 ; 3) le résultat de l'interrogation du fichier informatisé des comptes bancaires de son client ; 4) la saisine de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires (CDITCA) ; 5) le résultat des recherches concernant son client, sur la banque nationale des données patrimoniales (BNDP) .	24/11/2022	26/12/2022				
20226131	Préfecture du Nord	communication, par voie électronique, par courriel, des documents suivants relatifs à la pollution de l'Oise, en date du X, engendrée par la société X sise à X, par fuite de plusieurs tonnes de matières organiques : 1) la déclaration d'incident et le rapport d'incident établis par cette société, en application de l'article R512-69 du code de l'environnement, à la suite de cette pollution ; 2) le rapport établi par la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) suite à cette pollution ; 3) les rapports de visite de la DREAL établis suite à cette pollution ;	03/11/2022	08/11/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		4) le rapport de l'inspection n° X en date du 22 septembre 2021.						
20226132	Mairie de Megève	communication de la copie de la carte d'aléas de la commune, réalisée en décembre 2020 dans le cadre de la révision actuellement en cours du plan de prévention des risques naturels et prévisibles (PPRNP).	03/11/2022	08/11/2022	Oui			
20226138	Conseil régional de la Région Sud Provence-Alpes-Côte-d'Azur	communication des documents suivants : 1) le ou les derniers rapports, études et/ou notes administratives ayant fondé la modification de la tarification des trajets en TER ayant pour origine et/ou une destination en région SUD (tel qu'indiqué sur le site de la SNCF : https://m.ter.sncf.com/sud-provence-alpes-cote-d-azur/tarifs-cartes/cartes-reduction/tarifs-cartes-nationales-sncf) ; 2) la délibération du conseil régional concernant le vote de cette nouvelle politique tarifaire.		27/10/2022	Oui			
20226143	Mairie de Palaiseau	communication d'une copie des documents suivants : 1) les arrêtés municipaux relatifs à la création de zones de rencontre dans les voies de circulation dénommées chemin de Vauhallan, chemin de la Motte Samson et ancien chemin de Villaine ; 2) les arrêtés municipaux relatifs à la création d'une voie à double sens conseillée et réservée aux cyclistes sur le trottoir pair de la rue Maximilien Robespierre ; 3) les arrêtés municipaux ayant limité la vitesse maximale de circulation des véhicules à 30 kilomètres par heure dans la rue du docteur Morère, la rue Elisée Reclus et la rue Voltaire, comme l'indique l'arrêté municipal ARR-ESP-2022-08-542 en date du 9 août 2022.		17/11/2022				
20226145	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de la décision ayant refusé l'octroi de l'aide indigence à son client, incarcéré au centre de détention d'Aix Luynes, au titre du mois d'août 2022.		06/12/2022	Fin			
20226147	Communauté de communes Avre Luce Noye (CCALN)	communication, en sa qualité de conseiller communautaire, du bilan financier 2021 des centres d'animations jeunesse de la communauté de communes Avre Luce Noye (CCALN).	24/11/2022	06/12/2022	Oui			
20226155	Centre hospitalier Louis Pasteur - Le Coudray	communication, à la suite d'une transmission partielle, et en sa qualité d'ayant droit, du dossier médical complet de son défunt époux, décédé le 11 mai 2022, afin de connaître les causes exactes de la mort, de défendre sa mémoire et de faire valoir ses droits, en particulier les documents suivants : 1) la recherche d'antécédents et de facteurs de risques liés à une injection de produits de contraste iodé ; 2) la copie d'un essai pour s'assurer que la personne n'avait aucune allergie au produit de contraste iodé avant de procéder à une angioplastie coronaire ; 3) les comptes rendus d'imagerie et les volumes d'injections de produit de contraste iodés par le médecin-radiologue ; 4) la recherche d'antécédent sur la/les dysfonction(s) de la fonction rénale ; 5) le compte rendu d'intervention par le médecin de la médecine interventionnelle (cardiologie) ; 6) le compte rendu par le médecin-néphrologue notamment avec la mention : « urgence de mettre en place des séances de dialyse... mais avec l'impossibilité de séances de dialyse en raison d'une : « absence de lits » ; 7) le compte rendu par le médecin-réanimateur ; 8) les éléments de prescriptions médicales effectuées ; 9) le/les consentement(s) écrit de son conjoint - pour les situations où ce consentement est requis par voie légale ou réglementaire ; 10) la copie du prélèvement Covid-19 naso-pharyngé du 6 mai 2022 revêtant l'explication « faux-positif » par le laboratoire de l'hôpital ; 11) les feuilles de soins ; 12) les feuilles de surveillance ; 13) les informations formalisées établies à la fin du/des séjour(s) et qui comportent notamment : a) le compte rendu d'hospitalisation et la/les lettre(s) rédigée(s) à l'occasion de/des sortie(s) ; b) le/les comptes rendu(s) de la cadre de santé ; c) les doubles d'ordonnance de sortie ; d) les modalités de sortie (taxi et domicile) ; e) les fiches de liaison infirmière ; f) le/les comptes rendu(s) de la cadre de santé ; 14) le compte rendu sur le diagnostic d'une défaillance des fonctions vitales ; 15) la copie de déclaration pour prévenir la personne de confiance ; 16) le compte rendu sur le pronostic vital engagé ; 17) le compte rendu relatif à une demande ou non de procéder à une autopsie ; 18) la copie du certificat médical de décès envoyé à l'agence régionale de santé et rédigé par un médecin.		25/11/2022	Oui			
20226156	Centre hospitalier national d'ophtalmologie (CHNO)	communication du dossier de Monsieur X son père, afin de connaître les causes de sa mort, et	24/11/2022	14/12/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
	des Quinze-Vingts	notamment : 1) le dossier médical ; 2) les comptes rendus ; 3) les bulletins de situation.						
20226158	Rectorat de l'académie de Lille (AC 59)	communication d'une copie du tableau d'avancement pour le passage au grade de classe supérieure des infirmières des services médicaux des administrations de l'Etat relevant du décret n° 94-1020 du 23 novembre 1994.		24/11/2022				
20226160	Mairie de Fleury-Mérogis	communication d'une copie des documents suivants : 1) les délibérations 93/02 et 75/04 du conseil municipal ; 2) toutes les délibérations en vigueur concernant le régime indemnitaire des agents de la mairie.		24/11/2022				
20226161	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication, par voie électronique, de la copie du compte rendu financier, pour l'exercice 2021, de l'organisme local d'entraide et de solidarité (OLES) « Association de solidarité pour les français en Ethiopie » (ASFE), examiné par le conseil consulaire pour la protection et l'action sociale de l'ambassade de France en Éthiopie, dans le cadre de la demande de subvention formulée par ledit organisme.		23/11/2022				
20226167	Mairie de Pargnan	communication d'une copie des documents suivants : 1) l'arrêté de permis de construire n°X délivré le 14 août 1970 ; 2) l'entier dossier de permis de construire qui comprend la demande de permis de construire et les pièces écrites et graphiques ; 3) la déclaration d'achèvement des travaux du 30 octobre 1970 ; 4) le certificat de conformité délivré le 27 novembre 1970 ; 5) le dossier de demande de certificat d'urbanisme n° X déposé le 14 avril 2022 avec les pièces écrites et graphiques ; 6) les avis mentionnés dans le certificat d'urbanisme soit précisément l'avis défavorable du maire du 14 avril 2022 et la proposition du directeur départemental des territoires de l'Aisne ; 7) toute autorisation d'urbanisme délivrée concernant la parcelle cadastréeX et notamment tout permis de construire et certificat d'urbanisme.		25/11/2022				
20226169	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, et non pas une remise en main propre à son client incarcéré au centre pénitentiaire de Valence, des décisions ayant ordonné la fouille à nu de l'intéressé à l'issue de ses salons des 8 et 25 juillet 2022 ainsi que de son unité de vie familiale du 30 août 2022.	24/11/2022	01/12/2022				
20226170	Ministère de la Justice	copie numérique par courrier électronique des six décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Lille Annoeullin, à l'occasion de ses permissions de sortie les 16, 17 et 18 août 2022.		18/11/2022	Fin			
20226172	Mairie de Pissos	communication de l'accord de prise en charge de la compétence gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI), pris entre la commune et le Parc Naturel des Landes de Gascogne, qui régleme l'entretien de la servitude de marchepied qui grève la rivière La Leyre.	24/11/2022	28/11/2022	Fin			
20226173	Ministère de la Justice	copie numérique par courrier électronique de la décision ayant ordonné la fouille à nu de son client le 26 août 2022, incarcéré au centre pénitentiaire de Lille Annoeullin, à la suite d'une fouille de cellule.		14/11/2022	Fin			
20226174	Direction départementale des territoires du Tarn-et-Garonne (DDT 82)	communication des documents suivants, préalables à l'arrêté du 13 novembre 2019 portant prolongation de l'autorisation environnementale et changement du bénéficiaire de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Bas Pays : 1) les arrêtés loi sur l'eau du 8 mars 2006 et 8 décembre 2009 ; 2) le dossier de porter à connaissance du 20 août 2019 déposé par Grand Montauban Communauté d'Agglomération.	24/11/2022	05/12/2022	Oui			
20226175	Centre hospitalier de Lens	communication, par courrier électronique, d'une copie numérique du dossier médical de son client, incarcéré au centre pénitentiaire de Vendin-le-Vieil, notamment la partie de ce dossier relative aux soins ophtalmologiques.		02/11/2022	Oui			
20226182	Groupe hospitalier Seclin-Carvin	communication d'une copie par voie électronique des documents suivants : 1) le courrier adressé par la direction au comité médical départemental du Nord par lequel celle-ci a transmis sa demande de congé de longue maladie du 3 août 2021 ; 2) le courrier adressé par la direction au comité médical départemental du Nord par lequel celle-ci a transmis sa demande de reprise de fonction de juriste à mi-temps thérapeutique, à l'essai, du 14 décembre 2021 ; 3) le courrier adressé par la direction au comité ou conseil médical départemental du Nord par lequel celle-ci a sollicité dudit comité ou conseil un avis concernant son aptitude aux fonctions d'attaché d'administration hospitalière avant la séance de cette instance du 25 mars 2022.	24/11/2022	12/12/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20226185	Préfecture de la Seine-Maritime	communication de l'entier dossier administratif de sa cliente.	15/12/2022	19/12/2022	Fin			
20226189	Tribunal de proximité de Colombes	communication de l'entier dossier sa cliente X, et laquelle s'est vue délivrer un certificat de nationalité française, sous le n°RG 619/99, le 21 octobre 1999.		14/11/2022				
20226190	Mairie de Wimereux	communication, en sa qualité de conseillère municipale, des dépenses engagées pour chaque animation et manifestation organisée par la commune de janvier à juin 2022.		14/11/2022				
20226197	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	communication, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une recherche personnelle, des documents conservés à la mission des archives auprès des ministères sociaux, sous la cote suivante : DAGPB/Division juridique et contentieuse (DJC) - DAGPB/2001/009/006 Dossiers X : dossiers « X », 1992 et 1994.	24/11/2022	01/12/2022				
20226201	Tribunal de proximité de Puteaux	communication, d'une copie de l'entier dossier relatif à l'enregistrement de la déclaration de nationalité de l'enfant mineur de ses clients, en leur qualité de représentants légaux, comprenant la copie la déclaration de nationalité souscrite le 22 avril 2022, et portant les références suivantes : a) DnhM 49/2020 N° Portalis : 5MPK-4-B7E-BR ; b) Refus DnhM 72/2022.		21/11/2022				
20226229	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication d'une copie numérique de la liste électorale de l'ensemble des communes du département de la Seine-Saint-Denis.	24/11/2022	06/12/2022	Oui			
20226237	Mairie de Goussainville	communication d'une copie des documents suivants : 1) la demande de permis de construire n° X du 18 février 2022 de Monsieur X ; 2) tous les documents qui lui ont été annexés.		21/11/2022				
20226241	Centre hospitalier spécialisé de l'Yonne	communication du dossier médical de son fils X âgé de 10 ans, comprenant les consultations récentes au centre médico-psychologique (CMP) de Sens.		29/11/2022	Oui			
20226246	Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (CHU)	communication, d'une copie du dossier médical complet de la mère de ses clients, née le X, laquelle se trouve dans un état X à la suite d'une opération réalisée le X dans l'établissement.		21/11/2022				
20226247	Mairie de Flayosc	communication de la copie intégrale des documents suivants : 1) l'arrêté de permis de construire n° PC X, délivré le X, au profit de la société X ; 2) le dossier de demande associé, en ce compris les pièces complémentaires ou substitutives produites par le demandeur ; 3) les avis éventuellement recueillis pendant l'instruction.		18/11/2022				
20226250	Mairie de Moncy	communication d'une copie des procès-verbaux des conseils municipaux de 2020, 2021 et 2022.		18/11/2022	Oui			
20226251	Mairie de Saint-François (Guadeloupe)	communication des relevés de propriété concernant : 1) Monsieur X né le X à X ; 2) Monsieur X né le X à X ; 3) Madame X épouse X née le X ; 4) Madame X née en Inde en X.	24/11/2022	15/12/2022				
20226275	Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE)	communication d'une copie de sa candidature à l'Agence pour l'enseignement du français à l'étranger (AEFE) comprenant les avis hiérarchiques pour la session 2023-2024.	24/11/2022	21/12/2022	Oui			
20226277	Mairie de La-Salle-Les-Alpes	communication des pièces et des plans déposés par la SAS X à l'appui de sa demande de permis modificatif X du 9 mai 2022.		23/11/2022	Par			
20226280	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication d'une copie de la décision 48 SI concernant le retrait des points du permis de conduire de son client.		16/12/2022				
20226283	Mairie d'Oullins	communication d'une copie sous format papier ou numérique identique à l'original de l'entier dossier de la X, du 29 juillet 2022 concernant la parcelle X notamment : 1) l'arrêté ; 2) le dossier de demande de la DP comprenant les plans, le titre habilitant à construire ; 3 les demandes d'avis et les avis recueillis.		21/11/2022				
20226284	Mairie de Diesen	communication du règlement intérieur voté à la suite des élections municipales.	15/12/2022	20/12/2022	Fin			
20226293	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication d'une copie de l'entier dossier de visa D n° 512765575 délivré à sa cliente le 04 décembre 2015 par le consulat de France à Bamako.		18/11/2022	Fin			
20226299	Centre de la Tour de Gassies	communication, à la suite d'une transmission incomplète, de l'intégralité du dossier médical de sa cliente depuis sa prise en charge dans l'établissement hospitalier en 2002 comprenant notamment les comptes rendus d'intervention, d'hospitalisation, les feuilles de surveillance et les cahiers infirmiers relatifs à ses hospitalisations.		23/11/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20226305	Préfecture du Pas-de-Calais	communication de l'expertise ayant fondé la décision du préfet à saisir, pour un avis simple, le conseil de gestion du Parc naturel marin des estuaires picards et de la côte d'Opale, concernant l'implantation d'un projet de ferme aquacole Local Océan à Boulogne-sur-mer.	24/11/2022	29/11/2022	Fin			
20226307	Direction générale des patrimoines et de l'architecture	communication, par dérogation aux délais fixés par l'article L213-2 du code du patrimoine, dans le cadre d'une recherche familiale, du dossier médical de son père, Monsieur X, décédé le X, contenu dans son dossier de tutelle, conservé au greffe du tribunal judiciaire de Draguignan sous la cote - Dossier de tutelle de X (n° RG 18/00164)	24/11/2022	01/12/2022	Oui			
20226311	Mairie de Boisemont	communication d'une copie des documents suivants : 1) l'arrêté prévalant à l'enlèvement des MCA d'amiante les 5 et 9 septembre 2022 et régissant la circulation des engins déployés ; 2) la lettre avec AR de la démission du conseiller municipal X.		24/11/2022	Par			
20226312	Groupe hospitalier universitaire Paris Psychiatrie et Neurosciences (GHU)	communication, à la suite d'une précédente transmission incomplète, des documents suivants contenus dans son dossier médical : 1) le compte-rendu d'hospitalisation pour la période du 10 mai 2010 au 9 juin 2010 ; 2) le compte-rendu d'hospitalisation pour la période du 16 novembre 2016 au 27 janvier 2017 ; 3) les analyses X de juillet, août, novembre, décembre 2010, de l'année 2011 et de janvier, février, mars, mai, juin, juillet, août 2012 ; 4) les documents pour la période du 10 mai 2019 au 14 février 2020 produits par Monsieur X et notamment : les certificats médicaux, les programmes de soins, les médicaments pris (injections mensuelles), les certificats de levée et de sortie définitive ; 5) les réunions du collèges annuelle de 2018 et 2019 nécessaires à la prolongation de la mesure de contrainte ; 7) les documents l'informant du droit de consulter un médecin et un avocat, conformément à l'article L. 3211-3 du code de la santé publique, pour les périodes du 11 mars au 2 mai 2008 et du 10 mai 2010 au 9 juin 2010.		25/11/2022	Oui			
20226322	Rectorat de l'académie de Lille (AC 59)	communication, sur support électronique ou papier, de l'intégralité du dossier administratif de son défunt mari, Monsieur X.	24/11/2022	14/12/2022	Oui			
20226324	Rectorat de l'académie d'Aix-Marseille (AC 13)	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier administratif.		23/11/2022				
20226326	Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE)	communication du compte rendu de l'expertise médicale dont elle a fait l'objet le 21 janvier 2022, établi par le docteur X.		02/11/2022	Oui			
20226327	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication d'une copie de l'entier dossier de demande de visa déposé à l'ambassade de France à Abidjan pour X, le fils de ses clients.		24/11/2022				
20226329	Préfecture de l'Essonne	communication de l'entier dossier de demande de regroupement familial déposée par son client, au bénéfice de son épouse Madame X, et de leurs trois enfants X.		24/11/2022				
20226330	Communauté d'agglomération Le Grand Périgueux	communication des documents suivants : 1) les conclusions de l'enquête publique concernant l'extension des itinéraires piétons et cyclistes de la voie verte des berges de l'Isle réalisée du 13 mai au 13 juin 2013 sur ordonnance du tribunal administratif n° E13000086/33 en date du 11 avril 2013 - https://www.sudouest.fr/dordogne/trelissac/pietons-et-velos-la-voie-verte-des-bords-de-l-isle-bourgeoise-8564383.php ; 2) les arrêtés et délibérations de la communauté d'agglomération du Grand Périgueux concernant la voie verte des berges de l'Isle, ses projets d'extension et de passerelles ; 3) toutes autres pièces concernant la voie verte des berges de l'Isle, ses projets d'extension et de passerelles sur les communes de Chancelade et Marsac-sur-l'Isle.	24/11/2022	15/12/2022	Oui			
20226344	Ministère de la Justice	communication des documents contenus dans le dossier pénitentiaire de son client, anciennement détenu dans le centre de détention de Bapaume, pour la période courant du 1er janvier au 30 avril 2021 : 1) les courriers et correspondances adressés par son client à la direction de l'établissement ; 2) les courriers et correspondances adressés par la direction de l'établissement à son client ; 2) les observations GENESIS.		18/11/2022				
20226347	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication d'une copie des dossiers de ses clients détenus par le bureau des familles des réfugiés notamment : 1) les courriers et des documents qui ont été envoyés par ses clients ; 2) l'avis transmis aux autorités consulaires ; 3) les autres éléments du dossier en possession de l'administration et émanant de diverses autres administrations : notes OFPRA, dossier consulaire.		13/12/2022				

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20226373	Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire	communication, dans le cadre de la réautorisation des néonicotinoïdes pour le traitement des semences de betteraves, des éléments suivants relatifs aux données des réservoirs viraux : 1) les critères retenus pour déterminer les trois catégories de risque « positif », « faiblement positif » et « négatif » au sein de l'annexe 7 intitulée « Prélèvements 2020 et 2021 d'adventices pour déterminer l'état des réservoirs viraux » établie dans le cadre du comité de surveillance prévu par la loi du 14 décembre 2020 ; 2) l'indication des seuils à partir desquels un prélèvement devient « positif », « faiblement positif » ou est considéré comme « négatif » ; 3) savoir si ces critères ont été modifiés entre 2020 et 2021 ; 4) les données brutes classées par année et précisant les lieux de prélèvement ayant servis à établir cette annexe 7.	24/11/2022	05/12/2022				
20226379	Rectorat de l'académie de Strasbourg (AC 67)	communication de l'extrait du compte-rendu de la commission administrative du 22 juin 2022 la concernant.		24/11/2022				
20226386	Mairie de Tétéghem-Coudekerque-Village	communication de la délibération du conseil municipal du 25 juin 2018 décidant la vente à l'établissement WADD Développement des 2 parcelles X et X appartenant à la commune de Tétéghem.		18/11/2022				
20226387	Rectorat de l'académie de Versailles (AC 78)	communication de la fiche barème d'admission au lycée de sa fille, X, scolarisée en section internationale Britannique au collège Montaigne à Paris sur l'année scolaire 2021-2022.	24/11/2022	20/12/2022				
20226391	Ordre des avocats au barreau de Montargis	communication des copies de la lettre par laquelle Maître X a demandé au bâtonnier de l'ordre des avocats au barreau de Montargis de la décharger de sa mission d'aide juridictionnelle n°X, dont il est bénéficiaire, le cas échéant, de la réponse qu'il lui a donné.	24/11/2022	16/12/2022	Non			
20226396	Préfecture de La Réunion	copie, de préférence par courrier électronique, ou, à défaut, par voie postale, de l'entier dossier administratif de sa cliente.		23/11/2022				
20226399	Mairie de Trélissac	communication, par courrier postal, de la copie des documents suivants, dans le cadre de l'arrêté pris par le maire en date du 9 juin 2022 retirant le permis de construire délivré le 15 mars 2022 à sa cliente : 1) les informations produites par le gestionnaire d'eaux usées, la société SUEZ telles que visées dans l'arrêté du 9 juin 2022 ; 2) les plans de situation des collecteurs ; 3) les avis rendus par ENEDIS et SUEZ en date respectivement des 28 février 2022 et 10 février 2022 dans le cadre de l'instruction du permis de construire.		23/11/2022				
20226497	Mairie d'Arès	communication, en sa qualité de conseiller municipal, du bilan financier détaillé du poste « Culture » de la commune pour l'année 2021 et le premier semestre 2022.		29/11/2022	Oui			
20226501	Centre hospitalier universitaire de Toulouse (CHU)	communication, en sa qualité d'ayant droit, de l'entier dossier médical, comprenant la copie du compte rendu de la consultation avec le Docteur X le 29 septembre 2021 et le compte rendu de l'échocardiographie réalisée le 29 septembre 2021, de Madame X, sa mère, née le X à Zgair (ALGERIE) et décédée le X dans l'établissement.	24/11/2022	14/12/2022	Oui			
20226505	Mairie de Chevennes	communication des comptes rendus des réunions du conseil municipal à compter du 8 juin 2020.		29/11/2022				
20226508	Mairie de Courbevoie	communication des délibérations relatives au classement/déclassement des voies communales dans le secteur de l'avenue de la Division Leclerc et de la place de la Défense, ainsi que du périmètre afférent.	24/11/2022	01/12/2022				
20226511	Mairie de Puteaux	communication des délibérations relatives au classement/déclassement des voies communales du secteur de la place de la Défense ainsi que du périmètre afférent.	24/11/2022	01/12/2022	Oui			
20226513	Conseil départemental de l'Ariège	communication du montant d'une subvention accordée à un projet de méthanisation dont le porteur de projet est le groupement agricole d'exploitation en commun (GAEC) X - 09120 Loubens, pour la participation aux études de faisabilité.	24/11/2022	29/11/2022				
20226516	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication d'une copie de calcul de points et de classement concernant le mouvement de mutation polyvalent de l'année 2022 auprès du bureau des gradés et des gardiens de la paix (BGGP) du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur (SGAMI) de PARIS 75.	24/11/2022	14/12/2022	Oui			
20226525	Mairie de Crouy-sur-Ourcq	communication d'une copie des permis de construire suivants : 1) le PC X du 21 septembre 2021 ; 2) le PC X du 14 janvier 2022 ; 3) le PC X du 22 avril 2022.		24/11/2022				
20226533	Centre hospitalier Comminges-Pyrénées	communication, sur le fondement des trois motifs prévus à l'article L1110-4 du code de la santé publique et afin de demander réparation du préjudice subi par sa cliente en raison de la perte de son compagnon de vie avec lequel de nombreux projets étaient prévus, de l'intégralité du dossier médical du compagnon de sa cliente, Monsieur X, décédé le 13 juillet 2021.		24/11/2022	Non			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20226541	Mairie de Puttelange-aux-Lacs	communication, en sa qualité de conseiller municipal et de conseiller communautaire, d'une copie de la délibération des travaux de mise en sécurité de la rue des lacs et la rue nationale .		24/11/2022	Oui			
20226548	Préfecture de la Haute-Garonne	communication des documents suivants, intervenant dans le cadre du traité de concession-installation signé par son client avec la société d'économie mixte du marché-gare d'intérêt national de Toulouse : 1) les arrêtés préfectoraux approuvant les tarifs applicables au titre des années 2018, 2020, 2021 et 2022 sur le marché d'intérêt national (MIN) ; 2) la preuve de leur publication régulière.	24/11/2022	05/12/2022	Oui			
20226559	Mairie de Saint-Lô	communication, par voie postale à ses frais, d'une copie des documents suivants : 1) le tableau des emplois de chef de service au sein du service de police municipale ; 2) le cas échéant, la délibération instituant la création d'un poste supplémentaire de chef de service de la police municipale.		21/11/2022	Oui			
20226563	Préfecture de l'Essonne	consultation ou envoi par courriel, en leur qualité de tuteur, de l'entier dossier de demandes de titre de séjour de leur protégé Monsieur X.		21/11/2022				
20226564	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication de l'entier dossier de sa cliente, née le X à Kinshasa (RDC), comprenant la décision de refus de renouvellement de son titre de séjour ainsi que les justificatifs de la notification.		06/12/2022				
20226568	Centre hospitalier de Valenciennes	communication des grilles indiciaires applicables aux agents contractuels depuis janvier 2022.	24/11/2022	14/12/2022	Oui			
20226572	Rectorat de l'académie de Paris (AC 75)	communication par courrier ou courriel d'une copie des éléments suivants suite au résultat de la campagne d'affectation « AFFELNET LYCEE 2022 » de son fils X, prise sur la base d'un traitement algorithmique : 1) les règles définissant ce traitement et des principales caractéristiques de sa mise en œuvre ; 2) le degré et le mode de contribution du traitement algorithmique à la prise de décision ; 3) les données traitées et leurs sources ; 4) les paramètres de traitement, leur pondération, appliqués à la situation de son fils, en particulier les seuils permettant l'affectation aux lycées Henri IV et Louis le Grand ; 5) les opérations effectuées par le traitement ; 6) une copie des données à caractère personnel faisant l'objet d'un traitement dans ce dossier ; 7 la fiche barème de son fils résultant du traitement AFFELNET.	24/11/2022	26/12/2022	Oui			
20226574	Mairie de Drancy	copie intégrale de l'acte de naissance de Monsieur X né le X à Drancy et décédé le X à Vélizy Villacoublay, l'administration exigeant la preuve de sa filiation avec l'intéressé.	24/11/2022	06/12/2022	Oui			
20226579	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical constitué par l'hôpital Saint-Antoine à Paris, sachant que seul un compte-rendu lui a été adressé.		18/11/2022	Oui			
20226591	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique par courrier électronique de la décision ayant ordonné la fouille à nu de son client, incarcéré à la maison centrale d'Ensisheim, par l'escorte médicale, le 27 juillet 2022, alors qu'il était accompagné à l'UHSI de Nancy.		17/11/2022	Oui			
20226602	Caisse primaire d'assurance maladie du Rhône (CPAM 69)	copie de son dossier médical relatif à sa maladie professionnelle déclarée le 4 novembre 2020.		21/11/2022	Oui			
20226623	Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique	communication d'une copie du rapport Roche-Rapoport relatif à la gestion du réseau routier national de juin 2019 commandé par la ministre des transports et le ministre chargé de l'action et des comptes publics.	24/11/2022	12/12/2022				
20226628	Mairie de Pontault-Combault	communication par courriel ou courrier d'une copie des documents suivants concernant le dispositif publicitaire installé par la X à l'angle de l'avenue XI et de la rue de la X, au X. 1) le dossier de déclaration préalable ou de demande d'autorisation ; 2) l'arrêté municipal.		12/12/2022				
20226646	Communauté de communes du Pays Fouesnantais	copie, en sa qualité de conseiller communautaire, du document d'expertise faisant état de la situation financière de la communauté de communes du Pays Fouesnantais présenté au bureau des maires en 2020, réalisé par le cabinet X et mis à jour en septembre 2021.	24/11/2022	05/12/2022	Oui			
20226658	Office public de l'habitat Valdevy (OPH 94)	consultation des documents et des certificats médicaux contenus dans son dossier administratif.		25/11/2022				
20226662	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle Aquitaine - Unité territoriale de Charente (DREAL 16)	communication des documents suivants relatifs au parc éolien de Lesterps-Saulgond : 1) le procès-verbal de contrôle des installations du 2 mars 2021 ; 2) le compte rendu de la « campagne de mesures de niveau sonore avec analyse spectrale prévue dès la mise en route » ; 3) toute autre étude sonore effectuée.	24/11/2022	29/11/2022	Oui			
20226675	Mairie de Trégunc	communication des documents, rapports, plans, études définissant les différentes zones humides du plan local d'urbanisme (PLU).	24/11/2022	14/12/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20226682	Mairie de Bordeaux	copie, de préférence par courrier électronique, ou, à défaut, par voie postale, de l'entier dossier de permis de construire n° X délivré le 18 juillet 2022 à la SCCV X pour la démolition de l'existant et la construction d'un ensemble de 44 logements en R+7 sur un terrain situé X, parcelles cadastrées section X et X, comprenant l'entier dossier de demande, les avis des personnes consultées, l'arrêté d'autorisation, etc.).	15/12/2022	29/12/2022	Oui			
20226687	Métropole de Saint-Etienne Métropole	communication, sous forme électronique par courriel, en sa qualité de conseiller municipal et conseiller métropolitain, des documents suivants : 1) les arrêtés de délégation du président aux vice-président(e)s et conseiller(ère)s délégué(e)s, de 2014 à ce jour ; 2) les arrêtés de délégation du président aux directeurs-directrices généraux des services, et directeurs-directrices généraux adjoints durant la même période.		15/11/2022	Oui			
20226688	Mairie de Saint-Etienne	communication, sous forme électronique par courriel, en sa qualité de conseillère municipale, des documents suivants : 1) les arrêtés de délégation du maire aux adjoint(e)s et conseiller(ère)s délégués tels que transmis en préfecture et affichés, pour la période de 2014 à aujourd'hui ; 2) les arrêtés de délégation du maire aux directeurs-directrices généraux des services et, directrices et directeurs généraux adjoints, tels que transmis en préfecture et affichés, pour la période de 2020 à ce jour.		14/11/2022	Oui			
20226695	Mairie de Lagny-sur-Marne	copie des documents suivants délivrés à la SAS X concernant l'aménagement d'un commerce sis X à Lagny-sur-Marne : 1) la déclaration préalable ; 2) l'autorisation de travaux ; 3) les avis des commissions ERP, PMR, SDIS ; 4) les plans et arrêtés ; 5) les formulaires CERFA.		06/12/2022	Oui			
20226699	Communauté d'agglomération de Marne et Gondoire	copie des documents suivants délivrés à la SAS X concernant l'aménagement d'un commerce sis X à Lagny-sur-Marne : 1) la déclaration préalable ; 2) l'autorisation de travaux ; 3) les avis des commissions ERP, PMR, SDIS ; 4) les plans et arrêtés ; 5) les formulaires CERFA.		06/12/2022	Oui			
20226701	Mairie de Woippy	communication des arrêtés de réglementation de la circulation avenue de Thionville à Woippy.		07/12/2022	Oui			
20226706	Mairie d'Orléans	copie, en sa qualité de conseiller municipal, du protocole signé avec la faculté de médecine de Zagreb en janvier 2022.	15/12/2022	28/12/2022	Oui			
20226709	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France (DREAL 59)	communication, à la suite d'une première transmission incomplète, de la totalité des documents publics relatifs à la société X (auparavant X) sise à X : arrêtés préfectoraux, études d'impact de l'exploitant, dossiers d'autorisation, enquêtes publiques etc.	15/12/2022	16/12/2022				
20226724	Préfecture du Nord	communication, de préférence par voie électronique à ses frais, des documents suivants relatifs au dossier de demande d'enregistrement du projet de centre de tri du X à X : 1) la copie du rapport de recevabilité du 16 février 2022 de l'inspection des installations classées portant avis sur le caractère complet et régulier dudit dossier ; 2) l'avis du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) du 8 février 2022 ; 3) la (ou les) correspondances que la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) a adressé(es) au X, dans lesquelles la DREAL a précisé qu'elle s'inquiétait de l'impact des travaux sur les eaux souterraines ; 4) la correspondance par laquelle le X a informé la DREAL du document intitulé « PROJET CENTRE DE TRI DOSSIER ENREGISTREMENT ICPE NOTE TECHNIQUE » ; 5) le procès-verbal de la séance du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) du 4 août 2022 durant laquelle le dossier de demande d'enregistrement a été examiné.	15/12/2022	16/12/2022	Oui			
20226725	Mairie de Saint-Nicolas-Lez-Arras	communication, par voie électronique si possible, des documents suivants, au nom de l'association bénéficiaire des subventions, SPORTING CLUB BASKET, FOOTBALL CLUB : 1) la copie des demandes de subventions pour les exercices comptables 2018 - 2019 - 2020 -2021 et 2022 ; 2) la copie des documents comptables 2018 - 2019 - 2020 -2021 et 2022 étant précisé que les comptes		07/12/2022	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		2018 - 2019 - 2020 -2021 et 2022 de l'association publiés dans l'annexe au CA de la ville de Saint-Nicolas-lez-Arras sont pratiquement illisibles et n'incluent pas le bilan actif détaillé de LMPT et que les comptes 2018 ne reprennent pas le compte de résultat).-article L 2313-1 du CGCT ; 3) la copie des rapports 2018 - 2019 - 2020 -2021 et 2022 des commissaires aux comptes et les réserves éventuelles émises par ces derniers.						
20226734	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication de l'entier dossier de son client relatif à son hospitalisation au sein des services de neurochirurgie, d'anesthésie et de soins de suite neurologiques de l'hôpital Bicêtre, dans le cadre d'une intervention effectuée le 1er avril 2020.		07/12/2022	Oui			
20226736	Société Publique Locale Bassin de Thau	communication, de préférence par voie électronique, de l'étude hydrogéologique du projet de parking Place Aristide Briand.	15/12/2022	20/12/2022	Oui			
20226747	Mairie de Saint-Amé	communication des documents suivants, relatifs au plan local d'urbanisme de la parcelle lui appartenant, désignée et cadastrée X, X à Saint-Amé (88120) : 1) la copie des documents de l'enquête publique réalisée à l'époque, les noms des personnes ayant réalisé cette enquête ainsi que les connaissances et compétences de toutes les personnes ayant œuvré à cette enquête et ce rapport ; 2) la copie des règles de cette enquête publique ; 3) la copie des schémas de cohérence territoriale ; 4) la copie des plans locaux d'urbanisme antérieurs à ce changement de PLU motivant cette décision ainsi que la copie des cartes communales ; 5) la copie du rapport de présentation ainsi que les documents graphiques de l'époque motivant un tel changement de PLU.	15/12/2022	27/12/2022	Fin			
20226749	Mairie d'Arçon	communication du rapport de diagnostic sanitaire relatif à un alignement d'arbres remarquables sis allée des tilleuls, commandé par le conseil municipal à l'Office national des forêts (ONF).	15/12/2022	19/12/2022	Oui			
20226751	Préfecture de police de Paris	communication d'une copie de préférence par voie électronique des documents suivants concernant son client : 1) la décision du 29 octobre 2021 rejetant sa demande de réintégration, ainsi que les motifs ; 2) l'entier dossier administratif .		12/12/2022				
20226757	Ministère des armées	communication d'une copie numérique et papier de son dossier militaire.		12/12/2022				
20226759	Mairie de Livry-Gargan	copie des documents suivants : 1) le plan de division de la parcelle a372 au nom de X au X à Livry-Gargan ; 2) les plans et documents du permis de construire n*X.		09/12/2022	Oui			
20226767	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication, à la suite de la rupture conventionnelle signée le 30 juin 2022, de l'attestation employeur justifiant de son activité au sein de la police nationale, du 5 mai 2008 au 30 juin 2022, à destination de Pôle emploi.		07/12/2022				
20226768	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, des documents suivants concernant son client incarcéré au centre pénitentiaire de Lille Annoeullin : 1) la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client depuis son arrivée dans l'établissement ; 2) la liste des dites fouilles.		07/12/2022	Oui			
20226775	Centre hospitalier du Sud Seine-et-Marne	communication de l'intégralité des documents contenus dans son dossier médical, à savoir les compte rendus, radios, ordonnances, constitué dans le cadre de son admission dans le service des urgences de l'établissement le 7 avril 2013, consécutive à un accident de la route dont il a été victime le 27 février 2013.		07/12/2022	Oui			
20226781	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client, incarcéré au centre pénitentiaire d'Aiton, depuis son arrivée dans l'établissement, ainsi que la liste des fouilles.		07/12/2022	Oui			
20226787	Mairie de Sélestat	communication d'une copie des relevés détaillés des deux radars pédagogiques implantés dans sa rue.		13/12/2022				
20226796	Préfecture de la Loire	communication des documents relatifs à la fermeture administrative, prononcée par arrêté préfectoral du 17 août 2022, de l'établissement X situé lieu-dit X 1) le rapport des services de police du 27 juin 2022 établi suite à la procédure diligentée le 24 juin 2020 et visé dans l'arrêté n°X ; 2) la lettre avec AR du 21 juillet 2022 n°1A19418731185 mentionnée dans l'arrêté n°DS-2022-1119 et par laquelle la préfète de la Loire aurait informé son client, dans le cadre de la procédure contradictoire, de la procédure engagée contre l'établissement « le 1810 » ; 3) le bordereau de remise signé le 29 juillet 2022.		09/12/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20226820	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication du décret de naturalisation de feu son père, Monsieur X X.		09/12/2022	Oui			
20226837	Mairie de Macouria	communication de documents relatifs à la validation des années d'octobre 1991 à 1997 de sa cliente, nécessaire au traitement de sa demande de mise à la retraite.		12/12/2022				
20226839	Mairie Les Premiers Sapins	communication d'une copie intégrale des actes de l'état civil de la commune de Haute pierre : 1) l'acte de décès de Madame X survenu le X ; 2) l'acte de décès de Monsieur X, survenu le X ; 3) l'acte de décès de Monsieur X survenu en X ; 4) l'acte de naissance de Madame X le X ; 5) l'acte de mariage de Monsieur X et de Madame X célébré le X ; 6) l'acte de mariage de Monsieur X et de Madame Marie X célébré le X.	15/12/2022	23/12/2022	Oui			
20226842	Ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique	communication des documents suivants : 1) l'intégralité des pièces de son dossier individuel de fonctionnaire ; 2) l'ensemble de toutes les pièces ayant été communiquées aux membres du conseil de discipline afin qu'il émette son avis (dossier disciplinaire).		09/12/2022	Fin			
20226849	Office français de la Biodiversité (OFB)	communication, de préférence, sous format électronique, ou à défaut, sur CD ROM, des documents suivants intervenant dans le cadre d'une étude globale, concernant la biologie des individus Canis lupus lupus et/ou individus hybridés, en rapport avec la présence du loup sur le territoire national, et en particulier : 1) concernant des individus tirés, percutés, braconnés, les autopsies, la description complète, les interprétations qui s'y réfèrent et les conclusions éventuelles ainsi que les suivis des résultats d'analyses engagées dans ce cadre précis ; 2) concernant les faits, le récapitulatif des dates, les lieux et circonstances exactes de la découverte des cadavres.	15/12/2022	19/12/2022				
20226855	Communauté de communes du pays de Craon	communication, dans le cadre du recrutement d'un enseignant chant lyrique-musique d'ensemble-chorale et piano, de l'arrêté de nomination de l'agent recruté.		09/12/2022				
20226869	Agence du service civique	communication d'une copie de la convention de restauration de l'agence du service civique comportant les prix d'admission par tranche de fréquentation valable à compter du 1er octobre 2019 jusqu'au 30 septembre 2021.	15/12/2022	30/12/2022				
20226875	Préfecture de l'Ardèche	communication sous forme numérique des documents suivants concernant la commune de Le Roux pour les années 2017, 2018, 2019, 2020, 2021 et 2022 : 1) les délibérations du conseil municipal ; 2) les bordereaux comptables comprenant les recettes et dépenses.		13/12/2022	Oui			
20226881	Centre hospitalier universitaire de Lille	communication de la décision formalisant le changement d'affectation de son client sur le poste de directeur de structure de formation à l'école des sage-femmes.		09/12/2022	Oui			
20226895	Association syndicale autorisée (ASA) du syndicat du canal de la branche ancienne de Prades Maison de l'Eau	communication, en sa qualité d'adhérent à l'association syndicale autorisée (ASA) du canal de la branche ancienne de Prades, d'une copie des documents suivants : 1) les statuts de l'ASA ; 2) la décision de l'assemblée des propriétaires du 30 avril 2016 ; 3) le règlement de service de l'ASA ; 4) le plan du réseau sur la commune de Los Masos ; 5) le plan parcellaire délimitant le pourtour du périmètre de l'association ; 6) tout acte, tout dossier, tous procès-verbaux, toutes statistiques, instructions, circulaires, notes et réponses ministérielles ou bien préfectorales et correspondances, justifiant de l'éventuelle création d'une branche secondaire du canal d'arrosage de la branche ancienne s'étalant sur la parcelle X ; 7) tout acte, tout dossier, tous procès-verbaux, toutes statistiques, instructions, circulaires, notes et réponses ministérielles ou bien préfectorales et correspondances, justifiant de l'éventuelle existence d'une servitude au bénéfice de Monsieur X.	15/12/2022	29/12/2022				
20226898	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, des décisions ayant ordonné la fouille à nu ainsi que la liste des fouilles pratiquées sur la personne de son client, en détention au centre pénitentiaire de Lille Sequin, entre le 1er juillet et le 31 août 2022.		07/12/2022	Oui			
20226899	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de la totalité des décisions ayant ordonné la fouille à nu de son client durant son incarcération au sein du centre pénitentiaire de Laon, ainsi que la liste de ces fouilles.		07/12/2022				
20226906	Mairie de Dompierre-Becquincourt	copie du compte rendu et du procès-verbal de la réunion du conseil municipal du 29 mars 2022.		12/12/2022				
20226912	Ministère de la Justice	communication d'une copie du dossier afférent à la demande de transfert aux fins de regroupement familial de son client incarcéré au centre pénitentiaire de Poitiers Vivonne.		12/12/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20226946	Rectorat de l'académie de Strasbourg (AC 67)	consultation de son entier dossier administratif.		09/12/2022				
20226947	Mairie de Saulnes	consultation du permis de construire relatif aux travaux d'extension, au X, cadastrée AB508.		09/12/2022				
20226951	Rectorat de l'académie de Créteil (AC 94)	communication de l'arrêté portant sur son placement en disponibilité d'office à compter du 17 octobre 2020.		12/12/2022				
20226956	Fédération départementale des chasseurs de Seine-et-Marne	copie des bilans annuels des prélèvements réalisés par les chasseurs pratiquant la chasse de nuit au gibier d'eau à partir des postes fixes mentionnés à l'article R424-17 du code de l'environnement, rédigés par la fédération départementale des chasseurs de Seine-et-Marne pour les saisons cynégétiques 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022.	15/12/2022	19/12/2022	Oui			
20226964	Caisse primaire d'assurance maladie de Lille-Douai (CPAM 59)	communication, à la demande de l'assurance décès de sa mère Madame X, décédée le X, afin d'appliquer la garantie décès, des documents relatifs à la santé de sa celle-ci, pour la période du 7 septembre au 23 novembre 2012, notamment la preuve qu'elle ne suivait pas de traitement médical régulier ou n'était pas sous surveillance médicale.		21/12/2022	Oui			
20226970	Mairie de Macaye	communication de l'attestation de non contestation aux travaux de conformité du permis de construire X.		15/12/2022	Fin			
20226982	Mairie de Rueil-Malmaison	communication par voie dématérialisée d'une copie des documents suivants : 1) l'entier dossier de permis de construire n° X accordé à la société X ; 2) l'arrêté du 25 août 2022 ainsi que les avis des services consultés dans la cadre de l'instruction de ce permis de construire ; 3) l'entier dossier d'aménager n° X du 17 juin 2022 et l'arrêté correspondant.		13/12/2022	Oui			
20226988	Préfecture de la Haute-Vienne	copie, par courrier électronique, des documents suivants concernant la délibération n° 2022-45 du conseil municipal du 7 septembre 2022 : 1) la facture ainsi que le compte rendu de Maître X, huissier de justice, concernant la fin des travaux d'assainissement collectif au village de Montbrugnaud ; 2) la délibération concernant les travaux relatifs aux eaux pluviales réalisés pendant les travaux d'assainissement ainsi que la facture ; 3) la facture des travaux de la route VC4.		12/12/2022	Oui			
20226995	Mairie de Colombes	communication, en sa qualité de conseillère municipale, des documents portant sur le patrimoine arboré de la commune : 1) les études phytosanitaires réalisées sur le patrimoine arboré de Colombes et notamment celles ayant conduit à une décision d'abattage ; 2) la liste des arbres concernés par une décision d'abattage et leur localisation précise ; 3) le calendrier d'abattage des arbres en 2022 et 2023.	15/12/2022	19/12/2022				
20226997	Province Nord de Nouvelle-Calédonie	communication d'une copie de tous les actes provinciaux Nord attribuant une subvention à la presse locale, écrite, radiodiffusée et télévisée, pour l'année 2020.		12/12/2022				
20227005	Mairie d'Alba-la-Romaine	communication de l'intégralité du dossier de demande de permis de construire, référencé sous le numéro X, accordé à Monsieur X par un arrêté du 13 avril 2022.		14/12/2022	Fin			
20227011	Conservatoire du littoral	communication du rapport et des résultats des sondages et études de sols, réalisés en juillet 2022, sur la zone d'accueil des dunes et étangs de Kérouiny en Trégunc.	15/12/2022	19/12/2022	Oui			
20227012	Parc naturel régional d'Armorique	communication, dans un format numérique et réutilisable par courriel ou sur CD ROM, de la copie des documents relatifs à la présence du loup et du chacal doré sur le territoire du parc.	15/12/2022	19/12/2022	Oui			
20227021	Direction départementale des territoires de Vaucluse (DDT 84)	communication des éléments suivants relatifs à la visite de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) au seuil du moulin dit des Faysses à Sorgues en 2011 : 1) les informations recueillies lors de la visite ; 2) les documents les contenant établis par ce même organisme.	15/12/2022	19/12/2022	Oui			
20227024	Direction générale des finances publiques (DGFIP)	communication, en sa qualité d'administrateur provisoire de la société X, des informations contenues dans le Fichier national des comptes bancaires (FICOBA), notamment, la liste des comptes bancaires ouverts ou clôturés au nom de cette société.	15/12/2022	19/12/2022				
20227029	École supérieure de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris (ESPCI Paris)	communication des avantages de l'offre retenue par rapport à l'offre du demandeur concernant le marché public d'assistance à maîtrise d'ouvrage portant sur la refonte des pièces du marché dans le cadre de l'exploitation et la maintenance des installations techniques du site de l'école supérieure de physique et de chimie industrielles de la ville de Paris (ESPCI).	15/12/2022	28/12/2022				
20227030	Caisse d'allocations familiales de Charente-Maritime (CAF 17)	communication, par courrier électronique, à la suite d'une première transmission partielle, de l'intégralité de son dossier allocataire.		13/12/2022	Oui			
20227043	Ministère de la Justice	communication de la copie numérique, par courrier électronique, de la décision ayant ordonné la saisie		12/12/2022	Fin			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		de l'ordinateur, de l'écran et du casque audio de son client, incarcéré à la maison centrale de Saint-Maur, le 13 septembre 2022, à la suite d'une fouille de cellule.						
20227047	Ministère de la Justice	communication d'une copie numérique des documents suivants concernant son client incarcéré à la maison centrale de Saint Maur Bel Air : 1) la totalité des décisions ayant ordonné les fouilles à nu durant son incarcération ; 2) la liste détaillée des fouilles à nu depuis le 14 septembre 2022.		12/12/2022	Oui			
20227048	Ministère de la Justice	copie, par courrier électronique, de la liste des effets personnels de son client figurant à son vestiaire ainsi que la décision ayant ordonné la saisie de sa couette « deux places » dont il disposait en cellule le 13 septembre 2022 ainsi que des trois pots de tabac et des quatre paquets de cigarettes disparus dans le cadre de son affectation au BTA.		12/12/2022	Oui			
20227053	Mairie de Grenoble	communication d'une copie des documents suivants : 1) la décision de non-opposition à la déclaration préalable n° DP X du 26 juillet 2022 ; 2) les entiers dossiers de demande et d'instruction de cette décision.		30/12/2022	Oui			
20227069	Préfecture de l'Hérault	communication de la copie des annexes de la délibération de l'agglomération du Pays de l'Or du 15 décembre 2011 portant sur la délégation de service de l'eau et plus particulièrement le règlement de service de l'eau (eau potable, assainissement).		12/12/2022	Oui			
20227071	Mairie de Brénod	communication des documents suivants : 1) les délibérations des 17 janvier 2022 et 21 mars 2022 relatives au projet éolien de X sur la commune, ainsi que leurs comptes rendus ; 2) l'ensemble des pièces sur la base desquelles la commune s'est appuyée pour se prononcer favorablement sur ce projet, notamment les photomontages qui ont été fournis par X et qui indiquent le nombre d'éoliennes projetées et leur lieu d'implantation ; 3) l'ensemble des communications écrites (courriers et courriels) entre le maire (ou tout autre représentant de la commune) et X concernant ce projet éolien.	15/12/2022	29/12/2022	Oui			
20227076	Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL 69)	communication des documents suivants portant sur un projet éolien sur les communes de Brenod et des Neyrolles : 1) la demande d'informations effectuée par le développeur X à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL 69) concernant ce projet éolien ; 2) la réponse apportée par la DREAL et les informations à caractère environnemental fournies dans ce cadre ; 3) l'ensemble des échanges intervenus en interne sur l'instruction de cette demande, et entre la DREAL et le développeur X.	15/12/2022	29/12/2022	Oui			
20227077	Préfecture de l'Ain	communication des documents suivants concernant un projet éolien sur les communes de Brenod et des Neyrolles : 1) la demande d'informations effectuée par le développeur X à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes (DREAL 69) et, le cas échéant, aux services de la préfecture, à propos de ce projet éolien ; 2) la réponse apportée par la préfecture et les informations à caractère environnemental fournies dans ce cadre ; 3) l'ensemble des échanges intervenus en interne sur l'instruction de cette demande, mais aussi des échanges avec la DREAL, et enfin avec le développeur X.	15/12/2022	29/12/2022	Fin			
20227081	Communauté d'agglomération Clisson Sèvre et Maine	communication du dossier technique de l'étude hydraulique de 2005 du cabinet X.	15/12/2022	16/12/2022	Fin			
20227086	Préfecture du Bas-Rhin	communication de l'entier dossier de naturalisation de son client.		27/12/2022	Par			
20227094	Caisse primaire d'assurance maladie de l'Isère (CPAM 38)	communication d'une copie du compte rendu de expertise médicale effectuée le 28 mars 2022 par le docteur X, médecin conseil de la sécurité sociale, dans le cadre de sa contestation de reprise de travail.		21/12/2022	Oui			
20227102	Mairie de Lézan	communication, par courriel, du procès-verbal de la réunion du conseil municipal du 26 mai 2020.		21/12/2022	Oui			
20227111	Direction régionale du service médical Provence Alpes-Côte-d'Azur-Corse	communication d'une copie du rapport médical d'évaluation du taux d'incapacité le concernant établi le 18 mai 2022 par le médecin-conseil Madame X.		21/12/2022				
20227116	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication de la copie de l'intégralité du dossier de demande de naturalisation de son client, notamment le compte rendu de son entretien d'assimilation.		14/12/2022	Oui			
20227117	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication de la copie de l'intégralité du dossier de demande de naturalisation de son client, notamment le compte rendu de son entretien d'assimilation.		14/12/2022	Oui			
20227126	Mairie de Laroque	communication du rapport d'analyse de l'Office national des forêts (ONF) du 19 octobre 2021 relatif au	15/12/2022	16/12/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		platane de la Placette à Laroque.						
20227128	Centre hospitalier d'Ardèche méridionale	communication, par voie postale, afin de connaître les causes du décès de la défunte, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, en leur qualité d'ayants droits, d'une copie de l'intégralité du dossier médical de la mère de ses clients, Madame X, décédée au sein de l'établissement le 31 août 2021, notamment les pièces manquantes suivantes à la suite d'une première communication : 1) l'ensemble des feuilles de suivi ou pancarte récapitulative pour toute la durée du séjour du 6 août 2021 au 31 août 2021 ; 2) l'ensemble des prises de sang pour toute la durée du séjour du du 6 août 2021 au 31 août 2021 ; 3) l'ensemble des radiographies pour toute la durée du séjour du du 6 août 2021 au 31 août 2021.	15/12/2022	29/12/2022				
20227142	Direction départementale des territoires et de la mer de la Manche (DDTM 50)	communication des documents suivants relatifs à sa demande de déclassement de l'écoulement d'eau situé sur le secteur de La Buslière de la commune de Saint-Cyr-du-Bailleul : 1) le rapport de l'administration établi suite à la contre expertise indiquée dans le mail de la DDTM du 7 octobre 2021 ; 2) le rapport de l'administration établi suite à l'expertise indiquée dans le mail de la DDTM du 13 juillet 2022.	15/12/2022	16/12/2022	Oui			
20227143	Syndicat d'action foncière du Val-de-Marne (SAF 94)	communication de l'acte administratif fondant la décision d'exercice du droit de priorité par le syndicat d'action foncière du Val-de-Marne (SAF 94) concernant la cession des parcelles de l'État cadastrées section X, X, X et X situées sur la commune de Bonneuil-sur-Marne, pour lesquelles l'offre d'acquisition du demandeur avait été retenue.	15/12/2022	28/12/2022				
20227147	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication, à son domicile par voie postale, afin de connaître les causes de la mort, sur le fondement de l'article L1110-4 du code de la santé publique, de l'intégralité du dossier médical de son père, Monsieur X, décédé le X, relatif à ses hospitalisations à l'hôpital Henri Mondor du X et du X au X.		21/12/2022	Non			
20227172	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication d'une copie du dossier de demande de visa de X, fils de sa cliente, déposé au consulat de France à Douala .		30/12/2022				
20227179	Hôpital Nord-Ouest Val-d'Oise (Hôpital NOVO) (ex centre hospitalier René Dubos de Pontoise)	communication, à son domicile, de son dossier médical complet relatif à son hospitalisation du X, notamment les documents suivants : 1) le certificat médical initial ; 2) le compte rendu ; 3) le certificat d'hospitalisation ; 4) le compte rendu opératoire ; 5) l'électrocardiogramme ; 6) interne ; 7) l'imagerie par résonance magnétique ; 8) l'office national d'indemnisation des accidents médicaux ; 9) le tomodensitométrie (ou scanner) ; 10) l'unité de soins intensifs neuro-vasculaires ; 11) le rapport du SAMU de Pontoise et Pontoise/Paris.		21/12/2022	Oui			
20227185	Préfecture de la Haute-Savoie	communication, en sa qualité de conseiller municipal, de la copie des deux délibérations suivantes de la commune d'Ambilly comprenant les visas préfectoraux après télétransmission : 1) la délibération 2020-045 relative à l'approbation du compte administratif 2019 de la commune ; 2) la délibération 2021-67f relative à l'approbation du compte administratif 2020 de la commune.		28/12/2022	Oui			
20227209	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication de la décision de refus de délivrer à son client un titre de séjour vie privée vie familiale VPF pour soins médicaux, qui serait intervenue aux alentours du 6 septembre 2022.		21/12/2022				
20227214	Centre hospitalier de Plaisir	communication de ses dossiers médicaux et administratifs.		30/12/2022	Non			
20227215	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication de l'entier dossier de demandes de visas de deux de ses clients, X, détenu par le consulat de France à CONAKRY auxquels a été opposé un refus de visa le 23 février 2021.		28/12/2022				
20227229	Mairie de Narbonne	copie des documents suivants : 1) le tableau des effectifs des agents de catégorie C pour l'année 2022 ; 2) le tableau des emplois des agents de catégorie C, avec la nature de l'occupation desdits emplois (titulaire, stagiaire, contractuel).		28/12/2022	Oui			
20227230	Grand Hôpital de l'Est Francilien (GHEF)	communication du compte rendu de sa consultation du 7 mars 2022 avec le Docteur X.		27/12/2022	Oui			
20227248	Groupe hospitalier universitaire Paris Psychiatrie et Neurosciences (GHU)	communication de l'intégralité des dossiers médicaux et administratifs des deux enfants de son client, X né le X et X né le X, comprenant notamment leurs prises en charge par le centre médico-psychologique enfants 3ème secteur Paris (75009).		22/12/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
20227261	Mairie de Saint-Gilles (30)	communication, le cas échéant, par voie électronique, de l'intégralité du dossier administratif individuel de sa cliente.		27/12/2022				
20227272	Centre Hospitalier de Chaumont	communication d'une copie de son entier dossier médical relatif à son admission au service des urgences le 22 avril : 1) les documents ayant justifié son admission ; 2) toutes les prescriptions médicales rédigées ; 3) l'évaluation de son état de santé effectuée par le médecin ; 4) le bulletin de sortie établi par le médecin.		20/12/2022	Oui			
20227273	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication de l'entier dossier déposé par son client aux fins d'obtention de la nationalité française.		21/12/2022	Par			
20227275	Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)	communication des documents suivants la concernant : 1) les arrêtés relatifs à son accident de service ; 2) les arrêtés relatifs à ses arrêts maladies et prolongations intervenus depuis le 28 janvier 2020 jusqu'au 17 octobre 2022, sa reprise en mi-temps thérapeutique.		30/12/2022	Oui			
20227276	Syndicat mixte pour l'aménagement de la découverte (SMAD) - Cap'Découverte	communication, de préférence par courrier électronique, à défaut au format papier par voie postale, des documents suivants concernant sa cliente : 1) l'intégralité des documents contenus dans son dossier administratif ; 2) tout élément de son dossier individuel conservé sur support électronique.		28/12/2022	Oui			
20227279	Hôpital Marie Lannelongue	communication par voie postale, à ses frais, de son entier dossier médical relatif à ses deux hospitalisations intervenues les 7 et 12 août 2022.		30/12/2022				
20227288	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication d'une copie de la déclaration de nationalité française de Monsieur X, le grand-père de son client, enregistrée le X par le ministère chargé des naturalisations sous le numéro X.		21/12/2022	Oui			
20227307	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	copie intégrale de son dossier individuel de fonctionnaire de police.		30/12/2022				
20227314	Préfecture de la Seine-Saint-Denis	communication d'une copie de l'entier dossier de son client.		30/12/2022				
20227320	Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP)	communication des documents suivants concernant sa prise en charge médicale à l'hôpital Ambroise Paré de 2010 à 2022 : 1) l'intégralité de son dossier médical ; 2) les images de tous les examens réalisés : coloscopies, dilatations anales sous coloscopies ; 3) les résultats des dépistages du X prescrits par le professeur X et nommés « calpro » et « calpro 40 » dans les comptes rendus des consultations dudit professeur.		30/12/2022	Oui			
20227333	Mairie de Saint-Martin-la-Pallu	communication de l'arrêté de mise à la retraite d'office pour invalidité pris à l'encontre de son client.		30/12/2022	Oui			
20227343	Mairie du Pradet	communication d'une copie des documents suivants concernant son client : 1) sa fiche de poste ; 2) l'organigramme du service dans lequel il est placé ; 3) ses derniers rapports d'entretien individuel ; 4) son arrêté d'affectation.		30/12/2022				
20227349	Centre hospitalier de Lannemezan	communication d'une copie numérique, par courrier électronique, du dossier médical complet de son client incarcéré au centre pénitentiaire de Lannemezan et notamment la partie de ce dossier relative aux soins prodigués à l'intéressé pour un X.		30/12/2022	Oui			
20227358	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication de l'entier dossier consulaire de demande de visa de la fille de son client, X, déposée à l'ambassade de France à Conakry (Guinée), laquelle a été rejetée (référence du dossier X).		29/12/2022				
20227368	Préfecture des Hauts-de-Seine	communication, par courriel, de la copie de l'arrêté préfectoral portant obligation de quitter le territoire français, rendu par la préfète, à l'encontre de son client, le 15 juillet 2022.		28/12/2022				
20227470	Rectorat de l'académie de Montpellier (AC 34)	communication de la copie de l'intégralité du dossier individuel de son client.		30/12/2022				
20227472	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication, d'une copie du dossier de demande de visa de Madame X sa cliente déposé à l'ambassade de France à Téhéran.		30/12/2022				
20227481	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	copie du dossier de Madame X et de ses filles X et X concernant les demandes de visa déposées par ces dernières afin de leur permettre de rejoindre leur mère en France, rejetées par les services de l'ambassade de France en République Démocratique du Congo.		30/12/2022				
20227529	Ministère de l'intérieur et des outre-mer	communication de tout document attestant de la naturalisation de sa grand-mère, Madame X née le 4 septembre 1921 en Italie et naturalisée après la naissance de sa mère née le 5 septembre 1941 à Marseille.		30/12/2022	Fin			
20227530	Etablissement public Paris Musées	communication des documents suivants : 1) les fichiers Excel décomptant son temps de travail au musée Cernuschi, de l'année 2018 incluse		30/12/2022	Oui			

Numéro de dossier	Administration concernée	Objet de la demande	Date de séance	Date de notification	Avis suivi	Recours contentieux		
						Date	Juridiction	Issue du recours
		jusqu'au 12 septembre 2022 inclus ; 2) les documents pdf constituant les scans de la totalité de ses demandes de congés de l'année 2018 incluse jusqu'au 12 septembre 2022 inclus, que ces demandes de congé aient été acceptées ou refusées.						
20227567	Ministère de l'Europe et des affaires étrangères	communication, par courriel, de la copie de l'entier dossier de demande de visa de X, le fils de sa cliente, détenu par le consulat de France en Guinée à Conakry.		30/12/2022				
20227581	Centre hospitalier universitaire de Nice (CHU de Nice)	communication d'une copie de l'entier dossier de carrière de son client.		26/12/2022				